MÉMOIRES

DU

GÉNÉRAL SHERMAN

Memoirs of general William T. Sherman, by himself. London 1875. Henry S. King.

Comment William Sherman, cadet de l'école militaire de West-Point, a-t-il fait son chemin dans le monde? Comment le jeune officier, après d'obscurs, mais aventureux débuts, s'est-il élevé rapidement, aussitôt que de grands événemens ont fourni à son incontestable supériorité l'occasion de se manifester? Comment est-il devenu enfin un des trois hommes dont le nom restera indissolublement lié au souvenir de la dernière crise, victorieusement traversée par la république américaine, la guerre de sécession?

Le général Sherman va répondre lui-même à ces questions, car il vient d'écrire ses mémoires, et le récit qui va suivre en sera la fidèle analyse.

Quand nous disons que trois hommes resteront illustres entre tous dans l'histoire de la plus vaste des guerres civiles, nous voulons désigner le président Lincoln et les généraux Grant et Sherman. D'autres noms sans doute ont brillé à côté des leurs, car, si la grande convulsion qui a secoué le Nouveau-Monde n'a mis au jour, heureusement pour lui, aucun génie, aucun dominateur, elle a poussé au premier rang une foule d'hommes remarquables. Farragut et Porter ont été de hardis marins, mais sont restés enfermés dans leur spécialité. Mac-Clellan, après avoir improvisé l'armée

américaine et glorieusement repoussé à Antietan le premier effort sérieux des armées sudistes, a disparu de la scène, emporté par le torrent des passions politiques. Quand plus tard une nouvelle tentative des confédérés est venue échouer à Gettysburg, dans cette terrible journée où les combattans ont laissé 40,000 hommes sur le champ de bataille, l'armée victorieuse se trouvait sous les ordres d'un simple divisionnaire nommé Meade, investi par intérim d'un commandement en chef qu'il n'a plus exercé depuis. Seuls, Lincoln, Grant et Sherman ont traversé toute la crise, se fortifiant chaque jour dans une mutuelle estime, grandissant sans cesse dans la confiance de la nation et de l'armée. A eux trois enfin, ils ont terminé la guerre et pacifié le pays; la reconnaissance nationale a su leur en tenir compte.

M. Lincoln, inconnu jusqu'alors et porté à la présidence par le hasard d'un compromis électoral, s'est trouvé providentiellement à la hauteur de la tâche immense qui lui était imposée. Guidé par son admirable bon sens, il a instinctivement joué le rôle que l'emploi des énormes armées modernes semble réclamer des chefs d'état : son nom a été la raison sociale de l'association d'hommes d'élite entre lesquels se fractionne leur maniement. Trait d'union entre eux tous, il n'a jamais entravé la vigueur de leur initiative, vis-à-vis de laquelle au contraire il était le premier à donner l'exemple de la discipline; mais depuis l'heure où son élection fut le signal de la lutte jusqu'au moment où le cri de guerre des confédérés a été poussé pour la dernière fois par l'assassin qui le frappait à mort, il a su porter seul et sans faiblesse le poids de la responsabilité : grands services qui le placent dans la mémoire reconnaissante du peuple au même rang que Washington.

A côté de cet enfant trouvé de la politique, Grant et Sherman ont été les fils de leurs œuvres. Soldats par éducation, mais ne connaissant de l'art militaire que les principes, ils ont eu à faire face tout à coup aux difficultés d'une grande guerre sans aucune tradition pour les guider, mais aussi sans routines du passé pour les retenir; ils ont résolu ces difficultés avec une sagacité, une originalité que tout le monde peut étudier avec fruit, et leur carrière se mesure au nombre et à l'éclat de leurs succès. Grant, mieux servi par les occasions au début de la guerre, a devancé Sherman. Taciturne, mais doué de la plus claire intelligence, il a tenu dans ses mains, sans les embrouiller, tous les fils épars d'opérations militaires qui embrassaient tout un continent; son inébranlable ténacité a fini par triompher de tous les obstacles. Il est aujourd'hui président des États-Unis. Quant à Sherman, le plus clairvoyant, le plus entreprenant et le plus résolu de tous les généraux américains, celui dont les conceptions, hardies dans la pensée comme dans l'exécu-

tion, ont porté les coups décisifs, il est général en chef de l'armée des États-Unis. Pour utiliser les loisirs que lui laisse cette haute position, il est venu, il y a deux ans, parcourir les principaux champs de bataille de l'Europe. Il a visité Paris et Versailles, et les curieux ont pu le voir un jour assister à une séance de l'assemblée nationale, dans la tribune du président de la république. Ils n'auront rien trouvé de militaire dans sa personne. Le général est grand, maigre et paraît avoir cinquante ans. Son visage est soigneusement rasé. Point de moustaches. Ses cheveux blonds ne sont pas taillés à l'ordonnance. Rien dans sa tournure n'indique la gêne habituelle de l'uniforme ou la raideur de l'homme toujours en représentation; mais la maigreur du corps a tous les caractères d'une de ces constitutions supérieures aux fatigues et aux privations, que les Américains appellent constitution de fil de fer (*wiry*). L'œil est à la fois doux et perçant, et l'ensemble de la physionomie montre une vive intelligence, une énergique volonté, mêlées à une pointe de malice. A son retour d'Europe, le général a rédigé les mémoires qui font le sujet de cette étude. Écrits avec vivacité, s'exprimant avec franchise sur nombre de personnages vivans, ces mémoires ont soulevé de l'autre côté de l'océan d'ardentes controverses dont nous ne nous occuperons pas; mais nous rechercherons avec soin les traits de caractère qui font du général Sherman une de ces raretés qu'on appelle *un homme*.

I.

En 1846, nous trouvons Sherman, récemment sorti de l'École militaire, lieutenant d'artillerie et commandant un dépôt de recrutement. Son premier pas dans la vie est un coup de tête. La guerre venait d'éclater entre les États-Unis et le Mexique; au bruit des premiers combats, l'imagination du jeune officier s'enflamme, il ne doute pas qu'on n'ait immédiatement besoin de ses services. Sans attendre d'ordre, il rassemble ses recrues, se met à leur tête, et s'embarque avec elles pour le lieu du rassemblement. Là, première déception. Au lieu d'apprécier son zèle, son colonel, un vieil officier manchot, l'accable d'injures et de malédictions pour avoir quitté son poste sans ordres, et le renvoie ignominieusement; mais un autre champ va s'ouvrir à son ardeur et à son activité. Sa compagnie reçoit l'ordre de se rendre en Californie, dont le gouvernement des États-Unis venait d'ordonner l'annexion. Lorsque Sherman et ses soldats y arrivent après avoir doublé le Cap-Horn, les officiers des navires de guerre américains venaient d'y planter le drapeau étoilé; tout était à créer en fait d'organisation. La Californie était encore presqu'à l'état sauvage. Quelques Mexicains enfer-

més dans les anciens *presidios* espagnols, des Indiens errans, des aventuriers américains en fort petit nombre, en faisaient toute la population. Mettre l'ordre au milieu de cet assemblage bigarré, assurer les droits du gouvernement des États-Unis, établir la base de la propriété et de l'impôt, telle fut la première tâche des officiers américains. Un colonel de dragons fut nommé commandant en chef; il prit Sherman pour aide-de-camp, un simple soldat pour secrétaire, et ces trois hommes formèrent à eux seuls le gouvernement californien.

Nous ne suivrons pas Sherman dans toutes les expéditions hasardeuses que ses fonctions lui imposèrent. Elles avaient rempli plusieurs années de son existence, lorsqu'un jour le jeune officier vit entrer dans la chambre qui servait de bureau deux Américains qui demandèrent à parler à son colonel en particulier. Au bout d'un moment, celui-ci l'appela, et lui montra quelques parcelles métalliques étalées sur de petits morceaux de papier. « Qu'est-ce que cela? avez-vous jamais vu de l'or natif? » Sherman répondit qu'il en avait vu en 1844 en Georgie. Il mâcha une des pépites, elle était malléable. On alla chercher dans la cour une hachette avec laquelle on en aplatit une autre; le lustre métallique était parfait. Plus de doute, c'était bien de l'or, et le premier découvert dans la Sierra-Nevada. La nouvelle de cette découverte se répandit bientôt, et tous les aventuriers d'accourir! Colonel et aide-de-camp allèrent visiter les *placers*, et, à la suggestion de Sherman, on acheta de la poudre d'or à 10 dollars l'once. On en remplit une boîte de fer-blanc qui avait servi à une conserve d'huîtres, et on l'envoya au président des États-Unis, qui fit de cet envoi l'objet d'un message au congrès. « Ainsi devint officiel, dit Sherman, ce qui jusqu'alors n'avait été qu'une vague rumeur. Alors aussi commença le développement prodigieux de la Californie et l'immense immigration qui arriva de tous côtés par terre et par mer. »

L'avenir était loin d'être aussi brillant pour Sherman. La fin de la guerre qui avait conduit l'armée du général Scott à Mexico, avait fait disparaître pour lui toute chance de se distinguer dans la carrière militaire. La fièvre de l'or allait rendre insupportable la vie des officiers en Californie. Tous leurs soldats désertaient pour aller aux mines, où le moindre salaire était de dix dollars par jour. Il fallut recourir à tous les expédiens pour vivre; toute prévision commerciale avait été devancée par l'arrivée subite de la foule imprévoyante des chercheurs d'or; les objets de première nécessité atteignaient des prix exorbitans. Sherman et son chef se tirèrent d'affaire en vendant l'excédant de leurs rations qu'ils touchaient en nature, et dont la valeur était énorme. Sherman se créa aussi quelques ressources en se faisant géomètre à ses momens perdus pour

le compte des particuliers; mais l'existence ainsi partagée entre les nécessités de la vie et un service militaire qui n'était plus que routine ne pouvait convenir à une nature comme la sienne; il se fit renvoyer à Washington.

Quelles étaient ses intentions en se rendant au siége du gouvernement? Il ne le dit pas. Voulait-il déjà quitter l'armée? C'est probable. Il se maria. Sa promotion au grade de capitaine coïncida avec son mariage, et il fut successivement employé à Saint-Louis et à la Nouvelle-Orléans; mais, deux ans après, nous le voyons demander un congé indéfini, et alors il repart pour San-Francisco comme associé à l'une des principales maisons de banque. Six ans s'étaient écoulés depuis le jour où le jeune lieutenant d'artillerie avait attaché son cheval à une des masures du village de Yerba-Buena, et San-Francisco était déjà grande ville; les banques et les établissemens de tout genre y pullulaient.

Au moment d'y arriver, Sherman faillit être victime de graves accidens. Le paquebot qui le portait, trompé par la brume, fit naufrage. C'était pendant la nuit; la surprise mit quelque confusion à bord; les passagers, ne sachant pas si le navire pourrait résister aux secousses qu'il recevait, voulurent se jeter dans les embarcations. Au premier qui essaya de forcer la consigne, le capitaine dit tout bas, mais résolûment : « Si vous touchez à cela, je vous fais sauter la cervelle. » Sherman l'entendit, et, dans un pareil moment, ce langage un peu raide lui causa la plus vive satisfaction. En effet, le navire était perdu, mais, grâce à l'ordre maintenu, tout le monde, après une nuit d'angoisses, fut mis à terre en sûreté. Sherman, resté un des derniers, débarqua à son tour, rejoignit sur la plage les passagers trempés et grelottans, puis s'offrit pour aller à la découverte, en quête de secours. Des traces de chevaux le conduisirent à une crique où il trouva une goëlette qui, le brouillard levé, partait pour San-Francisco, chargée de bois. Sauter à bord fut l'affaire d'un instant; mais un malheur n'arrive jamais seul. En donnant dans la passe des *Heads*, la goëlette, prise en sens contraire par un grain et le jusant, chavira. Sherman se sauva à la nage, fut recueilli par une barque et déposé par elle au pied du fort de la Pointe, qui défend l'entrée de la baie. Tout ruisselant d'eau, mais sans plus s'en inquiéter, il envoya sa carte à l'officier qui y commandait et gagna San-Francisco. « Deux naufrages le même jour étaient, dit-il, de mauvais augure pour le début d'une nouvelle et pacifique carrière. »

C'était en effet une carrière toute nouvelle pour lui que celle de gérant d'une maison de banque; cependant une année n'était pas écoulée, qu'il y faisait preuve de cette sagacité qui a marqué tous les actes de sa vie. A cette époque, la fièvre de la spéculation avait

remplacé à San-Francisco la fièvre de l'or. Sherman ne s'y laissa pas entraîner, et bien lui en prit.

La principale banque de la ville était commanditée par une grande maison de New-York, Page et Bacon. Sur le bruit que cette maison était fortement engagée dans une entreprise de chemin de fer d'un succès douteux, Sherman, prévoyant une catastrophe, avait prudemment resserré ses opérations, refusé tout emprunt nouveau, tout renouvellement, et usé de tous les moyens pour augmenter son encaisse. Tout à coup un paquebot accoste au quai, et la nouvelle se répand à l'instant que Page et Bacon ont fait faillite. La succursale californienne suspend aussitôt ses paiemens, une autre grande maison l'imite, et il se produit une de ces paniques que les Anglais appellent un *run*, littéralement une course sur toutes les banques. Presque tous ces établissemens ferment leurs portes. C'est le moment que Sherman avait patiemment attendu; il a pesé toutes ses ressources, il tiendra tête à l'orage. Le lendemain, dès le matin, une foule considérable remplit la rue; aussitôt les portes ouvertes, sa banque est envahie. Suivant l'usage, les créanciers les plus bruyans et les plus pressés sont les petits dépositaires, hommes et femmes; ensuite ceux qui avaient un compte considérable se montrent à leur tour et réclament leur remboursement. Le côté comique ne manque pas au tableau, et Sherman assiste à la scène, souvent décrite, de l'homme qui se fait écraser pour parvenir plus tôt jusqu'au comptoir, y réclame à grands cris son argent, et, tout surpris, ne sait plus qu'en faire dès qu'on le lui remet. Cependant des amis arrivent qui se contentent de demander à Sherman sa parole qu'il n'y a pas de danger; puis on fait donner les réserves, d'autres amis viennent déposer ostensiblement quelques milliers de dollars. Devant toutes ces scènes, Sherman reste impassible, impénétrable; mais la journée a été rude, et le soir le compte indique que, si le lendemain les remboursemens sont demandés dans la même proportion, il faudra suspendre les paiemens. Aussi, la nuit venue, Sherman fait seller son cheval, et le voilà en campagne, allant de débiteur en débiteur. Il trouve le premier, le principal, au comble de la détresse, accablé, s'essuyant le front avec une éponge : « Je vous attendais... Je ne puis rien... J'ai essayé d'emprunter à tout prix, mais dans ce moment tout le monde couche sur son argent. » Plus loin, Sherman est plus heureux. Malgré cela, quand l'heure arrive, il ne sait trop ce qui va se passer; mais la matinée est sereine, l'orage est apaisé, la banque est sauvée, et, après avoir traversé une pareille crise, la réputation de Sherman est faite. Toutes les batailles de la vie se ressemblent, et, pour gagner les unes ou les autres, il faut les mêmes qualités, la même pénétration, la même prévoyance, la même fermeté.

Malgré la position que ce succès lui avait faite, Sherman ne tarde guère à renoncer à son rôle de banquier, à cause d'un incident où nous retrouvons encore le soldat. Sa popularité parmi les habitans de San-Francisco l'avait fait élire général des milices, sorte de garde nationale placée aux ordres des autorités locales. Prenant son titre au sérieux, il avait proposé de réprimer par la force de graves désordres qui s'étaient produits dans la ville, et avait demandé qu'on lui remît les armes nécessaires. Elles lui avaient été refusées; il avait immédiatement donné sa démission. Le spectacle de l'anarchie qui s'ensuivit lui était odieux; aussi en mai 1857 quittait-il la Californie. Il revint à Lancaster dans l'Ohio, son pays, son *home;* mais il fallait vivre et faire vivre une femme et quatre enfans, tous habitués à un bien-être plus qu'ordinaire.

Sherman ne perdait jamais le temps en hésitations. La question posée était aussitôt résolue. De banquier, il se fait avoué, s'associe avec un de ses beaux-frères et établit l'étude de Sherman et Ewing à Leavenworth, Kansas, une de ces villes de l'ouest dont la rapide croissance confond toujours nos idées européennes. En Amérique, l'enseignement du droit fait partie du programme de toutes les écoles; mais, bien que Sherman, dans le cours de ses études militaires, eût lu Blackstone, Kent, etc., il sentait bien qu'il n'était pas fait pour être homme de loi. Aussi laissait-il à son beau-frère le soin de plaider devant les tribunaux, se réservant les courses, les rentrées, les agences de toute sorte. Cependant, dit-il, « comme l'étude portait mon nom, je crus devoir prendre une patente. En conséquence, un jour que le juge des États-Unis, Lecomte, se trouvait dans notre cabinet, je lui en parlai. Il me dit d'aller trouver son greffier, qui me la donnerait. Je lui demandai quelle sorte d'examen j'aurais à subir. — Aucun, dit-il, je vous admettrai comme très intelligent. » Et certes à ce titre jamais patente ne fut mieux placée. Il faut dire aussi que le rôle d'un avoué dans ces parages ne répond pas à l'idée que nous nous en faisons d'après celui qu'il remplit chez nous. Sherman reçut comme tel l'entreprise de la réparation d'une route militaire conduisant au fort Riley, situé à 130 milles dans l'ouest. Le pays est à peine habité, il y a autant d'Indiens que de blancs; cependant on rencontre çà et là un embryon de ville. En arrivant à une de ces stations dans l'ambulance à quatre mules avec laquelle il voyage, Sherman trouve tout le monde abattu par la fièvre; son cocher la prend à son tour, et le voilà avoué, entrepreneur, cocher et cuisinier tout à la fois. Malgré cela, malgré les obstacles qui naissent à chaque pas, il exécute son contrat et revient; mais les revenus de l'étude sont insuffisans. Il en est de même d'un essai de défrichement que Sherman entreprend comme fermier.

En désespoir de cause, il écrit à Washington pour demander si on

veut le reprendre dans l'armée comme officier-payeur, ou à n'importe quel titre. Sherman avait des amis à Washington; par leur entremise, par celle des parens de son ancien colonel, qui appartenait à une des premières familles de la Louisiane, il est nommé directeur d'une école militaire que les autorités de cet état venaient de fonder. Cette situation lui convenait parfaitement. Il accourt aussitôt. De son école, il n'existait encore que les quatre murs, gardés par un charpentier et une vieille négresse qui lui faisait la cuisine. Sherman se met en ménage avec eux, et avec l'aide du charpentier commence la construction des tables, des bancs, des tableaux noirs et de tout le matériel de l'établissement. En même temps, il enrôle tout un état-major de professeurs, anciens élèves de West-Point, car il veut que le collége d'Alexandrie se modèle sur la fameuse école où il a reçu son éducation. Le cours de génie civil et militaire sera fait par lui. Tout marche à souhait; la jeunesse de la Louisiane vient suivre ses leçons. Beauregard, qui va bientôt devenir son adversaire sur plus d'un champ de bataille, y envoie ses deux fils.

Nous sommes en 1860, et les événemens politiques se précipitent. L'élection de M. Lincoln éclate comme un coup de tonnerre. Le candidat du nord l'emporte sur le candidat du sud. Les états du sud, du moment que la majorité leur échappe, ne veulent plus de l'union, et le mouvement séparatiste commence. Sherman, bien qu'il ne partage pas les passions des abolitionistes, considère néanmoins la sécession comme un acte de trahison qui mène forcément à la guerre. « Jamais, s'écrie-t-il, le nord et l'ouest ne permettront que le cours du Mississipi échappe à leur contrôle. » Mais rien ne peut arrêter le torrent déchaîné. L'état de la Caroline du sud se sépare de l'Union; la Louisiane suit le mouvement; la doctrine que chaque état a le droit absolu (*state's rights*) de se séparer de l'Union par sa seule volonté, et de contracter telle alliance qu'il lui plaira, est proclamée. Tandis que les meneurs de l'insurrection brusquent les choses, forment la confédération des états du sud et élisent président M. Jefferson Davis, le nord assiste à ce démembrement de l'empire avec une indifférence apparente et dans une inaction dont Sherman ne revient pas. Les milices louisianaises attaquent l'arsenal fédéral, défendu par un capitaine Haskins qui se rend. « Haskins, dit Sherman, aurait dû défendre son poste jusqu'à la mort, mais jusqu'ici le gouvernement national de Washington avait montré une telle pusillanimité que les officiers de l'armée ne savaient ce qu'ils devaient faire. » Comme on voit, les révolutions se ressemblent partout. Après cet exploit, les armes enlevées aux autorités fédérales sont déposées au collége même dont Sherman est directeur, et lui, l'ancien officier de l'armée, se trouve condamné à être le recéleur de ces caisses bien connues sur lesquelles on a simple-

ment gratté l'emblème national U. S., comme en d'autres pays on gratte le chiffre du souverain déchu. Accepter ce rôle, continuer à enseigner l'art de la guerre à des jeunes gens qui vont peut-être porter les armes contre son pays, lui fait horreur. Il donne sa démission et retourne au nord.

Au moment où il quitte la Nouvelle-Orléans, le drapeau de l'Union avait partout disparu; il était remplacé par le pélican de la Louisiane. Des processions parcouraient les rues pour célébrer la délivrance; le despotisme du gouvernement des États-Unis n'existait plus, chacun affectait de regarder le changement comme définitif. La chose était inévitable, dit à Sherman un vieil officier de l'armée qui venait d'accepter un commandement des rebelles, « la sécession est un succès complet; il n'y aura pas de guerre, mais les deux gouvernemens arrangeront tout entre eux à l'amiable, et chacun vaquera à ses affaires sans plus de difficultés. »

Cependant, malgré cette confiance, les confédérés levaient et armaient des troupes, et devant ce spectacle Sherman s'indignait de plus en plus de ne pas voir venir de Washington le moindre signe d'efforts pour rétablir l'autorité nationale. A cette époque, son frère, abolitioniste déclaré, était sénateur des États-Unis. Sherman va le trouver à Washington. Le sénateur le mène à M. Lincoln. Cette première entrevue eut lieu dans une des salles de la Maison-Blanche et ne fut pas sympathique. « Mon frère, dit le sénateur, arrive de la Louisiane et peut donner quelques renseignemens. — Ah! dit M. Lincoln, comment cela va-t-il là-bas?.. — Ils pensent qu'on les laissera tout faire... ils se préparent ouvertement à la guerre, répondis-je. — Oh! dit-il, je suppose qu'on trouvera bien moyen de faire aller la boutique. — Ces mots me coupèrent la parole, je ne répondis plus rien; mais en sortant, profondément désappointé, j'éclatai contre mon frère John, maudissant tous les *politicians* en général : Vous avez amené le pays dans un enfer, tirez-vous-en comme vous pourrez. »

Rien ne put retenir Sherman; il se fit élire président d'une compagnie de chemin de fer, et partit pour Saint-Louis (Missouri) avec sa famille, résolu à se tenir complétement en dehors des événemens. Était-ce possible? Le Missouri, placé entre les états du sud et les états du nord, était divisé en deux camps. Une moitié de la population sympathisait avec les séparatistes, l'autre avec les unionistes. Cette profonde division se retrouvait à Saint-Louis. Dans un camp d'instruction pour les milices d'état situé à la porte de la ville, toute la jeunesse esclavagiste était réunie en armes. Dans la ville se trouvait un régiment d'infanterie régulière fédérale, et quelques corps de volontaires allemands partisans du nord, levés par Frank Blair, frère d'un des ministres de M. Lincoln. Dans une

pareille situation, une collision était inévitable; aussi Sherman fut-il peu surpris d'entendre crier un matin que les *Allemands* avaient marché contre le camp Jackson. Les mesures avaient été bien prises : les miliciens séparatistes se rendirent sans coup férir; mais avant la fin du jour survint un de ces accidens si fréquens en révolution. Laissons notre héros le raconter.

« Je m'en allais dans la direction du camp avec mon petit garçon Willie. Au haut d'Olive-street, en face de Lindell's-grove, je trouvai le régiment de Frank Blair, les rangs ouverts, et au milieu les prisonniers du camp. La foule s'était rassemblée à l'entour, appelant les prisonniers par leurs noms, quelques-uns criant hurrah pour Jefferson Davis, d'autres encourageant les troupes. Il y avait là des hommes, des femmes et des enfans. » A ce moment, un homme ivre voulut traverser la colonne; un sergent le repoussa rudement et le fit tomber. L'homme se releva, ramassa son chapeau, puis, tirant un pistolet de sa poche, fit feu et blessa un officier. « Le régiment s'arrêta. Il y eut un moment de confusion, et les soldats commencèrent à tirer. J'entendis les balles dans les feuilles des arbres au-dessus de nous, et je vis les hommes et les femmes, dont quelques-uns étaient blessés, courir dans toutes les directions. Charles Ewing jeta mon fils Willie par terre et le couvrit de son corps. Je me jetai aussi à plat ventre. Le feu, commencé en tête du régiment, s'étendit jusqu'à la queue, et, comme je vis que les hommes rechargeaient, j'enlevai Willie et me précipitai avec lui dans un égout, qui nous protégea. Une femme, un enfant et deux ou trois hommes étaient tués. »

Après cela et après le bombardement du fort Sumter à Charleston, la lutte était commencée; une carrière s'ouvrait pour tous ceux qui se sentaient les qualités et les connaissances de l'homme de guerre. Sherman le comprit. Il s'offrit pour commander non pas des volontaires levés pour trois mois, sorte de soldats pour lesquels il avait un profond mépris, mais des hommes enrôlés pour trois ans, « qu'un officier a le temps de préparer, et avec lesquels il peut rendre de bons services. » La réponse ne se fit pas attendre. Dans la disette d'hommes où l'on était, tous les anciens officiers étaient les bien-venus; il fut nommé d'emblée colonel, et appelé immédiatement à Washington.

Ici s'arrête la première partie de la carrière de Sherman. Le voilà arrivé à l'âge où l'homme est dans toute sa force, l'intelligence dans toute sa puissance. Laborieusement, honorablement, il a lutté sans relâche contre toutes les vicissitudes, toutes les déceptions de la vie. Son éducation est complète. Sorti d'une des premières écoles du monde, il a appris en Californie quels sont les besoins et les lois indispensables de toute société. Chef d'une grande maison de

banque, le maniement des affaires et des hommes n'a rien de caché pour lui. Chacune des positions qu'il a occupées a ajouté quelque chose à son expérience. Dans toutes, il a fait preuve d'une rare fermeté et d'une sagacité plus rare encore. Nous allons le voir appliquer ces qualités à la conduite d'une grande guerre.

II.

Tout le monde sait quelle était la situation de Washington au moment où éclatait la guerre de sécession. Ce Versailles américain, jusqu'alors le point central du plus pacifique des empires, se trouvait subitement transformé en ville frontière, et menacé par une armée ennemie dont les avant-postes s'apercevaient de l'autre côté du Potomac. Pour résister à une attaque dont aucun Américain n'avait jamais rêvé la possibilité, il fallait tout improviser, tout créer. Des troupes régulières, entretenues jusque-là par le gouvernement des États-Unis et dispersées sur son vaste territoire, on n'avait pu recueillir que d'infimes détachemens, et la moitié de leurs officiers, originaires des états séparatistes, avaient passé à l'ennemi. Les premières mesures prises pour suppléer à cette détresse militaire avaient été ridiculement insuffisantes. On s'était borné à ordonner la levée de quelques régimens de ces volontaires engagés pour trois mois, sorte de garde mobile élisant ses officiers, pour laquelle Sherman, avons-nous vu, professait un si profond mépris. Peu après, il est vrai, l'étendue du danger se révélant à tous les yeux, M. Lincoln avait demandé au congrès 400,000 hommes engagés pour trois ans, et 400 millions de dollars; mais pour rassembler et équiper 400,000 hommes il fallait du temps. Les vieux officiers voulaient qu'on fît tout au monde pour en gagner. Ils avaient, dès les premiers jours, fait construire sur la rive virginienne du Potomac une série d'ouvrages, sorte de tête de pont et de camp retranché qui, mettant la capitale à l'abri d'un coup de main, auraient permis d'attendre la réunion d'une force suffisante pour prendre avec succès l'offensive.

Les exigences de la foule sont les mêmes partout. Malheur aux gouvernemens condamnés à leur obéir! La vue des uniformes, le défilé, l'enthousiasme bruyant des volontaires de trois mois qui remplissaient Washington, troublèrent toutes les têtes. Le cri de: *à Richmond!* poussé par le congrès, par les journaux, par les badauds, fit taire les conseils de la froide raison. Les hommes qui ne s'exposent jamais, qui ne se battent qu'à coups d'injures et de calomnies, émirent des doutes cruels sur le courage des chefs qui résistaient à cet entraînement et voulaient attendre, pour se faire tuer, de pouvoir le faire utilement pour la patrie. La marche im-

médiate en avant fut décidée. Aussi, à peine débarqué, Sherman se vit-il investi du commandement d'une brigade; c'est en cette qualité, avec des soldats braves, mais « sans cohésion, sans discipline, sans respect de l'autorité, » qu'il dut faire, quelques jours après, ses premières armes, et prendre part à la désastreuse bataille de *Bull's-Run*. Il y alla sans enthousiasme, mais il en revint sans découragement, et, dès le premier jour, indifférent aux émotions du champ de bataille, l'homme de guerre vit juste. Laissons-le raconter ses impressions personnelles sur cette journée où il perdit son innocence de soldat.

« J'ai encore présent devant mes yeux l'affaire du gué de *Blackburn* où, pour la première fois de ma vie, je vis les boulets abattre des hommes et frapper dans les arbres tout autour de moi, et où, pour la première fois aussi, je fus témoin de l'écœurante confusion qui règne toujours en arrière d'une ligne de bataille; puis la marche de nuit de Centreville sur la route de Warrenton et l'interminable halte de plusieurs heures, dont personne ne comprenait le but; le déploiement en ligne dans les champs qui descendaient au ruisseau de Bull; la terrible épouvante d'un malheureux nègre pris entre deux feux; le passage du ruisseau avec la crainte d'être fusillé par derrière par mes propres soldats; la mort du colonel Haggerty, tué sous mes yeux, et les scènes nouvelles pour moi d'un champ de bataille couvert d'hommes et de chevaux morts. Pendant deux heures nous nous ruâmes sur ces bois remplis de rebelles; j'étais convaincu de leur complète désorganisation. Ils s'arrêtaient pour profiter de l'abri des bois, tandis que, pour arriver à eux, nous avions à traverser des champs découverts qui leur donnaient un avantage décidé. Après avoir engagé successivement mes quatre bataillons et les avoir vus repoussés l'un après l'autre derrière les remblais de la route, je n'avais aucune idée que nous fussions battus. Je reformais mes régimens, et je ne demandais qu'un peu de repos, quand je m'aperçus que ma brigade était presque seule. »

Selon lui, les deux armées s'étaient mutuellement repoussées, et « n'importe laquelle des deux eût tenu ferme eût décidé la fuite de l'autre. » Il avait parfaitement raison, et dès le premier jour son coup d'œil lui révélait ce qui advient dans la plupart des batailles; mais pour tenir ferme, ou mieux, pour reprendre l'offensive le lendemain d'une lutte indécise, il faut un chef assez résolu pour le tenter, assez sûr de ses soldats pour le leur demander. Dans le cas actuel, ce fut l'armée à laquelle il appartenait qui se retira, et, au milieu d'une foule désorganisée, cependant « peu émue, » il dut regagner ses anciens cantonnemens.

A l'abri des ouvrages de Washington commença le travail laborieux de la réorganisation. Les hommes s'étaient bien battus, mais ils

étaient déjà fatigués de la guerre et voulaient s'en aller. Ils devinrent si mutins que des régimens entiers durent être, comme mesure disciplinaire, déportés en Floride, et que Sherman dut un jour faire mettre des canons en batterie devant sa propre brigade, en menaçant de la mitrailler.

Un autre jour, il lui arriva l'aventure suivante. C'était le matin. L'appel et le rapport venaient d'être faits. On avait rompu les rangs lorsqu'au milieu des soldats, qui sortaient en foule du fort où ils étaient campés, il vit venir à lui un officier : « Colonel, me dit-il, je vais à New-York. Que puis-je faire pour votre service? — Comment, répondis-je, pouvez-vous aller à New-York? Je ne me souviens pas d'avoir signé votre permission. — Non, en effet, mais je n'ai pas besoin de votre permission. Je me suis engagé à servir pour trois mois; les trois mois sont dépassés. Que le gouvernement me retienne la paie qu'il me doit, cela m'est bien égal. Je suis avocat. J'ai négligé mes affaires suffisamment, et je m'en vais. — Je remarquai alors que bon nombre de soldats s'étaient arrêtés pour l'écouter, et je vis que, si cet officier pouvait me défier, ils feraient tous de même. Je lui dis donc sèchement : — Capitaine, cette question de votre temps de service a été soumise à qui de droit, et la décision prise a été publiée. Vous êtes soldat et vous devez obéir jusqu'à votre congé dûment en règle. Si vous essayez de vous en aller sans ordre, ce sera un acte de révolte, et je vous tuerai comme un chien. Rentrez dans le fort maintenant..., *à l'instant*, et gardez-vous d'en sortir sans mon ordre. — J'avais une capote, et *peut-être* ma main était-elle dans ma poitrine. Il me regarda fixement, hésita et rentra dans le fort. »

Quelques heures après, Sherman rencontra le président Lincoln qui passait en voiture découverte avec M. Seward et allait visiter le camp. Il lui demanda s'il comptait haranguer les soldats, et, sur sa réponse affirmative, il le pria de vouloir bien décourager les cris, les acclamations, la confusion, ajoutant qu'il y avait eu assez de hurrah! avant et après *Bull's-Run* pour désorganiser les meilleures troupes. Ce qu'il fallait, c'étaient de vrais combattans et des hommes de sang-froid. « Plus de braillards, plus de faiseurs d'embarras! » Cela dit, les troupes furent rassemblées, et M. Lincoln, debout dans sa voiture, fit son *speech*. A un passage de son discours, les soldats commencèrent à l'acclamer. « Ne criez pas, enfans, dit-il; j'avoue que, quant à moi, j'aime assez les hurrahs; mais le colonel Sherman dit que ce n'est pas militaire, et ce que nous avons de mieux à faire, c'est de nous rendre à son opinion. » En terminant, il ajouta que, comme président, il était commandant en chef, et demandait que quiconque avait une réclamation à faire s'adressât à lui. « A ce moment, dit Sherman, je vis dans la foule l'officier que j'avais remis à sa place le matin. Sa figure était pâle et ses lèvres serrées.

Je prévis une scène. Il se fraya un chemin dans la foule jusqu'à la voiture et dit : — Monsieur le président, j'ai une plainte à faire. Ce matin, je suis allé parler au colonel Sherman, et il a menacé de me brûler la cervelle. — M. Lincoln, toujours debout dans sa voiture : — Menacé de vous brûler la cervelle? — Oui, monsieur, il a menacé de me brûler la cervelle. — M. Lincoln le regarda, puis moi, et, baissant son grand corps maigre vers l'officier, lui dit à l'oreille sur le ton d'une confidence de théâtre, mais assez haut pour être entendu de tous : — Eh bien ! monsieur, si j'étais à votre place et s'il me menaçait de me brûler la cervelle, je ne m'y fierais pas, car je crois qu'il serait très capable de le faire. » L'officier disparut, les hommes se mirent à rire, et Sherman remercia le président en l'assurant que ce qu'il avait fait l'aiderait puissamment à maintenir la discipline. De ce jour data la confiance mutuelle que ces deux hommes se sont témoignée à travers tant d'événemens.

Laissons l'armée du Potomac se refaire et se préparer à de nouvelles luttes, et suivons Sherman, qu'un ordre du ministre de la guerre envoie dans l'ouest, où désormais se fera toute sa carrière. Dégoûté de l'intervention des *politicians* dans les affaires militaires, il sollicite avant de partir, et comme une faveur, de n'être employé que dans une position secondaire. M. Lincoln se hâte de le lui accorder, en ajoutant que ses plus grandes difficultés viennent de la foule de généraux, qui veulent tous au contraire être à la tête des affaires ou commander en chef. Un poste subalterne est en effet assigné à Sherman à Louisville, sur l'Ohio. Il est chargé d'y organiser une défense locale et il s'acquitte de sa charge avec vigueur; mais il reconnaît tout de suite l'inanité des petits projets, des petits moyens, du morcellement des efforts dans la lutte gigantesque qui commence, et dont, le premier, il entrevoit les proportions.

Un mot de digression est ici nécessaire.

Laissant de côté la Californie, désintéressée par son éloignement, et les territoires transmississipiens, à peine peuplés, le théâtre de la guerre va embrasser toute la contrée comprise entre l'Océan-Atlantique d'une part et le Mississipi de l'autre. Cette contrée est traversée du nord-est au sud-ouest par les Alleghany, chaîne de montagnes impropres aux opérations militaires, qui verse ses eaux à l'est dans l'Océan, à l'ouest dans le Mississipi. Transversalement deux cours d'eau partis de ces montagnes et se dirigeant, le Potomac à l'est, l'Ohio à l'ouest, tracent la limite entre les états du nord et les états à esclaves.

Dans la zone située à l'est des Alleghany se trouvent les deux capitales occupées par les deux gouvernemens rivaux, celui de M. Lincoln et celui de M. Jefferson Davis. Vingt-cinq lieues séparent les deux capitales. Sur ce terrain resserré entre les montagnes et la

mer, couvert de bois et coupé de nombreuses rivières, la lutte commencée à *Bull's-Run* va se poursuivre pendant quatre ans sans relâche, chacun voulant atteindre la capitale de son adversaire. Point de combinaisons militaires, point de grande stratégie. Le champ de manœuvres est trop étroit, trop fourré; les deux armées sont toujours en contact, mais retranchées toutes deux. Périodiquement l'une d'elles se jette sur l'autre, est invariablement repoussée et rentre aussitôt dans ses retranchemens, d'où il est également impossible de la débusquer. Des centaines de mille hommes sont consommées dans ce va-et-vient continuel; mais le nord est le plus peuplé : pour un soldat du sud tué, il peut en sacrifier trois ou quatre. Le jour viendra donc où, avec l'impitoyable logique de la guerre, cette effroyable lutte s'éteindra dans des flots de sang, à la suite de coups redoublés qui laisseront le sud sans combattans.

Dans la zone à l'ouest des Alleghany où Sherman est employé, la guerre aura un autre caractère. Là, les espaces sont immenses, sillonnés de grands cours d'eau navigables et traversés en tous sens par des voies ferrées. Ce pays magnifique, le grenier du monde, est riche en hommes, en chevaux, en denrées de tout genre. Si on laisse toutes ces ressources aux mains de l'ennemi, on doublera, on triplera sa puissance. Il sera alors assez fort pour franchir la ligne de l'Ohio et porter la dévastation dans les riches états du nord. Contre une pareille action toute défensive est impuissante, la ligne à défendre est trop étendue. Pour la prévenir, le nord n'a qu'un moyen : prendre l'offensive, attaquer résolûment, s'emparer des cours d'eau, désorganiser les chemins de fer, frapper à l'improviste, faire la guerre enfin, la véritable guerre, celle qui permet au génie d'un homme de déjouer toutes les conceptions des autres.

Voilà les réflexions que faisait le colonel Sherman dans son commandement de Louisville, quand il voyait disperser en petits paquets, pour une défensive grosse de désastres, des forces avec lesquelles *un chef*, — il était loin alors de penser que ce serait lui, — pourrait porter à l'ennemi des coups décisifs.

Apprenant que le ministre de la guerre, M. Cameron, était de passage à Louisville, il alla le voir. Il le trouva souffrant et étendu sur son lit dans une chambre d'hôtel pleine d'officiers, de *reporters* de journaux et d'autres personnes. Sherman refusa d'abord de s'expliquer devant tant d'étrangers; mais M. Cameron s'écrie : « Ce sont tous de mes amis ou des membres de ma famille, vous pouvez tout dire devant eux sans réticence. » Sherman lui exposa alors nettement ses idées sur la nécessité impérieuse de prendre l'offensive, et finit par lui dire que pour reconquérir l'ouest jusqu'au golfe du Mexique, ce ne serait pas trop de 200,000 hommes. « Grand Dieu ! s'écria M. Cameron en levant les bras en l'air, et où voulez-vous

que je les prenne? » Sherman affirma qu'il y avait une quantité d'hommes dans le nord prêts à venir, s'il voulait rétribuer leurs services. Il discuta ensuite le sujet complétement et amicalement, et crut avoir fait impression sur le ministre en lui démontrant la grandeur de la guerre qu'on allait avoir sur les bras, car il l'entendit recommander à l'adjudant-général Thomas de prendre note de sa conversation.

On en prit trop bien note, et les conséquences faillirent être désastreuses pour lui. A peine M. Cameron et sa suite furent-ils revenus à Washington qu'un journal, renseigné probablement par un des reporters qui avaient assisté à l'entrevue, en rendit compte et fit ressortir la proposition *insensée* d'avoir dans l'ouest une armée de 200,000 hommes. Tous les journaux répétèrent à l'envi cette indiscrétion en appuyant sur le mot *insensée*. Bientôt, comme la nouvelle allait en grossissant, l'épithète *insensée* passa de la proposition à son auteur, et les journaux se mirent à raconter douloureusement que le colonel Sherman était devenu *fou*. On se le répéta de bouche en bouche, et la rumeur arriva jusqu'à lui peu de jours après, juste au moment où il était transféré d'un commandement à un autre. L'opinion qu'il était *toqué* et *dérangé* le suivit dans son nouveau poste, où il fut entouré d'une surveillance pleine de ménagemens qui rendait toute autorité impossible. Enfin, dernier coup, sa femme, naturellement émue des rumeurs persistantes qui circulaient, accourut près de lui toute éplorée.

Maudissant les *reporters* et les journaux, Sherman comprit qu'il fallait laisser à l'orage le temps de se dissiper. Il prit un congé. Quand il revint, il trouva que les avis du *fou* avaient été suivis. De nombreuses troupes se concentraient; l'ordre de prendre l'offensive était donné, et, conséquence immédiate, non-seulement tout danger d'invasion avait disparu, non-seulement la confiance était revenue sur toute la frontière fédérale, mais c'était l'ennemi à son tour qui allait tomber dans l'erreur signalée par Sherman, former une longue ligne de défense et offrir ainsi une occasion éclatante de succès aux armées de l'Union. Pour diriger à la fois le mouvement offensif et toutes les opérations militaires dans l'ouest, on avait envoyé de Washington à Saint-Louis un habile homme, un organisateur de la victoire à la Carnot, un de ces généraux qui gagnent les batailles du fond de leur cabinet.

Un soir, Sherman se trouvait seul avec lui et le chef d'état-major, lorsqu'eut lieu entre eux un entretien dont la mise en scène a le tort de rappeler celle d'une opérette célèbre, mais qu'il faut pourtant rapporter. Le commandant en chef ayant à côté de lui ses deux interlocuteurs était « devant une carte étalée sur sa table, un grand crayon à la main; il demanda : — Où est la ligne des positions re-

belles? Le chef d'état-major prit le crayon et traça une ligne passant par Bowling-Green, etc. — Voilà leurs positions, dit le commandant en chef. Maintenant par où vaut-il mieux couper leur ligne? — Ici le chef d'état-major ou moi, dit Sherman, dont la modestie emploie toujours en pareil cas le dubitatif, répondit : Naturellement par le milieu. — Le général traça alors avec son crayon une ligne perpendiculaire par le milieu, qui se trouva coïncider presque avec le cours de la rivière Tenessee, et dit : — Voilà la vraie ligne d'opérations. »

Un mois après le jour où le *grand crayon* du général de cabinet avait ainsi ébauché le plan de campagne, un général de combat, qui paraissait pour la première fois sur la scène, l'exécutait avec une rare énergie, brisait la ligne ennemie, tombait successivement sur ses tronçons séparés, puis marchait en avant, refoulant et désorganisant tout devant lui, sans s'inquiéter des cris et des colères du Carnot de Saint-Louis, dont l'horlogerie militaire était toute détraquée par ces brusques opérations. Ce jeune général était Grant, le président actuel des États-Unis, et Sherman, son ami, son émule, était heureux d'aller servir sous ses ordres avec le commandement d'une division.

A peine l'a-t-il rejoint qu'il est appelé à prendre part à une des plus terribles batailles de la guerre, la bataille de Siloh. Grant, poursuivant ses premiers succès et voulant se saisir rapidement d'une ligne de chemin de fer importante, a remonté avec une flottille la rivière Tenessee, et débarqué une partie de son armée sur ses rives, tandis que le reste de ses forces suit par terre à marches forcées; mais avant que ces renforts aient eu le temps d'arriver, Sherman, allant en reconnaissance, reçoit une volée de coups de fusil qui tue son planton, puis il voit reluire les baïonnettes de grandes masses d'infanterie, et en un instant les fédéraux sont attaqués par des forces très supérieures. Adossés à une large rivière, ils ne peuvent être tournés; mais il n'y a point de retraite, et le premier choc est si rude qu'un mouvement de recul se manifeste. Il est heureusement arrêté grâce à Sherman et à l'ascendant qu'il exerce déjà. Son cheval est tué, deux de ses brigadiers gisent sur le sol, ses pertes sont grandes; mais on lutte toute la journée et on finit par atteindre le port de refuge des armées en détresse, la nuit.

A ce moment, Grant et Sherman se rencontrent. La moitié de leur armée a disparu; néanmoins ces deux chefs résolus décident, séance tenante, malgré le désordre, l'incertitude, la fatigue, la pluie, les émotions de toute sorte, de recommencer le combat le lendemain. Dans cette espèce de conseil, Sherman avait apporté les mêmes impressions qu'après *Bull's-Run*. De son côté, Grant en avait éprouvé

d'identiques. « Il m'ordonna, dit Sherman, de reprendre l'offensive au jour, disant qu'ainsi qu'il l'avait déjà observé à Donelson, des deux côtés on semblait battu, et que celui des deux qui reprendrait résolûment l'offensive était sûr de l'emporter. »

Grand exemple de ténacité, de promptitude de jugement et de décision, les premières qualités du chef de guerre! Admirons aussi les soldats qui répondirent à cet appel et qui retournèrent vigoureusement à l'attaque le lendemain d'un échec, car ni eux, ni Grant, ni Sherman ne savaient à cette heure que l'assaillant devant lequel ils avaient dû plier, avait perdu 12,000 hommes dans la lutte. Tous ignoraient que le chef ennemi, Sydney Johnston, avait été tué. Tout au plus Grant et Sherman avaient-ils été avertis de l'approche des renforts dont les confédérés avaient voulu prévenir la jonction avec eux. Le soir même de la bataille, la tête de colonne de ces troupes parut en effet, mais de l'autre côté de la rivière, et une heure et demie après sa décisive entrevue avec Grant, Sherman vit arriver à son bivouac leur chef, le général Buel, qui les avait précédés. En débarquant, Buel avait été salué par les clameurs des poltrons, des fuyards, des non-combattans de toute espèce, entassés au bord du fleuve, qui déclaraient tous l'armée battue et entièrement détruite. Ce spectacle et la vue des scènes qui font l'arrière-plan inévitable d'une bataille sanglante l'avaient fortement impressionné. Sherman fit tous ses efforts pour le rassurer, mais sans succès apparent. Peut-être Buel voyait-il toujours en lui le *toqué*, le *cerveau brûlé* des journalistes. « Il semblait, dit Sherman, se défier de moi, et répétait sans cesse qu'il n'aimait pas l'aspect des affaires, particulièrement au débarcadère. J'eus réellement peur qu'il ne refusât de faire traverser la rivière à ses troupes pendant la nuit, de crainte de grossir encore notre complet désastre. »

Buel laissa Sherman dans cette cruelle angoisse; cependant il finit par passer, et, lorsque le lendemain la bataille eut repris avec furie, on vit apparaître au milieu des fédéraux de longues colonnes à rangs bien remplis. Alors arriva ce qui se voit à la chasse, quand le relai inespéré est donné au milieu de la meute épuisée; toutes les fatigues furent oubliées en un instant, et l'armée entière se précipita sur l'ennemi, qui battit promptement en retraite. Le troisième jour, après ces quarante-huit heures d'anxiétés et d'efforts, quand tous prenaient un repos indispensable, nous retrouvons Sherman, à la tête de la cavalerie, combattant encore, harcelant, poursuivant l'ennemi, ramassant les prisonniers et ne s'arrêtant qu'après avoir constaté et assuré l'étendue de la victoire. Voilà le Sherman du champ de bataille. Tel il a été là, et tel il sera dans toutes les luttes auxquelles il prendra part : une tête froide sur un corps de fer, le jugement et la décision aussi justes, aussi

prompts l'un que l'autre. Point d'ambition, point de désir hâtif de paraître au premier rang où la force des choses va le faire monter. Bien au contraire! et quand une tâche lui incombe, il l'exécute, il en poursuit le succès par tous les moyens, avec une volonté, une résolution, une fermeté inébranlables, enfin avec cette vaillance simple qui ne court au-devant d'aucun danger, et qui, au besoin, les dédaigne tous.

Après la bataille, Sherman se prit de querelle avec les journalistes, contre lesquels il avait déjà une rancune, et dont la présence à l'armée lui suggère les réflexions suivantes : « Ils n'y font que du mal, ne vivent que de cancans, ramassent, disséminent toutes les médisances, et finissent par se fixer au quartier-général de quelque chef qui trouve plus facile de se faire faire une réputation par eux que de la gagner à la tête de ses troupes. Enclins à prophétiser, à raconter des faits qui donnent l'éveil à l'ennemi, ils sont aussi obligés de voir les choses au point de vue de leurs patrons, et par suite ils entraînent les officiers de l'armée dans des controverses politiques, ce qui est à la fois dangereux et coupable. » La querelle dont nous parlons vint de ce que Grant, plus occupé de battre l'ennemi que de satisfaire la curiosité publique, ayant négligé de faire un rapport sur la bataille de Siloh, la presse y suppléa à sa manière. Recueillant tous les propos des gens d'arrière-garde, des chirurgiens civils, des membres des sociétés de secours aux blessés, etc., on affirma publiquement que « nous avions été surpris, que les rebelles nous avaient trouvés dans nos tentes, dans nos lits, que le général Grant était ivre! » Un M. Staunton, qui occupait un poste électif important dans l'état de l'Ohio, se fit le propagateur de ces bruits dans des lettres publiques. Piqué au vif par ces calomnies, Sherman répondit vertement et avec un tel succès que l'accusateur, déchu et mis au ban de l'opinion, ne fut plus désigné que sous le nom de *feu M. Staunton*. Quel dommage que les calomniateurs ne soient pas tous traités de la même façon!

Ce n'était pas fini cependant, et ces calomnies eurent un autre résultat. Qui vit-on apparaître au camp quelques jours après la bataille? Le général en chef de Saint-Louis, l'homme au grand crayon! Il venait pour *réorganiser* l'armée, et son premier soin fut d'en ôter le commandement à Grant, relégué dans les fonctions illusoires de commandant en second. Quelle récompense le lendemain d'un grand succès! Grant dévora l'affront pendant quelques jours, puis se décida à renoncer à sa carrière. Au premier bruit de cette résolution, Sherman accourt. — « Vous vous en allez! Pourquoi? — Sherman, vous savez, je gêne ici. J'ai tenu bon tant que j'ai pu; mais la mesure est comble, je m'en vais! » Sherman lui représenta que, s'il s'en allait, les événemens n'en suivraient pas moins leur cours;

seulement il serait oublié, tandis que, s'il restait, il surviendrait certainement quelque accident qui le remettrait à la place qu'il devait occuper. « Voyez-moi, dit-il, avant la bataille de Siloh j'avais été désarçonné par un misérable article de journal me traitant de fou; cette seule bataille m'a remis en selle. » Heureusement pour lui-même et pour son pays, Grant suivit le conseil de son ami. Le chef qui l'avait supplanté fut quelques jours après appelé là où était sa véritable place, dans les bureaux à Washington, et Grant fut remis à la tête de ses troupes.

Si à ce moment on avait continué à tenir réunies sous un seul chef toutes les forces fédérales, et à les pousser vigoureusement en avant, comme le demandait Sherman, on aurait pu obtenir en un an les résultats qu'on n'obtint qu'en trois ans; mais ces forces furent morcelées. A l'armée de Grant, secondée par la flotte de Porter, échut la tâche de reconquérir le cours entier du Mississipi. La bataille de Siloh avait livré la partie supérieure du fleuve; l'amiral Farragut, par la prise de la Nouvelle-Orléans, s'était rendu maître de la partie inférieure. Après une série de mouvemens, de batailles et d'entreprises de tout genre, Grant était arrêté devant Vicksburg, la grande citadelle qui barre le cours intermédiaire du Père-des-Eaux. C'est là que nous retrouvons Sherman, passé du commandement d'une division à celui d'un corps d'armée.

Au point de vue militaire et politique, il était nécessaire d'emporter rapidement Vicksburg; mais, bâtie sur une falaise dominant une courbe marécageuse du Mississipi, flanquée à droite et à gauche par deux affluens dont les deltas, sillonnés de nombreux *bayous*, s'étendaient au loin, défendue par 30,000 hommes, et protégée par une armée de secours sur le seul chemin de terre ferme par lequel on pût l'approcher, la place n'était pas facile à prendre. Plusieurs attaques avaient échoué. L'idée, bien américaine, de détourner le cours du Mississipi n'avait abouti qu'à de gigantesques et inutiles travaux. Sherman, Porter et Grant lui-même multipliaient les reconnaissances, remontaient les *bayous* et cherchaient à travers ces canaux étroits, obstrués par une végétation amphibie, une voie praticable.

Un jour, l'amiral Porter était en exploration dans un de ces canaux avec plusieurs canonnières cuirassées, lorsque Sherman entendit tout à coup retentir au loin le bruit des grosses pièces de marine. Dans la nuit arrive un nègre apportant un message de Porter roulé dans une feuille de tabac. L'amiral annonçait qu'il avait rencontré une force considérable d'infanterie et d'artillerie, que le canal était si étroit qu'il ne pouvait plus ni avancer, ni reculer sans échouer, et que toute manœuvre extérieure était impossible, quiconque se montrait hors des blindages étant immédiatement atteint

par le feu des tirailleurs ennemis embusqués derrière les arbres. Il demandait à Sherman de l'aider à sortir de ce guêpier le plus vite possible.

Celui-ci n'était pas homme à laisser un ami dans l'embarras, ni à confier à d'autres le soin de l'en tirer. Sans calculer à quelles forces il aura affaire, il fait réveiller quelques bataillons, les empile sur le seul bateau à vapeur qu'il ait sous la main et dans des chalands, et le voilà parti. La nuit est obscure; le bateau à vapeur remonte le bayou en dépit des obstacles, des arbres, des branches qui abattent ses cheminées et rasent son pont. Bientôt cependant il ne peut plus avancer; on débarque, et la marche continue par terre à travers des fourrés de roseaux où l'on s'éclaire avec des chandelles, à travers des marécages où l'on a de l'eau jusqu'à la poitrine, où les petits tambours portent leurs caisses sur leurs têtes, et les soldats leurs cartouches au cou. Les soldats, dit Sherman, étaient enchantés de voir leur général à pied comme eux, mais « nous leur donnâmes un bon spécimen de ce qui s'appelle marcher, car nous avions fait 28 kilomètres avant midi. » Un premier combat s'engage, et on culbute un détachement confédéré, accompagné de bandes de nègres armés de haches, qui abattaient les arbres du bayou en arrière de la flottille de Porter, afin d'obstruer son retour et de la retenir prisonnière; puis la marche est reprise et accélérée par le bruit répété du canon. Les soldats attrapent un cheval échappé de quelque plantation, sur lequel Sherman, couvert de boue, monte à poil, et c'est dans cet équipage qu'après avoir chassé les forces qui canonnaient et fusillaient la flottille fédérale, il paraît devant elle, salué comme un sauveur, par une immense acclamation. Porter sort d'un abri qu'il s'était fait sur le pont avec une section de cheminée, et on peut deviner si l'entrevue des deux amis fut cordiale, et quels sentimens de dévoûment tous portaient au chef audacieux sur qui chacun pouvait compter à l'heure du péril.

Cette dernière aventure prouvait surabondamment que l'attaque de Vicksburg par les bayous était impossible. Alors Grant prend son parti. Par un mouvement hardi, comprenant deux passages du Mississipi, il s'établit entre l'armée de secours du général Johnston, qu'il bat, et la place, qu'un siége de six semaines lui livre avec toute sa garnison. La prise de Vicksburg terminait la plus importante entreprise de la guerre civile. Le cours entier du Mississipi était aux mains des fédéraux, et le grand fleuve allait, suivant l'expression de M. Lincoln, couler, *sans être taquiné*, de sa source à la mer.

Après cet événement, un changement notable se fait dans l'esprit et dans les idées de Sherman. Jusqu'ici il a été le plus intelligent, le plus clairvoyant, le plus résolu et le plus subordonné des lieutenans, mais voilà tout. Ayant la politique en horreur, il s'est

en toute circonstance exclusivement renfermé dans son rôle de soldat. Si, comme tel, il a dû être quelquefois impitoyable vis-à-vis des populations des états insurgés, l'homme s'est montré bienveillant pour elles. Gouverneur temporaire de Memphis, grande ville reprise aux confédérés, il a mis tous ses soins à y effacer les dernières traces de la guerre civile. Par ses ordres, les églises, les écoles, les théâtres, les magasins, se sont rouverts, la municipalité a repris ses fonctions, les journaux mêmes ont été autorisés à reparaître (1). Après la capitulation de Vicksburg, il se met à un autre point de vue. Ce grand succès, qui assurait le rétablissement de l'autorité fédérale dans l'ouest, avait coïncidé avec une victoire défensive, il est vrai, mais non moins importante, remportée par l'armée du Potomac aux environs de Washington, la bataille de Gettysburg. Selon Sherman et bien d'autres, ces deux faits de guerre simultanés, ces deux échecs des confédérés auraient dû marquer la fin de la lutte. Leur point d'honneur était sauf; ils avaient vaillamment combattu, mais la fortune se tournait contre eux, le moment était venu de se soumettre à la loi du plus fort, et d'arrêter l'effusion du sang et des dévastations désormais sans but; or ni les chefs ni la population rebelle ne l'entendaient ainsi. Le gouvernement confédéré n'avait aucun intérêt à traiter. Il n'y a que les gouvernemens à longues perspectives qui sachent braver l'impopularité en traitant à temps pour sauvegarder l'avenir. Un pouvoir éphémère, au contraire, n'ayant de justification que dans le succès, est condamné à réussir ou à périr. Est-il étonnant qu'il joue jusqu'à sa dernière carte? S'il perd, que lui importe le lendemain? Quant à la foule esclavagiste, abusée par les mensonges de la presse, surexcitée par les femmes, qui avaient mis toute leur passion dans la lutte, elle voulait la continuation de la guerre. Avec son jugement si prompt et si juste, Sherman ne fut pas long à reconnaître combien les espérances de paix étaient chimériques. Il fallait dès lors réagir au plus tôt contre le sentiment de lassitude qui suit toujours les grands efforts et qui en fait perdre souvent les fruits. Il

(1) Il leur a toutefois donné deux avertissemens caractéristiques, l'un, de ne parler de lui en aucune façon, ni en bien ni en mal. « Tout ce que le monde a besoin de savoir, écrit-il, est que je suis un soldat dont le devoir est d'obéir aux ordres de mes chefs, aux lois de mon pays, de vénérer sa constitution, et que, lorsque j'exerce une autorité, je l'exerce de mon mieux, et n'en dois compte qu'à mes supérieurs. » L'autre, plus général, était conçu en ces termes : « Si je trouve la presse de Memphis honnête, loyale, exclusivement dévouée à son pays, elle n'aura pas de meilleur ami que moi; mais si elle se montre personnelle, diffamatoire, si elle se permet des insinuations, des allusions à des entreprises ténébreuses, si elle ne cherche qu'à poursuivre un but égoïste, alors gare à elle, car je regarderai ses écrivains comme de plus grands ennemis de leur pays que les hommes qui, par un point d'honneur erroné, ont pris le fusil pour nous combattre jusqu'à la mort. »

fallait poursuivre la guerre avec la dernière vigueur, il fallait aussi, et cela par humanité, faire sentir tous ses maux à la foule souveraine et la contraindre ainsi à souhaiter la paix.

Le gouvernement de Washington, effrayé des sacrifices que la guerre imposait, était prêt, assurait-on, à proposer au sud une paix boiteuse, un compromis. Cette pensée de compromis indigna surtout Sherman, et voici ce qu'il écrivit aux chefs de son gouvernement :

« La loi des majorités a été jusqu'ici notre grand arbitre. Jusqu'ici chacun s'y est soumis dans les questions contestées, mais les majorités numériques ne sont pas toujours les majorités physiques. Les gens du sud, bien qu'inférieurs en nombre, soutiennent qu'ils peuvent vaincre la supériorité numérique du nord, et dès lors, suivant la loi naturelle, ils prétendent qu'ils ne sont pas tenus de se soumettre à la loi de la majorité.

« Il n'y a donc à mes yeux qu'une seule question à résoudre, et tout doit être ajourné jusqu'après sa solution.

« Pouvons-nous les contraindre? Si nous le pouvons, notre majorité numérique possède à la fois le droit naturel et constitutionnel de les gouverner; si nous ne le pouvons pas, ils affirment qu'ils ont le droit naturel de choisir leur gouvernement, et dans ce cas ils ont raison.

« Bannissant donc toute question secondaire, j'affirmerais la doctrine que les États-Unis ont comme nation le droit et la force de pénétrer dans toutes les parties du domaine national, et que nous le ferons à notre heure, peu importe que ce soit dans un an, dans deux, dans dix, dans vingt ans, que nous briserons tous les obstacles, dussions-nous tuer jusqu'au dernier homme, saisir le dernier acre de terre, la dernière parcelle de propriété, que nous ne nous arrêterons pas tant que le but ne sera pas atteint, que tous ceux qui ne nous secondent pas sont nos ennemis, et que nous n'avons aucun compte à en tenir...

« Le seul gouvernement que méritent les états de la Louisiane, de l'Arkansas, du Mississipi, c'est l'armée de Grant, ce qui veut dire simplement assez de recrues pour remplir ses rangs, et tout le reste viendra à son heure...

« J'espère donc que le gouvernement des États-Unis continuera à rassembler dans des armées organisées la force physique de la nation, qu'il continuera à l'employer au rétablissement de l'autorité nationale, et qu'il persévérera sans faiblesse jusqu'au bout. Si cette fin est proche ou éloignée, nul ne le sait; mais nous n'avons pas de choix entre le succès ou la dégradation. Ou nous serons les maîtres du sud ou il sera le nôtre. Vaincre ou être vaincus; il n'y a pas de milieu.

« Ils ne songent et ne demandent qu'à vaincre. Parler de compromis serait folie, car nous savons tous qu'ils en repousseraient l'offre avec mépris. »

Cette lettre vigoureuse fit une telle impression sur M. Lincoln qu'il demanda par le télégraphe à Sherman la permission de la publier; Sherman refusa. En empêchant son gouvernement de céder à des défaillances qui auraient annulé les résultats obtenus par deux ans de combats, il remplissait encore son devoir de soldat; mais il ne lui convenait pas de voir son nom mêlé à des polémiques de journaux. Ajoutons que, respectueux en tout de la discipline, il avait hiérarchiquement soumis sa lettre à son chef Grant, avec les réflexions suivantes : « Je sais qu'on me déclare incompréhensible à Washington parce qu'au début de la guerre je ne voulais pas qu'on s'y jetât en aveugle, sans préparation et dans l'ignorance complète de son étendue et de son but. J'étais *fou* alors, et maintenant, que j'insiste pour qu'on poursuive la guerre sans compromis, je suis *implacable*. Vous souvenez-vous de ce que Polonius dit à Laertes dans *Hamlet :* Crains de te mêler à une querelle, mais, une fois la querelle engagée, soutiens-la et fais que ton adversaire soit en crainte de toi. — Ce qui est vrai pour un homme est également vrai pour une nation. »

Si les idées de repos et de compromis avaient eu leur heure, les événemens se chargèrent de rappeler tout le monde au sentiment de la réalité. Vaincus là où Grant, Sherman et Porter unissaient leurs talens, les confédérés venaient de remporter ailleurs des succès décidés, et trois mois ne s'étaient pas écoulés que Sherman d'abord, puis Grant, étaient appelés en toute hâte sur un nouveau théâtre pour y réparer des désastres et remédier à une situation fort compromise. Le système des petits paquets, contre lesquels Sherman avait sans cesse protesté, portait ses fruits. Une de ces petites armées venait d'être outrageusement battue près de Chattanooga, aux confins de la Georgie; une autre, commandée par Burnside, était investie, et sa capitulation semblait imminente. Le mal fait, on s'adressait à Sherman pour le réparer. « Suppliez Sherman d'agir avec toute la promptitude possible, » télégraphiait-on de Washington.

Laissant le cours du Mississipi à la garde de la marine, il met aussitôt ses troupes en marche; mais il y a loin du grand fleuve à la frontière de la Georgie. On chemine partie à pied, partie par eau, partie en chemin de fer, sur une ligne où la voie et les stations sont gardées militairement contre les entreprises des guérillas dont le pays est infesté. Un train porte Sherman, son état-major et quelques compagnies d'escorte. Tout à coup, au sortir d'une station, un arrêt subit réveille le général, qui sommeillait. Il voit les soldats descendre des wagons et se mettre à courir; en même temps, le chef du poste de la station arrive au galop le prévenir que ses piquets sont ramenés et qu'on voit s'avancer rapidement des masses de cavalerie.

C'était un de ces *raids* qui allaient devenir si fréquens quand les armées, éloignées des voies fluviales et des canonnières, allaient dépendre des lignes ferrées soit pour vivre, soit pour combattre. Rentrer en gare au plus vite, distribuer le bataillon qui est sur le train dans les bâtimens crénelés de la station et dans une petite redoute qui l'avoisine, mettre le feu aux quelques maisons qui eussent pu abriter l'ennemi, puis télégraphier pour des renforts avant que le télégraphe soit coupé, est aussitôt fait qu'ordonné. On voit paraître alors la cavalerie, quatre mille chevaux environ, s'avançant en ligne de front. Elle se divise en deux détachemens qui occupent le chemin de fer des deux côtés de la station et se mettent à détruire la voie pendant que deux batteries canonnent la gare et démolissent le train et la locomotive. Les fédéraux, n'ayant point de canons, ne peuvent répondre. Sur l'ordre de Sherman, chacun s'abrite du mieux qu'il peut, en attendant l'assaut. Bientôt en effet les cavaliers démontés tentent l'attaque; mais les vieux soldats de Sherman savent tirer avec sang-froid et justesse, et l'assaut est repoussé à plusieurs reprises. Au bout de trois ou quatre heures, la cavalerie remonte à cheval et s'éloigne, avertie sans doute de l'approche des troupes d'infanterie appelées par le télégraphe. Ces troupes arrivèrent le soir, ayant fait 35 kilomètres d'une traite pour venir au secours de leur général.

Le lendemain de cette aventure, la voie était réparée, et Sherman reprenait sa route; mais Grant, qui l'a devancé de sa personne pour prendre le commandement de l'armée battue à Chattanooga, se trouve dans une situation critique, les vivres lui manquent, et l'ennemi le serre de près. Il envoie message sur message à Sherman pour le prier de se hâter. Celui-ci redouble d'efforts : ses divisions sont en superbe condition, malgré une marche de 450 kilomètres entremêlée de nombreux combats; il faut cependant improviser des ponts de 500 mètres et vaincre toute espèce de difficultés. Enfin il arrive, il passe une nuit dans une barque, où il rame lui-même, pour venir prendre les ordres de son chef, et la bataille de Chattanooga est livrée, bataille sanglante comme toutes les batailles américaines, où l'on se bat de près, au fusil, dans un pays boisé, peu favorable à l'emploi de l'artillerie. Ces immenses fusillades se prolongent indéfiniment, car les morts et les blessés tombant à l'insu de tous, excepté leurs voisins immédiats, le moral des troupes n'est pas ébranlé par le spectacle de grandes pertes, dont chefs et soldats ne connaissent l'étendue que le lendemain. Ici pourtant, Sherman avait jugé que ses pertes devaient être grandes, au nombre de généraux et de colonels dont on lui annonçait la blessure ou la mort. Chargé par son chef d'attaquer l'ennemi en flanc, pour l'obliger à dégarnir son centre, vers lequel Grant se réservait de diriger à une

certaine heure le mouvement décisif, il avait trouvé long le temps pendant lequel on l'avait laissé porter seul le poids d'une lutte, où le rôle brillant ne devait pas être pour lui. En cette circonstance, comme toujours, Grant avait compté sur son abnégation, et cette fois aussi le succès commun fit tout oublier, et vint récompenser les deux chefs si confians l'un dans l'autre.

Après la bataille, ce fut encore Sherman que Grant chargea d'aller débloquer Burnside. On était à la fin de novembre. Il gelait. Pour marcher plus vite, tous les bagages avaient été abandonnés, et depuis le chef, qui donnait toujours l'exemple, jusqu'au dernier homme, chacun n'avait gardé qu'une capote ou une couverture. Chacun aussi n'avait vécu pendant les derniers jours que de ce qu'on ramassait le long des chemins ou dans les bivouacs abandonnés par l'ennemi. Si des troupes avaient besoin de repos, c'étaient bien celles-là; mais il fallait, disait-on, arracher à la famine des camarades, une petite armée. Sherman et ses soldats partirent joyeusement, et Burnside fut délivré. Seulement le jour de sa délivrance il offrit à Sherman, affamé lui-même, un dîner servi dans une bonne maison; sur une nappe blanche, figurait une dinde rôtie qui fit faire à notre héros quelques réflexions sur les différentes manières d'interpréter le mot privations.

De pareils services ne pouvaient passer sans récompense; aussi les remercîmens du congrès furent-ils votés aux armées de l'ouest et aux chefs qui, après avoir reconquis le cours du Mississipi et gagné nombre de batailles, avaient partout rétabli les affaires de l'Union. On ne s'en tint pas à des remercîmens stériles; Grant, promu au grade de lieutenant-général, qui équivaut en Amérique à la dignité de maréchal, fut appelé à Washington et élevé au commandement en chef de toutes les armées fédérales; Sherman, fait major-général, c'est-à-dire général de division, reçut la succession de Grant et le commandement des armées de l'ouest.

III.

Voilà donc Sherman mis en présence de la redoutable épreuve, fatale à tant de réputations, d'une responsabilité non partagée. Le voilà chef absolu de ces 200,000 hommes qu'il avait été assez insensé, trois ans auparavant, pour déclarer nécessaires à la répression de l'insurrection dans l'ouest. Il n'a pas cherché cette fortune rapide, il s'est plutôt défendu contre elle, mais elle est venue. Il ne la doit ni à la faveur d'un maître, ni à l'art de la réclame, ni à la séduction de la musique oratoire; elle repose sur une base plus solide. Chefs et soldats ont vu Sherman à l'œuvre, et, après deux ans de campagnes et de combats incessans, tous ont dit en le mon-

trant : Voilà l'homme. Devant cette acclamation tacite, les gouvernans n'ont eu qu'à s'incliner, car cette confiance aveugle d'une armée dans son chef est déjà la moitié du succès. Heureux les hommes qui savent l'inspirer! heureux les peuples qui trouvent de pareils hommes à l'heure du péril!

Ce mouvement d'opinion militaire qui venait de désigner Sherman pour le commandement en chef allait, comme conséquence naturelle, engendrer l'attente de succès prompts et éclatans. Il y a là un danger dans lequel il ne tombera pas. Rien ne troublera son jugement ni la rectitude de son bon sens. L'heure n'est pas encore venue, selon lui, où l'on puisse hasarder des opérations trop audacieuses contre un ennemi dont le moral est encore intact, quelles que soient les impatiences de la foule. Cependant il va agir avec résolution, mais seulement après s'être assuré des moyens certains de succès.

De grandes difficultés sont accumulées autour de lui. Jusqu'alors les chefs des armées de l'ouest avaient eu pour sérieux sujets de préoccupation les opérations militaires, le combat, et cette partie de la politique inséparable de la direction des armées; mais ils avaient été affranchis du plus grave souci du commandement : la question des transports et des approvisionnemens. Jusqu'ici on s'est battu le long des fleuves et pour leur possession. Dès le début, les fédéraux ont eu sur leurs eaux non-seulement une flottille cuirassée qui a puissamment aidé Grant et ses lieutenans, mais surtout des transports à vapeur dont le nombre illimité leur a partout apporté et presqu'à heure fixe les vivres, les munitions, les hommes, et les a débarrassés avec une égale facilité des blessés, malades, prisonniers et de tous les détritus encombrans d'une armée.

Ce concours maritime va cesser. Déjà à Chattanooga, où se trouve Sherman, les voies fluviales ne sont plus d'aucun secours, et les approvisionnemens des troupes arrivent péniblement, au jour le jour, par un seul chemin de fer, celui de Nashville; de plus le pays est hostile et infesté de guérillas. Ces partisans ne peuvent rien contre les flottilles de transport escortées par les canonnières, mais la protection des chemins de fer contre leurs tentatives paralyse déjà des forces considérables. Si l'on s'avance au-delà de Chattanooga, ce sera bien pis. Or il faut marcher en avant, et personne n'est plus convaincu de cette nécessité que Sherman. La défensive, il l'a dit le premier et l'expérience lui a donné cent fois raison, c'est l'impunité assurée à toutes les entreprises de l'ennemi, c'est le désastre. Pour combattre avec succès l'insurrection, il faut ne lui laisser aucun repos. L'adversaire d'ailleurs se charge d'indiquer lui-même où il faut frapper. A environ 150 kilomètres de Chattanooga se trouve une des grandes villes de Georgie, Atalanta, ar-

senal important des armées rebelles et centre plus important encore d'un de ces réseaux de chemins de fer à l'aide desquels les confédérés font converger leurs moyens de résistance. Ils accumulent autour de cette place de grandes défenses et ils s'apprêtent à en disputer le chemin avec une armée de 60,000 hommes. Le plan de campagne est donc tout tracé; il faut aller à Atalanta malgré tous les obstacles. Pour combattre et pour vaincre, Sherman dispose de 100,000 hommes avec 35,000 chevaux ou mulets et 250 pièces de canon. Cette armée est excellente. Officiers et soldats se connaissent tous, sont rompus à la discipline et aguerris par deux ans de campagne. De ce côté point de soucis; mais comment les faire vivre dans un pays dont toutes les ressources sont à la disposition de l'adversaire, et où personne ne peut quitter les rangs sans être tué ou enlevé? A cela, il n'y a qu'une réponse : il faut tout apporter avec soi. De Chattanooga à Atalanta, il existe des voies ferrées que l'ennemi détruira en se retirant; il faudra les reconstruire rapidement et faire suivre à cette reconstruction les mouvemens de l'armée.

Le premier acte de Sherman est donc de décider la formation à Chattanooga d'un dépôt de vivres, de munitions, de matériaux de toute sorte, puis d'ordonner le rassemblement d'un grand nombre de wagons. Pour passer à l'exécution, il décrète que tout service de voyageurs et de marchandises sera suspendu sur tous les chemins de fer compris dans son commandement, tous les trains devant être réservés aux transports militaires. En même temps, comme il pressent que les compagnies chercheront à soustraire leur matériel à ce service forcé, il envoie des officiers établir sur certains points de vraies souricières, arrêtant et retenant tous les trains à l'arrivée, jusqu'à ce qu'il ait réuni une centaine de locomotives et un millier de wagons. Ces mesures soulèvent naturellement une vive clameur. On s'adresse au président Lincoln, qui intervient; mais Sherman tient bon et répond « qu'une grande campagne commence, campagne décisive, que les chemins de fer ne peuvent suffire à la fois au peuple et à l'armée, qu'il faut choisir entre les deux. » M. Lincoln se tait, et Sherman continue ses préparatifs. Le service des chemins de fer efficacement établi, il s'occupe de rendre son armée aussi mobile que possible. Officiers et soldats durent porter sur eux cinq jours de vivres. Le grand quartier-général n'eut que six voitures. Le personnel en était d'ailleurs peu nombreux. « Un grand état-major, dit Sherman, signifie partage de responsabilité, lenteur d'action et indécision; un état-major restreint, au contraire, veut dire activité et concentration vers le but. » Le matériel de bureau remplissait une boîte de la grandeur d'une « caisse à chandelles. » Point de paperasses; les seuls états demandés et reçus

étaient des états de situation. Ainsi organisé, Sherman mit en marche ses 100,000 hommes formant trois corps commandés par les généraux Thomas, Macpherson et Schofield.

Trois longs mois furent employés à parcourir les 150 kilomètres qui séparaient Chattanooga d'Atalanta. Il fallait d'abord combattre pour faire reculer l'ennemi, puis s'arrêter, reconstruire le chemin de fer nécessaire à l'alimentation de l'armée, refaire ses ponts, ses travaux d'art et élever les ouvrages indispensables pour les protéger. La voie rétablie, on se remettait en route, on ne tardait pas à retrouver l'ennemi de nouveau retranché, et tout était à recommencer. Sherman avait renoncé à toute attaque directe contre les positions fortifiées; ces attaques échouaient toujours. Une fois les positions reconnues, il établissait ses troupes sur une ligne parallèle, et en une nuit elles se couvraient de terre à leur tour. Il attendait alors le moment favorable pour ordonner un mouvement tournant qui avait toujours le caractère d'une surprise. En même temps les cavaleries des deux armées se montraient très actives. Toutes deux s'efforçaient de couper les lignes de communication de l'adversaire et y réussissaient quelquefois; mais dans ce genre d'opérations l'avantage était pour les confédérés, dont les troupes à cheval étaient infiniment plus mobiles. « Elles font cent milles contre les miennes dix, » s'écrie Sherman. Dans son opinion d'ailleurs, et elle mérite attention, car, plus que tout autre général américain, il a eu l'expérience de ces *raids*, la part de ces moyens de guerre dans le succès final était presque nulle. Selon lui, la cavalerie, toujours pressée, toujours en crainte d'être signalée par le télégraphe et de voir arriver l'infanterie, ne voulait ou ne pouvait travailler assez sérieusement pour mettre un chemin de fer complétement hors de service. Rien ne préoccupait plus Sherman que ces questions de chemins de fer. Comme tout Américain, il était un peu ingénieur. « Sans les chemins de fer, la campagne eût été impossible, » dit le chef d'armée. Quant à l'ingénieur, il raconte avec orgueil les prodiges de reconstruction rapide dont il fut témoin, et il n'a pas assez d'admiration pour un mécanicien qu'il vit, aux applaudissemens de l'armée, mener sa locomotive à une citerne sous un feu violent d'artillerie, prendre son eau sans sourciller et revenir sans accident, en répondant aux coups de canon par les cris de son sifflet. « Je suis convaincu, dit-il, que les dangers courus par le personnel de la voie, mécaniciens et autres, égalaient ceux de la ligne des tirailleurs, demandaient autant de courage et étaient aussi utilement affrontés. »

De combat en combat, Sherman est arrivé devant Atalanta, où l'ennemi va tenter un grand effort. Profitant d'un moment où la cavalerie des fédéraux est en expédition et où par suite ils ne peu-

vent s'éclairer au loin, le général confédéré Hood sort d'Atalanta avec la plus grande partie de ses troupes. Marchant rapidement la nuit à travers les bois, il attaque l'armée unioniste par derrière. La surprise est complète. Pendant que la cavalerie ennemie essaie d'enlever les parcs, l'infanterie, dissimulée par les bois, arrive au milieu des camps fédéraux, des ambulances, des bivouacs de l'artillerie et y jette un désordre considérable. Macpherson, le bras droit de Sherman, arrivé à trente-quatre ans au commandement d'un corps d'armée, était en conférence avec son chef lorsque le bruit du canon et de la mousqueterie dans une direction inattendue, révèle le danger. Il saute en selle; quelques instans après, le cheval revient seul, couvert de sang, et on rapporte le corps de Macpherson à Sherman, dont le quartier-général est déjà criblé de boulets. Le moment est critique, mais les ordres sont donnés clairs et nets. Attaqués à la fois par derrière et par devant, les soldats de Sherman résistent magnifiquement et traversent la plus rude épreuve qu'ait à subir le moral d'une armée. L'ennemi se retire avec des pertes cruelles, car les fédéraux enterrent 3,200 de ses morts sur le champ de bataille. Sa force de résistance était épuisée. La lutte soutenue depuis Chattanooga jusqu'à Atalanta, lutte qui avait coûté à l'armée de Sherman 27,000 hommes atteints par le feu de l'ennemi, allait se terminer par la capture de cette dernière ville. Sherman en effet, mettant à exécution le principe que l'art de la guerre consiste avant tout à deviner ce qu'on peut oser vis-à-vis de son adversaire, abandonne ses communications pour se porter, par un mouvement hardi, sur celles de l'ennemi. Ce mouvement, blâmé comme imprudent par ses propres lieutenans, réussit complétement et détermine l'évacuation d'Atalanta, où l'armée conquérante entre aussitôt.

La chute de cette place eut un grand retentissement; elle avait tant tardé qu'on ne l'espérait plus. Au même moment, Grant semblait être échec et mat devant Richmond. Enfin une élection présidentielle était à la veille de se faire, et la question électorale allait se poser entre M. Lincoln, champion de la continuation de la guerre jusqu'à la soumission du sud, et un autre candidat représentant le compromis entre les belligérans, la paix et la dissolution de l'Union. Dans ces circonstances, la nouvelle du succès de Sherman était triplement la bienvenue; aussi les félicitations ne lui manquèrent pas.

A la guerre, il n'y a rien de fait tant qu'il reste quelque chose à faire, et Sherman n'était pas homme à s'endormir dans son triomphe. Il l'était d'autant moins que sa sagacité lui avait déjà révélé les difficultés de la situation. Selon lui, il est impossible de rester à Atalanta. L'ennemi est trop affaibli pour pouvoir attaquer les forces qui y sont réunies; cependant il peut les affamer en interceptant le chemin de fer laborieusement reconstruit, qui seul relie l'armée

fédérale aux états du Nord, et qui, de Nashville à Atalanta, traverse 400 kilomètres de pays hostile. Jusqu'ici les interruptions causées par les maraudeurs ou les *raids* de cavalerie n'ont été que passagères parce que les trains, marchant quatre par quatre avec de fortes garnisons, ont été en état de se défendre contre eux, et parce que, les ponts et tunnels étant protégés par de petites forteresses, les dégâts de la voie ont été vite réparés; il n'en sera plus ainsi, si c'est tout un corps d'armée qui se donne la mission de maintenir hors de service cette artère indispensable à la vie des masses fédérales. Mobile, légère, disposant de toutes les ressources d'un pays dévoué où Sherman ne peut trouver d'espions, l'armée de Hood réussira sans doute à dérober sa marche, et à tomber inopinément sur certains points de cette longue ligne, où elle commettra d'irréparables destructions.

Pour que Sherman, qui connaît ce danger, ne l'oublie pas, M. Jefferson Davis, le chef du gouvernement confédéré, tout ému de la chute d'Atalanta, accourt de Richmond, et, avec le manque de tact et de discrétion dont les *politicians* font toujours preuve en affaires militaires, il annonce à ses soldats qu'ils vont être conduits sur les communications de l'ennemi, et promet à l'armée *yankee*, vaincue par la faim, une retraite aussi désastreuse que celle de Napoléon après Moscou; mais Sherman ne lui donnera pas cette satisfaction. Dans son esprit, l'abandon d'Atalanta est déjà arrêté. Seulement, quand il l'abandonnera, ce ne sera pas pour reculer, pour perdre le succès qu'il vient d'acheter si chèrement; ce sera pour frapper l'ennemi au cœur, en portant le ravage et la désorganisation au centre même de la rébellion.

Après les services que Sherman vient de rendre, les preuves qu'il vient de faire dans le commandement, nous sommes bien loin du *fou* de Louisville. Aussi, à la première nouvelle de son succès, M. Lincoln, Grant et le gouvernement lui écrivent-ils pour lui demander son avis sur la meilleure direction à donner aux opérations. Se renfermant dans la partie la plus immédiate de la question, Sherman donne son avis sans hésiter. Autant il a été partisan, au début de la guerre, quand l'insurrection était dans toute sa force, de n'agir qu'en grandes masses, autant il croit sage aujourd'hui de se départir de cette règle. Il propose donc d'abandonner Atalanta, de renoncer à la défense impraticable de longues lignes de chemin de fer, et de diviser enfin son armée en deux. L'une, sous les ordres de son lieutenant, le général Thomas, se retirera du côté de Nashville, à portée des fleuves et des canonnières. Avec l'autre, lui, Sherman, abandonnant toutes ses communications, traversera le grand état de Georgie, d'Atalanta à la mer, détruisant sur son passage les arsenaux, les voies ferrées de la confédération, prendra ses villes

maritimes à revers, la désorganisera de fond en comble, et tarira ainsi les dernières sources de la résistance. Selon lui, l'expérience de la campagne qui vient de se terminer à Atalanta prouve que l'ennemi est hors d'état de renforcer Hood, désormais réduit à une quarantaine de mille hommes. Que ce général s'attache à sa poursuite, ou, désespérant de l'atteindre, se jette sur le général Thomas, il trouvera devant lui des forces suffisantes pour lui résister. Voilà le plan qu'il trace avec une souplesse d'esprit qui se prête merveilleusement à toutes les circonstances, une sagacité militaire et politique bien digne d'admiration.

Aussitôt ce plan proposé, et en attendant qu'il soit accepté, Sherman en prépare l'exécution, sans perdre une minute ni se laisser arrêter par aucune considération. Son premier acte est de chasser d'Atalanta toute la population civile : « J'avais vu Memphis, Vicksburg, Natchez, la Nouvelle-Orléans enlevées à l'ennemi, et chacune occupée aussitôt par au moins une division, de telle sorte que le succès affaiblissait nos armées actives... Je savais que les populations rebelles verraient dans cette mesure deux choses : premièrement que nous ne plaisantions pas, et secondement que, si elles voulaient sincèrement, suivant leur cri populaire, *mourir dans le dernier fossé*, l'heure arrivait de le faire... La résidence ici d'une population pauvre nous obligerait, tôt ou tard, à la nourrir. » L'expulsion se fit rigoureusement, en dépit des protestations soulevées par cet acte d'*inutile barbarie*, et Atalanta devint ainsi un simple poste militaire qui pouvait être abandonné à toute heure sans inconvénient.

Cependant le temps s'écoule, et les autorités de Washington ne se pressent pas d'envoyer leur assentiment à un plan de campagne qui les étonne. Ce retard contrarie vivement Sherman, car il ne doute pas que Hood ne le mette à profit. En effet, un beau matin on apprend qu'il a disparu. Où est-il allé? Sans doute exécuter les ordres de Jefferson Davis, et couper quelque part ce malheureux chemin de fer, qui est pour l'armée fédérale comme le tuyau d'air du plongeur; mais en quel endroit? Impossible de le deviner, et voilà Sherman condamné à mettre ses troupes en mouvement pour une poursuite immanquablement infructueuse. A peine parti, il assiste du haut d'une montagne à l'attaque de retranchemens qui défendent un grand pont. Le télégraphe étant coupé, il allume de grands feux pour indiquer l'approche de secours. Pour cette fois il réussit, car un message arrive du général commandant le poste attaqué : « Je n'ai plus qu'une joue et une oreille, mais je peux encore rosser ces damnés. J'ai perdu beaucoup de monde. Où est Sherman? » Où est Sherman? — la première pensée de tous à l'heure du danger comme au moment du succès.

L'ennemi ne pouvant brûler le pont, a bouleversé 10 kilomètres de chemin de fer. En sept jours, 10,000 travailleurs fédéraux rétablissent la voie; mais pendant ce temps les confédérés ont été frapper un autre point. Sherman s'indigne d'être ainsi le jouet de ses adversaires. Il s'indigne encore plus de voir sacrifier inutilement tant de braves gens. Aussi multiplie-t-il ses télégrammes: « En essayant de défendre nos chemins de fer, nous perdrons des milliers d'hommes sans bénéfice... » puis: « Nous ne pouvons rester sur la défensive. Avec 25,000 fantassins et une cavalerie aussi audacieuse que la sienne, Hood peut constamment couper mon chemin de fer. Je préférerais infiniment le détruire moi-même au-delà de Chattanooga et avec lui la ville d'Atalanta, renvoyer tous mes éclopés, et, avec les hommes valides, marcher à la mer... Au lieu de me casser la tête à pénétrer les plans de l'ennemi, c'est lui qui aura à deviner les miens; cela augmentera mes chances de 25 pour 100. » Mais Grant, opposé dès le début aux projets de Sherman, renchérit sur ses 25 pour 100 et lui expédie un général de cavalerie merveilleux, « qui par son activité, dit-il, accroîtrait de 50 pour 100 l'efficacité de cette arme. » Il lui conseille un peu ironiquement de l'envoyer accomplir tout ce qu'il se proposait de faire lui-même. Peu satisfait, peu confiant aussi dans l'emploi de la cavalerie, Sherman riposte en insistant pour faire la besogne en personne et avec des moyens suffisans. Grant continue à faire la sourde oreille et se borne à répondre : « Si vous voyez une chance de détruire l'armée de Hood, faites-le d'abord, et regardez tout autre but comme secondaire. » Sherman persiste : « Une seule armée ne le joindra jamais, et je suis convaincu que nous atteindrons les meilleurs résultats, si nous déjouons le plan chéri de Jefferson Davis, de me forcer par ses manœuvres à évacuer la Georgie. Mes efforts n'ont pas eu d'autre but. J'ai organisé mes troupes et réduit mes bagages de telle sorte qu'au premier mot je peux marcher dans n'importe quelle direction; mais la poursuite de Hood sera inutile. »

Entre ces deux hommes, qui de près se sont toujours si bien entendus, la discussion se prolonge de loin à coups de télégrammes. Si Grant est le plus tenace des hommes, Sherman est le plus subordonné des lieutenans, il l'a maintes fois prouvé; mais son jugement lui dit et lui répète qu'il a raison. Il demande à prendre tout entière la responsabilité de la campagne, en apparence si hasardeuse, qu'il propose, au bout de laquelle il voit un grand succès militaire et un grand résultat politique. Il insiste, et son opiniâtreté finit par triompher. Grant avait dans Sherman une confiance sans bornes. Peut-être partageait-il l'opinion de son lieutenant : « Aucun homme ne peut commander une armée de loin; il doit être pour cela à sa

tête. Certaines gens pensent que les armées modernes peuvent être organisées de telle façon qu'un chef assis dans son bureau puisse en faire mouvoir les parties comme les touches d'un piano; c'est une funeste erreur. L'âme qui dirige doit être au milieu de ses soldats. » Toujours est-il que la bienheureuse dépêche : « Faites comme vous proposez » finit par arriver. La bataille télégraphique était gagnée, et Sherman ne perd pas une minute pour en poursuivre les conséquences. Il organise et renforce en quelques jours le corps d'armée de Thomas, qu'il laisse à Nashville. Puis il trie un à un les soldats qui doivent composer son expédition, renvoyant impitoyablement tout homme dont la constitution donne signe de faiblesse, tout ce qu'il appelle la pacotille humaine. Il réunit ainsi 60,000 hommes valides, dont 5,000 cavaliers. Soixante pièces de canon attelées de huit chevaux, 600 ambulances, 2,500 voitures portant 200 coups par pièce, 200 cartouches par homme, deux équipages de pont et vingt jours de vivres composent son matériel roulant. Enfin, tout étant prêt, il donne l'ordre de détruire le chemin de fer de Chattanooga; les derniers trains s'éloignent à toute vitesse; les mécaniciens et les passagers agitent leurs mains en signe d'affection et d'adieu, et toute communication cesse entre la mère patrie et l'armée qui va se lancer à l'aventure en pays ennemi, isolée comme un vaisseau sur l'Océan.

Peu après, par une belle matinée d'automne, comme les troupes traversaient d'un pas élastique et au bruit des musiques militaires les sanglans champs de bataille où elles avaient combattu trois mois auparavant, laissant derrière elles Atalanta en flammes, un soldat cria à Sherman du milieu des rangs : « Hé! oncle Billy (1)! je suppose que Grant nous attend à Richmond! » L'instinct du soldat voyait juste; c'était en effet une attaque directe contre l'armée rebelle enfermée dans les lignes de Richmond qui commençait, bien qu'il y eût 1,500 kilomètres de pays ennemi à parcourir pour y arriver. C'était la campagne finale, le mouvement tournant décisif qui s'entamait, et le chef qui seul en avait eu l'idée, qui le premier en avait entrevu les conséquences, et dont la volonté de fer en avait poursuivi l'exécution en dépit de toutes les résistances, était un véritable homme de guerre.

L'armée de Sherman mit vingt jours à gagner le bord de la mer. Pendant sa marche, une stricte discipline avait été maintenue; mais un service de *fourrageurs*, régulièrement organisé, avait été chargé de l'approvisionnement, et comme jamais les habitans n'avaient

(1) *Billy*, diminutif familier du prénom de Sherman, William; — *oncle*, terme d'affection répondant au *papa* de chez nous.

soupçonné que la guerre pût venir jusqu'à eux, on traversait le pays abondamment pourvu. Ce système de *fourrageurs* était bien une forme de pillage, mais « il était indispensable là où il n'y avait ni magistrats, ni autorités civiles pour répondre à des réquisitions, comme cela se fait dans les guerres européennes. » Par ce moyen, l'abondance ne cessa de régner, et soldats, chevaux et attelages arrivèrent au terme du voyage en parfait état.

En route, on avait traversé Milledgville, capitale de la Georgie, où Sherman avait trouvé tous les journaux de la confédération, et appris par eux la consternation dont tout le sud avait été saisi à la nouvelle de *sa témérité* : « Beaucoup d'entre eux annonçaient gravement que nous étions en déroute, que nous nous précipitions vers la mer pour y chercher la protection de nos vaisseaux, et demandaient qu'aucun quartier ne fût fait. D'après leur dire, le monde du dehors eût dû nous considérer comme entièrement perdus. »

Les journaux n'étaient pas seuls à se permettre de folles jactances; les meneurs politiques adressaient aux populations les appels les plus pathétiques et les exhortaient à déployer un héroïsme dont ils étaient loin de donner l'exemple. Ces appels étaient dans cette forme stéréotypée que nous avons malheureusement appris à connaître. En voici deux échantillons :

« Au peuple de Georgie.

« Nous avons eu une conférence spéciale avec le président Davis et le ministre de la guerre. Ils ont fait et ils font tout ce qui est possible pour faire face au danger. Que tout le monde coure aux armes! Emmenez nègres, chevaux, bétail, provisions de toute sorte et détruisez ce que vous ne pouvez emporter. Brûlez les ponts, coupez les routes et assaillez l'ennemi en tête, en flanc, en queue, la nuit comme le jour! »

« Signé : les députés de la Georgie. »

« Au peuple de Georgie.

« Vous avez la meilleure occasion qui se soit jamais présentée de détruire l'ennemi... Chaque citoyen avec son fusil, chaque nègre avec sa pelle, peut faire l'ouvrage d'un soldat. Vous pouvez détruire l'ennemi en retardant sa marche.

Georgiens, soyez fermes, prompts à l'action, insensibles à la crainte.

« Signé Hill, sénateur.

« Approuvé cordialement.

« Le ministre de la guerre. »

Tout était dans ce ton. Aux proclamations se joignait le bagage habituel des décrets puérils ordonnant *la levée en masse*, l'arme-

ment des forçats et des enfans pour exterminer l'envahisseur. Après quoi, gouverneur et législature s'étaient empressés de décamper les premiers, aussitôt que le danger avait été proche. Leur inoffensif verbiage avait fait sourire Sherman. Quant à ses officiers, ils se donnèrent l'amusement de se réunir en assemblée dans la salle des représentans, d'y procéder à l'élection d'un président, et d'y tenir une séance burlesque.

On peut gouverner les hommes avec des assemblées et des proclamations tant que cette monnaie a cours, mais on ne repousse pas une invasion avec des fictions. Quand la baïonnette paraît, la fiction s'envole. Pour s'opposer à Sherman, il aurait fallu autre chose que des discours, il aurait fallu une bonne armée, et les confédérés ne pouvaient retirer un seul soldat des défenses de Richmond. On envoya bien en Georgie des chefs comme Beauregard pour essayer d'organiser une résistance. Ils reconnurent vite qu'elle était impraticable. Quelques meules de paille furent incendiées par l'ennemi, ces destructions furent facilement arrêtées par la menace de dévastations complètes là où elles auraient été commencées. Enfin Sherman, ayant eu des hommes atteints par des torpilles qui éclataient sous leurs pieds, fit placer des prisonniers en tête de toutes ses colonnes. De nos jours, un chef militaire, libre d'étendre à son gré les responsabilités, a vite raison des résistances anonymes. Rien ne s'opposa donc à la marche de Sherman. Aussi d'un bout à l'autre de la confédération les ténèbres créées par des bulletins mensongers se dissipèrent, les espérances s'envolèrent. L'incendie des établissemens du gouvernement rebelle partout où on en rencontrait, la destruction des propriétés appartenant aux instigateurs de la sécession, firent comprendre à tous que l'heure du succès était passée, et que les maux de la guerre allaient se faire sentir partout sans compensation. L'effet moral fut immense, et l'effet moral à produire sur un peuple n'est-il pas une des parties essentielles de la guerre? Chez les nègres aussi, à la vue des armées fédérales apportant avec elles le mot magique de *liberté*, un sentiment nouveau s'éveillait. Un soir que Sherman était assis au coin du feu après avoir fait raser devant lui la propriété du général Cobb, ancien ministre des États-Unis avant la guerre et un des chefs de l'insurrection, il vit un vieux nègre qui, une chandelle à la main, l'examinait attentivement. « Que me voulez-vous, bonhomme? — Li dire à moi que li être massa Sherman. — Je répondis que c'était vrai et lui demandai ce qu'il voulait; mais il voulait seulement me regarder, et il répétait tout bas : — Li nègre pas dormir di nuit. — Je lui demandai pourquoi il tremblait; il répondit qu'il voulait être sûr que nous étions bien des *yankees*, car une fois la cavalerie rebelle

avait mis des manteaux bleus et s'était fait passer pour des *yankees*, les nègres alors leur avaient montré de la sympathie, et avaient été, lui entre autres, terriblement battus! » Être libre, avoir des protecteurs qui l'empêcheraient d'être battu! Quel rêve réalisé! C'était toute l'institution esclavagiste qui s'écroulait.

Cependant Sherman arrive à la mer. Il se présente devant Savannah, la capitale commerciale et maritime de la Georgie. Avant de l'investir, il veut communiquer avec la flotte fédérale qui la bloque, et donner de ses nouvelles. Impatient surtout de savoir ce qui s'est passé depuis un mois qu'il est séparé du monde, il s'avance lui-même avec ses officiers sur la rive d'un bras de mer appelé Ossabaw-Sound. Ce bras de mer est barré par un fort confédéré avec lequel on échange des coups de canon. Le bruit de la canonnade attire l'attention des croiseurs, et vers le soir Sherman aperçoit à l'horizon une fumée, puis un navire. Du haut d'un moulin, il lui adresse un signal : « Qui êtes-vous? répond le navire. — Sherman. — Le fort est-il pris? — Non, mais il va l'être. » En effet, il est enlevé d'assaut à ce moment même par un brillant coup de main. Sherman assiste de loin à l'assaut, en proie à une vive émotion. Il répète involontairement le mot du vieux nègre : *li nègre li pas dormir di nuit*. La nuit était venue en effet, et Sherman se jette dans une barque dont de jeunes officiers sont les rameurs. Il se rend d'abord au fort qui vient d'être si bien emporté; le calme le plus profond y règne. Les vainqueurs, étendus au clair de lune, dorment déjà pêle-mêle avec ceux qui ne se réveilleront plus. Une sentinelle le prévient seulement qu'il y a des torpilles, et en effet une éclate sous ses yeux et met en pièces un soldat qui cherchait le cadavre d'un camarade. Puis il va à bord du croiseur, et là il apprend que l'on n'a pas reçu d'autres nouvelles de son armée que celles qui ont été données par les journaux rebelles. On l'avait considérée comme perdue; aussi se hâte-t-il d'expédier des dépêches à Grant et au gouvernement.

Cela fait, il revient à son quartier-général. Durant sa courte absence, les habitans et la garnison de Savannah ont envisagé la réalité de leur situation. La garnison s'échappe, la ville se rend, et les soldats de Sherman y font leur entrée, terminant ainsi et brillamment une des marches les plus hardies des guerres modernes. Pendant cette longue excursion en pays ennemi, les pertes en tués, blessés, disparus, se bornent au chiffre presque ridicule de 764 hommes sur 60,000; tant il est vrai qu'à la guerre les plus grands résultats s'obtiennent quelquefois au prix d'un faible sacrifice. Il suffit pour cela d'avoir des chefs qui sachent frapper juste et à l'heure précise, sans hésitation, ni retard : ils sont terriblement

rares! Mais en conduisant son armée d'Atalanta à Savannah, Sherman n'avait fait qu'un premier pas vers son but. « Sur la route de Richmond, dit-il, l'ennemi devait nous arrêter, nous combattre et nous vaincre, ou c'était nécessairement la fin de la guerre. » Aussi est-il prêt à porter le dernier coup quand il reçoit du président Lincoln une lettre ainsi conçue :

Washington, 26 décembre 1864.

« ... Au moment où vous alliez quitter Atalanta pour l'Atlantique, j'étais sinon épouvanté, au moins fort inquiet ; mais, comprenant que vous étiez le meilleur juge et me rappelant le proverbe : qui ne risque rien n'a rien, je n'ai pas voulu intervenir. Maintenant que l'entreprise a réussi, l'honneur vous appartient tout entier, car je pense qu'aucun de nous n'a été plus loin qu'un simple acquiescement...

« Mais aujourd'hui que faire ? Je suppose que le mieux est de laisser au général Grant et à vous le soin d'en décider.

« Signé : A. Lincoln. »

D'un autre côté, pendant qu'il entrait à Savannah, Grant lui écrivait : « Je voudrais savoir de vous ce qui doit et ce qui peut être fait. » On le voit, la renommée de Sherman est si grande, et le succès a donné tellement raison à son coup d'œil et à son jugement que, loin de lui donner des ordres, président et généralissime viennent bien plutôt lui en demander. En même temps, on apprenait que ses prévisions s'étaient également vérifiées dans l'ouest : Hood, furieux de se voir dédaigné, s'était jeté à Nashville sur les retranchemens du général Thomas, qui avaient été pour lui la gueule du lion. Sa petite armée avait éprouvé une défaite totale, et ce qui en restait cherchait à gagner la Virginie à travers les montagnes. C'était donc en Virginie que se concentraient tous les débris de l'insurrection. C'est vers elle que Sherman va marcher à la tête de son armée. « La question, écrit-il à Grant, est de savoir si Lee sortira de Richmond, vous évitera et viendra me combattre, dans lequel cas je compte que vous serez sur ses talons... Je suis certain que je puis détruire tout le système des chemins de fer des deux Carolines et être sur le Roanoke au premier printemps. Si vous vous croyez de force à battre Lee hors de ses retranchemens, je me sens également en état d'en avoir raison en rase campagne. »

Avant que Sherman ne parte pour aller jouer sa vie et celle de ses soldats dans la crise dernière d'où dépendent l'unité et la grandeur de son pays, il survient un incident qui lui cause une vive irritation. Le ministre de la guerre, un *politician* nommé Staunton, paraît tout à coup à Savannah. Venait-il s'éclairer sur la situation

militaire, les besoins de l'armée, les mesures à prendre pour assurer son succès? Nullement. Il venait s'occuper de coton et surtout de nègres. « La question des nègres commençait à poindre au milieu des éventualités politiques du jour, et bien des gens prévoyaient que non-seulement les esclaves allaient obtenir leur affranchissement, mais aussi qu'ils auraient des *votes!* » M. Staunton organisa donc une réunion *privée* de nègres et leur posa diverses questions, entre autres celle-ci : « quelle est l'opinion des hommes de couleur sur le général Sherman, et jusqu'à quel point regardent-ils ses sentimens et ses actions comme favorables à leurs droits et à leurs intérêts? » Étrange spectacle que celui d'un ministre de la guerre venant demander à des nègres des témoignages pour... ou contre un général qui avait commandé 100,000 hommes sur des champs de bataille! Laissons là ces misères et suivons Sherman, qui, après une campagne d'hiver de deux mois, arrive à Goldsborough, aux frontières de la Virginie.

Sur sa route, l'armée avait occupé et incendié Colombus, capitale de la Caroline du sud, Charleston s'était rendue, et tous les chemins de fer avaient été détruits. Le cercle se resserrait autour du foyer de la rébellion. Jeunes ou vieux, riches ou pauvres, perdaient leurs dernières illusions. On pouvait juger du découragement général à l'assurance des nègres, aux plaisanteries qu'ils hasardaient. A une question de Sherman, qui voulait savoir s'il y avait des guérillas sur une route, un d'eux répondait : « Des guévillas? Non, maîte. Li pâtis depuis deux jours. Vous pouvoir jouer aux caâtes su li basques de leurs habits, li si pressés! » Si les guérillas couraient, il y avait encore des hommes décidés à résister jusqu'au bout, et dont on ne peut se défendre d'admirer la persévérance. Au moment d'arriver à Goldsborough, l'armée de Sherman se heurte contre 30,000 hommes, malheureux débris ramassés de tous côtés, avec lesquels le général confédéré Johnston essaie de l'arrêter. Cette courageuse tentative ne pouvait réussir, mais elle donnait à craindre que l'ennemi aux abois ne fît des efforts désespérés sur l'étroit théâtre où la lutte se resserrait. Dans le dessein de s'entendre avec Grant sur les graves éventualités qui pouvaient surgir, Sherman alla le trouver au grand quartier-général devant Richmond. M. Lincoln y était venu de son côté. Les deux généraux eurent avec lui une longue entrevue.

La crise finale approchait. Dans l'impossibilité reconnue d'emporter de vive force les lignes de Richmond, il fallait en compléter l'investissement pour réduire l'ennemi par la famine. L'armée de Sherman allait remplir cette tâche. Il était probable qu'au lieu de se laisser enfermer Lee sortirait de ses retranchemens et unirait ses

troupes à celles de Johnston pour livrer une dernière et sanglante bataille, soit à Grant, soit à Sherman, avant que leurs deux armées pussent se joindre. Les deux généraux se disaient prêts pour l'une ou l'autre éventualité. Quant à M. Lincoln, dont à ce moment les heures étaient comptées, il répétait sans cesse qu'il y avait eu assez de sang versé, et demandait si une dernière bataille ne pouvait pas être évitée. « Nous n'y pouvons rien, dit Sherman, cela dépend de l'ennemi. » Le président alors demanda si le général Lee ne pouvait s'échapper vers le sud à l'aide des chemins de fer. « Non, dit encore Sherman, il ne peut s'en aller sans disperser son armée, qui, une fois débandée, ne se réunira plus jamais, et j'ai mis les chemins de fer du sud dans un tel état que personne ne s'en servira de longtemps. » Ici Grant, qui fumait dans un coin, reprit : « Mais qui est-ce qui les empêchera de replacer les rails? — Oh! dit Sherman, mes hommes ne font rien à moitié. Chaque rail, après avoir été chauffé, a été tordu comme une corne de bélier, et ne servira plus jamais. » La conversation passa alors sur ce qu'on ferait des armées rebelles après leur défaite ou leur capitulation. Que faire également des chefs de l'insurrection, de Jefferson Davis et autres? M. Lincoln répondit que tout ce qu'il demandait, c'était la dissolution des armées confédérées, et le retour des soldats dans leurs foyers, à la ferme, à l'atelier. Sur Jefferson Davis, il ne pouvait guère s'exprimer aussi nettement : ce que le président rebelle aurait de mieux à faire serait de quitter le pays; seulement ce n'était pas à lui, M. Lincoln, à le dire. Suivant son habitude, il exprima son idée par une espèce de parabole. « Un homme avait une fois fait serment de renoncer aux liqueurs fortes. Un jour, étant en visite chez un ami, on lui offrit une boisson alcoolique qu'il refusa à cause de son serment. On lui offrit alors de la limonade, qu'il accepta. En la préparant, l'ami montra la bouteille d'eau-de-vie en ajoutant que, si on en mettait quelques gouttes, la limonade serait bien meilleure. — Eh! dit l'autre, je ne dis pas non, mais il ne faudrait pas me le dire. » La conférence finit là, et Sherman ne revit plus le grand président. L'heure du dénoûment était arrivée.

Revenu à son quartier-général, Sherman met ses troupes en mouvement pour concourir à la combinaison arrêtée avec Grant; mais il apprend aussitôt que le gouvernement confédéré et l'armée de Lee sont sortis de Richmond, et bientôt après il reçoit un télégramme annonçant que Lee a capitulé. Deux jours plus tard, un parlementaire vient demander une entrevue à Sherman au nom du général Johnston. Au moment où il va s'y rendre, l'employé du télégraphe court à lui : « Attendez, il arrive une dépêche chiffrée d'une haute importance. » Une demi-heure après, on lui remet la

dépêche. Elle annonçait l'assassinat du président Lincoln, la tentative contre M. Seward et le soupçon que le même sort était réservé à Grant et aux principaux chefs fédéraux. Craignant l'effet d'une pareille nouvelle dans un moment aussi grave, Sherman met la dépêche dans sa poche, défend au télégraphiste d'en révéler à qui que ce soit le contenu et se rend à l'entrevue. Laissant derrière eux leurs escortes, les deux chefs ennemis se rencontrent à cheval sur la route, se serrent la main, puis mettent pied à terre devant une ferme.

Dès qu'ils furent tête à tête : « Je lui donnai, dit Sherman, la dépêche annonçant l'assassinat de M. Lincoln, et je l'observai attentivement. De grosses gouttes de transpiration tombèrent de son front, et il n'essaya pas de cacher sa désolation. Il dénonça l'acte comme une honte en manifestant l'espérance que je n'en rendrais pas responsable le gouvernement confédéré. » La situation était sérieuse. M. Lincoln était particulièrement populaire auprès des soldats. Il y aurait de la rage aussitôt que la nouvelle serait connue, et il suffirait de quelque sot propos tenu par une femme, pour que cette rage eût des conséquences terribles. Il fallait donc beaucoup de prudence. Johnston l'admettait. Il admettait aussi qu'au point où en étaient les choses, continuer la guerre serait commettre un meurtre, seulement il voulait traiter à la fois pour son armée et pour toutes les forces de la confédération.

Quelques jours se passèrent en négociations, les questions politiques reprirent le dessus; les questions militaires tombèrent au second rang. M. Lincoln n'était plus là pour mettre la paix dans le ménage et surmonter les difficultés à force de bon sens et de patriotisme. Les hommes d'état de Washington, n'ayant plus besoin des hommes de guerre, traitèrent fort mal Sherman, et il en ressentit une vive indignation; mais sa renommée fut loin d'en être atteinte. Enfin, le 26 avril 1865, il signa avec le général Johnston la convention qui mettait fin à la grande guerre civile.

Ici s'arrêtent les mémoires de l'homme dont nous avons essayé d'esquisser la remarquable carrière. Nous laissons au lecteur le soin d'en tirer les conclusions qu'il voudra.

L'EMPIRE DES TSARS

ET LES RUSSES

II.

LES CLASSES SOCIALES (1).

I.

LES VILLES, LES MECHTCHANÉ, LES MARCHANDS ET LA BOURGEOISIE.

Le fait le plus saillant que présente à l'observateur français la constitution sociale de la Russie, c'est la répartition de la population en groupes distincts, en classes nettement déterminées, pendant longtemps on aurait presque pu dire en castes. L'histoire et la loi ont divisé le peuple russe en compartimens divers, superposés les uns aux autres comme des étages qui, de la base au sommet, iraient en se rétrécissant brusquement. La société russe offre ainsi à distance l'aspect d'une pyramide à degrés comme la pyramide de Saqqarah aux bords du Nil, chaque degré se partageant encore en gradins secondaires. A ne regarder que l'extérieur, cette société savamment distribuée en cadres réguliers paraît faite pour les hommes qui, dans la classification des différentes couches sociales, voient la première condition de la grandeur d'une nation, de la durée d'une civilisation. De loin, avec toutes ses dénominations et ses rubriques officielles, la Russie semble réaliser les rêves des uto-

(1) Voyez, pour la première série de ces études, la *Revue* des 15 août, 15 septembre, 15 octobre 1873, 15 janvier, 1er mars, 1er mai, 15 juin, 1er novembre 1874, 1er mai et 1er juin 1875.

pistes de la hiérarchie : on dirait une vaste Salente où chaque homme en naissant trouverait son rang, ses occupations et presque son vêtement indiqués et fixés par la loi. De près, c'est tout autre chose. Au temps même où les démarcations en étaient le plus nettes et le plus respectées, ces cadres officiels où sont rangés suivant un ordre déterminé les différentes classes de la population, eussent peut-être réservé aux théoriciens des distinctions sociales plus de déceptions que de satisfactions. A plus forte raison en est-il ainsi aujourd'hui que des réformes multiples sont venues remanier, modifier, altérer de toutes façons l'ancienne constitution du peuple russe. En Russie même, les partisans de l'ordre hiérarchique se plaignent des atteintes portées à la hiérarchie sociale; quelques-uns s'en effraient, et du point de vue où ils se placent leurs inquiétudes ne sont pas sans fondement. Si sa force est là, comme l'imaginent certains esprits, surtout à l'étranger, la Russie aura bientôt perdu la force intérieure que lui ont longtemps attribuée l'admiration ou les appréhensions de l'Occident.

La constitution sociale de la Russie, telle qu'elle était sortie des deux ou trois derniers siècles, avait sa base dans le servage des paysans : l'émancipation des serfs ne pouvait pas ne point l'ébranler. Dans cette société régulièrement stratifiée, il était difficile que la couche inférieure se pût soudainement redresser sans soulever et incliner les étages qui reposaient sur elle. La grande transformation accomplie au fond du peuple en devait remuer jusqu'à la surface. L'affranchissement des serfs forçait à toucher aux prérogatives des anciens seigneurs, il conduisait à l'abrogation ou à la modification de toute une partie importante de la législation, il invitait au renouvellement de tous les rapports sociaux. A cet égard, le gouvernement russe n'a peut être point tenté tout ce qu'il lui eût été loisible de faire; il a fait certainement beaucoup plus qu'on ne pouvait exiger ou attendre de lui, beaucoup plus que l'indispensable. L'ancienne classification en ordres ou en états subsiste devant la loi, elle subsiste au moins nominalement, extérieurement; en réalité, elle a été singulièrement réduite, atténuée. Ce relâchement, cet amoindrissement progressif des distinctions de classes et des priviléges sociaux est même à y bien regarder le trait caractéristique, le trait encore trop peu remarqué de la Russie contemporaine.

Si l'on cherche à résumer en un seul tous les changements accomplis de nos jours dans l'immense empire du Nord, on trouvera, je crois, qu'ils se ramènent à ce fait essentiel, à la diminution, l'abrogation progressive des différences de classes ou de castes, ou ce qui revient au même, à la suppression, à l'élimination, non inter-

rompue des prérogatives ou des charges particulières aux diverses classes du peuple. C'est là le point central où convergent les nombreuses réformes du règne actuel, là le point culminant d'où l'observateur en découvre le mieux la marche et la portée. Réforme administrative ou judiciaire, réforme ecclésiastique, financière ou militaire, tous ces changements qui touchent à toutes les branches de la vie publique, toutes ces parties d'une même œuvre qui se complètent chaque jour, tendent au fond, plus ou moins directement, plus ou moins consciemment à la même fin, à l'abaissement des barrières de castes, à l'effacement des vieilles lignes de démarcation, à l'élargissement des anciens compartiments sociaux, en un mot à l'égale distribution entre toutes les parties de la nation des faveurs et des charges de l'état. Que le but soit ou non distinctement aperçu des hommes qui s'en rapprochent, qu'ils l'aient poursuivi avec une libre et claire volonté, ou qu'ils aient à leur insu cédé à un secret et involontaire entraînement, le terme final n'en apparaît pas moins après coup avec une parfaite netteté. Quelque partie des affaires, quelque branche de l'administration que l'on veuille étudier, sous quelque côté que nous voulions prendre la Russie moderne, tribunaux, armée, impôts, institutions municipales ou provinciales, nous y retrouverons toujours la même tendance. Là, encore une fois, est le lien qui rejoint toutes les réformes récentes et leur donne ce qui fait les grandes œuvres, l'unité. Certes il y a des incohérences, des restrictions, des contradictions de détails, on peut signaler çà et là, depuis quelques années surtout, des incertitudes, des velléités de réaction, des tentatives de retour en arrière; mais nous aurions tort de leur donner trop d'importance et de nous y laisser distraire. Dans la Russie d'hier, dans la Russie de Pierre le Grand et de ses successeurs, tous les droits, toutes les immunités administratives, judiciaires, militaires étaient attribuées à chaque classe du peuple séparément; aujourd'hui prévaut le procédé inverse, le procédé démocratique, devant lequel il y a un peuple et non des classes isolées. Au milieu du XIXe siècle, la Russie en était encore sous ce rapport aux vues et aux usages du moyen âge; sous le règne actuel, elle est définitivement devenue un pays moderne. A cet égard, l'œuvre encore inachevée de l'empereur Alexandre II ressemble singulièrement à l'œuvre aujourd'hui incontestée de notre révolution française, et le terme final, le résultat capital en sera le même, l'égalité civile sans distinction de classe, de race ou de religion.

Entre la réforme russe et la révolution française il y a cependant une double et importante différence: la première dans la manière dont chacune d'elles a été préparée, la seconde dans la manière dont l'une et l'autre ont été conduites. Dans la France de l'ancien

régime, les barrières morales entre les différentes classes, entre la noblesse et le tiers-état particulièrement, avaient été renversées et effacées par les mœurs avant de l'être par la loi. L'intervalle entre le noble et le bourgeois, encore immense au XVII[e] siècle, avait été franchi au XVIII[e]; les salons et les lettres avaient rapproché, souvent même avaient confondu les deux hommes. Ils ne se distinguaient plus l'un de l'autre que par l'extérieur, par l'habit, et le jour où le noble mit de côté l'épée et les broderies, toute différence s'évanouit. La parité des façons et des dehors ne faisait que manifester la parité des esprits. Selon la remarque d'un récent historien de l'ancien régime, l'égalité de fait avait précédé l'égalité de droit, la noblesse et le tiers étaient de niveau par l'éducation et les aptitudes quand ils étaient encore séparés par des priviléges (1). En France, à la veille de la révolution, le gentilhomme et le bourgeois étaient le même homme, la loi seule établissait entre eux des distinctions factices. En Russie, à la veille même des dernières réformes, il en était tout autrement. Le noble, le prêtre, le bourgeois, le paysan, le premier et les derniers surtout, n'étaient pas seulement séparés par les priviléges légaux, mais par les habitudes, l'éducation, l'esprit même; c'étaient autant d'hommes différens, et pour les rendre pareils, il ne suffisait point que la législation les mît sur un pied d'égalité. Les classes n'ayant pas été rapprochées par les mœurs avant de l'être par la loi, l'abaissement des clôtures légales qui les isolaient ne suffit point à les fondre ensemble, et ce n'est qu'à la longue et indirectement que pourront se manifester les grands résultats des réformes sociales.

Entre la révolution française et les réformes impériales, il y a une seconde différence, et comme une opposition jusque dans la ressemblance. Alors même qu'elles tendent au même but, les réformes d'un monarque et les révolutions populaires ne suivent pas la même marche : les unes ne procèdent point de la façon violente, brusque, entière, dont usent les autres. Tandis que les révolutions parties d'en bas s'attaquent avant tout aux dehors palpables et en veulent autant aux noms qu'aux choses, les réformes venues d'en haut sont souvent disposées à respecter l'enveloppe, les dehors des institutions qu'elles modifient, s'estimant d'autant plus heureuses que les innovations sont moins apparentes. Les distinctions de classes n'ont pas été abrogées en Russie, les formes, les moules extérieurs en subsistent dans leur intégrité. Au lieu de les abandonner comme des cadres vides ou de les laisser tomber comme un inutile échafaudage qui ne supporte plus rien, le légis-

(1) M. Taine, *les Origines de la France contemporaine : l'Ancien régime*, p. 407.

ateur a maintenu la plupart de ces compartimens, de ces cases multiples. Les partisans du passé peuvent ainsi rêver d'y faire un jour ou l'autre rentrer effectivement les diverses classes de la nation et de reconstruire sur les anciennes bases, avec quelques légères modifications, une nouvelle hiérarchie sociale. Les lois qui ont tant fait pour rapprocher, pour mettre sur le même niveau les différents groupes de la population, n'ont presque rien changé à la complexe nomenclature de la classification officielle. Ces distinctions, il ne faut point le perdre de vue, ont dans l'histoire et dans les mœurs du peuple des racines trop profondes pour s'effacer en quelques années. Elles ont gardé en Russie des raisons d'être que dans l'Europe occidentale elles n'ont plus depuis longtemps ou n'ont jamais eues. L'une est la manière exotique dont s'est introduite en Russie la civilisation moderne, et par suite la grande, l'incomparable diversité de mœurs et de culture; une autre, c'est la constitution même de la propriété territoriale, commune et inaliénable chez le paysan récemment émancipé, individuelle et héréditaire chez l'ancien propriétaire de serfs. Appuyée sur de tels fondemens, la distinction des classes pourra longtemps persister en Russie, bien qu'à l'avenir chaque réforme nouvelle semble destinée à en diminuer la valeur et l'importance. La législation et la société même paraissent à cet égard dans un état de transition dont il serait téméraire de prétendre fixer le terme; l'étude des différentes classes sociales en est devenue d'autant plus ardue et compliquée. Il est souvent difficile à un étranger de discerner ce que les récentes réformes ont abrogé et ce qu'elles ont respecté, de démêler les droits et priviléges nominaux des priviléges et droits effectifs. Pour la connaissance de la Russie, pour la distinction des faits et de l'apparence, rien cependant n'est plus important. A l'extérieur, cette société russe, la mieux encadrée, la plus nettement répartie en classes, semble une des plus aristocratiques de l'Europe; au fond, elle est une des plus démocratiques. Il y a là entre l'apparence et la réalité un de ces contrastes encore si fréquens en Russie, et qui en rendent l'intelligence malaisée. L'étude attentive des diverses classes d'une société n'a pas seulement pour résultat de dissiper les erreurs et les équivoques de ce genre, elle ne sert pas seulement à faire comprendre l'état intellectuel et économique des divers groupes de la population, elle va au delà du présent. Quand on connaît l'état social d'un pays, on peut sans témérité en préjuger, en conjecturer l'avenir politique le jour où les progrès de l'esprit public lui permettront de prendre une part active à la direction de ses affaires et de ses destinées.

I.

En Russie, l'individu n'est point, comme en France, isolé en face de l'état; le Russe serait peut-être encore effrayé d'un tel isolement. Chaque homme est classé dans la nomenclature administrative sous une certaine rubrique, chacun appartient par la naissance ou la professien à un groupe déterminé dont il partage les droits et les obligations. L'état n'a point devant lui des citoyens ou des sujets, tous à ses yeux semblables et égaux, pareils à des unités abstraites, mais des groupes concrets, des classes (*soslovié*) dont chacune a ses charges et ses priviléges particuliers. La loi distingue l'un de l'autre le noble, le prêtre, le paysan et l'habitant des villes. Jusqu'à ces dernières années, chacun d'eux avait une position différente devant l'administration et l'impôt, devant la justice et le recrutement militaire. Chacune des classes ou des ordres de l'état avait son organisation propre, ses formes corporatives, ses assemblées et ses chefs élus, quelquefois ses tribunaux et ses juges; chacune d'elles avait la tutelle de ses membres mineurs, et parfois était responsable et solidaire de ses membres majeurs. Ces charges ou ces immunités, ces liens communs et ce *self-government* intérieur persistent souvent encore, mais les diverses classes ont cessé d'être tenues à l'écart les unes des autres.

Le gouvernement de l'empereur Alexandre II, en dotant la Russie d'assemblées provinciales, a pour la première fois appelé les différens ordres de la nation à délibérer en commun; mais telle est encore la distance entre eux que, dans les réunions qui leur sont communes, dans les assemblées de toutes classes ou sans-classes (*vsesoslovnyia* ou *nesoslovnyia sobraniia*), chaque classe a le plus souvent ses représentans spéciaux, élus par elle dans ses assemblées particulières. Le gouvernement réformateur semble hésiter à rompre avec cette vieille tradition, ou avant d'oser les confondre dans un même moule politique, il croit devoir attendre que la civilisation et ses propres réformes aient amené la fusion morale des différentes conditions. En introduisant le *self-government* dans ses administrations locales, la Russie paraît demeurer en suspens entre le système qui donne à chaque groupe de la population des représentans spéciaux et celui qui mêle tous les habitans dans une seule et même représentation. La première méthode était naguère encore partout en usage; elle domine dans les conseils provinciaux, dans le *zemstvo*, la plus importante des assemblées délibérantes de la Russie actuelle; elle a été récemment abandonnée en faveur de la méthode opposée pour le conseil communal des deux capitales et d'O-

dessa. Lequel des deux systèmes triomphera définitivement? lequel sera préféré le jour où l'empire recevra une constitution générale? La noblesse, les villes et les paysans auront-ils encore des représentans distincts, élus séparément et délibérant seulement en commun? ou bien l'un des ordres de l'état, la noblesse par exemple, avec ou sans le clergé, aura-t-il, comme en Angleterre, une chambre particulière? Il y a là pour l'avenir de la Russie une question analogue à celle qui se posa chez nous au début de la révolution, lors de la convocation des états-généraux : question délicate qui, en demeurant en suspens, contribuera peut-être à retarder l'avénement d'une constitution politique. C'est encore là un problème qu'on ne saurait résoudre sans s'être familiarisé avec la vieille organisation sociale, sans avoir mesuré la valeur et la force réelle, le degré de civilisation et le degré d'individualité de chacun des grands groupes dont se compose la nation.

Tout un tome du volumineux code russe, *svod zakonof*, est consacré aux classes, états ou conditions (1). Le *svod* n'offre pas moins de seize cents articles sur cette difficile matière, et de nombreux changemens, corrections et appendices en accroissent constamment la complexité. La loi reconnaît en Russie quatre classes principales, la noblesse, le clergé, les habitans des villes, les habitans des campagnes. Cette division sort naturellement de l'histoire de l'ancienne Russie; on pourrait dire qu'elle sort de l'état social de tous les peuples primitifs. De l'Inde à la Scandinavie, presque partout à un certain âge de la civilisation, se retrouvent ces quatre ordres fondamentaux, les deux derniers tantôt séparés comme en Suède, tantôt réunis sous un même nom comme en France, sans être réellement confondus : en haut, les guerriers ou la noblesse, les prêtres ou le clergé, au-dessous les marchands ou la bourgeoisie, en bas enfin le paysan, cultivateur de la terre. Cette analogie de classification et de hiérarchie ne suppose point partout une identité parfaite des choses. Pour porter dans notre langue au moins les mêmes noms que les classes équivalentes de l'Europe, de la Suède par exemple, les classes sociales de la Russie n'en diffèrent pas moins profondément de leurs homonymes étrangères, et ce serait s'exposer à de graves méprises que de juger des unes par les autres. Dans l'Europe occidentale, quel que soit l'état social actuel des différens peuples, en Espagne ou en Allemagne, en Italie ou en Angleterre, les mots de noblesse, de bourgeoisie, de paysans ont au fond le même sens, ils ont le droit de porter à l'esprit des idées analogues, parce que les classes que ces termes désignent sont nées au même

(1) Tome neuvième du *Svod Zakonof*, — *Zakony o sostoianiiakh*, plusieurs fois remanié en 1863, 1864, 1868, 1871, etc.

âge sous l'influence des mêmes circonstances, à une époque où, selon une remarque de Tocqueville, toute l'Europe latine et germanique avait des institutions identiques. La Russie, comme la plupart des peuples slaves, ne faisant point alors partie de cette communauté européenne, les mêmes noms n'y sauraient avoir la même signification. Ces mots de nobles ou de bourgeois, nous ne les employons en parlant d'elle que faute de termes meilleurs, pour ne pas toujours nous servir de sons peu familiers aux oreilles françaises. En Russie aussi, toute cette hiérarchie, toutes ces dénominations de classes sont nées au moyen âge, mais dans un moyen âge isolé et différent du nôtre. Par l'origine, par l'esprit et le rôle historique, le *dvorianine* et le *mechtchanine*, le noble et le bourgeois russes s'éloignent peut-être encore plus du bourgeois ou du gentilhomme européens que le clergé grec du clergé latin, le pope orthodoxe marié du prêtre catholique voué au célibat. Entre l'un et l'autre, à peine y a-t-il un air de famille.

Comme toutes choses en Russie, c'est de Pierre le Grand, et après lui de la grande Catherine, que date la constitution des quatre principales classes de la société dans leur forme moderne. C'est Pierre qui, en établissant le *tchine*, la hiérarchie officielle des rangs selon le grade ou l'emploi, a définitivement donné à ce que les Russes appellent noblesse (*dvorianstvo*) son caractère national; c'est Catherine qui, sous l'influence du libéralisme occidental, a érigé cette noblesse, ainsi que la bourgeoisie des villes, en corporations pourvues de certains droits communs. Dans la société réglementée par Pierre Ier, chaque citoyen semblait avoir sa place marquée par la loi, chaque classe sa sphère d'activité définie, et pour ainsi dire sa spécialité. Au paysan le travail de la terre comme au bourgeois des villes le commerce ou l'industrie, au noble le service public comme au prêtre le service de l'autel. Chaque rouage, chaque engrenage avait son rôle indiqué dans la machine de l'état, et aucun ne s'en pouvait écarter. Ces classes, si nettement délimitées, entre lesquelles aujourd'hui même les mœurs et l'éducation tracent souvent une démarcation plus nette que la loi, ces groupes à vocations si étroitement déterminées n'étaient cependant point des castes fermées. La nature même du pouvoir dont elles étaient l'œuvre ne leur pouvait permettre de s'enclore et de se murer en elles-mêmes. Les unes comme les autres, les supérieures comme les inférieures, n'existaient que dans l'intérêt du trône et de l'état, non par elles-mêmes ou pour elles-mêmes, et, selon ses besoins ou ses vues, le souverain restait le maître d'élever ou d'abaisser ses sujets d'une classe à l'autre.

Dans une telle société, aucune classe ne tenant ses droits et pré-

rogatives de sa propre initiative, de ses ancêtres ou de la tradition nationale, aucune, ni la noblesse, ni la bourgeoisie des villes, ne pouvait avoir de droits, avoir de pouvoir vis-à-vis du pouvoir souverain. Toutes demeuraient également dépendantes de l'autorité absolue dont elles étaient la création, dépendantes du bon plaisir dont elles avaient reçu leurs prérogatives. Il n'y avait point dans ces classes russes, dans la noblesse et la bourgeoisie en particulier, d'organisme vivant pourvu d'un moteur spontané et d'un mouvement propre, intérieur et personnel; il n'y avait qu'un mécanisme inerte, docile à la main qui le dirigeait. L'exemple de la Russie montre que la hiérarchie et la délimitation des classes ne sont pas toujours un sûr garant de la liberté des peuples ni un solide obstacle au despotisme. Il est facile de se plaindre de l'émiettement des forces sociales dans les pays tels que le nôtre où, devant l'état, les individus sont dans leur égalité théorique à la fois confondus et isolés comme des grains de sable au bord de la mer. A ce mal, quelque grand qu'on le juge, il est difficile de remédier artificiellement. Pour donner aux groupes sociaux de la cohésion et de l'unité, il ne suffit point d'une législation qui agglomère les individus en corporations, en ordres, en classes. Au point de vue politique, il n'y a de vraiment consistans que les produits spontanés de la nature et de l'histoire, que les corps qui se sont formés et cimentés d'eux-mêmes, qui ont en soi et non au dehors leur principe de vie et de force.

En Russie, aucune classe ne possède de droits politiques d'aucune sorte; chacune assure à ses membres des droits ou priviléges personnels qu'elle tient de la loi et de la volonté du souverain. A cet égard, la société russe se divise, ou mieux se divisait, car dans la pratique les récentes réformes sont en train d'annihiler cette distinction, en deux groupes principaux, les classes privilégiées et les classes non privilégiées. Les premières étaient exemptes du service militaire, exemptes du plus lourd impôt direct, la capitation, exemptes enfin des châtimens corporels, du knout ou des verges. Comme partout, ces privilégiés étaient la noblesse et le clergé, auxquels on avait joint l'élite de la population urbaine et du commerce, ce que nous appellerions la grosse bourgeoisie. Le reste des habitans des villes, les petits bourgeois, les petits marchands et les artisans étaient, comme les serfs des campagnes, soumis au recrutement, à la capitation, aux verges. C'était, comme nous disions jadis en France, le peuple taillable et corvéable, et de plus, selon le mot russe, le peuple *rossable* à merci. La plèbe des campagnes et des villes formait ensemble une classe déshéritée, que par d'expressives métaphores on appelait de temps immémorial la *smerd*, la puante, et la *tchern*, la noire.

Parmi les classes privilégiées, il s'en fallait du reste qu'il y eût l'unité d'esprit, la conformité de culture, en un mot l'homogénéité morale qui s'est en d'autres pays rencontrée en semblable occurrence. Entre la noblesse et le clergé, il n'y avait rien de cette alliance ou de cette solidarité, il n'y avait aucun de ces liens multiples de famille ou d'intérêts qui dans l'ancienne France unissaient entre eux les deux premiers ordres de l'état. Dès avant Pierre le Grand, les dignités ecclésiastiques étaient désertées de la noblesse; déjà le clergé, condamné à se recruter lui-même, formait une sorte de caste héréditaire, la plus fermée de toutes les classes russes, non que l'accès en fût légalement interdit, mais parce que les fils de prêtres étaient presque seuls à en solliciter l'entrée (1). Le clergé, confiné dans ses devoirs ecclésiastiques et longtemps soupçonné de malveillance à l'égard des innovations et des imitations de l'étranger, était généralement depuis Pierre le Grand demeuré, comme la masse du peuple, attaché aux anciennes mœurs, aux anciens usages, à l'ancienne Russie. La noblesse, au contraire, recrutée d'étrangers de tous pays, de favoris du souverain et de fonctionnaires de toute sorte, s'était, après une courte résistance, ouverte au souffle de l'Europe; seule en Russie, elle avait pris le costume, la façon de vivre et les idées de l'Occident. Entre cette noblesse de propriétaires de serfs ou de fonctionnaires de l'état et la bourgeoisie privilégiée des villes, il n'y avait point davantage de liens d'intérêt ou de sentiment, le commerce et la bourgeoisie russes s'étant jusqu'à ce jour, moins que partout ailleurs, détachés du peuple par les goûts et l'éducation.

Ces classes, matériellement et moralement isolées les unes des autres, n'ont dans leur propre sein guère plus d'unité et de cohésion qu'elles n'ont de liens et de sympathies entre elles. De là un autre motif de leur peu de puissance, de leur peu de force vis-à-vis du pouvoir souverain. C'est une des singularités de la constitution sociale de la Russie que chacune des quatre classes de la population y est divisée en catégories, en sous-classes souvent fort étrangères, parfois même hostiles les unes aux autres. Le dualisme que nous avons rencontré dans le sein du clergé entre le prêtre et le moine, entre le clergé blanc et le clergé noir, se retrouve à un certain degré dans toutes les classes de la société. Dans la noblesse, il y a les nobles héréditaires et les nobles personnels, parmi les habitans des villes les marchands, les bourgeois notables d'un côté, les artisans et les petits bourgeois de l'autre; dans les campagnes même, il y a

(1) Pour tout ce qui concerne la classe du clergé, on peut se reporter à notre étude dans la *Revue* du 25 mai 1884.

les paysans des particuliers et les paysans de la couronne. Toutes ces catégories, toutes ces subdivisions multiples, avaient leurs obligations et leurs droits particuliers, et, dans les premières classes au moins, elles conservent encore des intérêts et un esprit différens.

La complication de la constitution sociale ne s'arrête pas là. En dehors de ces quatre grands cadres déjà coupés de cloisons intérieures, il y a des compartiments plus petits, des classes accessoires ou secondaires; les unes, débris d'une organisation antérieure, les autres, destinées aux habitans des pays plus ou moins récemment annexés qui rentraient difficilement dans les anciens cadres nationaux. Jusqu'aux récentes réformes, l'armée, de même que le clergé, pouvait être regardée comme une classe particulière. Dans la statistique russe, les soldats, leurs femmes et leurs enfants, figurent au milieu de la nomenclature sociale sous une rubrique spéciale (1). C'était là une conséquence du long service militaire : quand il fallait servir vingt ou vingt-cinq ans, on entrait dans l'armée à peu près comme dans le clergé, pour la vie. Le paysan devenu soldat cessait d'appartenir à sa commune natale, et perdait à jamais ses droits aux biens communaux de son village. La conscription était une sorte de mort civile. Le soldat, une fois rasé, ne revêtait plus le costume de sa jeunesse; le plus souvent, lorsque l'âge le faisait sortir du service actif, il gardait sa capote militaire dans les places qui lui étaient accordées, ou dans les lieux où il sollicitait la charité publique. Ce n'est que dans les dernières années que l'appel sous les drapeaux a cessé d'enlever le conscrit à la classe où il était né, et que la loi a rouvert au paysan l'entrée de sa commune.

Dans la première moitié du siècle, sous le règne d'Alexandre I[er], il y eut un moment où, grâce aux colonies militaires d'Araktcheief, le métier des armes sembla devenir, pour une notable portion de la nation, une profession viagère, profession héréditaire. Dans certains districts dont les habitants portaient le nom de soldats cultivateurs, les filles, comme les garçons, étaient de par la loi vouées à l'armée, et destinées en naissant à épouser et à nourrir des soldats. C'était une sorte de servage d'un nouveau genre, dont les promoteurs se flattaient de tirer grand avantage pour les forces et les finances de l'empire. La résistance du paysan, qui alla parfois jusqu'à la ré-

(1) C'est ainsi que, dans le *Statistitcheskii Vrémennik* de 1871, on trouve pour la classe militaire 3,743,000 âmes en Europe et près de 1 million en outre au Caucase et en Asie. Ces statistiques, mal comprises de l'Occident, deviennent souvent la cause de singulières erreurs. On donnait le chiffre de la classe comme celui de l'armée sans s'apercevoir que ce chiffre était pour plus de la moitié composé de femmes et d'enfans.

volte, dut, sous le règne de Nicolas, faire abandonner cette tentative, dont il n'est resté que peu de traces. Le règne d'Alexandre II obéit à cet égard à des tendances tout opposées à celles qui prévalurent sous Alexandre Ier. Pour les lois récentes qui entrent aujourd'hui en application, ce ne sera point assez de cesser de faire de l'armée une classe à part dans la nation. Le service militaire, abrégé de durée et rendu obligatoire pour tous, portera un coup sensible à toutes les distinctions de castes. Au lieu d'être un corps isolé et un sujet de priviléges ou de servitudes, l'armée deviendra un instrument d'égalité, elle sera un des principaux moyens de fusion des classes et des rangs.

Il est dans l'armée, ou plutôt dans les forces militaires de la Russie, un groupe considérable qui continue à former une catégorie à part, et demeure à quelques égards une classe distincte, une caste guerrière; ce sont les Cosaques. Là, sur les frontières méridionales de l'empire, sur le cours inférieur du Don, du Volga, de l'Oural, du Kouban, du Terek, se retrouvent encore des populations d'origines diverses, toutes vouées également à une organisation militaire. Les Cosaques n'ont que cette ressemblance avec les colonies de soldats cultivateurs d'Alexandre Ier. S'ils sont soumis à certaines conditions particulières pour le recrutement, ils ne vivent point d'ordinaire sous le joug de la discipline militaire, et, en échange de leurs charges spéciales, ils ont eu de tout temps des immunités auxquelles ils sont fort attachés; aussi sont-ils regardés comme des populations privilégiées, bien que leurs prérogatives personnelles et corporatives aient été singulièrement réduites dans le cours des siècles. A l'étranger, le nom de Cosaque, lié à des souvenirs d'invasion, éveille l'idée de barbarie et de pillage; en Russie, le même nom, lié aux souvenirs de la vie indépendante de la steppe, éveille l'idée de la liberté, de l'égalité. « Libre comme un Cosaque, » est pour le Russe une locution fortement expressive, car elle désigne l'homme qui n'a subi ni le joug étranger, ni la servitude de la glèbe. Chez les principaux groupes cosaques, chez ceux du Dnieper et ceux du Don, régnait jadis l'égalité, non moins que la liberté. Les uns et les autres, les premiers sous la suzeraineté de la Pologne, les seconds sous le sceptre moscovite, formaient une sorte de république démocratique. Ils élisaient eux-mêmes leurs chefs, leurs *atamans* et ne reconnaissaient entre eux pas plus de nobles que de serfs (1).

(1) Sur les anciens Cosaques de la Petite et de la Grande-Russie, le lecteur français peut consulter avec fruit *les Cosaques d'autrefois*, de Mérimée, qui ne sont qu'une réduction des travaux d'un des plus éminens historiens actuels de la Russie, M. Kostomarof.

A cet égard, l'extrême sud de la Russie ressemblait à certaines régions de l'extrême nord, où le servage et la noblesse n'ont pour ainsi dire point pénétré. Comme les paysans d'Archangel ou de Viatka, les Cosaques semblent avoir longtemps conservé les formes d'une ancienne société russe, d'une société étrangère aux distinctions de classes, ou bien au contraire on pourrait regarder ces libres colons de la steppe comme ayant laissé ou rejeté derrière eux dans la patrie qu'ils quittaient toute trace de hiérarchie sociale. Quoi qu'il en soit, les distinctions de classes sont peu à peu rentrées chez eux avec l'administration de la Russie moderne. La noblesse a été conférée à leurs officiers, et de l'ancienne égalité comme de l'ancienne liberté cosaque, il ne reste guère qu'un souvenir. Les Cosaques du Don, de l'Oural et de la Mer-Noire, les principaux héritiers de ce vieux nom national continuent à former des circonscriptions particulières jusqu'à ces derniers temps en possession d'une administration spéciale. Ils étaient exempts de certains impôts et avaient droit à un certain nombre de places dans l'administration du pays; ils avaient un budget particulier et gardaient la possession gratuite des terres de la communauté. Tous ces priviléges sont naturellement entamés et peu à peu rétrécis par les progrès constans de la centralisation, aussi bien que par les progrès du commerce et des voies de communication. L'individualité des Cosaques en est diminuée en même temps que leur autonomie.

Parmi les classes accessoires placées en dehors et comme dans l'intervalle des classes normales, une seule mérite encore une mention pour la singularité de sa situation, c'est celle dont les membres portent le nom bizarre d'*odnovortsy* (mot à mot, unicour), c'est-à-dire hommes d'une seule cour ou d'une seule maison, possesseurs d'une seule terre. Ces *odnovortsy* sont des hommes libres, qui, à l'inverse du paysan russe ordinaire, possèdent la terre qu'ils cultivent en pleine propriété individuelle et héréditaire. A cet égard, ils se rapprochent des nobles, tandis que, par l'éducation et la situation de fortune, par la capitation et le recrutement, qui pesaient sur leur tête comme sur les dernières classes de la nation, ils méritent plutôt d'être comptés parmi les paysans. Cette classe, ainsi intermédiaire entre les deux grands ordres de l'état compte, croyons-nous, de 2 à 3 millions d'âmes des deux sexes; parmi ses membres, plusieurs ont atteint une aisance rare chez le paysan russe. Les *odnovortsy* pourraient, de même que les Cosaques, être envisagés comme les représentans d'un autre âge de la société russe et d'anciennes forces sociales. Leur origine est assez obscure, et leurs rangs semblent s'être recrutés dans plusieurs classes différentes. Les *odnovortsy* se regardent eux-mêmes parfois, peut-être avec

raison, comme des nobles appauvris et depuis longtemps dépouillés de leurs privilèges. La plupart paraissent descendre d'anciens soldats ou d'anciens colons établis jadis pour protéger la frontière méridionale de la Moscovie, et, en échange de leurs services, pourvus de terres longtemps exemptes d'impôt. Répartis dans des habitations à la fois isolées et peu distantes, que depuis l'on a réunies en villages, ces cultivateurs militaires formaient vis-à-vis des Tatars une ligne d'observation et de défense qui, en se reportant peu à peu vers le sud, pénétrait graduellement dans les steppes. Encore aujourd'hui c'est dans les gouvernemens de Voronège, de Koursk, d'Orel, dans les gouvernemens limitrophes de l'ancienne Moscovie que se rencontrent le plus de membres de cette petite classe. Quelle qu'en soit l'origine, les *odnovortsy* peuvent, dans l'échelle sociale de la Russie, occuper une place plus importante que leur nombre. Ils sont, en dehors de la noblesse, presque les seuls représentans de la propriété territoriale, telle que nous la connaissons en Europe; à ce titre, ils sont le seul anneau intermédiaire entre l'ancien serf et l'ancien seigneur, et, plus facilement que le paysan des communes, ils pourraient peut-être doter la Russie d'une des choses qui lui manquent le plus, d'une classe moyenne rurale.

La plupart des classes entre lesquelles était divisée la population russe étaient si particulières à la Russie, si propres à son état social, qu'il était difficile d'y faire entrer des populations d'origine étrangère sans augmenter pour elles le nombre des subdivisions spéciales. Aussi d'ordinaire, pour ne point faire violence aux mœurs, pour ne point enfreindre les droits reconnus des pays conquis, le gouvernement russe était-il, à chaque annexion en Europe ou en Asie, contraint de créer pour ses nouveaux sujets de nouveaux cadres, de nouvelles rubriques. Chaque région, chaque race, et même chaque culte, en passant dans l'empire, y donne lieu à des divisions particulières, à des catégories sociales ayant chacune ses droits et obligations. Il y a dans la diversité des nationalités qui habitent l'empire une des difficultés qui, en Europe même, retardent la fusion et l'unification légale de toutes les populations comprises sur le sol russe. Les tribus nomades, comme en Europe les Samoïèdes ou les Kalmouks, restent naturellement en dehors des quatre classes normales. Les Tatars, les Bachkirs et toute la population mahométane gardent encore dans les villes ou les campagnes une position spéciale; il en est de même à certains égards des cultivateurs libres de la Bessarabie, des bourgeois de l'ancienne Pologne ou des provinces baltiques, des colonistes allemands ou grecs de l'intérieur, de même enfin des Juifs des provinces occidentales. S'ils ne constituent plus, comme dans la république de Pologne, un cinquième ordre de l'état

et une véritable caste, les Israélites, même après les dernières réformes, demeurent encore, quant au domicile, quant à la propriété et aux fonctions électives, soumis à certaines restrictions qui continuent d'en faire une catégorie particulière au milieu même des classes dont ils sont membres.

II.

La première chose qui frappe dans la répartition des classes de la population russe, c'est la proportion ou mieux la disproportion de leur force numérique, et en particulier la disproportion du nombre des habitans des villes et des habitans des campagnes. Cette dernière rubrique comprend à elle seule l'immense majorité des sujets russes. Dans la Russie d'Europe, sans le royaume de Pologne et le Caucase, les statistiques donnent pour la classe rurale (*selskiie obytately*), en y comprenant les Cosaques, le chiffre d'environ 55 millions d'habitans; pour les classes proprement urbaines, marchands, bourgeois, artisans des villes de toute sorte, les mêmes documens offrent un chiffre inférieur à 6 millions (1). Ces évaluations laissent en dehors la noblesse et le clergé, la première comptant dans ses deux subdivisions de 800,000 à 900,000 âmes, le second environ 600,000, le clergé habitant en majorité les campagnes, tandis que la noblesse se partage entre elles et les villes. Cinquante-cinq millions de paysans contre cinq ou six millions de bourgeois, de citadins de toute sorte, c'est là un fait considérable, un fait d'une importance capitale pour l'état social, l'état économique, l'état politique de la Russie.

L'importance de cette disproportion entre les deux principaux éléments de la population apparaît encore mieux, si l'on se rend compte de ce qui porte le titre de ville dans les statistiques russes. Ce n'est pas uniquement par leur rareté, leur dispersion sur un vaste territoire ou la faiblesse relative de leur population que les

(1) Les statistiques russes, et en particulier le *Statistitcheskii Vrémennik*, donnent à cet égard un double dénombrement en des tableaux séparés. La population s'y trouve à la fois répartie par classe, selon la qualité personnelle des habitans, et par localités, par villes ou districts ruraux, selon le domicile ou la résidence réelle des mêmes personnes. Ces derniers tableaux, s'appliquant à toute la population y compris la noblesse et le clergé, offrent naturellement pour les villes comme pour les campagnes un chiffre plus élevé. Le recensement de 1867 donnait ainsi pour la population rurale plus de 57 millions d'âmes, et pour la population urbaine 6,540,000. La comparaison des tables des deux modes de dénombrement montre que dans le second l'augmentation de la population des villes est en grande partie produite par le séjour des paysans qui y sont en résidence temporaire, et qui presque partout sont un des élémens importans de la population urbaine.

villes de Russie diffèrent des villes de l'Europe occidentale. Avec leurs maisons de bois basses et espacées, avec leurs rues d'une largeur démesurée qu'explique seule la crainte des incendies, leurs rues non pavées où, comme sur les routes de la campagne, règnent tour à tour et parfois côte à côte la neige, la boue et la poussière, la plupart de ces cités russes manquent, dans leur aspect comme dans leurs habitans, de ce qui pour nous constitue la ville et le caractère urbain. Au lieu de serrer leurs habitations les unes contre les autres comme nos anciennes villes de France, d'Italie ou d'Allemagne, au lieu d'entasser les étages vers le ciel, et de former un petit monde entièrement distinct des campagnes et uniquement rempli de l'homme et des œuvres de l'homme, les villes russes s'étalent et se répandent dans les champs jusqu'à se confondre avec eux, laissant entre les maisons et les édifices publics de vastes espaces que la population ne peut remplir ni animer et où l'homme semble à demi perdu. Aussi, pour les voyageurs arrivant de l'Europe, la plupart des villes moscovites ont-elles quelque chose de vide, de désert, d'incomplet ou d'inachevé; elles font souvent l'effet de leurs propres faubourgs, et l'étranger en est sorti quand il se croit sur le point d'y entrer. Pour lui, le plus grand nombre de ces villes ne sont que de grands villages, et de fait entre ville et village, pour le mode de construction comme pour la manière de vivre des habitans, il y a moins de différence en ce pays que partout ailleurs. La Russie tout entière ne fut pendant des siècles qu'un village de plusieurs milliers de lieues carrées. Pendant une longue partie de son histoire, pendant la période moscovite, il n'y avait guère, à proprement parler, en Russie qu'une ville, la capitale, la résidence du souverain, et encore celle-ci n'était-elle qu'une vaste bourgade de bois dispersée autour d'une forteresse de pierre. Ce n'est que depuis l'incendie de 1812 et la reconstruction qui l'a suivi, depuis que la pierre ou mieux la brique ont relégué les édifices de bois dans les faubourgs et permis aux maisons de s'élever et de se rapprocher, que Moscou a réellement pris l'apparence d'une grande cité. Les chefs-lieux de gouvernement, peu à peu réédifiés sur le modèle de la vieille capitale rajeunie, sont d'ordinaire encore pour nous les seules villes dignes de ce nom.

En comparant les surfaces, on trouve que dans la Russie européenne, même quand on décore de ce titre une foule de bourgades aux trois quarts rurales, les villes sont dix, quinze, vingt fois plus espacées que dans l'Europe occidentale. Il y a là un contraste des plus frappans et qui n'est point sans influence sur toutes les relations de la vie. En Russie, les villes sont comme des îlots isolés et dispersés à de grandes distances sur un océan de campagnes, tandis qu'en Occi-

dent elles se pressent les unes contre les autres comme les îles voisines d'un archipel : c'est à peu près la différence du Pacifique et de la mer Égée. Le contraste au point de vue de la population n'est guère moindre. En France, en Belgique, en Prusse, en Angleterre, les villes renferment le tiers, parfois même la moitié de la population totale. En Russie, les villes n'en contiennent guère plus du neuvième, peut-être même du dixième, et encore beaucoup des habitans qui leur sont ainsi attribués méritent-ils peu le nom de citadins. Malgré ses récens et constans accroissemens, la population urbaine de la Russie reste ainsi bien en deçà de la même population en Europe. Le peu d'importance, l'insignifiance des villes, dont les matériaux même semblaient lui manquer, est un des caractères historiques de l'ancienne Moscovie : toute proportion gardée, c'est encore aujourd'hui un des traits distinctifs de la Russie, de la Grande-Russie en particulier. Les deux principaux élémens de la population y sont dans un tout autre rapport que dans la plupart des pays de l'Europe ou de l'Amérique. Que de diversités dans les mœurs, dans les idées, dans les aspirations, que de diversités dans toute la civilisation n'implique pas ce seul fait! A la lueur de la statistique, le vaste empire du Nord, en dépit de ses rapides et incessans progrès, apparaît toujours comme un état rural, un empire de paysans. La Russie et les États-Unis d'Amérique qui, pour l'étendue du territoire et la répartition de la population, offrent tant de points de comparaison, sont à cet égard dans la plus complète opposition et figurent aux deux pôles contraires de la civilisation moderne (1).

Le même phénomène, la même disproportion entre les villes et les campagnes, se rencontre, à des degrés divers, chez la plupart des peuples slavons, chez les Slaves de l'occident comme chez les Slaves de l'est et du sud. C'est, on peut le dire, un des principaux signes et en même temps une des principales causes de l'infériorité historique des nations slavonnes vis-à-vis des nations latines ou germaniques. Au premier abord, les Slaves de l'ouest, les Tchèques et les Polonais semblent à cet égard comme à bien d'autres se séparer de leurs frères slaves pour se rapprocher de l'Europe occidentale. Le royaume de Pologne en particulier s'éloigne singulièrement par ce côté de l'empire auquel il est attaché. La population urbaine et la population rurale y sont à peu près dans le même rapport que dans les plus riches contrées de l'Europe germano-latine. La proportion de l'une à l'autre est comme 1 à 3 : environ

(1) En Russie même cependant, il est à remarquer que parmi les régions qui possèdent relativement la plus grande population urbaine figurent l'Ukraine, la Nouvelle-Russie, la Tauride et la plupart des pays récemment colonisés; ce qui fait penser que là comme ailleurs la colonisation moderne procède en grande partie par les villes.

1 million 1/2 d'habitans dans les villes contre 4 millions 1/2 dans les campagnes (1). Par malheur, cette ressemblance même est trompeuse, et la statistique induirait en erreur celui qui n'en saurait pas analyser les données. La population de ces villes polonaises est en grande partie israélite ou allemande, et trop souvent par l'esprit et les intérêts comme par l'origine elle est restée étrangère au peuple slave qui l'entoure. Ces villes de Pologne, souvent fondées par des colons allemands et toutes plus ou moins peuplées de Juifs parlant un patois allemand, ces villes jadis régies pour la plupart par le droit allemand de Magdebourg, demeuraient isolées au sein d'une république de gentilshommes, confinées dans leur étroite enceinte, enfermées dans leurs priviléges, sans place dans la constitution, sans rôle dans l'état, sans influence sur la civilisation et la politique du pays, pour lequel ce défaut de bourgeoisie nationale ne fut pas une des moindres causes de ruine. Dans l'ancienne Pologne, les villes étaient au milieu du peuple comme des colonies à demi étrangères; selon l'expressive image d'un publiciste d'outre-Rhin, elles étaient comme des gouttes d'huile sur un étang (2). En Russie, au contraire, les villes étaient bien sorties du sol national, mais elles étaient rares, diffuses, chétives et, sans institutions comme sans vie propres, elles émergeaient à peine de l'immense océan de campagnes. Sous une autre forme, le mal était le même, et l'esprit de progrès, l'esprit d'investigation et de liberté y manquait de son berceau naturel. Point de bourgs ou de cités, partant pas de bourgeoisie dans l'ancienne Russie. Novgorod et Pskof, toutes deux élevées à peu de distance de la Baltique, toutes deux en contact avec les marchands de l'Europe, sont une glorieuse et stérile exception. La Moscovie, qui les engloutit, était un pays essentiellement rural, et de là, en grande partie chez les Russes comme chez d'autres Slaves, la persistance tant remarquée de l'esprit patriarcal. Dans cet état de paysans et de propriétaires, les mœurs, les institutions, tous les rapports sociaux, ont longtemps conservé quelque chose de simple, de primitif et comme de rudimentaire. Le défaut de villes eut pour la Russie une autre grave conséquence : avec la population urbaine lui manquait le premier élément économique de la civilisation moderne, la richesse mobilière, le capital circulant, principe essentiel de tout grand développement matériel, de toute féconde activité sociale.

(1) *Statistitcheskii Vrémennik.*

(2) Hüppe, *Verfassung Polens,* p. 57. Dans toute la Russie occidentale, dans la Lithuanie, la Russie-Blanche et les parties de la Petite-Russie jadis unies à la Pologne, la situation est encore à peu près la même que dans la Pologne proprement dite. Les Juifs agglomérés dans les villes et les bourgades y forment également un des principaux élémens de la population urbaine et ne s'y fondent point avec les autres habitans.

Ce n'est heureusement pas au caractère du peuple russe ou aux prétendus goûts nomades de la race slave qu'il faut attribuer cette longue absence et cette rareté persistante des villes. La raison en est ailleurs; elle est dans les mœurs économiques de la Russie, et ces mœurs mêmes tiennent en partie à de vieilles habitudes qui changent chaque jour, en partie à des causes permanentes, au sol, au climat, à la conformation même du pays. Il n'y a pas encore en Russie de besoins de consommation capables d'alimenter la production d'une nombreuse population urbaine. Les métiers ou les professions, les industries de toute sorte, qui d'ordinaire ont leur siége dans les villes, y sont encore peu développés ou y restent dispersés dans les villages. L'ancienne constitution du servage amenait les propriétaires à faire tout fabriquer sur place, dans leurs domaines, par leurs serfs; les objets de luxe faisaient seuls exception, et la plupart se tiraient de l'étranger. La sévérité du climat, l'éloignement des distances, ont encore des effets analogues. Nulle part l'homme n'est à ce point excité à se suffire à lui-même. Dans la région du nord surtout, la pauvreté du sol, les longs chômages de la mauvaise saison et la longueur des nuits hibernales contraignent le paysan à chercher ailleurs que dans la culture de la terre ses moyens d'existence. De là vient que cette immense population rurale est loin d'être exclusivement agricole. La vie des champs et la vie industrielle sont moins séparées, moins spécialisées en Russie qu'en Occident. Ce qui en d'autres pays se fabrique dans les ateliers ou les manufactures des villes par des ouvriers essentiellement citadins se confectionne souvent en Russie dans les villages et la cabane du *moujik*. Les villes avaient ainsi contre elles l'état social, qui jadis liait le paysan à la glèbe et aujourd'hui encore le lie à sa commune, le peu de besoins ou le peu de richesse des masses et jusqu'à l'ingratitude du climat, jusqu'aux qualités mêmes du peuple. La facilité d'imitation, la dextérité et l'habileté de main du Russe tournèrent elles-mêmes contre les agglomérations urbaines en tournant contre les professions permanentes, contre les métiers sédentaires, contre la spécialité. Le paysan capable de fabriquer par lui-même tout ce qu'exigent ses faibles besoins est rarement obligé de recourir aux habitans ou aux produits de la ville. Avec de telles mœurs, celle-ci n'est guère qu'un centre d'administration ou un lieu d'échange, un marché souvent animé et encombré de population à l'époque des foires, vide et désert pendant la plus grande partie de l'année. Beaucoup ne sont que des créations artificielles de l'activité souveraine, qui en retirant sa main d'elles les laisserait retomber dans le néant des campagnes.

Ce mode de formation des centres urbains explique comment, en Russie, les villes et les campagnes diffèrent d'ordinaire si peu et

comment parfois elles diffèrent tant. Entre les unes et les autres, on ne voit d'un côté qu'analogie et similitude, et d'un côté que contraste et dissemblance. A cet égard, les grandes cités russes, les capitales en particulier, semblent des colonies d'un autre peuple ou d'une autre civilisation. On y trouve tout le luxe, tous les plaisirs, tous les arts de l'Occident, la vie y paraît tout européenne, tandis que dans les campagnes elle semble encore moscovite, à demi orientale, à demi asiatique. L'opposition est saisissante, et cependant tout ce contraste est extérieur, superficiel; les dehors de la vie diffèrent, l'homme est le même. A part une haute classe, élevée à la discipline de l'étranger, la masse des habitans de la ville est, par l'éducation et les goûts, par les usages comme par l'esprit, demeurée voisine des habitans de la campagne. Dans ces villes, souvent bâties de toutes pièces et parfois déjà populeuses, les paysans sont nombreux et les mœurs restent encore à demi rurales. Il n'y a le plus souvent ni bourgeoisie, à notre sens français du mot, ni plèbe urbaine comparable à la population ouvrière de nos grandes cités et de nos faubourgs.

III.

L'ancienne Moscovie faisait peu de distinction entre les villes et les campagnes, entre le bourgeois et le paysan, dont la Russie moderne a formé deux classes séparées. Aux voyageurs étrangers, la position de l'un semblait peu différente de celle de l'autre. L'Anglais Fletcher, ambassadeur de la reine Élisabeth près du fils d'Ivan le Terrible, regardait le marchand et l'artisan comme faisant partie de la dernière classe du peuple, désignée par lui sous le nom humiliant de *moujiks* (1). Ce n'est guère qu'au XVIIe siècle que les villes sont, devant l'administration, généralement distraites des campagnes. Ce n'est qu'à cette époque, lors de l'établissement du servage pour les paysans, que les populations urbaines commencent à être regardées comme une classe distincte et les villes comme des communes à part, constituées sur un plan spécial (2).

(1) Fletcher, ch. IX. « La dernière classe est celle des *moujiks;* on range parmi eux les marchands et les artisans. » Ivan le Terrible lui-même, dans ses lettres à la reine Élisabeth, donne aux négocians anglais venus en Russie pour y trafiquer le nom dédaigneux de *moujiks de commerce.* — Voyez l'étude de M. Alfred Rambaud sur *Ivan le Terrible et les Anglais en Russie,* dans la *Revue* du 15 février 1876.

(2) Tchitchérine : *Oblastnyia outchregdéniia Rossii v XVII^m^ vêké,* p. 562-567. Il va sans dire que ce qui suit sur le régime des villes moscovites ne s'applique point aux villes occidentales, à Novgorod et à Pskof, dont les habitans avaient gardé le droit de se gouverner eux-mêmes et où, comme dans les villes d'Italie, se retrouvent les luttes des riches et des pauvres, du *popolo grasso* et du *popolo minuto.*

Jusque-là, les villes ou bourgs des provinces et les paysans des districts étaient souvent réunis dans le même *mir* ou commune, et soumis au même droit et aux mêmes autorités. La position du bas peuple des villes n'était guère plus enviable que celle des cultivateurs de la campagne. Le bourgeois, l'homme taillable (*tiaglyi tchelovek*), était fixé (*prikreplen*), était enchaîné à sa ville natale comme le paysan l'était à la terre, et cela pour des motifs analogues, afin que le fisc ne fût point frustré par le départ du contribuable, et que les bourgeois, taxés solidairement, n'eussent pas à payer pour les absens. Des dispositions qui rappellent celles inventées pour les *curiales* aux derniers temps de l'empire romain interdisaient sévèrement de passer d'une ville ou d'un bourg à l'autre, et pour cette fuite, pour cette sorte de désertion, les Romanof établirent en 1658 la peine de mort (1).

Il y avait cependant dans les villes de la Russie une classe privilégiée : c'étaient les riches marchands, les commerçans en gros et spécialement ceux qui faisaient le commerce extérieur. On les appelait les *hôtes*, *gosti*, probablement parce qu'à l'origine, et pendant longtemps, le plus grand nombre étaient étrangers. Ces *gosti* sont mentionnés dès l'époque des Varègues. Dans la Russie primitive, où l'éloignement et les guerres intestines rendaient le commerce à la fois plus précaire et plus précieux, les hommes assez entreprenans pour s'y livrer étaient entourés d'une considération qu'ils conservèrent plus ou moins à travers toutes les vicissitudes de l'histoire russe, au milieu même de l'abaissement où les guerres des princes apanagés et la domination tatare plongèrent le commerce national. Ce nom de *gosti*, sans doute d'origine germanique, était accordé par les grands-princes comme un titre d'honneur, et plusieurs de ces *hôtes* servirent aux *kniazes* de conseillers ou d'ambassadeurs. Au-dessous des *gosti* venaient les marchands inférieurs et les *posadskii* ou bourgeois, les uns et les autres répartis entre plusieurs catégories dont chacune avait son conseil ou *douma*, pourvu du droit de juger les contestations de ses membres.

Ces marchands et bourgeois pouvaient difficilement être une classe influente dans un pays comme la Grande-Russie, coupé de l'Europe et de la mer, coupé de toutes les grandes routes commerciales par la Lithuanie, l'ordre teutonique et les Tatars. Jean IV, Ivan le Terrible, l'ennemi des vieilles familles de *kniazes* et de boïars, avait cherché à relever les habitans des villes, les bourgeois de Moscou en particulier; mais la main des tsars ne sut pas faire revivre en Moscovie les libertés municipales qu'elle déracinait à

(1) Solovief, *Istoriia Rossii*, t. XIII, p. 100-130.

Novgorod et à Pskof, où elles avaient longtemps fleuri. L'absence même de féodalité, qui au premier abord semblerait avoir dû favoriser l'éclosion de la bourgeoisie, y fut plutôt un obstacle. Les souverains n'eurent pas autant d'intérêt à s'appuyer sur les villes, et les villes ne trouvèrent point dans les discordes des grands-vassaux et du pouvoir central une occasion d'affranchissement ou un moyen d'élévation. Un instant peut-être, lors de la crise qui suivit l'extinction de la maison souveraine, les cités russes se montrèrent capables de jouer un rôle politique; elles prirent part à la délivrance du sol national, envahi par les Polonais, en même temps qu'à l'élection de la dynastie nouvelle; puis, ruinées par cette longue période de trouble et comme épuisées de leurs propres efforts, elles abandonnèrent d'elles-mêmes, sous les premiers Romanof, les franchises que leur avaient accordées les derniers princes de la race de Rurik. Dans toutes ces villes sans industrie, sans moyens de communication, presque sans population, il n'y avait à l'avénement de Pierre le Grand, en dépit de quelques nouvelles tentatives de son père Alexis, rien qui méritât le nom de bourgeoisie.

Une telle lacune ne pouvait manquer de frapper le tsar artisan dont le modèle de prédilection était le pays le plus bourgeois de l'Europe, la Hollande. Une classe moyenne, une bourgeoisie ne se pouvait malheureusement improviser aussi vite qu'une flotte et une armée. Les règlemens spéciaux de Pierre le Grand, l'autonomie administrative et le *self-government* dont il dota les villes, contribuèrent peut-être moins à la création d'une classe urbaine que l'activité générale du réformateur, l'introduction de nouvelles industries et de nouveaux moyens de communication et surtout l'ouverture de la Russie à l'Europe. Les progrès furent cependant lents. La mauvaise administration des successeurs de Pierre le Grand, les restrictions apportées aux priviléges des villes et des marchands, enfin sous l'impératrice Élisabeth, l'érection des principales branches de commerce en monopoles concédés à des favoris de cour, retardèrent de plus d'un demi-siècle la naissance d'une classe moyenne. Catherine II, ici comme en toute chose, reprit et compléta l'œuvre de Pierre Ier. Elle voulut en même temps constituer une noblesse et une bourgeoisie, deux choses dont manquait presque également la Russie. C'est par elle que les habitans des villes ont été divisés entre les différens groupes qui subsistent encore aujourd'hui. Marchands, petits bourgeois, ouvriers, reçurent de sa main une organisation corporative, chacun de ces groupes divers eut ses chefs élus et tous furent réunis en corporations municipales auxquelles fut restitué le droit de justice avec le droit d'administration intérieure.

Dans l'organisation de la classe urbaine, la princesse d'Anhalt et le charpentier de Saardam imitèrent naturellement les institutions contemporaines de l'Europe occidentale, en particulier les institutions des pays germaniques, de l'Allemagne et de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suède. De là une partie des défauts et une partie de l'insuccès d'une œuvre mal à propos copiée de l'étranger et imitée de modèles déjà en décadence. C'est quand ils étaient sur le point de disparaître des états les plus avancés de l'Occident, que les corps de métiers d'artisans et les *guildes* de marchands, que les maîtrises et jurandes furent introduits en Russie. De pareilles erreurs ne sauraient surprendre, quand on voit encore en France des hommes instruits regretter ces institutions du passé ou en rêver le rétablissement. Quels qu'en fussent les mérites et les inconvéniens, cette organisation en corporations à laquelle se prêtent volontiers les peuples germaniques était aussi étrangère au génie qu'aux habitudes de la Russie. Le Russe, selon une juste remarque de Haxthausen, a l'esprit d'association, il n'a point l'esprit de corporation, et entre l'un et l'autre la différence est grande. Le Russe a un mode national d'association, l'*artel*, dont tous les membres ont des droits égaux et travaillent pour le bénéfice commun, sous des chefs librement élus par leurs pairs; il a peu de goût pour les corporations fermées, pourvues au dehors de priviléges et de monopoles, et au dedans subdivisées hiérarchiquement en rangs ou échelons inégaux, comme nos anciens corps de métiers avec leur gradation de maîtres, de compagnons et d'apprentis. A cet égard, le peuple de l'Europe chez lequel les divisions extérieures de classes ont le plus persisté est peut-être de tous le plus naturellement étranger à l'esprit de caste et de subordination hiérarchique. L'esprit corporatif, qui en Occident n'était qu'une forme de l'esprit féodal, l'esprit qui dans le monde du travail avait introduit le même principe de privilége et de vasselage que dans la propriété et la noblesse, ne se retrouve nulle part dans l'ancienne Moscovie et n'a pu triompher dans la Russie nouvelle. Les tribus ouvrières aux frontières déterminées, les maîtrises et jurandes qui en Occident ont fait le noyau de la population urbaine, étaient aussi inconnues de la Russie que la féodalité occidentale, qui leur servait de type ou de patron. Sous ce rapport le mode d'existence des villes russes ne différait guère moins du mode d'existence des villes européennes que ne différait l'organisation rurale de la Russie et de l'Europe. Catherine II tenta en vain de réunir les artisans en corps de métiers et de les diviser régulièrement en maîtrises; en vain elle donna à chaque groupe des chefs élus, une administration et des bannières; les corps de métiers, les *tsekh*, selon le nom emprunté

de l'allemand (*zeche*), sont restés en Russie des cadres inanimés, presque de simples registres d'inscription pour la police.

La population des villes demeure depuis Pierre Ier et Catherine II partagée en cinq ou six rubriques réparties en deux groupes principaux : le gros commerce ou les marchands, formant la classe supérieure, classe longtemps privilégiée, et les petits commerçans, les artisans de toute sorte, divisés en plusieurs catégories qui ne diffèrent guère entre elles que par le nom. Il y a les *mechtchané*, petits bourgeois ou citadins, les *remeslenniki* ou artisans, les *tsekhovye*, membres des corps de métier; il y a les *raznotchintsy*, sorte de *caput mortuum*, contenant tous les gens qui ne sont rangés dans aucune autre classe. De toutes ces catégories, la première est la plus importante et peut être regardée comme le type de toute la population inférieure des villes. Le terme de *mechtchanine* est d'ordinaire traduit par bourgeois; l'homme qui porte ce nom russe répond cependant bien peu au mot français. Le *mechtchanine* est l'habitant des villes qui, n'étant ni noble ni prêtre, n'est pas assez riche pour être inscrit parmi les marchands et ne fait pas non plus partie d'une corporation d'ouvriers. Il vit d'ordinaire d'un petit commerce ou de métiers divers. Beaucoup n'ont point de moyens d'existence assurés. Il y a ou il y avait, jusqu'à ces derniers temps, une limite imposée à leur commerce et à leur fortune immobilière; ils ne pouvaient dépasser un certain chiffre d'affaires ni posséder un immeuble de plus de cinq ou six mille roubles. Pour aller au delà, ils devaient se faire inscrire parmi les marchands. Bien qu'il soit proprement l'habitant légal des villes, le citadin par excellence, le *mechtchanine* est souvent obligé d'aller chercher fortune au village. Dans certains gouvernemens, le nombre des *mechtchané* établis à la campagne est considérable, tandis que le paysan qui dans le travail de la terre ne peut toujours trouver une occupation permanente ou une rémunération suffisante, se presse fréquemment dans les villes et y a conquis le monopole de divers métiers. A Saint-Pétersbourg seul, vivent plus de 100,000 paysans (1). Les deux classes changent de résidence et prennent souvent ainsi la place l'une de l'autre, tantôt se faisant concurrence pour le travail manuel et le petit commerce dans les fabriques ou dans les foires, tantôt gardant chacune leurs professions de prédilection, le *mechtchanine* apportant à la campagne les arts et les procédés de la ville, le *moujik* apportant à la ville ses bras, sa hache, son cheval : tous deux exposés dans cette interver-

(1) Selon le *Statistitcheskii Vrémennik* (1871, p. 85), il y en avait 151,000 à Pétersbourg et à Kronstadt.

sion des rôles et du domicile à des chances diverses, plus sévères souvent pour le citadin que pour le villageois.

Cette classe de *mechtchané* et les groupes voisins d'artisans comptent environ 5 millions d'âmes, formant la grande majorité de la population des villes. C'est peut-être la portion la moins fortunée du peuple russe. Le paysan, le *moujik*, a, de par la loi d'émancipation, sa maison, son enclos à lui; il a de plus sa part du champ communal à cultiver; son existence et l'existence de sa famille sont ainsi toujours assurées. Tout autre est la situation du *mechtchanine*. Il vit, comme notre population ouvrière, à ses risques et périls; la loi n'a pas de garantie pour lui, la commune n'a ni terre ni travail certain à lui fournir. Si quelques *mechtchané* arrivent à l'aisance ou même à la richesse, la plupart n'ont qu'une existence précaire. Un dixième peut-être d'entre eux possède dans les villes une maison à soi. Le reste vit en loyer comme en Occident. Ceux qui vont chercher un refuge à la campagne n'y ont pas droit à la jouissance des biens communaux. On m'a montré de ces citadins qui avaient voulu se faire paysans, mais pour cela il leur avait fallu être admis par la commune rurale et acheter à deniers comptants le droit à la terre communale que le paysan tient de sa naissance.

Jusqu'à ces dernières années, le *mechtchanine* et le *remeslennik*, le petit bourgeois et l'artisan, étaient seuls, avec le paysan, soumis aux deux plus lourdes charges de l'état, à l'impôt de la capitation et au recrutement pour l'armée. La nouvelle loi militaire adoucit pour eux le poids du service en le répartissant sur toutes les classes de la société. Quelques années auparavant, une autre loi de l'empereur Alexandre II avait relevé de la capitation le *mechtchanine* et ses pareils. Cette réforme, une des plus modestes et des plus utiles du règne, a été, pour ainsi dire, l'acte d'émancipation du peuple des villes. La loi lui a donné l'égalité des charges et des droits; elle ne saurait aller plus loin et ne pourrait, comme au paysan, lui donner la propriété. Les Russes, grâce à leur système de vastes terres communales, se vantent de n'avoir pas de prolétaires et contemplent d'un œil dédaigneux les dangers dont cette plaie sociale leur paraît menacer l'Occident. La Russie n'a point en effet de prolétariat agricole; elle a déjà un prolétariat urbain, partout le plus embarrassant, le plus turbulent, et parfois presque le seul dont souffrent certaines nations d'Occident, le seul au moins dont souffre sérieusement la France. Il est des difficultés sociales auxquelles un pays quelque neuf et hardi, quelque vaste et riche de terres qu'il soit, semble ne pouvoir échapper; le prolétariat, le salariat des villes est de ce nombre. S'il n'est pas plus nombreux en Russie, c'est que les

villes elles-mêmes y sont relativement peu nombreuses et peu peuplées. L'avenir, le progrès de l'industrie et de la civilisation, le progrès même de la population ne feront là comme partout qu'augmenter le prolétariat urbain en accroissant les villes. Le *mechtchanstvo* a reçu de l'émancipation même d'importans renforts; il a été l'unique asile de plusieurs catégories de serfs, d'une en particulier, des *dvorovyé*, les serfs domestiques. Ces hommes que, depuis plusieurs générations, parfois le service de leurs maîtres avait soustraits à la culture des champs et détachés des communes de paysans, n'ont pu, en redevenant libres, recouvrer leur part des terres communales. De l'émancipation, ils n'ont reçu d'autre bien que la liberté personnelle, et, affranchis de la tutelle de leurs maîtres, ils doivent vivre de leur travail, vivre de leur salaire, sans droit de propriété sur la terre qu'ils foulent ou dans la maison qu'ils habitent, sans autre héritage à transmettre à leurs enfans que le léger pécule de minces économies. Pas plus la Russie qu'un autre état n'a encore trouvé le secret d'assurer à chaque homme une demeure permanente, à chaque famille un foyer héréditaire, et de mettre la population toujours croissante de nos fourmilières humaines au-dessus des atteintes du vice ou de l'imprévoyance (1).

Pour les conditions d'existence, ces *mechtchané* et ces artisans russes ressemblent à la population la moins favorisée de nos villes; ils en diffèrent par un point important : l'absence d'esprit particulier, l'absence d'esprit urbain. Le prolétariat des villes, le salariat ouvrier n'a pas, comme ailleurs en Europe, d'esprit de classe opposé à la fois à la haute bourgeoisie et au peuple des campagnes. C'est à ce point de vue que l'on peut dire que les grandes cités russes manquent de la plèbe urbaine de nos capitales européennes. Elles en ont déjà l'étoffe ou la matière première, mais ces élémens ne sont encore ni assez nombreux ni assez forts, ils n'ont pas encore assez conscience d'eux-mêmes pour avoir les aspirations ou les exigences ambitieuses des classes ouvrières de l'Occident. Par les idées, par les croyances et les sentimens comme par le costume et les mœurs, le peuple des villes russes se distingue encore peu du peuple des campagnes. Le *mechtchanine*, l'artisan surtout, n'est que le *moujik* des villes. La religion, qui en Russie est demeurée une des grandes forces sociales, retient encore sous son empire ces masses urbaines que, dans plusieurs pays de l'Occident, le christianisme catholique ou protestant semble avoir perdues sans retour.

(1) Il est juste de remarquer que les artisans des villages, aujourd'hui encore les plus nombreux, ont comme les autres paysans leur lot de terre. Nous aurons du reste occasion de revenir sur cette importante question en étudiant la situation de la classe rurale.

C'est au fond des villes aussi bien que dans les villages écartés, chez le *mechtchanine* aussi bien que chez le paysan, que germent et se propagent les sectes bizarres, dont la naissance même témoigne de la vitalité et de la naïveté de l'esprit religieux dans un peuple (1). Le *mechtchanine* est observateur des rites et des traditions, il est conservateur des mœurs de ses ancêtres, il est respectueux de Dieu et de son souverain tout comme le *moujik;* entre ce dernier et lui, il n'existe point encore de divorce, d'antagonisme moral. Il y a ainsi dans le fond du peuple russe une unité, une harmonie de sentimens et de croyances qui mérite d'autant plus d'être signalée qu'elle devient plus rare, et que là même où elle subsiste, le temps la rendra plus précaire. La Russie a là, pour une période plus ou moins longue, un principe de force et de stabilité qui fait défaut à tous les autres peuples du continent. S'il n'a point encore toute la fécondité, toute l'activité de notre civilisation urbaine, l'empire du Nord peut trouver dans cette infériorité même des dédommagemens, des compensations qui ne sont pas sans prix. Il n'est point encore exposé à ces luttes d'influences des villes et des campagnes dont l'Occident a déjà tant souffert, à cette guerre intestine des citadins et des ruraux qui, par de perpétuelles révolutions et réactions, entrave tout progrès; il échappe encore à ce conflit intermittent de l'esprit à la fois sceptique et utopiste de l'ouvrier des villes avec l'esprit grossièrement conservateur et aveuglément positif du paysan des campagnes.

IV.

La législation russe divise les habitans des villes en deux groupes, elle sépare nettement les artisans, ou petits bourgeois demeurés au bas de l'échelle sociale, des bourgeois parvenus aux degrés supérieurs. Ces derniers sont d'ordinaire compris sous la rubrique de marchands, *kouptsy*. Ce titre n'est légalement reconnu qu'aux négocians en possession d'un certain capital et payant certains droits de patente. Ces marchands, longtemps dotés de privilèges importans, n'ont pu naturellement constituer une classe fermée; le *mechtchanine,* le paysan, le noble même, qui se livrent au commerce, sont maîtres de se faire inscrire parmi eux : c'est une question de fortune et d'impôt. Ces *kouptsy* sont subdivisés en plusieurs catégories qui conservent le nom étranger de *guilde* introduit jadis par Pierre le Grand. Il y eut longtemps trois de ces *guildes* pourvues de

(1) Voyez notre étude sur les sectes populaires de la Russie dans la *Revue* du 1er mai et du 1er juin 1875.

prérogatives assez différentes; aujourd'hui, croyons-nous, il n'en reste que deux en possession de droits civils identiques. La distinction des deux *guildes* repose uniquement sur le chiffre du capital déclaré par les marchands et sur la patente par eux payée à l'état. Les membres de la première ont le privilége du libre commerce dans toute l'étendue de l'empire ainsi qu'à l'étranger; les membres de la seconde doivent se borner au négoce intérieur. Ces *guildes*, comme les autres fractions de la population urbaine, ont dans chaque ville leurs assemblées et leurs chefs ou syndics élus. Les marchands du reste s'élèvent ou descendent d'une *guilde* à l'autre, selon que s'enfle ou décroît leur fortune, et les mauvaises affaires les laissent exposés à retomber dans la classe inférieure des *mechtchané*.

Les membres des deux *guildes* font ou plutôt faisaient partie des classes privilégiées. Les empereurs leur avaient accordé tous les droits personnels de la noblesse : exemption de la capitation, exemption de la conscription militaire, exemption des verges et des peines corporelles. Dans un pays comme la Russie, on ne pouvait faire plus pour l'encouragement du commerce et de la bourgeoisie. Les marchands étaient libres de s'enrichir, libres de jouir de leurs richesses; une seule chose leur était refusée, et cette restriction même imposée aux négocians pouvait, aux yeux du législateur, passer pour un stimulant au commerce. Il était interdit au marchand, comme à toute personne étrangère à la noblesse, de posséder des terres habitées, *naselennyia imouchtchestva*, c'est-à-dire des terres peuplées de serfs. Or, dans ce pays de population faible et diffuse, ces terres habitées étaient en général les seules productives; par suite, les marchands qui n'y pouvaient prétendre se trouvaient de fait exclus de la propriété terrienne, de la propriété rurale au moins. Les seuls immeubles qui leur fussent accessibles étaient des maisons de villes ou des maisons de campagne aux environs des villes. Les placemens de fonds en terres de rapport leur étant interdits, les négocians pouvaient sembler moins enclins à retirer du commerce les capitaux qu'ils y avaient amassés. Cette prohibition avait un effet plus certain et moins avantageux : elle isolait le commerce de l'agriculture, elle maintenait le négociant ou l'industriel séparés à la fois du noble propriétaire et du paysan cultivateur. Alors que le servage rendait presque impossible la formation d'une classe moyenne dans les campagnes, le monopole nobiliaire des terres habitées empêchait la classe moyenne, lentement formée dans les villes, de se répandre sur les campagnes. Les marchands restaient enfermés dans la ville et comme emprisonnés dans les affaires; de là une autre cause de la faiblesse, du peu d'expansion,

du peu d'influence sociale de la bourgeoisie. Aujourd'hui que l'abolition du servage a supprimé la distinction entre les terres habitées et les terres non habitées, la propriété terrienne est devenue libre, l'accès en est ouvert à toutes les classes. Par cette conséquence indirecte, l'émancipation touche profondément la bourgeoisie russe, elle lui rend la libre disposition de sa fortune, elle lui ouvre les campagnes, et ce seul fait est une révolution qui sur l'avenir social de la Russie peut avoir une portée considérable.

Les marchands de la première guilde possédaient presque tous les priviléges personnels de la noblesse; les plus fortunés n'en cherchaient pas moins à sortir de leur condition. Cette noblesse, dont le législateur semblait leur avoir accordé les prérogatives utiles, ils la convoitaient pour eux ou pour leurs enfans, et beaucoup d'entre eux prenaient un chemin qui y menait rapidement, le chemin du service de l'état. De là encore une cause de débilité, d'amoindrissement pour la bourgeoisie, qui ne semblait grandir et s'enrichir que pour une autre classe. Le mode d'anoblissement par le *tchine*, par le grade ou l'emploi, resté en usage depuis Pierre le Grand, avait le double effet d'entraver à la fois la constitution d'une vraie noblesse et la formation d'une vraie bourgeoisie; un tel système appauvrissait la seconde en encombrant la première : de l'une il faisait un lieu de passage, un vestibule, une antichambre presque vide, de l'autre une salle confuse, une assemblée mêlée.

Dans cet appétit des marchands pour les fonctions ou les décorations qui anoblissaient, il serait injuste de ne voir en Russie, comme en d'autres pays, que puérile vanité et futile ambition. Le marchand russe jouissait de tous les droits réellement utiles de la noblesse; mais ces droits il ne les tint longtemps que de son inscription dans la guilde. Un revers de fortune les lui pouvait enlever, en lui faisant perdre le titre et le rang de marchand; un revers de fortune pouvait en un moment le ravaler au niveau du *mechtchanine*, soumis à la taille, à l'enrôlement forcé et aux verges. La noblesse héréditaire et par suite le service de l'état pouvait seul mettre une famille russe à l'abri d'une telle chute.

Cette instabilité de la position des marchands, cette fragilité des droits de la bourgeoisie, amena l'empereur Nicolas à créer pour elle une nouvelle rubrique, une nouvelle catégorie officielle. En même temps qu'il rétrécissait le chemin conduisant à la noblesse, ce prince instituait pour les bourgeois un titre qui leur devait assurer les avantages jusque-là cherchés dans l'anoblissement. Ce nouveau degré de l'échelle sociale russe porte le nom de *potchetnyi gragdanine, citoyen honorable*, ou mieux bourgeois notable. Ces citoyens honorables ont les priviléges des marchands de la première

guilde, sans être astreints à demeurer inscrits dans les guildes. C'était, en fait, une sorte de noblesse d'un nouveau genre, de noblesse bourgeoise conférée par le souverain ou par lettre du sénat, en récompense de certains services et de certaines fonctions. Comme la noblesse russe proprement dite, celle-ci comptait deux degrés, deux catégories. Il y eut le citoyen honorable personnel et le citoyen honorable héréditaire, ce dernier ayant le droit de transmettre à ses enfans sa qualité et les exemptions qui y étaient attachées. Cette rubrique existe toujours dans la nomenclature sociale de la Russie; mais le nom de *potchetnyi gragdanine* semble n'être plus qu'une distinction honorifique. Les principales exemptions attribuées à ce titre ont été accordées à tous les habitans des villes. L'abrogation de la capitation et des peines corporelles d'un côté, l'établissement du service militaire obligatoire pour tous d'un autre, ont singulièrement diminué la valeur de toutes ces distinctions. Les bourgeois honorables et les marchands ne peuvent conserver beaucoup de priviléges, alors qu'il n'en demeure presque plus à la noblesse. Les noms et la terminologie, les cadres des anciennes subdivisions, persistent comme des souvenirs ou des points de repère commodes pour l'administration et la statistique, ils ont peu de valeur effective. Dans l'intérieur des villes, naguère encore coupées en compartiments si multiples et si tranchés, l'égalité civile nous paraît si bien établie qu'il reste peu de chose à y ajouter.

Ce sont aujourd'hui les mœurs, l'éducation, le degré de civilisation, qui en Russie continuent à maintenir séparées les diverses classes de la société. Les habitudes dressent entre elles des barrières que la loi ne peut renverser. A cet égard, les distinctions de classes sont encore en Russie plus nettement marquées que dans le reste de l'Europe. De la façon inégale dont la civilisation a pénétré dans les diverses couches de la société, il n'en saurait être autrement. La noblesse, qui a longtemps eu le monopole de l'éducation européenne, continue à vivre à part, isolée des marchands et d'une bourgeoisie à laquelle la richesse n'a point encore fait franchir le seuil de la culture. C'est ainsi que dans les grandes villes il y a d'ordinaire deux cercles, deux clubs, l'un pour la noblesse, l'autre pour les marchands. Les deux classes forment, au point de vue du monde, deux sociétés, deux villes à part, se voyant peu dans la vie privée, différant même par le genre de vie. Déjà cependant se manifestent des signes d'une prochaine révolution. La noblesse et la bourgeoisie ne se rencontrent pas seulement dans les assemblées publiques pour les affaires de la ville ou de la province, elles commencent à se rapprocher l'une de l'autre par les mœurs, par les goûts, par la culture, l'une se faisant plus nationale, l'autre se faisant plus européenne.

Il y a quelques années, un marchand russe était toujours un homme à longue barbe, à long caftan, à grandes bottes de cuir; il était aussi fidèle que le paysan aux traditions moscovites comme au costume national. Aujourd'hui il y a le marchand du vieux temps, conservateur des vieux usages, parfois possesseur d'une grande fortune sans en être moins attaché à l'ancienne manière de vivre, le *koupets* orthodoxe ou *raskolnik*, comme le bas peuple, comme le *moujik* ou le *mechtchanine*, dont il ne diffère réellement que par la richesse, fidèle observateur des jeûnes et des fêtes, unissant à un singulier degré la superstition à la finesse, la simplicité de l'existence à la grandeur des opérations commerciales. Il y a aussi le marchand moderne, souvent le fils ou le petit-fils du précédent, le marchand au menton rasé qui abandonne les usages de ses pères pour imiter la noblesse et les modes françaises. Ces derniers sont déjà nombreux, et le nombre en croît naturellement chaque jour; ils ont des hôtels et des salons meublés avec luxe, si ce n'est toujours avec goût, et possèdent tout le confort de l'Occident. Leurs fils apprennent le français et voyagent à l'étranger; beaucoup déjà mènent à Paris une vie aussi mondaine, aussi dissipée que les jeunes nobles de leur pays, et à leur retour quelques-uns savent se faire admettre dans les salons de la noblesse. Entre ces deux types de marchands, il en est un intermédiaire, faisant pour ainsi dire la transition de l'un à l'autre, et ayant souvent les prétentions et les travers des deux : c'est le négociant enrichi, épris du luxe moderne, et ne s'y pouvant faire lui-même, s'entourant de meubles et de frivolités dont il méconnaît l'usage, et toujours mal à l'aise dans sa propre maison, dans ses propres vêtemens. Ce parvenu ignorant et plein de contrastes, ridicule victime de la vanité, est plus fréquent et plus étonnant en Russie que partout ailleurs. Soit amour du luxe, soit calcul de commerçant désireux d'établir son crédit, le marchand russe a fréquemment un goût de l'extérieur, un goût de la montre et de l'apparat qui, en Russie même, où ce penchant est général, se rencontre rarement ailleurs à un tel degré. Il est de ces marchands qui ont de riches appartemens où ils ne logent point, de somptueux salons qu'ils n'ouvrent qu'aux étrangers, une vaisselle où ils ne mangent pas, des lits auxquels pour dormir ils préfèrent à la vieille mode russe des tapis ou des divans. L'un d'eux, faisant admirer à un ingénieur anglais sa chambre à coucher et son lit sculpté recouvert d'un surtout de dentelle, lui disait avec un malicieux sourire : ce lit-là m'a coûté une somme folle, mais voyez-vous, je ne couche pas dedans, je couche dessous (1). On en rencontre

(1) Herbert Barry, *Russia in 1870*, p. 119. Bien que l'usage s'en répande de jour en jour avec les chemins de fer, les lits sont encore, dans quelques contrées de la Russie, un objet de luxe qui n'est pas toujours à la portée du voyageur. J'ai eu parfois

encore de cette force, mais le fils un jour couchera dans le lit du père et y dormira.

Comme la population inférieure des villes, comme le *mechtchanine*, le marchand appartient encore, par les idées et les habitudes, par le milieu et l'éducation, au même peuple, au même monde que le *moujik*. Il n'y a dans les guildes russes rien qui rappelle notre ancien tiers-état, avec son mouvement d'esprit, son instruction, ses ambitions. On y sent à peine encore un ferment d'activité politique ou intellectuelle. Jusqu'à ces dernières années, la science et la littérature ne devaient presque rien en Russie à la bourgeoisie (1). Comme l'indique ce nom même de *kouptsy*, de marchands, donné à la portion la plus élevée du tiers-état, il n'y a eu jusqu'ici en Russie qu'une bourgeoisie de comptoir, il n'y a eu chez elle d'autre classe moyenne que le commerce et l'industrie, tous deux dominés par un esprit exclusivement mercantile, conservateur et routinier. C'est encore là un des motifs du peu de culture, du peu d'influence de cette classe en Russie. La plupart des professions qui ont le plus relevé la bourgeoisie en Europe, celles qui en touchant à la science, aux lettres, aux lois, lui ont valu le plus de considération et souvent même lui ont assuré dans l'état et dans la société une autorité que la législation ne lui reconnaissait pas encore, la plupart des professions vulgairement appelées libérales, manquaient presque autant à la Russie de Pierre Ier et de Catherine II qu'à la Moscovie des Ivan et des Vassili. Chez elle, ni juristes, ni médecins, ni écrivains, ni professeurs, ni ingénieurs, pas même de notaires, d'avoués ou de procureurs, rien que des employés et des scribes, sans instruction et sans ressemblance pour l'éducation ou la considération sociale avec leurs analogues d'Occident. Il ne pouvait y avoir beaucoup d'avocats dans un pays où en 1860 la procédure était encore écrite et secrète; il n'y avait guère de jurisconsultes, alors que la législation était un chaos, que la justice était arbitraire ou vénale. La Russie ne connut jamais cette noblesse de robe qui par le rang et l'esprit tenait déjà une si grande place dans notre ancienne France; elle connaissait à peine une magistrature: les fonctions de tout ordre étaient exercées par la même classe de fonctionnaires, souvent par les mêmes personnes, sans spécialité et sans éduca-

moi-même de la peine à m'en procurer, et j'ai fait l'étonnement de certains aubergistes en ne me montrant pas satisfait d'un divan ou d'un canapé.

(1) A cette règle il n'y a guère, dans la littérature de la première moitié du XIXe siècle, qu'une double exception : deux poètes de province, jumeaux par le talent et l'inspiration comme par l'origine, Koltsof et Nikitine, l'un petit marchand, l'autre petit *mechtchanine*, et encore cette apparente exception confirme-t-elle indirectement la règle par le caractère naïf, tout national et tout populaire, des deux poètes. Aujourd'hui on pourrait citer quelques écrivains ou quelques savans sortis de la même classe.

tion professionnelle. La Russie de la première moitié du XIXe siècle était encore sous ce rapport en arrière de la vieille France du XVIIe ou du XVIe siècle. Les réformes de l'empereur Alexandre II, la réforme judiciaire en particulier, aideront à combler ce vide, et ce ne sera pas un de leurs moindres bienfaits. Ces réformes récentes n'ont pas seulement à modifier, à améliorer les institutions, elles ont à créer toute une classe nouvelle en créant des emplois ou des professions qui exigent une sérieuse culture de l'esprit, en ouvrant à l'activité intellectuelle des débouchés multiples et honorables. Les universités et les progrès de l'instruction, les chemins de fer et l'accélération des communications, l'élargissement même du commerce et de l'industrie, agiront dans le même sens et à côté de l'ancienne bourgeoisie, exclusivement marchande, contribueront à faire surgir une bourgeoisie libérale, à l'esprit en éveil, aux aptitudes variées. Cette classe nouvelle est en train de se former; mais, chose à remarquer, c'est souvent en dehors du cadre officiel de la bourgeoisie qu'il faut chercher cette future et véritable bourgeoisie russe : elle se recrute dans toutes les classes, parmi les fils de prêtres comme parmi les fils de marchands, et plus encore au sein de la noblesse. La bourgeoisie de l'avenir, la prochaine classe moyenne qui tôt ou tard sera la classe dirigeante, empruntera ses membres à toutes les catégories, à toutes les rubriques sociales de l'empire, en demeurant indépendante des unes et des autres; elle grandira en dehors de toutes les distinctions de castes, et aura d'autant moins de peine à s'élever au-dessus des préjugés de naissance, qu'en dépit des apparences, de tels préjugés n'ont jamais chez les Russes été bien puissants.

Pour la Russie, le principal résultat du XVIIIe siècle et des réformes de Pierre Ier et de Catherine II, a été la formation d'une haute classe cultivée, d'une noblesse élevée à l'européenne; pour elle, un des principaux résultats du XIXe siècle et des réformes de l'empereur Alexandre II sera la création d'une classe moyenne, d'une bourgeoisie vraiment européenne et moderne. Les progrès faits en ce sens depuis cinquante ans sont faciles à suivre. « Le tiers-état n'existe pas en Russie, écrivait Mme de Staël sous le règne d'Alexandre Ier, c'est un grand inconvénient pour le progrès des lettres et des arts;... mais cette absence d'intermédiaire entre les grands et le peuple fait qu'ils s'aiment davantage les uns les autres. La distance entre les deux classes paraît plus grande parce qu'il n'y a point de degrés entre ces deux extrémités, et, dans le fait, elles se touchent de plus près, n'étant pas séparées par une classe moyenne (1). » Il y aurait plus d'une réflexion à faire sur ces

(1) Mme de Staël, *Dix années d'exil.*

paroles de l'illustre écrivain. Il est vrai que les deux classes extrêmes, que le noble et le *moujik*, l'ancien seigneur et l'ancien serf, se touchaient de près, n'ayant entre eux aucune classe mitoyenne; mais ce n'était là qu'un contact matériel. Entre l'un et l'autre il n'y avait ni sympathie mutuelle, ni intelligence réciproque, il n'y avait ni lien moral ni communauté spirituelle. Entre le peuple russe demeuré fidèle aux vieilles mœurs moscovites et la noblesse à demi-française l'intervalle était énorme, la distance réelle d'autant plus grande qu'il n'y avait rien pour en rapprocher les extrémités. Cette distance, en grande partie le fruit de la révolution précipitée de Pierre le Grand, l'ancienne bourgeoisie officielle des *mechtchané* et des marchands était incapable de la diminuer, incapable de la combler, toute cette bourgeoisie mercantile des villes appartenant elle-même au peuple par l'éducation, les mœurs, les préjugés. Cet intervalle, qui longtemps sembla impossible à remplir, c'est à une bourgeoisie nouvelle de le faire disparaître, à une bourgeoisie cultivée, tenant à la fois au peuple par les intérêts et les sympathies, et à la civilisation moderne par l'éducation. Jusqu'ici, il n'a point existé en Russie de chaîne continue le long de laquelle les idées, les connaissances, les impressions, pussent descendre insensiblement du sommet au bas de la société. C'est là le grand obstacle au progrès économique, au progrès politique de l'empire. La masse de la nation était condamnée à ramper dans la routine pendant qu'une élite dépaysée s'envolait égoïstement à l'étranger ou se perdait vainement en de nuageuses utopies. Le remède est dans la formation d'une classe moyenne, d'une grande, et peut-être plus encore, d'une petite bourgeoisie servant d'intermédiaire entre les idées d'en haut et les besoins d'en bas. Alors seulement pourra prendre fin le dualisme social, le schisme moral, qui depuis Pierre le Grand est le mal de la Russie et survit à l'abrogation des priviléges et aux progrès de l'égalité. Alors seulement cette nation, divisée en elle-même et aujourd'hui encore coupée en deux moitiés séparément impuissantes, pourra donner à l'Europe la mesure de son génie, la mesure de ses forces intellectuelles. La tâche est malaisée et demandera des années; nous en verrons les difficultés aussi bien que l'importance en étudiant les deux classes, que naguère encore le servage enchaînait l'une à l'autre, en considérant de plus près la noblesse et les paysans, l'ancien seigneur et l'ancien serf, et en nous rendant compte des effets de l'émancipation sur l'esclave et sur le maître.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

LE
SYSTÈME MONÉTAIRE

LE SIMPLE ET LE DOUBLE ÉTALON.

n parle beaucoup aujourd'hui du système monétaire et des co binaisons qu'il doit offrir pour le plus grand avantage du commerce et la sûreté des transactions. Le sénat s'en est occupé dans la séance du 21 mars. On discute spécialement une question qui s'appelle celle du simple ou du double étalon. On verra bientôt en quoi elle consiste. Ce ne sont pas les seuls théoriciens qui échangent leurs idées à cette occasion, le monde des affaires s'en montre préoccupé. Le métal argent est affecté d'une forte baisse qui pourrait bien s'aggraver, et ce fait brutal a modifié brusquement les rapports entre les débiteurs et les créanciers dans les pays où ce métal est la base du système monétaire, et par réaction il trouble les autres pays.

Les questions qui concernent les monnaies ne sauraient être regardées d'un œil indifférent par personne, car elles touchent aux intérêts de tout le monde, à ceux du pauvre comme à ceux du riche. Elles sont dignes de la vive sollicitude des hommes d'état qui ont pour mission de veiller au maintien et au développement de la prospérité publique, et d'écarter du chemin des peuples tout ce qui pourrait y porter préjudice. Des esprits supérieurs qui ont consacré une partie de leur vie à étudier et à écrire l'histoire ont signalé les désordres monétaires comme un des plus grands fléaux que puisse subir une nation industrielle. Macaulay a, sur ce sujet, des pages éloquentes.

I.

Avant de s'engager dans un débat sur les monnaies, il est bon de s'entendre sur le sens exact des mots qu'on y emploiera. Disons d'abord ce que c'est que la monnaie. Ces disques d'or ou d'argent sont des marchandises aussi bien que peuvent l'être du fer, ou d plomb, du blé ou de la viande. C'est parce que les pièces de monnaie sont des marchandises que, dans toutes les contrées, on les accepte sans conteste ni hésitation en paiement quand on vend, ou on les donne avec la certitude qu'elles seront reçues quand on achète. Dans ces opérations, elles figurent juste en quantités telles que ce soit l'équivalent exact de la chose achetée ou vendue.

Nul, dans les temps modernes ni dans les temps anciens, n'a défini la monnaie mieux qu'Aristote, dont voici les paroles :

« On convint, dit-il, de donner et de recevoir dans les échanges une matière qui, utile par elle-même, fût aisément maniable dans les usages habituels de la vie; ce fut du fer par exemple, de l'argent, ou telle autre substance dont on détermina d'abord la dimension et le poids et qu'enfin, pour se délivrer des embarras d'un continuel mesurage, on marqua d'une empreinte particulière, signe de sa valeur. »

En un mot, les pièces de monnaie sont des lingots de métal et fonctionnent en cette qualité; mais ces lingots sont certifiés par l'état. Le certificat est rendu apparent par l'empreinte que seul le gouvernement a le droit de donner aux métaux précieux. Le certificat résulte aussi du contrôle que le gouvernement exerce à ses frais sur la fabrication de la monnaie (1), afin que chaque pièce en particulier ait le poids et le titre spécifiés par la loi. On désigne par le mot *titre* le degré de finesse du métal, c'est-à-dire la proportion du métal pur qu'offrent les espèces monnayées. En France, ce degré s'exprime indifféremment en dixièmes ou en millièmes. Les monnaies françaises sont au titre de 9 dixièmes ou de 900 millièmes (2) et cette proportion se répand de plus en plus dans le monde civilisé. Il suit de ce qui précède que c'est une locution inexacte de dire que la monnaie est un signe : elle est bel et bien une substance qui figure dans chaque transaction à titre d'équivalent de l'objet acheté ou vendu.

Dans chaque état, on adjoint aux monnaies proprement dites des

(1) Le monnayage, en France et dans la plupart des pays, se fait à l'entreprise par des entrepreneurs d'industrie qu'on appelle directeurs, et qui sont tenus de monnayer les matières que les particuliers leur apportent en prélevant pour leurs frais une très petite fraction, fixée par l'état, de ces matières.

(2) On ne peut employer au monnayage l'or et l'argent à l'état de pureté. Ces métaux, quand ils sont purs, sont mous et s'usent facilement; l'alliage les durcit.

pièces qui ne sont pas des équivalens, et qui par cette raison ne doivent pas être rangées dans la monnaie même. C'est ce qu'on appelle du billon. La destination du billon est de servir 1° d'appoint dans les paiemens de quelque importance qui ne se règlent pas en sommes rondes, 2° de moyen de paiement dans les menues transactions de la vie domestique. Il y a du billon en cuivre, il y en a hors de France, en nickel, il y en a même en argent. Depuis le 27 juillet 1866, toutes les pièces françaises en argent, autres que celles de 5 francs, sont du billon. Cinq pièces de 1 franc ou deux de 2 francs plus une de 1 franc ne contiennent pas la même quantité d'argent qu'une pièce de 5 francs. Les gouvernemens trouvent dans l'émission du billon, qui leur est exclusivement réservée, l'occasion de gagner quelque chose, ce qui les a maintes fois portés à en émettre trop et à en exagérer l'usage. Le billon serait de la fausse monnaie si l'on n'avait limité strictement par la loi l'emploi qu'on en doit faire dans les paiemens, à une somme peu élevée (1).

Le mot étalon a été introduit dans la langue monétaire pour indiquer une pièce de monnaie déclarée invariable en substance et en teneur, et à laquelle se rapporte la valeur de toutes les autres pièces de monnaie, y compris celles qui seraient d'un autre métal. La loi française dit que l'unité monétaire est le franc, qui consiste en 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes; cette pièce de 1 franc est l'étalon de nos monnaies, quoiqu'elle ait disparu de la circulation depuis la loi du 27 juillet 1866, en vertu de laquelle les pièces de 1 franc sont du billon et fabriquées en conséquence. L'étalon se retrouve parfait, mais multiplié par 5, dans la pièce d'argent de 5 francs.

Le régime du simple étalon est celui où le pouvoir de constituer l'étalon monétaire sous les conditions d'un poids et d'un titre fixes est reconnu par la loi à un seul métal. Si la loi confère cette puissance à la fois aux deux métaux précieux, l'or et l'argent, il s'ensuit nécessairement qu'on établit un rapport fixe de valeur entre l'un et l'autre, car les pièces d'argent se rapportent à une pièce fixe d'or en même temps que les pièces d'or se rapportent à une pièce fixe d'argent. C'est ainsi qu'aujourd'hui en France le système du double étalon, qu'un certain nombre de personnes prétendent être établi par la loi, et qui jouit de l'existence de fait, revient à ceci, qu'entre l'or et l'argent monnayés il existe, à tort, un rapport de valeur permanent, immuable, représenté par le chiffre 15 1/2.

Le système du double étalon ne doit pas être confondu avec celui de deux monnaies légales, l'une en or, l'autre en argent; il est indubitable que le législateur français, tout en ne voulant

(1) La loi française dit cinquante francs; elle eût mieux fait de dire moins.

qu'un étalon qui est en argent, a voulu deux monnaies légales. Les deux métaux en effet, en vertu de la loi régulièrement interprétée, sont admis à circuler l'un à côté de l'autre et à payer, l'un aussi bien que l'autre, toute dette, quel qu'en soit le montant; mais la loi ne reconnaît de fixité qu'aux pièces de monnaie d'argent. Les pièces de 20 et de 40 francs, les seules qu'on fit d'abord, pouvaient et devaient, dans la pensée du législateur, varier de teneur conformément aux variations respectives des deux métaux dans le commerce, afin qu'elles fussent toujours l'équivalent de 20 ou de 40 francs en argent.

Ces préliminaires posés, essayons d'introduire le lecteur dans la discussion qui s'est engagée par la force des choses, et où les intérêts de la France entre autres sont fortement en jeu. Depuis le rétablissement de la paix, il y a soixante ans, l'Europe est en enfantement d'une organisation monétaire supérieure à celle d'autrefois. La grande variété des monnaies qui y circulaient et qui était un obstacle aux transactions, outre que c'était un grand ennui pour les voyageurs, tend à disparaître. Elle a fait place déjà à un nombre beaucoup moindre. On ne désespère même pas d'arriver un jour à une monnaie qui serait uniforme pour tous. Malheureusement ce dessein, très séduisant en soi, rencontre chez plusieurs nations du premier ordre des préjugés nationaux enracinés et intolérans, qui en retarderont l'accomplissement pendant bien des années encore, quelque simplification qu'on doive en attendre pour les opérations internationales du commerce, qui deviennent si étendues. Les Anglais tiennent extrêmement à leur livre sterling; les Américains sont amoureux de leur dollar; les Allemands, qui avaient de l'attachement pour leur florin ou leur thaler, ont consenti à se défaire de l'un et de l'autre, mais pour s'éprendre d'une nouvelle unité, le *marc*, qui est différente de toutes celles qu'ont les autres états. Les Scandinaves ont commis la même faute. Toutefois le mouvement de concentration est tel que, au lieu de trente systèmes monétaires, on n'en a plus que cinq ou six en Europe et dans l'ensemble de la civilisation occidentale ou chrétienne; mais on devrait n'en avoir qu'un, et l'on y tend bon gré mal gré.

La France a pris part à la transformation qui a eu lieu par l'association monétaire qu'elle a formée le 23 décembre 1865 avec trois états continentaux qui sont ses plus proches voisins, l'Italie, la Belgique et la Suisse. On y a même joint un petit pays, séparé de nous par une distance considérable, la Grèce, qu'on a accepté apparemment pour être plus en nombre, quoiqu'à cause de son état économique elle n'ajoute aucune force à l'association, et que même elle puisse la compromettre. Cette association s'appelle l'union latine. Les états qui y sont avec nous ont adopté notre système mo-

nétaire de fait. Ils sont convenus de donner le cours légal chez eux aux pièces d'or et d'argent fabriquées chez leurs associés. Les menues pièces d'argent, celles de 2 francs, 1 franc, 50 centimes, qui ne sont que du billon, jouissent même de cette faveur, ce qui peut être qualifié d'abusif. Tous les ans, les états, en cela confédérés, tiennent une conférence où ils se mettent en présence de l'acte qui les régit et dont depuis quelque temps la pratique leur cause de l'embarras.

Aux termes de la convention, la donnée sur laquelle se règle, dans l'union latine, la fabrication respective des pièces d'or et des pièces d'argent composant un même nombre de francs est qu'un kilogramme d'or est l'équivalent absolu de 15 kilogrammes 1/2 d'argent. C'est en effet, à peu de chose près, sur ce pied que s'échangeaient sur le marché général de l'Europe les lingots de l'un des deux métaux précieux contre ceux de l'autre en 1865, quand se constitua l'union latine (1). On oublia, en rédigeant la convention, qu'il n'y avait dans la nature des choses aucune raison pour que ce rapport de 1 à 15 1/2 entre l'un et l'autre métal subsistât indéfiniment et même pour qu'il ne fût pas profondément troublé. Il est pourtant évident que, si l'on voulait assurer de la durée dans un système monétaire composé des deux métaux précieux, le rapport entre la valeur attribuée à un même poids en pièces de monnaie respectives devait se conformer à la valeur respective des lingots, puisque dans les opérations commerciales les monnaies ne sont que des lingots certifiés qui s'échangent contre les autres marchandises en proportion de leur valeur courante. On avait donc inscrit dans la convention un principe contraire à l'ordre naturel des choses, et le malheur voulut qu'au moment même où l'on signait la convention, la valeur relative des deux métaux se mît à changer. L'argent éprouva par rapport à l'or une baisse sensible, et par conséquent la donnée fondamentale de la convention se trouva aussitôt faussée. Le courant du commerce, qui apporte chaque chose à l'endroit où elle se place avec avantage, apporta, en vertu de sa pente accoutumée, de l'argent dans chacun des états de l'union latine pour l'échanger contre des espèces en or. Ces envois d'argent étaient spécialement dirigés sur ceux de ces états qui avaient beaucoup de monnaie d'or, c'est-à-dire avant tout sur la France. Nous avons donné et nous donnons ainsi un métal valant plus contre un autre qui est déprécié, et notre monnaie tend à n'être plus composée que de ce dernier, l'argent, qui, outre le danger d'une dépréciation imminente, offre l'inconvénient d'une pesanteur incommode. La perspective de cette substitution soulève de vives réclamations.

(1) En réalité, l'or valait un peu moins que 15 fois 1/2 l'argent. En conséquence, l'argent avait été remplacé par l'or dans la circulation de la France.

Les délégués des quatre états de l'union, réunis en conférence, sauf la Grèce, qui n'y paraît pas, se demandent chaque année ce qu'il faudrait faire. Un des délégués de la France, qui avait eu le principal rôle dans l'acte même de la convention, M. de Parieu, a abordé la difficulté de front, et émis l'avis qu'on devait s'attendre à un changement très marqué dans la valeur respective des deux métaux, à cause de l'effort que faisait la population si intelligente et si entreprenante des États-Unis pour extraire l'argent des mines exceptionnellement riches, distribuées en grand nombre dans les vastes territoires récemment annexés à la grande république américaine sur le versant de l'Océan-Pacifique. D'où il conclut que le système monétaire fondé sur l'emploi simultané et parallèle des deux métaux, avec un rapport fixe entre eux, c'est-à-dire le système même adopté par l'union latine, est miné à la base, et qu'il conviendrait de se rallier au programme suivi depuis 1816 par l'Angleterre, qui n'admet plus de monnaie qu'en or, sauf à utiliser l'argent pour en faire du billon.

La proposition de M. de Parieu, quoiqu'elle date déjà de quelques années, et qu'il la renouvelle à chacune des réunions annuelles de la conférence des quatre états, n'a pas encore eu de succès. La Suisse dit oui très résolûment par l'organe de M. Kern, ministre de la Suisse à Paris, et de M. Feer-Herzog, vice président du conseil national, mais elle est seule à tenir ce langage; la Belgique dit non, par deux raisons qui sont au-dessous du médiocre, et l'Italie de même. La majorité des représentans de la France dans la conférence vote comme la Belgique et l'Italie; les hommes qui composent cette majorité, et qui ont un grand mérite chacun dans sa spécialité, sont médiocrement familiers avec l'économie politique. Tout ce qu'il a été possible d'obtenir de la conférence, c'est que dans chacun des états la fabrication des pièces de 5 francs en argent serait limitée à une somme déterminée, et il est juste de dire que cette somme va en décroissant. Pour 1876, ces autorisations sont : France 54 millions, Italie 36 millions, Belgique 10,800,000 francs, Suisse 7,200,000 fr., Grèce 12 millions, total 110 millions au lieu de 150 millions qui avaient été permis en 1875.

Cependant les événemens marchent, et les faits se prononcent de plus en plus, l'argent baisse constamment de valeur, il perd en ce moment 12 pour 100, ce qui est énorme. Les gouvernemens étrangers à l'union latine s'émeuvent; depuis quelques années même ils agissent. Naguère l'Angleterre était la seule avec le Portugal qui eût adopté l'étalon d'or : aujourd'hui le législateur s'est prononcé de même dans des états tous renommés pour les lumières de leurs gouvernemens, et dont plusieurs sont du premier ordre par leur

puissance politique et commerciale : l'Union américaine, l'empire d'Allemagne, les trois états scandinaves, la Hollande. Le système dit du double étalon, celui qui consiste dans la circulation simultanée et parallèle des deux métaux, avec la circonstance aggravante d'un rapport indissoluble entre les deux métaux, perd du terrain chez de grandes nations, de celles même qu'on voudrait y river, ou même qui font partie de l'union, ainsi que dans des villes appartenant à ces états. Plusieurs de ces pays ou de ces villes, en effet, inscrivent parmi les conditions des emprunts qu'ils négocient, ou des opérations financières auxquelles ils se livrent, la clause que les intérêts seront payés en or. C'est ce qu'a fait l'Italie dans la transaction préparée par le cabinet Minghetti pour l'achat des chemins de fer dits *Lombards;* c'est ce que pratique la ville d'Ancône, comme le portent des affiches en ce moment placardés dans les rues de Paris. La Russie, qui n'a pas adhéré à l'union latine, mais qui a pour unité monétaire le rouble d'argent, agit de même dans le service de ses emprunts, et il est fort probable que l'Autriche, dans une émission d'emprunt qu'elle médite, suivra cet exemple.

L'étalon d'or a ainsi, par la force même des choses, cause gagnée dans le monde civilisé, en dehors de la France. Or c'est un sujet pour lequel il est impossible à la France de s'isoler, car elle ne le pourrait qu'en imposant à son commerce avec l'étranger un grand désavantage. Si elle reste au régime du double étalon, elle servira d'exutoire à la production des mines d'argent, et donnera en échange son or. Quand elle vendra des marchandises à l'extérieur, on les lui paiera en métal argent, que l'acheteur étranger se procurera à 12 pour 100 de rabais sur la valeur attribuée audit métal en France, tant qu'il nous restera de la monnaie d'or circulant parallèlement à la monnaie d'argent. Quand elle achètera, elle aura à payer en or. Et, pour avoir cet or, après que celui qu'elle possède aura été épuisé, elle paiera une prime de 12 pour 100.

Lors donc qu'on se place sur le terrain pratique, il semble que la question du choix à faire entre le régime de l'étalon unique d'or et celui du double étalon ne comporte pas la discussion, et qu'elle soit tranchée en faveur de l'unique étalon d'or par l'impérieuse autorité des faits accomplis. Le système opposé compte cependant en France quelques partisans qui continuent la lutte avec ardeur. Bien plus, les influences administratives acquises depuis plusieurs années au *statu quo,* qui est en fait, je ne dis pas en droit, le double étalon, n'ont pas désarmé. Un économiste spirituel, originaire de l'Italie, qui semble avoir pris pour modèle un autre Italien homme d'esprit, l'abbé Galiani, contemporain de Turgot et adversaire de cet homme d'état supérieur, produit avec une inépuisable fécondité, en faveur du double étalon, des essais aussi agréables à lire,

mais aussi remplis de paradoxes que ceux où son compatriote d'il y a un siècle combattait la liberté, aujourd'hui complétement victorieuse, du commerce des grains.

En réponse aux champions du double étalon, il y a lieu d'abord de montrer que, contrairement à leurs assertions, ce système n'a pas force légale en France, qu'il n'y subsiste que par abus, car ce n'est pas du tout ce qu'a voulu établir le législateur par la loi du 7 germinal an XI, qui est encore aujourd'hui notre loi fondamentale sur les monnaies. Dès lors la thèse des défenseurs de ce système ne sera plus qu'un fragile échafaudage sans fondations pour le soutenir. Il est possible de démontrer pareillement que la circulation simultanée des deux métaux est en fait absolument impraticable, du moment qu'on prétend établir comme une règle de fer qu'il y aura toujours entre les deux métaux un rapport immuable de valeur tel que celui de 1 à 15 1/2. Or c'est ce rapport immuable qui constitue le double étalon.

Ce dernier fait n'a point échappé à un économiste fort distingué, M. Wolowski, défenseur aussi du double étalon; mais au lieu de s'en laisser ébranler, il a cru qu'il y trouverait un argument à l'appui de son opinion. Acceptant ce que la justesse de son coup d'œil lui prouvait être conforme à la nature des choses, que le double étalon ne pouvait avoir pour résultat, si ce n'est accidentel, la circulation effective des deux métaux à la fois, il en conclut que la France, en se plaçant sous ce pavillon, aurait la circulation d'argent pendant une période durant laquelle l'argent serait en baisse, et où l'or le vaudrait plus de 15 fois 1/2; puis, pendant une autre phase, durant laquelle au contraire l'or vaudrait moins de 15 fois 1/2 l'argent, l'or en prendrait la place. Une oscillation nouvelle ramènerait la circulation de l'argent, et ainsi de suite. Selon lui, ce balancement serait favorable à la sécurité des transactions, en ce qu'il empêcherait les grands écarts dans la valeur des marchandises. Cette conséquence, à son gré infaillible, du double étalon lui semble devoir faire pencher la balance de ce côté. Nous essaierons de prouver que l'espérance de M. Wolowski, au sujet d'une stabilité relative des prix, est loin d'être fondée, et que son plaidoyer en faveur du double étalon ne saurait sauver ce système, frappé à mort qu'il est par la force combinée du raisonnement et des faits accomplis.

II.

La loi de germinal an XI ne fut pas une improvisation; elle fut au contraire le résultat d'une longue élaboration, pendant laquelle on discuta vivement sur ce qu'il fallait faire. Ce fut une gestation qui dura plus de deux ans, quoiqu'elle succédât à des travaux im-

portans échelonnés depuis 1789. Sous la constituante, Mirabeau avait publié un mémoire (12 décembre 1790) qui impressionna vivement l'assemblée; il tendait à maintenir simultanément les deux métaux dans la circulation : depuis longtemps, c'était la tendance générale en Europe. Mais s'il devait y avoir deux monnaies légales, il ne devait y avoir qu'un seul étalon, il disait *monnaie constitutionnelle :* c'eût été l'argent. L'or aurait été monnayé, tant pour la satisfaction des besoins généraux, auxquels répondait déjà l'argent, que pour des besoins spéciaux, tels que celui de faire commodément et rapidement des paiemens considérables, et celui d'avoir dans les voyages et pour la monnaie de poche des pièces très portatives. Enfin on aurait fabriqué, pour la commodité des petites transactions journalières, des pièces de cuivre. L'or, comme le cuivre, eût été subordonné à l'argent. Les pièces d'or et celles de cuivre eussent été englobées, quoique pour des raisons différentes, sous la dénomination commune de *signes additionnels.* Les pièces d'or nommément auraient passé avec une valeur variable par rapport à l'argent. Les lignes suivantes de Mirabeau caractérisent bien le genre de subordination qui aurait affecté l'or : « les espèces d'or variant de prix en raison de l'abondance et de la rareté de l'or, elles seront plutôt une marchandise qu'une monnaie, et l'empreinte servira à rendre authentique la vérité du titre et du poids, et non à assurer la valeur fixe et invariable de l'espèce. » Le programme de Mirabeau était complet. Le grand tribun avait pris la peine de rédiger en détail un projet de loi pour la constitution monétaire, le mode de fabrication des monnaies et l'organisation de l'administration chargée de surveiller ce genre d'industrie, car le monnayage est, à la lettre et dans la force du mot, une opération industrielle. Les idées de Mirabeau étaient conformes du reste à celles du célèbre philosophe anglais Locke et d'un autre écrivain anglais, M. Harris, qui avait fait une étude particulière de la matière, et Mirabeau ne dissimulait pas l'emprunt qu'il faisait à ces deux esprits éminens. Locke avait montré, au XVII[e] siècle, la vanité des efforts qui tendaient à avoir dans la monnaie les deux métaux précieux, si l'on entendait les lier l'un à l'autre par un rapport permanent. Il sentait que, le rapport entre l'or et l'argent se dérangeant sans cesse plus ou moins comme au surplus celui de deux autres produits quelconques, la valeur des marchandises rapportée à la monnaie d'or ne pouvait être réellement la même, si on la rapportait à celle d'argent, qu'autant que la mobilité du rapport entre les deux monnaies serait érigée en principe. Voici les paroles de Locke :

« Deux métaux tels que l'or et l'argent, dit-il, ne peuvent servir au

même moment, dans le même pays, de mesure dans les échanges, parce qu'il faut que cette mesure soit perpétuellement la même et reste dans la même proportion de valeur. Prendre pour mesure de la valeur commerciale des choses des matières qui n'ont pas entre elles un rapport fixe et invariable, c'est comme si l'on choisissait pour mesure de longueur un objet qui fût sujet à s'allonger ou à se raccourcir. Il faut donc qu'il n'y ait dans chaque pays qu'un seul métal qui soit la monnaie de compte, gage des conventions, et la mesure des valeurs. »

Sir William Petty avait écrit un peu auparavant :

« La monnaie est la mesure uniforme de la valeur des choses. Le rapport entre l'or et l'argent se modifie selon que les entrailles de la terre offrent à l'industrie humaine plus de l'un ou de l'autre; par conséquent on n'en peut prendre qu'un pour faire de la monnaie. »

Le système de l'étalon unique était donc très clairement en germe dans les écrits de Locke et de Petty et pareillement dans ceux d'autres écrivains anglais dont nous nous abstenons de citer des extraits, notamment de Harris. Les dispositions essentielles du mémoire de Mirabeau ont inspiré en France le législateur et l'administration jusques et y compris les auteurs de la loi du 7 germinal an XI (28 mars 1803).

Les premières lois qu'ait produites la révolution française sur les monnaies furent l'œuvre de la convention. Elles composaient le système des monnaies des deux métaux précieux, indépendamment du billon en cuivre ou en métal de cloche, mais la base du système monétaire était le franc, pièce d'argent qui devait être invariable. On en avait mis le poids à 5 grammes en comptant dans le poids un dixième d'alliage. Sous le directoire, on a fabriqué près de cent millions en pièces de cinq francs sur cette donnée; ce sont les pièces à l'effigie d'Hercule qu'on s'est remis à frapper à chaque retour de la république. On devait aussi avoir des pièces d'or, mais celles-ci étaient subordonnées à l'argent. La pièce d'or aurait pesé 10 grammes et sa valeur eût été fixée par le commerce, ce qui eût laissé la porte ouverte à des contestations dans chaque cas particulier. La monnaie fondamentale était donc bien l'argent. En d'autres termes, c'est à ce métal exclusivement qu'était dévolue la fonction d'étalon, quoique les deux métaux dussent, dans la volonté du législateur, circuler parallèlement. Quant à un rapport fixe entre l'argent et l'or, on en était aussi éloigné que possible. L'incertitude sur la valeur de la monnaie d'or relativement à celle d'argent parut au public un inconvénient tellement grave, qu'aucun détenteur de lingots d'or n'apporta sa marchandise à l'Hôtel des monnaies pour la faire frapper.

Sous le directoire, les deux conseils avaient repris la question dans le dessein d'écarter cette difficulté, mais la machine législative fonctionnait alors très mal. On s'était rallié à la combinaison qui eût consisté dans la fixation semestrielle du rapport entre les pièces d'or et celles d'argent, d'après le cours respectif qu'auraient eu les lingots d'or évalués en argent pendant le semestre précédent. Cette fixation n'eût été obligatoire que pour le paiement des contributions, la solde des employés de l'état et l'acquit des dettes de gouvernement. Les deux conseils législatifs, les cinq-cents et les anciens, quoique d'accord sur le fond, ne surent pas se mettre d'accord sur la rédaction, et l'affaire restait en suspens quand eut lieu la révolution du 18 brumaire an VIII, qui engendra le consulat. Il est bon d'observer que le pays n'était pourtant pas absolument privé de monnaie d'or; il restait une grande quantité de louis de 24 et de 48 livres, pièces d'or de l'ancien régime, qui circulaient régulièrement, quoique n'étant pas en harmonie avec le système métrique, et qui étaient honnêtement fabriquées.

Dès les premiers mois de l'an IX, le gouvernement consulaire voulut résoudre la question des nouvelles pièces d'or. Le ministre des finances Gaudin adressa aux consuls un rapport détaillé où il traitait longuement, non-seulement de ce point spécial, mais de tout le système monétaire. Renonçant à avoir des pièces d'or d'un nombre rond de grammes, il proposa de faire des pièces d'or de vingt francs, portant ce nom gravé sur leur revers, et dont le poids, en fin, serait déterminé par cette règle que le rapport entre l'or et l'argent serait représenté par le nombre 15 1/2, de sorte que, si avec 1 kilogramme d'argent (contenant un dixième d'alliage) on faisait 200 francs, avec le même poids d'or, titrant de même neuf dixièmes, on ferait 3,100 francs. Pour tout le reste, il se tenait sur le même terrain que Mirabeau, la convention et les deux conseils des cinq-cents et des anciens, c'est-à-dire qu'il visait à la circulation simultanée des deux métaux, sous la réserve qu'un seul, l'argent, serait l'étalon. Dans les pièces d'or ainsi faites, Gaudin trouvait l'avantage d'éviter tout débat lors des marchés et des règlemens de compte où l'or figurerait; mais il s'appliquait à faire comprendre qu'il ne considérait aucunement le rapport de 1 à 15 1/2 comme invariable. Il entendait et disait que de temps en temps, lorsque le rapport entre les deux métaux précieux en lingots aurait changé dans le commerce, les pièces d'or seraient refondues afin d'en mettre le poids en harmonie avec le cours comparé des deux métaux, la monnaie d'argent devant être absolument fixe dans sa teneur en métal. L'opinion de Gaudin sur la monnaie est exprimée en termes fort clairs dans divers passages de ses rapports; nous n'en citerons qu'un, suffisant pour lever tous les doutes.

« Le projet du système monétaire que j'ai l'honneur de vous présenter, citoyens consuls, paraît devoir fixer à jamais le prix et la valeur de l'argent : le prix sera à l'abri des progressions qu'il a éprouvées depuis des temps reculés jusqu'à ce moment; son abondance ni sa rareté ne pourront faire changer ni le poids, ni le titre, ni la valeur du franc. On ne sera pas exposé à voir effectuer des remboursemens avec des valeurs moindres que celles qui auront été prêtées; leur dénomination équivaudra à celle de leur poids. Celui qui prêtera 200 francs ne pourra, dans aucun temps, être remboursé avec moins d'un kilogramme d'argent, qui vaudra toujours 200 francs et ne vaudra jamais ni plus ni moins. L'abondance de l'argent ou sa rareté influera sur les objets de commerce et sur les propriétés; leur prix se réglera de lui-même dans les proportions du numéraire, mais l'argent restera au même prix. Ainsi on trouvera dans ce système la stabilité et la justice. »

Le projet de loi inséré dans le premier rapport de Gaudin commence par une série d'articles définissant le rôle attribué à chacun des deux métaux, et dont voici le texte : « Article 1er. L'argent sera la base des monnaies de la république française; leur titre sera de neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage. — Article 2. Les pièces d'argent seront de 1 franc, de 2 francs, de 5 francs. — Article 3. La pièce de 1 franc sera invariablement du poids de 5 grammes, c'est-à-dire à la taille de 200 pièces au kilogramme. — Article 6. La proportion de l'or avec l'argent sera de 1 à 15 1/2. Un kilogramme d'or vaudra donc 15 kilogrammes 1/2 d'argent. Si des circonstances impérieuses forcent à changer cette proportion, les pièces de monnaie d'or seulement seront refondues. » Ainsi dans la pensée de l'auteur de la loi, Gaudin, comme dans celle de Mirabeau, l'argent est l'étalon. Il y a une pièce d'argent qui contient un poids invariable de métal fin et à laquelle tout se rapporte dans le système. A côté de la monnaie d'argent, composée de pièces de 5 francs et d'un certain nombre de pièces moindres, — les pièces d'argent au-dessous de 5 francs ne sont devenues du billon que sous le second empire, — il y a une monnaie d'or, sans parler des pièces de cuivre, qui sont du billon, mais l'or est subordonné à l'argent, et les pièces qu'on en doit faire seront d'un poids variable selon les circonstances.

Les bases que nous venons d'indiquer étaient admises par tout le monde, le gouvernement, les corps politiques, dont le plus influent était le conseil d'état, la commission des monnaies, corps administratif composé de savans, l'Institut, dont le gouvernement d'alors demandait l'avis dans les cas où sa compétence était notoire. On était unanime particulièrement à vouloir un système monétaire où les deux métaux précieux auraient leur place et seraient égale-

ment admis à solder toute dette, quel qu'en fût le montant, — c'était le système de deux monnaies légales, — mais on était unanime dans la croyance que les pièces d'un seul devaient être absolument fixes dans leur teneur en métal fin, et, à cause d'une tradition ancienne, non-seulement en France, mais en Europe, on s'accordait à donner cette suprématie à l'argent.

On était alors très fortement préoccupé, et non sans raison, de la nécessité de susciter un obstacle insurmontable aux abus par lesquels l'ancien régime s'était signalé et déshonoré dans ses agissemens concernant les monnaies. On peut dire que depuis saint Louis, qui s'était comporté en parfait honnête homme, tous les rois, jusqu'à Louis XVI exclusivement, avaient altéré les monnaies et avaient été à la lettre et de propos délibéré des faux-monnayeurs. La mobilité du rapport entre les deux métaux précieux avait pu servir de prétexte à ces falsifications tant qu'il n'était pas expressément convenu que les pièces de l'un des deux, et nommément la pièce d'argent appelée la *livre*, était un élément immuable dans le système. Faute d'une précaution de ce genre, on faisait semblant de penser qu'il était légitime, si l'argent avait baissé de valeur, de diminuer le poids des pièces d'or pour qu'elles gardassent leur même relation avec l'argent, et puis, si quelque temps après la valeur de l'or baissait à son tour, de diminuer de même la quantité de métal fin contenu dans les pièces d'argent, et ainsi de suite; si bien que tout le système allait en s'appauvrissant sans cesse, et successivement les pièces de monnaie de l'un et de l'autre métal approchaient de rien. C'est ce qu'exposait très clairement le rapporteur du conseil d'état, M. Bérenger, dans le second de ses rapports. « Avec la disposition, disait-il, qu'ont tous les gouvernemens à affaiblir les monnaies, la valeur la plus basse serait toujours prise pour mesure. On rapporterait alternativement la valeur de l'or à celle de l'argent et la valeur de l'argent à celle de l'or, et on redescendrait du franc au soixante-seizième du franc comme on était descendu de la livre au soixante-seizième de livre (1). » Cette diminution successive du poids des pièces des deux métaux devait rencontrer un obstacle insurmontable dans l'établissement d'une unité monétaire déclarée par la loi invariable dans sa teneur.

La seule contestation à laquelle le projet de loi donna lieu et qui en retarda le vote de près de deux ans, concernait la pièce d'or exclusivement. Elle vint de ce que la section des finances du conseil d'état, chargée de faire la loi telle qu'elle serait présentée au corps législatif, était opposée à ce qu'on fît des pièces d'or de 20 francs, par la raison que c'était un poids d'un nombre de

(1) L'abaissement que la livre avait éprouvé dans sa teneur depuis Charlemagne.

grammes brisé : 6 grammes 452 milligrammes. Elle aurait préféré, pour la pièce d'or, un poids fixe en rapport simple avec l'unité de poids, c'est-à-dire un multiple du gramme, dont la valeur en francs eût varié conformément aux variations de la valeur des lingots d'or dans le commerce, comparativement aux lingots d'argent. Quant à faire de l'argent la base du système, l'étalon unique, c'est un point sur lequel elle était aussi ferme que Gaudin. Il y eut dans le cours de la discussion, au sein de la section des finances et entre le ministre des finances et le conseil d'état, une série de rédactions du projet de loi; celle du 13 nivose an x portait : « le franc, c'est-à-dire l'unité monétaire, faite de 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes, est la mesure invariable de la valeur des monnaies d'or et de cuivre; » une autre, des 4 et 10 frimaire an XI (1), disait : « le franc est la mesure invariable des monnaies fabriquées avec un métal différent. »

Dans le projet définitif qui fut apporté au corps législatif et voté sans modifications par cette assemblée, ainsi que dans l'exposé des motifs accompagnant le projet, sont consignées pareillement, mais sous une autre forme, la suprématie de l'argent et l'adoption de ce métal comme base unique et immuable du système monétaire. Ce projet, plus concis que le projet de Gaudin, — il n'a que vingt-trois articles au lieu de trente-neuf, — s'ouvre par un article intitulé *Disposition générale*, et en dehors du numérotage des autres articles, qui est ainsi conçu : « 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin constituent l'unité monétaire qui conserve le nom de franc. » Dans cette formule laconique, toute personne compétente reconnaîtra que l'argent est investi, tout seul, de la qualité d'étalon monétaire. Pour qu'il n'y ait pas de doute à cet égard, l'exposé des motifs débute par un commentaire précis de la *disposition générale* et finit de la même manière. Au commencement et à la fin de ce document, on insiste sur l'idée salutaire du *point fixe auquel on ramène toutes les variations de valeur qui peuvent survenir entre les métaux employés à la fabrication des monnaies*, pour la garantie de l'exécution des transactions commerciales, et pour la conservation de la propriété. Ce « point fixe, » c'est la fixité de la composition métallique du franc : 5 grammes d'argent au titre de neuf dixièmes.

Restaient pourtant deux questions : comment procéderait-on si se réalisait le cas, prévu par Gaudin, d'un changement sensible dans le rapport entre les deux métaux? Et en supposant celle-ci résolue, quelle autorité commanderait la mise en pratique de la solution?

(1) C'est-à-dire antérieure de quelques jours seulement à la présentation du projet de loi au corps législatif.

Sur le premier point, Gaudin n'était aucunement embarrassé; il disait que dans ce cas on refondrait les pièces d'or, que ce n'était pas une grande affaire, les frais de refonte n'étant que d'un 1/2 pour 100, soit de 5 millions pour 1 milliard. Et encore il entendait que les frais seraient à la charge des particuliers à qui appartiendraient les pièces. Toutefois on négligea d'inscrire cette disposition dans la dernière édition de la loi, ce qui fut un tort. Quant à la mise en pratique de cette solution, on s'en remettait à la probité et à la sagesse du gouvernement.

L'erreur de Gaudin était de se méprendre totalement sur le nombre des refontes qui seraient nécessaires pour maintenir la pièce d'or, par rapport à celle d'argent, dans une proportion de valeur qui répondît aux cours comparés des lingots de l'un et de l'autre. Le commerce des métaux précieux en lingots et en monnaies était, depuis la révolution, devenu plus libre ou moins asservi, quoiqu'il fût loin d'avoir la liberté légale qu'il a aujourd'hui; mais les restrictions qui atteignaient la manipulation des monnaies étaient abolies. Il s'ensuivait qu'en tant que l'opération dépendait de la France, l'envoi de l'un ou l'autre des métaux précieux d'un pays où il avait moins de valeur dans un pays où il en avait une plus grande, en fondant en lingots les pièces de monnaie, était moins difficile qu'autrefois; par conséquent, la raréfaction de l'un ou l'autre des métaux précieux en France était facilitée aussi. Ce n'était pourtant qu'au retour de la paix générale que le commerce des métaux précieux, monnayés ou en lingots, devait recevoir la plénitude de la liberté.

Gaudin était persuadé, on ne sait pour quelles raisons, que l'or et l'argent, une fois monnayés conformément à la loi à laquelle il coopérait, demeureraient en France indéfiniment l'un à côté de l'autre. Il ne prévoyait pas qu'un changement notable dans l'offre et la demande de l'un ou de l'autre pût survenir prochainement, de manière à déterminer la hausse marquée de l'un par rapport à l'autre, ou, en d'autres termes, la rupture manifeste du rapport de 1 à 15 1/2. Il ne s'attendait pas non plus à une irruption soudaine de l'un des deux par la découverte de nouvelles mines d'une grande richesse. Il avançait donc assez témérairement que la nécessité d'une refonte des pièces d'or, motivée par un écart sensible de ce rapport, dans un sens ou dans un autre, ne se présenterait pas avant une cinquantaine d'années. Il était loin de soupçonner, ce qui arriva pourtant, qu'il assisterait sous peu à une demande de l'un des deux, l'or, assez forte en comparaison de l'offre pour altérer ce rapport, à ce point qu'en conscience, pour maintenir l'or à côté de l'argent, il eût fallu procéder, conformément à sa promesse, à une refonte des pièces de ce métal.

Il y avait du reste un autre expédient, bien plus expéditif, bien

plus commode, auquel il eût été possible d'avoir recours, dans le cas où le rapport commercial des deux métaux viendrait à éprouver une modification notable, et qui eût sans frais rectifié la situation. C'était que, dans ce cas, un acte législatif modifiât la valeur des pièces d'or en francs, l'élevât à 20 fr. 50 cent. ou 21 fr., ou la réduisît à 19 fr. 50 cent. ou 19 francs, selon que l'or aurait monté ou qu'il aurait baissé relativement à l'argent. C'est un procédé auquel on a eu recours en Russie pour les pièces d'or appelées impériales et demi-impériales, sans qu'il soulevât aucune réclamation, parce que c'était motivé par le cours réel d'un des métaux par rapport à l'autre. Pour être mieux en mesure d'utiliser ce procédé, il eût été convenable de s'abstenir d'écrire sur le revers des pièces d'or la dénomination de 20 ou de 40 francs, suppression sans aucun inconvénient, car elle était consacrée par l'usage, puisque les louis de 24 et de 48 livres n'offraient aucune inscription de ce genre. On peut du reste soutenir que l'inscription dont il s'agit n'enlève pas au gouvernement le droit de modifier, comme il vient d'être dit, la valeur des pièces d'or en pièces d'argent. On a sujet de s'étonner de ce que Gaudin, esprit judicieux et pratique, ait répudié cet arrangement.

L'expérience a démontré à plusieurs reprises, depuis la loi du 7 germinal an XI, qu'il est impossible de faire rester l'un à côté de l'autre, dans la circulation monétaire effective, les deux métaux, si l'on pose en principe que le rapport entre eux sera immuable. Nous sommes séparés de l'an XI par trois quarts de siècle environ. Pendant cet intervalle, le rapport des deux métaux dans le commerce a varié en divers sens, et il est résulté trois crises, ou, si l'on veut, trois oscillations qui ont produit trois émigrations successives, tantôt de celui-ci, tantôt de celui-là.

Peu d'années après 1803, l'or a monté assez pour que le rapport de l'or à l'argent fût exprimé par un nombre notablement plus fort que 15 1/2. Un document très digne de foi, le rapport adressé en 1839 par MM. Dumas et de Colmont à la grande commission des monnaies qui délibérait alors, contient un relevé des variations de la relation entre les deux métaux, année par année, depuis 1803. On y voit qu'en 1807 le nombre 15 1/2 est remplacé successivement par 16,228, — 16,190, — 16, et que 16 persiste jusqu'en 1812. L'écart était ainsi de 3 pour 100, tandis que les frais de refonte n'étaient que d'un 1/2 pour 100. L'or s'en allait ou se cachait. On n'en apportait plus au monnayage, et les pièces d'or étaient devenues en France une marchandise faisant prime, qu'on allait acheter chez les changeurs quand on avait à voyager. La circulation se composait exclusivement de pièces d'argent. Ainsi déjà sous le premier empire, et pendant que Gaudin restait ministre des finances, l'es-

poir de la circulation indéfinie des deux métaux l'un à côté de l'autre, avec les poids respectifs qu'on venait d'adopter pour leurs pièces, se trouvait déçu. Cet état de choses se maintint jusqu'en 1848 avec quelques interruptions pendant lesquelles le rapport des métaux se rapprochait fort de 15 1/2. L'exploitation des mines d'or de l'empire russe avait, à partir de 1825, compensé un peu la modicité de l'extraction de l'or dans les gisemens du Nouveau-Monde. La Russie fournissait, en 1830, environ 6,000 kilogrammes d'or fin, et en 1841 c'était monté à près du double. Mais en 1848 eut lieu la découverte des mines bien autrement productives de la Californie, et trois ans après, en 1851, la même race anglo-saxonne établie en Australie mettait la main sur les mines d'or non moins remarquables de cette contrée. La production de l'or acquit en peu d'années un développement inespéré : tandis qu'au commencement du siècle, à la date même de la loi de l'an XI, l'Amérique rendait 14,000 kilogrammes d'or seulement, sans que la Russie orientale et l'Australie y ajoutassent rien, en 1864 et 1865 l'Amérique en fournissait 83,000 kilogrammes, quantité que la Russie et l'Australie grossissaient ensemble d'un contingent de 118,000, total 201,000, soit quatorze ou quinze fois autant qu'au commencement du siècle. Dans le même intervalle, la production de l'argent n'augmentait que d'un tiers dans les régions accessibles à l'Europe; d'environ 900,000 kilogrammes, elle ne montait qu'à 1,200,000. Les proportions respectives de l'offre des deux métaux étaient ainsi bouleversées. L'or éprouva, par rapport à l'argent, une baisse bien moindre pourtant qu'on n'aurait pu l'attendre, mais qui fut assez marquée pour que l'or pût se substituer en France à l'argent avec rapidité. On nous apportait à monnayer beaucoup d'or et en retour on emportait nos pièces de 5 francs. La France passa ainsi du régime de la monnaie d'argent à celui de la monnaie d'or. Sous le second empire, le monnayage de l'or a été de 6 milliards 152 millions contre 625 millions en argent. Sous le règne de Louis-Philippe, il n'avait été que de 216 millions contre 1 milliard 757 millions en argent. Le public s'applaudit de cette introduction de l'or aux lieu et place de l'argent, par les mêmes motifs qui antérieurement avaient captivé les Anglais, à savoir que les pièces d'or sont d'un maniement plus facile, qu'on en peut porter commodément une certaine somme, et qu'avec elles le comptage prend bien moins de temps. On ne remarquait pas qu'en acceptant ce remplacement sur le pied de 15 1/2 d'argent contre 1 d'or, on se dessaisissait d'un objet de plus grande valeur pour en recevoir un autre qui valait sensiblement moins sur le marché général.

Mais entre temps on avait reconnu dans l'intérieur des terres, derrière la Californie, en l'état de Nevada, des mines d'argent d'une

richesse exceptionnelle, surtout le beau filon présentement célèbre sous le nom de Comstock, qui était destiné à produire, après qu'on aurait terminé divers travaux préparatoires d'une grande importance, les mêmes merveilles que le Potosi dans le haut Pérou pendant la seconde moitié du XVI[e] siècle. Pour comble de bonheur, les mineurs californiens, chercheurs infatigables, avaient trouvé à une médiocre distance de ces magnifiques gisemens d'argent une mine abondante de mercure, celle de New-Almaden. On sait que le mercure est le principal ingrédient pour l'extraction de l'argent. Les nouveaux états qui s'organisent successivement sur le versant de l'Océan-Pacifique, pour entrer à titre de membres effectifs dans la puissante union qui compose la grande république américaine, contiennent beaucoup d'autres mines d'argent qui semblent destinées à faire sensation.

Sous l'influence de la proportion forte et ascendante d'argent qui se tire présentement des entrailles de la terre dans cette région, et dont l'importance relative est accrue par une diminution fort appréciable de la production d'or qui avait lieu il y a une dizaine d'années, la valeur de l'argent par rapport à l'or a baissé, mais beaucoup plus que la valeur de l'or n'avait faibli après les découvertes faites en Californie et en Australie et fort au-delà de ce qu'on aurait pu pressentir. Le rapport de l'or à l'argent est devenu successivement 16, puis 16 1/2, et maintenant il dépasse 17, car la baisse de l'argent est d'environ 12 pour 100. Elle a été un moment entre 14 et 15. Depuis l'ouverture du siècle, la dépréciation qu'on avait pu observer dans l'argent relativement à l'or n'avait jamais atteint que le quart de cette proportion. Il est vrai que, conformément aux propositions des délégués de l'union latine réunis en conférence, on a limité l'invasion menaçante de l'argent en restreignant le monnayage des pièces de 5 francs de ce métal dans chacun des états composant l'union, et pour 1876 ce monnayage ne doit pas dépasser 110 millions, mais cette quantité vient presque tout entière se troquer chez nous contre de l'or, avec un beau profit pour qui fait l'opération. Si l'on fût resté complétement inactif, peu d'années auraient suffi pour que les grosses pièces d'argent de 5 francs devinssent ce qu'elles étaient avant 1848, notre unique instrument métallique dans les échanges.

Mais il faut autre chose que ce palliatif. Notre gouvernement a pu croire, — et c'est ce qui excuse ses attermoiemens, — que la baisse de l'argent était un accident dont on verrait la fin prochainement. Dans cette supposition, il attendait, comme le voyageur qui trouve sur son chemin une rivière subitement grossie par un orage et dont le gué est devenu infranchissable, attend que la crue soit passée. L'illusion aujourd'hui n'est plus possible. La baisse de l'ar-

gent s'accentue davantage chaque année, et on peut croire que l valeur de l'argent ne se relèvera pas, à moins de la découverte peu vraisemblable de gisemens d'or plus rémunérateurs que ceux qu'on connaît présentement. Dans l'état actuel des choses, la baisse de l'argent a des causes notoires dont l'action ne paraît guère à la veille de cesser. Ce sont, tout le monde le sait maintenant, l'abondance des gisemens et leur richesse, et le perfectionnement des procédés et méthodes employés pour l'extraction des minerais du sein de la terre. En ce genre, on peut citer la substitution de la dynamite à l'ancienne poudre de mine et le percement de longues galeries d'écoulement pour assécher les mines et faire disparaître la gêne causée par les eaux affluentes, — la grande galerie Sutro, ainsi appelée du nom de l'homme persévérant et éclairé qui l'a conçue et a réuni les capitaux nécessaires pour l'exécution, en est un bel exemple, du plus grand effet, — puis l'introduction de l'amalgamation à chaud au lieu de l'amalgamation à froid, que tous les mineurs du Nouveau-Monde pratiquaient uniformément depuis qu'elle avait été imaginée en 1557 par Barthélemy Médina, et avec laquelle on dépensait beaucoup de temps et on laissait échapper une trop forte proportion de métal.

Devant ces faits irrécusables, le gouvernement devait modifier sa ligne de conduite. Deux propositions se recommandaient à lui et s'imposaient à sa sollicitude pour l'intérêt public. La première est de présenter une loi pour la cessation de la fabrication des pièces de 5 francs, les seules qui soient réellement de la monnaie d'argent. La seconde consisterait à limiter la somme d'argent qui pourra entrer dans les paiemens à une centaine de francs par exemple, en se réservant de démonétiser plus tard l'argent, ainsi qu'on l'a fait en Angleterre. De ces deux mesures, la première était urgente, la seconde comportait un délai. Le gouvernement, par l'organe de M. Léon Say, ministre des finances, vient de présenter, à l'occasion de l'interpellation de M. de Parieu, un projet de loi moyennant lequel la première pourra être mise à exécution dès 1877.

Il n'est pas superflu de faire remarquer ici que la suppression du monnayage de l'argent, à laquelle le gouvernement vient fort sagement de se décider, ne sera pas un remède d'une efficacité absolue. Certaines éventualités pourraient exiger davantage. Il y a de par le monde une assez grande quantité de nos pièces de cinq francs qui circulent. Il y en a dans le Levant, il y en a dans l'Orient reculé. Il serait possible de nous les rapporter. Si la baisse de l'argent persistait telle qu'elle est aujourd'hui, ce serait lucratif. Or il se peut que non-seulement elle persiste, mais qu'elle s'accentue davantage. Et ce n'est pas tout. Il est à craindre qu'on ne nous en fasse de neuves avec l'argent extrait des mines. On les fabrique-

rait, non comme la fausse monnaie qui ne contient qu'une partie du métal fin prescrit par la loi, mais fort correctes de poids et de titre. Ce seraient des pièces pesant bel et bien 25 grammes dont 900 millièmes seraient de l'argent fin. Pourvu qu'elles soient semblables aux pièces sorties de nos hôtels des monnaies, ce qui n'est pas difficile, il n'y aura aucun moyen de les distinguer, car les seules différences qui soient à la portée du public, et qui même pour un métallurgiste soient probantes, sont celles qui existent dans le titre et dans le poids. Ce sont le poids et le titre qui seuls font la valeur des pièces de monnaie et en règlent le cours. Le public accepterait ces pièces fabriquées hors des hôtels des monnaies, les receveurs des impôts feraient de même, forcément. Comment barrerait-on le chemin à cette irruption, si des spéculateurs la tentaient? Y aurait-il un autre moyen que de démonétiser l'argent, à la manière des Anglais, au lieu de se borner pour quelques années à restreindre l'admission des pièces de 5 francs dans les paiemens à la somme de 100 francs? On avisera selon les circonstances; mais il ne faudrait pas dire que la crainte exprimée ici soit chimérique : ce genre d'industrie a été pratiqué. On a fait des piastres espagnoles correctes de poids et de titre pour les répandre en Chine, à cause de l'évaluation exagérée donnée par les Chinois à certaines catégories de ces pièces. On trouve à ce sujet des détails curieux dans un écrit de M. Natalis Rondot sur la Chine (article *Pékin* du *Dictionnaire* Guillaumin *du Commerce et des Marchandises*).

III.

Revenons maintenant aux argumens et propositions des défenseurs du double étalon. M. Wolowski, remarquant le fait qu'avec le double étalon, interprété comme il convient par la fixité du rapport entre les deux métaux précieux, l'effet qu'on obtenait infailliblement était non point la circulation simultanée de l'or et de l'argent, mais bien la circulation successive, en a bravement pris son parti. Il y aperçoit, avons-nous dit, l'avantage d'avoir plus de stabilité dans la valeur des marchandises. Supposons un état qui soit au régime du double étalon, ainsi compris, aujourd'hui que l'argent baisse par rapport à l'or : cet état, dit M. Woloswki, sera moins éprouvé qu'un autre où l'on ne reconnaîtrait qu'à l'argent la qualité de monnaie. En effet, le nouvel argent qu'on introduirait dans le premier pays, pour le faire monnayer, y trouvant beaucoup d'or à remplacer, la masse de monnaie n'y augmentera pas notablement, malgré les grands arrivages d'argent, puisque chaque importation d'argent serait compensée par une exportation d'or, que ne manqueraient pas de faire les importateurs de l'argent. Le montant

de la monnaie restant à peu près le même dans le pays, avec la seule différence que l'argent serait substitué à l'or, le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent ne serait que faiblement altéré tant qu'il resterait de l'or à exporter, parce que l'or servirait de parachute à l'argent. Le prix des choses ne serait pas affecté d'une manière sensible. Un pays au contraire où il n'y aurait que de l'argent verrait la valeur de sa monnaie s'avilir dès la première importation d'une masse un peu forte de ce métal qu'auraient fourni les mines nouvelles, et l'avilissement continuerait au fur et à mesure des importations subséquentes. Ce raisonnement n'est que spécieux, car dans le premier des deux états que l'on compare, celui qui a le double étalon, le moment viendra après un petit nombre d'années où, l'or étant épuisé, les arrivages d'argent feront baisser la valeur de la monnaie, désormais toute composée d'argent; il n'y aura eu qu'un délai dans l'apparition du phénomène. Ensuite, pour se mettre dans la situation vraie, il faudrait comparer la France en ce moment non à un pays qui aurait l'étalon unique en argent, mais à ceux qui ont l'étalon d'or. Enfin il ne faut pas perdre de vue le dommage, déjà signalé, dont notre régime monétaire actuel nous menace dans notre commerce extérieur, qui est si vaste.

Il n'est pas hors de propos de se demander si notre position ne serait pas meilleure dans le cas où nous aurions adopté le système monétaire anglais il y a dix ans, lorsque le gouvernement ouvrit une enquête sur cette question. Notre monnaie alors était principalement et presque uniquement d'or. A Paris, on n'était payé qu'en or quand on ne l'était pas en billets de banque, et la Banque de France, quand on lui apportait de ses billets à échanger contre du métal, s'acquittait en or. Malheureusement l'administration a depuis laissé monnayer une certaine quantité d'argent. Notre situation a donc été gâtée; mais elle est encore bonne en ce sens que nous avons dans la circulation beaucoup plus d'or que d'argent. Il s'agit de savoir si, par condescendance pour des idées erronées, nous la laisserons empirer et devenir détestable.

Il est vrai qu'on peut dire que le tour de l'or peut venir aussi et qu'une production surabondante pourrait bien le déprécier un jour. Théoriquement parlant, l'hypothèse n'est aucunement irréalisable, mais elle ne prouve pas en faveur du double étalon, car le pays qui aurait et garderait sa monnaie édifiée sur la base du double étalon éprouverait, quand arriverait le nouveau phénomène, les effets de la dépréciation de l'or, de même que, dans la crise actuelle, il souffrirait de celle de l'argent. Les pays à double étalon sont donc sujets à être atteints et blessés des deux côtés; les pays à étalon simple ne peuvent l'être que d'un seul. Ainsi de tout point le double étalon est un mauvais système. Et enfin ce qui convient

le mieux à l'heure actuelle n'est pas de se livrer à des spéculations scientifiques sur ce qui arriverait si l'or éprouvait une forte baisse dans sa valeur. Nous sommes en présence d'une forte dépréciation de l'argent, dont depuis longtemps on n'avait vu la pareille ni pour ce métal ni pour l'autre, et qui paraît devoir se prononcer davantage par la double raison que les nouvelles mines d'argent semblent n'être qu'à leur début, et que plusieurs pays, qui avaient une forte proportion de monnaie d'argent, ayant démonétisé ce métal, en versent et vont encore en verser sur le marché de fortes quantités qui nécessairement l'aviliront, tout comme si c'était l'extraction d'une mine de plus. La question est de savoir si nous ferons les frais de cette décadence de l'argent, qui déjà est profonde.

Abordons maintenant les agumens et propositions de M. Cernuschi. En pareille matière, il n'est pas possible à un grand état, faisant un commerce extérieur de plusieurs milliards, d'agir seul, indépendamment de ses voisins. Les relations commerciales qui se multiplient et s'accélèrent entre les nations civilisées interdisent à toute nation industrieuse de s'isoler absolument des autres par sa monnaie. Nos rapports commerciaux avec nos voisins seraient faussés, si nous nous obstinions à maintenir chez nous, en dépit des prix courans des lingots, la règle arbitraire que 1 kilogramme d'or est l'équivalent de 15 1/2 d'argent. D'un autre côté, on ne peut se dissimuler que la tendance générale aujourd'hui est de démonétiser l'argent et d'adopter l'unique étalon d'or, et cette tendance est très forte chez les peuples les plus civilisés de l'Occident, je veux dire de l'Europe et de l'Amérique. On a vu plus haut que c'est un fait déjà réglé par la loi dans la plupart des plus puissans états.

Trop bon observateur pour ne pas se rendre compte de l'impossibilité où est la France de s'isoler, M. Cernuschi fait la tentative de convertir les autres gouvernemens en général. Il entreprend particulièrement d'amadouer les Anglais, qui ont une sorte de culte pour leur système monétaire fondé sur l'étalon unique en or. Il y perdra son temps, malgré le soin qu'il a pris de faire traduire en anglais ses écrits récens. Les Anglais, qui sont d'habiles commerçans, ne consentiront jamais à introduire chez eux en masse la monnaie d'argent, alors que ce métal est en baisse : ce serait s'encombrer d'une marchandise dépréciée. Ce qui est peut-être plus téméraire encore, c'est l'essai de M. Cernuschi pour attendrir l'homme d'Europe sur lequel un effort de ce genre peut le moins réussir, le grand-chancelier de l'empire d'Allemagne, M. de Bismarck. Il lui remontre qu'il existe en Allemagne des centaines de millions de thalers en pièces d'argent, et que ce riche trésor va être déprécié, s'il persiste dans la démonétisation qu'il a fait prononcer contre l'argent. Si le

prince de Bismarck jugeait utile de répondre aux objurgations de M. Cernuschi, il est vraisemblable qu'il lui répondrait à peu près en ces termes : Vous êtes, mon cher monsieur, dans la vérité en me faisant observer que nous ne pouvons évacuer qu'à perte nos 200 millions de thalers en argent (1); mais, si j'avais le malheur de me laisser séduire par votre éloquence, ce serait bien pis. Quelque puissant que je puisse être, je ne puis rien à cette baisse de l'argent, si ce n'est de la subir, sauf à m'appliquer à ne pas accroître le dommage qui nous échoit. Or, si je vous écoutais, dans peu d'années ce ne seraient pas 200 millions de thalers que nous aurions, ce serait le triple, et cette masse exorbitante subirait en proportion le même dommage que nos 200 d'aujourd'hui, sinon un plus fort. Ce serait donc pour le moins un sacrifice triple. Nous nous trouverions avoir imité ce personnage d'un proverbe français, qui se jette dans l'eau de peur de se mouiller.

Pour rallier à lui les adversaires du double étalon, M. Cernuschi présente une théorie de la richesse qui est loin d'être juste. A ses yeux, la baisse de l'argent, qui est imminente, qui est déjà prononcée, serait une atteinte à la richesse générale du monde. Quand même cela serait, il n'y aurait qu'à se soumettre, car les moyens d'y échapper que l'on propose seraient sans effet; mais l'assertion de M. Cernuschi n'a pas de fondement. Une baisse dans la valeur d'une marchandise importante, et l'argent mérite d'être qualifié ainsi, du moment qu'elle résulte d'une production plus abondante et plus intelligente, n'est pas une perte pour la société. Le fait qui se présente aujourd'hui d'une forte baisse dans la valeur de l'argent se manifesta avec plus d'énergie encore, peu après la découverte de l'Amérique, et personne jusqu'ici n'a dit que ce fût un mal; ce n'en est pas un davantage aujourd'hui.

Pour une nation, la richesse est cette manière d'être où la société est en possession régulière et constante des objets divers qui répondent à la satisfaction des besoins de ses membres, non-seulement des besoins de première nécessité, mais aussi de ceux que les progrès de la civilisation provoquent successivement. Une nation devient plus riche lorsqu'elle possède en plus grande quantité la grande diversité de ces objets, moins riche lorsqu'elle en a moins. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Europe en général, sont plus riches aujourd'hui, ou si l'on veut, moins pauvres qu'il y a cent ans, parce qu'elles ont plus de denrées, et des denrées meilleures pour s'alimenter, plus de tissus et des tissus meilleurs pour se vêtir, plus de combustible pour se chauffer, plus de maisons, et de

(1) Nous reproduisons ici cette évaluation à 200 millions de thalers (750 millions de francs), la monnaie d'argent de l'Allemagne, parce que c'est le chiffre mis en avant par les défenseurs du double étalon; mais il paraît que c'est le double de la réalité.

mieux bâties et mieux disposées pour se loger, plus de mobilier, plus d'ustensiles de ménage, plus d'objets de luxe et de confort; plus de champs bien cultivés, plus d'ateliers bien pourvus de matériel, plus de ce grand outillage qui se compose de routes, de canaux, de chemins de fer, de ports en bon état, plus de navires, plus d'établissemens d'instruction perfectionnés, plus de bibliothèques et de musées particuliers ou publics, plus de monumens consacrés au culte ou à d'autres usages.

Le progrès de la richesse s'étend de nos jours à toutes les classes de la société et spécialement aux classes ouvrières, sous l'influence d'une double cause : d'un côté le prix de l'immense majorité des objets diminue, grâce au progrès des arts, qui augmente indéfiniment la puissance productive de l'homme, et d'un autre côté la rémunération des populations peu aisées de l'Europe va en croissant, de sorte que sous cette action combinée il est possible, même aux classes les moins riches d'acquérir, en échange de leur salaire, une quantité de plus en plus grande des objets répondant à leurs besoins. Dans ces circonstances, le bon marché des divers produits, ou leur abaissement de valeur en comparaison du prix de la journée, est la preuve d'une civilisation qui grandit, tout comme leur enchérissement serait la preuve d'une décadence.

Le bon marché et la cherté ayant ces caractères, il faut se féliciter de l'un et déplorer l'autre. Ceci s'applique aux métaux comme aux tissus et aux denrées alimentaires, au métal argent aussi bien qu'au fer et au plomb. Ce n'est pas à dire qu'il ne fût avantageux à un individu que la chose qu'il produit ou qu'il détient fût chère pendant que les autres baissent : il en serait plus riche ; mais les autres en seraient plus pauvres. En 1817, on a vu l'hectolitre de froment monter à 40 francs, à 50 et même, dans un département, à 73. Ceux des cultivateurs qui, par exception, avaient fait de bonnes récoltes, gagnèrent gros; mais au contraire la richesse du reste de la société fut ébréchée par la nécessité de se nourrir. Pour les classes les moins aisées, ce fut un désastre.

Si l'argent baisse de valeur, si, toutes choses égales d'ailleurs, il faut 5 grammes de plus pour payer une journée d'ouvrier, 25 grammes de plus pour acquérir un hectolitre de blé, l'ouvrier, le producteur du blé, tout producteur en général se procurera plus aisément une quantité déterminée de ce métal. Les ustensiles en argent ou argentés seront à la portée d'un plus grand nombre. Cette baisse sera un bien pour la grande majorité de la société et pour les nouveaux arrivans dans ce monde. Il est vrai que ce sera une perte pour ceux qui posséderont une grande quantité d'argent, surtout à l'état de monnaie, car pour ceux qui auraient de même beaucoup d'orfèvrerie faite de ce métal, la perte sera peu sensible : ils s'étaient procuré

leur vaisselle plate, les ornemens entassés sur leur table ou étalés dans leur buffet, non pour en faire commerce en les troquant contre d'autres objets, mais à cause de l'éclat du métal et de la facilité avec laquelle il se prête à recevoir de belles formes, et ces avantages-là ne seraient pas atténués. Dans l'inventaire de leur fortune, il y aura quelque diminution répondant à la moins-value de la matière première de ces articles; mais le dommage, peu considérable en comparaison de la valeur même des ustensiles et décors en argent, devra être accepté par eux comme un accident forcé. C'est la chance que courent souvent ceux qui descendent le fleuve de la vie en se transportant dans un temps nouveau avec le luxe d'un temps passé. Les personnes ou les institutions qui possèderaient de grosses sommes en pièces d'argent éprouveraient plus de préjudice, parce que la monnaie d'argent, sauf la retenue de 3/4 pour 100 moyennant laquelle se paient les directeurs des hôtels des monnaies, n'a pas plus de valeur que le lingot; ce n'est pas comme les splendides objets où le travail fait les trois quarts de la valeur. Ces personnes ou ces institutions auront lieu d'être fort mécontentes de la baisse de ce métal, car elles supporteront le choc tout entier. Assurément ce sera regrettable, mais quel expédient existe-t-il pour empêcher cette perte? Il n'y en a pas un qui soit avoué de la raison et de l'intérêt général. Vouloir, ainsi qu'on le propose, lutter contre la force des choses par le moyen d'une loi qui éterniserait le rapport de 1 à 15 1/2 entre la valeur de l'or et celle de l'argent, est une entreprise chimérique comme le fut la tentative de la convention de triompher de la cherté par le maximum, comme le sera tout effort ayant pour but de violenter le courant du commerce. Si le législateur français, alors que la valeur de l'argent est dix-sept ou dix-huit fois moindre que celle de l'or, décide qu'elle n'est moindre que dans le rapport de 1 à 15 1/2, il échouera; il se fera passer pour arbitraire ou ignorant, comme le pauvre roi Louis XVI, lorsque sous le ministère de Turgot il jeta du haut du balcon de Versailles à la multitude la promesse de mettre le pain à trois sous la livre, alors qu'il en valait plus de quatre.

L'idée de perpétuer à tout prix un rapport absolument fixe entre les deux métaux précieux convertis en monnaie est une conception qui date de peu d'années. Les économistes français à qui elle est due sont des hommes de beaucoup de mérite assurément. Il n'en est pas moins vrai qu'elle n'a de justification ni en théorie ni dans l'histoire. On peut même dire que c'est le renversement des notions les mieux établies de l'économie politique.

Dans les siècles antérieurs à la révolution française, on voulait, à peu près dans tous les états indistinctement, monnayer les deux métaux précieux à la fois et les maintenir dans la circulation l'un

à côté de l'autre. Les gouvernemens trouvaient juste et opportun, quand il s'était révélé un changement notable dans le rapport de l'or à l'argent, de modifier la proportion entre les poids d'or et d'argent monnayés qui faisaient la même somme et acquittaient la même dette. Le gouvernement anglais, qui s'est comporté beaucoup plus honnêtement que les autres dans les affaires de la monnaie, en a donné plusieurs exemples. Le grand Newton, qui avait l'emploi de directeur de la monnaie de Londres, la seule qui existât dans les trois royaumes, consulté dans des cas pareils, avait donné des avis qui tous recommandaient cet expédient comme le seul qui fût rationnel et efficace pour assurer la circulation simultanée des deux métaux. L'administration avait écouté ses conseils. En France, M. de Calonne, contrôleur général des finances sous Louis XVI, se trouvant aux abois, imagina en 1785 de refondre les monnaies d'or, de manière à tirer du même poids de métal un plus grand nombre de louis de 24 ou de 48 livres. L'opération réussit et procura un profit à l'état, profit légitime parce que en réalité l'argent, juste à ce moment, baissa par rapport à l'or, à peu près dans la proportion adoptée par le ministre. L'entreprise de M. de Calonne était parfaitement régulière, en considérant l'argent comme la matière de l'étalon monétaire.

A peine l'Amérique était découverte, que la reine d'Espagne Isabelle, remarquant que l'or apporté de Saint-Domingue avait changé dans la Péninsule le rapport entre l'or et l'argent et fait baisser l'or, rendait un édit daté de Medina, en vertu duquel, dans les monnaies, l'or, jusque-là admis sur le pied de 1 contre 11 six dixièmes d'argent, ne le serait plus que sur la base de 1 contre 10 sept dixièmes. Cet édit est de 1797. Il y avait cinq ans qu'on avait débarqué à Saint-Domingue.

La pensée à laquelle se sont souvent conformés les gouvernemens des siècles antérieurs au nôtre, quand le rapport entre les deux métaux avait changé notablement dans le commerce, de transporter dans la monnaie ce changement, par la modification du poids des pièces formant la même somme en pièces d'or et en pièces d'argent, était irréprochable sous la réserve que les variations apportées à la consistance des pièces de monnaie affectassent toujours celles du même métal, en laissant intactes celles de l'autre considéré comme la matière de l'étalon monétaire, ainsi que nous venons de le dire au sujet de l'opération de Calonne en 1785. Ce système n'était pourtant pas exempt de difficultés et d'inconvéniens destinés à s'aggraver dans l'avenir. Il y avait alors une force qui dans une certaine mesure tendait à empêcher les variations des monnaies d'être aussi fréquentes qu'elles auraient pu l'être, si le commerce des métaux précieux, soit monnayés soit en

lingots, eût été libre : c'était la législation énormément restrictive à laquelle chaque gouvernement avait soumis l'exportation des espèces monnayées et même des lingots. Cette exportation ne se faisait que par contrebande. Légalement elle entraînait la peine des galères, et même dans certains cas la peine de mort. L'obstacle suscité à l'exportation chez les uns gênait fort l'importation chez les autres. Le gouvernement espagnol, dans les domaines duquel se trouvaient pendant les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles les principales mines de métaux précieux, outre les lois draconiennes qu'il faisait pour retenir ces métaux chez lui, paralysait la production par les vices du régime politique, administratif et fiscal auquel étaient soumises ses colonies du Nouveau-Monde, qui recélaient ces mines. En outre, dans plusieurs états, notamment en France, les opérations sur les monnaies, telles que la refonte et le triage, qu'on appelait billonnage, étaient interdites très sévèrement. Mais dans le XVIIIe siècle l'opinion s'accrédita, parmi les hommes éclairés, que le commerce des métaux précieux, au lieu d'être le plus assujetti de tous, devait être le plus libre, et qu'il devait en être de même de la manipulation des monnaies, qu'on commençait enfin à assimiler aux lingots. Moyennant cette liberté, une fois qu'elle serait admise, la nécessité des variations dans les monnaies devait se présenter bien plus fréquemment, si on persistait à vouloir les avoir en circulation l'un et l'autre. Le problème d'effectuer ces variations juste au bon moment et dans la proportion convenable devait, sous le régime de la liberté, devenir complexe et fort embarrassant à résoudre. Il y avait aussi un péril résultant de ce que deux moyens se présentaient quand on aurait à modifier les poids des pièces de monnaie des deux métaux formant un même nombre de livres, à savoir, soit de diminuer le poids de la livre pour l'un, soit de l'augmenter pour l'autre. En profitant de cette alternative au gré de leur cupidité ou de leur situation besoigneuse, de manière à procéder toujours par voie de diminution, en promenant celle-ci de l'un des métaux à l'autre, ce qui assurerait un bénéfice au trésor public dans tous les cas sans exception, les gouvernemens pourraient faire tomber presque à rien la teneur des monnaies en métal fin. Pour parer à ce péril, l'adoption solennelle d'un seul étalon bien immuable offrait un avantage considérable, et ce fut la mesure à laquelle l'Angleterre se décida en 1816, sur un rapport adressé au roi par le premier ministre, lord Liverpool. Pour cette destination, elle choisit l'or, pour lequel la nation anglaise montrait un penchant dont nous avons dit la cause. Quelques hommes éminens disaient en outre qu'avec l'or il y a moins à redouter qu'avec l'argent des variations fortement accusées entre l'offre et la demande. Senior entre autres a soutenu cette opinion. Par la constitution d'un étalon unique, on

rentrait d'ailleurs dans la voie tracée antérieurement par Locke, par Harris, par Mirabeau, je pourrais dire par Aristote. C'était aussi la pratique archiséculaire d'un peuple dont l'origine se perd dans la nuit des temps, la Chine; seulement les Chinois ont fait choix de l'argent.

Depuis 1816 donc, l'Angleterre a très ouvertement mis en pratique le système de l'étalon unique que le législateur français avait proclamé, mais elle y a ajouté une clause limitative de la monnaie, devant laquelle la France avait reculé en l'an XI, l'exclusion de l'argent de la monnaie proprement dite, en le reléguant dans les fonctions de billon. En un mot, l'Angleterre a l'étalon unique et une seule monnaie légale, tandis que la loi de l'an XI, en consacrant l'étalon unique, reconnaissait deux monnaies légales.

En 1816, alors que l'Angleterre offrit au monde le spectacle de cette innovation, il y avait un quart de siècle que la France avait donné l'exemple de supprimer toutes les entraves que l'ancien régime avait accumulées sur les monnaies et les métaux précieux dont elles sont faites. Le tarif des douanes de 1791 avait rendu libre à l'entrée et à la sortie le commerce des matières et des espèces d'or et d'argent. Mais à peine le tarif était voté que le législateur se trouva en présence des efforts des émigrés, établis à Coblentz et ailleurs, pour faire sortir de France des sommes considérables. On rétablit alors l'interdiction de l'exportation des matières et des espèces d'or et d'argent. Cette prohibition à la sortie dura autant que la guerre de la France contre l'Europe. En 1814, l'ordonnance du 10 juillet restaura la liberté avec quelques restrictions pour les espèces monnayées, mais la loi de finances du 28 avril 1816 supprima ces entraves. Aujourd'hui le libre commerce des matières et espèces d'or et d'argent est la loi non-seulement de la France, mais de l'Europe.

IV.

Le système du double étalon a des désavantages d'une bien grande portée, indépendamment de ceux que nous avons signalés déjà et devant lesquels auraient dû s'arrêter, ce semble, dans leur entreprise les personnes versées dans l'économie politique auxquelles en revient la responsabilité. C'est qu'il est antiscientifique; c'est de l'économie politique à rebours. La monnaie est une marchandise qui dans tout achat s'échange, à titre d'équivalent exact et loyal, contre une autre, à savoir l'objet acheté. Est-il scientifique, est-il raisonnable, est-il équitable de vouloir faire passer dans les échanges la monnaie pour plus que sa valeur? C'est pourtant ce qui aurait lieu à la lettre tantôt pour un des métaux, tantôt

pour l'autre, si l'on prétendait rendre invariable le rapport de l'un à l'autre, et par exemple fixer à jamais ce rapport au nombre de 15 1/2.

La conception du double étalon, c'est-à-dire la fixation à 15 1/2 du rapport entre l'or et l'argent, n'est pas plus justifiée au point de vue des principes que les caprices dont s'éprennent quelquefois les princes de l'Orient dans le débordement de leur pouvoir absolu; car enfin d'où vient ce nombre de 15 1/2? quelle base a-t-il? de quoi s'autorise-t-on pour y fixer *ad vitam æternam* le rapport de l'or à l'argent? Existe-t-il dans la nature une raison quelconque pour que ce rapport subsiste et se continue de préférence à un autre? Est-ce à un degré quelconque une loi naturelle comme celle en vertu de laquelle la force de la gravitation agit en raison inverse du carré des distances, ou comme la proportion de dilatation des corps solides, liquides et gazeux, ou comme la congélation de l'eau à un degré fixe du thermomètre sous une pression barométrique déterminée? Personne assurément ne voudrait le soutenir; ce rapport de 15 1/2 est un fait accidentel qui existait en l'an XI quand on vota la loi sur les monnaies, rien de plus. L'histoire dit-elle que ce rapport ait existé ou à peu près pendant des siècles? Nullement; en l'an XI, il datait de quinze ou vingt ans au plus, non sans quelques écarts. On a vu que depuis l'an XI le rapport vrai s'était plusieurs fois écarté sensiblement de cette fixation; mais, si l'on remonte dans le passé, la déviation est bien autrement forte. A diverses époques dans l'histoire, le rapport entre l'or et l'argent a été exprimé par 10, par 11 et par 12. Il était à 12 environ quand Christophe Colomb découvrit le Nouveau-Monde, et à partir de là le mouvement général a été l'abaissement de l'argent, avec quelques oscillations en sens contraire. Si les nombres qui ont exprimé ce rapport avant Christophe Colomb se présentaient de nouveau, suppose-t-on qu'il serait possible à l'administration française de maintenir dans le système monétaire de la France le rapport de 1 à 15 1/2? Une autre hypothèse, qu'il est bien permis de poser à côté de la précédente, et qui a moins d'invraisemblance, est celle du mouvement inverse, qui ferait monter le rapport de l'or à l'argent et le porterait à 18 ou à 20. En ce moment, ce n'est pas une supposition déraisonnable, car nous sommes au-delà de 17; si le filon de Comstock et les autres filons des états ou territoires de l'Union américaine situés sur le versant de l'Océan-Pacifique sont ce que s'accordent à dire les journaux et les lettres de San-Francisco, la période ascendante n'est pas à son terme.

L'économie politique réprouve le système réglementaire qui substitue les élucubrations d'un ou de plusieurs employés de l'état aux tendances spontanées du commerce. Je ne connais pas d'acte plus

ultra-réglementaire que celui par lequel on décréterait que l'or vaut et vaudra toujours 15 fois 1/2 plus que l'argent. — Mais, dit-on, ce serait utile dans certains cas donnés, cela rendrait des services importans aux peuples civilisés. — Nous contestons ces services importans. Admettons cependant par hypothèse qu'ils dussent être réels, encore faudrait-il que la mesure fût praticable. Il y a des objets qui sont ou paraissent utiles, mais qu'il n'appartient pas à la loi d'ordonner, parce qu'ils sont au-delà de sa puissance. Il serait utile aux populations de l'Europe occidentale que le blé fût constamment à 20 francs l'hectolitre, ni plus ni moins, c'est-à-dire que 100 litres de blé s'échangeassent toujours contre 6 grammes et 452 milligrammes d'or au titre de neuf dixièmes (c'est le poids d'une pièce d'or de 20 francs); imagine-t-on qu'un législateur vienne proposer une loi fixant cette équation entre les 100 litres de blé et les 6 grammes 452 milligrammes du métal? Ce ne serait pourtant pas plus étrange, plus bizarre, plus contraire à la nature des choses que l'équation forcée entre 15 kilogrammes 1/2 d'argent et 1 kilogramme d'or. Prenons un autre exemple où l'analogie est plus visible : comparons l'or non plus au blé, mais à un métal autre que l'argent et encore plus important pour les peuples civilisés, le fer. Il serait utile que 100 kilogrammes de fer première qualité s'echangeassent toujours contre la pièce d'or de 20 francs ou 6 grammes 452 milligrammes d'or à neuf dixièmes de fin; croirait-on au bon sens d'un député qui prendrait l'initiative d'une loi par laquelle cette équation-là serait instituée? Chacun s'écrierait que c'est la quintessence de l'arbitraire. Qu'est-ce alors que d'inscrire dans une loi le rapport fixe de 15 1/2?

Lorsqu'en 1793 la société des Jacobins demanda et la majorité de la convention nationale vota la loi du maximum, les orateurs principaux des jacobins et de la convention croyaient rendre service au peuple français. Le service rendu fut, il faut bien le dire, la destruction du commerce, l'arrêt de la production. Qu'était-ce cependant que le maximum, sinon la fixation arbitraire d'un rapport entre le métal renfermé dans les pièces de monnaie, ou l'assignat, signe de cette monnaie, et l'ensemble des marchandises nécessaires au public? La loi du maximum partait ainsi du même principe que le système du double étalon. Les personnes qui réprouvent la loi du maximum ne peuvent donc approuver le double étalon, et ceux qui seraient pour le double étalon seraient embarrassés de répudier le système du maximum.

Ce qui se passe en ce moment pour l'argent pouvait se prévoir et avait été prédit, il y a trois quarts de siècle, par un savant du premier ordre, à qui l'on doit tant d'observations précieuses sur l'Amérique, Alexandre de Humboldt. Après avoir parcouru la majeure

partie du Nouveau-Monde, il avait été frappé de l'immense quantité d'argent qu'on en pouvait extraire, spécialement au Mexique; il avait exprimé son opinion en termes saisissans.

« En général, dit-il, l'abondance de l'argent est telle dans la chaîne des Andes, qu'en réfléchissant sur le nombre des gîtes de minerais qui sont restés intacts ou qui n'ont été que superficiellement exploités, on serait tenté de croire que les Européens ont à peine commencé à jouir de cet inépuisable fonds de richesse que renferme le Nouveau-Monde.

« ... L'opinion que la Nouvelle-Espagne (c'était le nom officiel du Mexique) ne produit pas la troisième partie des métaux précieux qu'elle pourrait fournir dans des circonstances politiques plus heureuses a été émise depuis longtemps par toutes les personnes instruites qui habitent les principaux districts des mines de ce pays. Elle est énoncée formellement dans un mémoire que les députés du corps des mineurs ont présenté au roi en 1774 et qui est rédigé avec autant de sagesse que de connaissance des localités. L'Europe serait inondée de métaux précieux si l'on attaquait à la fois, avec tous les moyens qu'offre le perfectionnement de l'art du mineur, les gîtes de minerais de Bolanos, de Sombrerete, de Batopilas, du Rosario, de Pachuco, de Moran, de Zultapec, de Chihuahua et tant d'autres qui ont joui d'une ancienne et juste célébrité. »

Un observateur éclairé, homme instruit et d'un excellent jugement, M. Saint-Clair Duport, venu quarante ans après Humboldt, a confirmé les dires de ce savant illustre, au sujet de l'abondance des filons d'argent, par des études plus longues.

« Les schistes argileux, talqueux, chloritiques, la diorite, quelquefois des calcaires assez anciens, et plus rarement encore les porphyres, sont sur bien des points traversés par des filons de quartz qui renferment souvent des sulfures métalliques; quand cette circonstance se présente, il est rare qu'on ne trouve pas dans le nombre des sulfures d'argent. Ces formations fort rares, du moins au jour, dans les environs de Mexico, percent plus souvent les masses trachitiques et porphyriques en avançant vers le nord; presque partout où elles se montrent il y a des exploitations plus ou moins importantes; mais, quand on traverse la chaîne principale vers le golfe de la Californie, ce ne sont plus alors des points isolés, c'est toute la pointe occidentale de la cordilière qui est composée de ces roches métalliques, sillonnée des mêmes veines de quartz sur un espace immense. C'est assez dire que les gisemens travaillés depuis trois siècles ne sont rien auprès de ceux qui restent à exploiter. »

M. Duport conclut par ces paroles remarquables : « le temps viendra, un siècle plus tôt, un siècle plus tard, où la production de l'argent n'aura d'autre limite que celles qui lui seront imposées par

la baisse toujours croissante de la valeur. » M. Duport n'avait pourtant pas pu pénétrer dans les régions alors désertes qu'on exploite aujourd'hui. Personne, alors qu'il écrivait, ne soupçonnait l'existence du filon de Comstock et de ceux de la même région.

L'histoire de la monnaie dans les monarchies fondées sur les ruines de l'empire d'Occident offre en nombre incroyable des tentatives contraires au bon sens et à l'équité, auxquelles se sont livrés les gouvernemens, indépendamment des atteintes que la monnaie recevait des faux-monnayeurs, qui remplaçaient l'argent par du plomb, et des rogneurs, qui enlevaient une partie de la substance des pièces. Le nombre des souverains qui ont voulu que leurs sujets fussent satisfaits de recevoir un poids d'or ou d'argent inférieur du quart, du tiers ou de moitié à celui qui avait été stipulé et proclamé pour la composition des monnaies, est extrêmement grand. D'autres ont prétendu contraindre les peuples à être payés avec du cuivre au lieu d'argent. C'est ce qu'essaya en 1695 le tsar Alexis; il remplaça l'argent par le cuivre poids pour poids. Il y en a eu qui, non contens du cuivre, ont voulu se servir de morceaux de cuir. Plusieurs ont même entrepris d'y substituer le papier, et à l'heure actuelle il y a bien, soit dans l'ancien, soit dans le Nouveau-Monde, sept ou huit états, monarchies ou républiques, où cette fiction est en honneur. Au commencement et à la fin du XVIIIe siècle, qui a mérité à plusieurs égards qu'on l'appelât le siècle des lumières, il s'est fait en matière de monnaie des prodiges d'extravagance. Si on lit ce qui se passa sous la régence pendant les quelques années où le système de Law fut imposé à la France, si on passe en revue les édits, déclarations et arrêts du conseil qui émanèrent alors de l'autorité royale, on croira assister à des scènes d'un hôpital de fous, tantôt de fous béats, tantôt de fous méchans et furieux. Dans l'édit de février 1726 par exemple, on trouve la confiscation avec amendes énormes, les galères à temps ou à perpétuité et même la peine de mort pour des actes reconnus par la législation actuelle comme complétement innocens, et qui même sont utiles à la société. En 1793, ce qu'on fit dans la convention afin de soutenir les assignats, qui baissaient, ne fut pas plus raisonnable ni moins rigoureux; les assignats n'en vinrent pas moins à zéro. Sous le second empire, en 1856, le gouvernement, à l'occasion d'opérations très licites qui se faisaient sur les monnaies, par exemple le triage et la refonte, le commerce avec prime, projeta de ressusciter l'édit de février 1726. Il en publia la menace dans *le Moniteur* du 9 octobre, prétendant que c'était « un dommage fait à la fortune publique, » tandis que c'était juste le contraire. Or voici quelles étaient les peines portées relativement à ces faits par l'édit de février 1726, article 12 :

« Pour la première fois le carcan, la confiscation desdites espèces et matières, trois mille livres d'amende applicable moitié à notre profit et l'autre au dénonciateur. Et en cas de récidive les galères à perpétuité; lesquelles peines auront lieu tant contre ceux qni auront offert ou donné que contre ceux qui auront marchandé, reçu ou acheté lesdites espèces ou matières à plus haut prix que celui auquel elles auront cours (1); et au cas qu'il fût prouvé que lesdites espèces ou matières auraient été surachetées dans le but de les faire sortir du royaume (2) ou les fournir aux faux fabricateurs, ils seront punis de mort. »

Des poursuites furent commencées à la suite des menaces portées par *le Moniteur*, mais le gouvernement eut honte du rôle qu'on lui faisait jouer, et il se désista.

Ce qui est pour le moins aussi fort, c'est que dans le code civil, qui est un des monumens de la sagesse moderne, il s'est glissé un article évidemment emprunté à la législation de l'ancien régime sur les monnaies. C'est l'article 1895 qui suppose que l'autorité a le droit de changer la teneur des espèces et d'en retrancher une portion du métal précieux, et qui prescrit qu'en pareil cas la personne à qui antérieurement serait due une somme serait tenue de se contenter des espèces affaiblies, en acceptant comme paiement régulier le nombre de pièces stipulé primitivement. Cette partie du code civil, promulguée en 1804, est postérieure à la loi des monnaies, et elle est contraire à tout ce qui s'était dit pendant l'élaboration de cette loi. Par un oubli bien surprenant, la contradiction, quelque flagrante qu'elle fût, ne fut pas remarquée quand le chapitre du code civil qui contient cet article fut discuté au conseil d'état et présenté au corps législatif.

En Angleterre, le gouvernement s'est comporté au sujet de la monnaie plus correctement que les gouvernemens du continent, car ceux de ses princes qui ont falsifié les monnaies sont en très petit nombre, et depuis les violences commises à cet égard par le roi Henri VIII, pour qui rien n'était sacré, et par son fils Édouard VI, tout ce qui est sorti de l'hôtel des monnaies de Londres a été d'une fabrication parfaitement orthodoxe. Cependant l'Angleterre a, dans le cours même du XIXe siècle, payé sous une autre forme son tribut d'aberration en matière de monnaies. Quelques années après que la Banque d'Angleterre eut suspendu (1797) le remboursement de ses billets en métal, on entreprit d'établir par l'autorité de la loi la parité absolue entre les billets de banque non remboursables et les espèces; ce qui était aussi absurde en principe que la parité vou-

(1) Cette offre, c'est-à-dire l'achat des espèces à prime, se faisait en 1856 et légitimement, pour l'argent. Antérieurement cela s'était fait pour l'or.

(2) Une grande partie des pièces d'argent achetées en 1856 était exportée.

lue par la convention en 1793 entre les assignats et les pièces d'or ou d'argent. Il y eut des peines sévères contre ceux qui contreviendraient à la loi. Et la majorité de la chambre des communes, comme si elle eût tenu à honneur de manifester avec éclat le désordre de ses idées en cette affaire, vota le 11 mai 1811 qu'en fait le papier-monnaie était au pair avec l'or, tandis qu'il n'était personne à Londres qui ne sût que c'était faux, et que le gouvernement lui-même achetait chez les changeurs des pièces d'or qu'il payait, avec une forte prime, en billets de banque. La majorité fut de 151 contre 75.

La campagne actuelle en faveur du double étalon peut être considérée comme une réminiscence affaiblie de l'erreur née dans le moyen âge et adoptée ensuite universellement dans les différens états de l'Europe, d'après laquelle l'autorité publique aurait parmi ses justes prérogatives l'omnipotence sur les monnaies. Dans cet ordre d'idées, un prince ou un parlement pouvait méconnaître à l'égard des monnaies le rapport naturel des choses, traiter les pièces de monnaie comme si c'étaient des signes variables de valeur à sa volonté, au lieu d'être des marchandises passant dans les transactions pour leur valeur spontanément et librement établie par le commerce. Selon cette doctrine, il leur eût été loisible de décréter que l'or vaut 15 fois 1/2 l'argent, alors que les faits les plus authentiques constateraient qu'il le vaut plus de 17 fois.

Dieu me garde de songer à comparer aux rois faux-monnayeurs, princes sans scrupule et sans vergogne, tels que Philippe le Bel, Philippe de Valois et Jean, ou que le roi d'Angleterre Henri VIII, les écrivains honorables qui de nos jours préconisent le double étalon d'or et les administrateurs qui font cause commune avec eux. Les rois faux-monnayeurs volaient sciemment leurs sujets; les défenseurs actuels du double étalon sont les plus honnêtes gens du monde, non-seulement désintéressés dans l'affaire, mais croyant rendre un service à la société. Toutefois les conseils qu'on donne aujourd'hui aux gouvernemens, en vertu de la doctrine du double étalon, ont le tort de les pousser à des actes qui seraient, tout aussi bien que ceux des rois faux-monnayeurs, le renversement arbitraire du rapport qui existe entre les métaux servant à faire de la monnaie et les autres marchandises. Aujourd'hui qu'on est plus éclairé, il convient de secouer définitivement ces traditions funestes et par conséquent de repousser le système du double étalon, qui en est le dernier écho. L'autorité, chez nous, est enfin rentrée dans la bonne voie que ses prédécesseurs avaient délaissée. Il faut l'exhorter à y rester et à la suivre avec cette alliance de la fermeté et de la circonspection qui est l'essence des bons gouvernemens.

MICHEL CHEVALIER.

LA

MADONE DE L'AVENIR

I.

L'histoire que je vais raconter me rappelle ma jeunesse et mon séjour en Italie, — deux beaux souvenirs. J'étais arrivé à Florence assez tard dans la soirée, et en achevant de souper, je me dis qu'un Américain qui débarque dans une pareille ville ne doit pas l'insulter en se mettant vulgairement au lit sous prétexte de fatigue. Je me levai donc, et je suivis une rue étroite qui s'ouvrait non loin de mon hôtel. Dix minutes après, je débouchai sur une grande piazza déserte qu'éclairaient les pâles rayons d'une lune d'automne. En face de moi se dressait le *Palazzo-Vecchio,* avec sa grande tourelle qui s'élance comme un pin au sommet d'une colline escarpée. Au bas de l'édifice se dessinaient vaguement des sculptures, et je m'approchai afin de les examiner. Une des figures que j'avais entrevues, placée à gauche de la porte du palais, était un magnifique colosse qui semblait lancer un défi aux passants. Je reconnus bien vite le *David* de Michel-Ange. Éclairée comme elle l'était, cette image de la force prenait un aspect sinistre, et ce fut avec une sorte de soulagement que je détournai les yeux pour contempler une statue de bronze posée sous la *loggia,* dont les élégantes arcades forment un si charmant contraste avec l'ensemble massif du palais. Rien de plus vivant, de plus gracieux que cette statue; le personnage conserve un certain air de douceur, bien que le bras nerveux qu'il allonge tienne une tête de Gorgone. Ce personnage a nom Persée, et vous trouverez son histoire, non pas dans la mythologie grecque, mais dans les mémoires de Benvenuto Cellini.

Tandis que mon regard allait de l'une à l'autre de ces belles œuvres, je témoignai sans doute mon admiration par quelques pa-

roles involontaires, car un individu que l'obscurité m'avait empêché d'apercevoir se leva sur les marches de la loggia et s'adressa à moi en très bon anglais. C'était un petit homme maigre, vêtu d'une sorte de tunique de velours noir (autant que je pus en juger) et coiffé d'une barrette moyen âge, d'où s'échappait une masse de cheveux rouges. Il me pria d'un ton insinuant de lui communiquer « mes impressions. » Je lui trouvai un air à la fois bizarre et pittoresque. On aurait été tenté de le prendre pour le génie de l'hospitalité esthétique, si en général ce génie-là n'accueillait les voyageurs sous la forme d'un guide dont la mise et l'allure sont celles d'un pauvre honteux. Cependant la brillante tirade que me valut mon silence embarrassé rendait l'hypothèse assez plausible.

— Je connais Florence depuis bien longtemps, monsieur, me dit mon interpellateur; mais jamais je ne l'ai vue plus belle, plus vivante que ce soir. C'est que pour moi les fantômes des morts illustres viennent animer les rues désertes. Le présent est endormi; le passé seul plane sur nous comme un rêve rendu visible. Figurez-vous les vieux Florentins arrivant en couples pour juger la dernière œuvre de Michel-Ange ou de Benvenuto! Quelle précieuse leçon, si l'on pouvait entendre leurs paroles! Le plus modeste bourgeois d'entre eux, avec son bonnet de velours et sa longue robe, avait du goût. L'art régnait alors, monsieur. Le soleil brillait de tout son éclat, et ses larges rayons dissipaient les ténèbres; nous, nous ne voyons qu'une supériorité dont le poids nous écrase. Le soleil a cessé de resplendir; mais je m'imagine,... vous allez rire de moi,... je m'imagine que la clarté perdue nous illumine ce soir. Non, jamais le *David* ne m'a semblé plus grandiose, le *Persée* plus beau! Cette atmosphère argentée par les rayons de la lune m'arrive imprégnée des secrets des maîtres, promettant de les révéler à quiconque se prosternera ici dans une pieuse contemplation! — Mon intéressant rapsode remarqua sans doute mon air intrigué. Il rougit et se tut; mais il ajouta bientôt avec un sourire attristé : — Vous auriez tort de me prendre pour un charlatan ou pour un fou; il n'est pas dans mes habitudes de m'embusquer sur la piazza afin de saisir au passage les innocents touristes. Ce soir, je l'avoue, je suis sous le charme, et d'ailleurs, je ne sais trop pourquoi, j'ai cru avoir affaire à un artiste.

— Je n'ose revendiquer ce titre dans le sens que vous donnez au mot, répliquai-je, et je le regrette. Vous n'avez pourtant aucune excuse à m'adresser, car moi aussi je suis sous le charme, et vos éloquentes réflexions sont loin de l'avoir rompu.

— Si vous n'êtes pas artiste, vous méritez de l'être, répondit-il en s'inclinant. Un jeune homme qui arrive à Florence au milieu de la nuit, — je vous ai vu débarquer, — et qui s'empresse de quit-

ter son hôtel pour rendre hommage au beau, a des droits à ma sympathie.

L'accent avec lequel il débita cette jolie phrase acheva de me révéler un compatriote. Il n'y a que les Américains pour s'enthousiasmer ainsi. — J'aime à croire, lui répondis-je, que, si ce jeune homme est un vil trafiquant newyorkais, vous ne le trouverez pas moins digne de votre estime.

— Les Newyorkais, répliqua-t-il avec une gravité qui semblait me reprocher mon badinage peu patriotique, sont de nobles protecteurs des beaux-arts.

La tournure que prenait cet entretien nocturne ne me rassurait pas. Mon compagnon était-il un Yankee entreprenant, un peintre sans ouvrage, désireux d'extorquer une commande? Par bonheur, je n'eus pas à défendre ma bourse. L'horloge de la tour qui se dressait en face de nous sonna le premier coup de minuit. Ma nouvelle connaissance tressaillit, s'excusa de m'avoir retenu et se disposa à s'éloigner; mais comme ma curiosité se trouvait éveillée, je lui proposai de faire route ensemble. Il y consentit volontiers. Traversant la piazza, nous longeâmes l'arcade ornée de statues du musée des Offices et nous gagnâmes l'Arno. Quel chemin suivis-je? Il ne m'en souvient guère. Je me rappelle seulement que, tandis que je me promenais à l'aventure, je fus initié à des théories esthétiques qui ne manquaient pas d'une certaine originalité. J'écoutai cette conférence en plein air avec une sorte de fascination, ne sachant trop que penser du singulier professeur. Il avoua, en secouant tristement la tête, son origine américaine.

— Chez nous, s'écria-t-il, le sens artiste n'a pour s'exercer qu'un champ aussi stérile que laid! Malheureux déshérités de l'art, nous sommes exclus du cercle magique, condamnés à rester toujours superficiels! Jamais nous n'atteindrons la perfection. Un peintre américain, s'il veut exceller, a dix fois plus à apprendre qu'un Européen; nous n'avons ni goût, ni tact, ni force. Comment en aurions-nous? Notre rude climat, notre passé silencieux, notre présent tapageur, la banalité dont l'étreinte nous comprime par tous les côtés sont aussi vides de ce qui peut inspirer un artiste, que mon cœur est vide d'amertume en avouant cette vérité. Nous n'avons d'autre ressource que de vivre dans un perpétuel exil!

— Franchement, répondis-je en souriant, vous me paraissez être chez vous dans l'exil, et Florence me semble une assez jolie Sibérie. Voulez-vous que je vous dise ma pensée? Rien ne me paraît plus oiseux que de gémir sur notre manque d'un sol propice à l'inspiration. Le vrai rôle de l'artiste est d'essayer de produire quelque chose de bon. Inventez, créez! Il n'existe dans notre glorieuse constitution aucun article qui s'y oppose. Quand il vous faudrait

travailler cinquante fois plus qu'un autre, peu importe! Pourquoi êtes-vous artiste, si ce n'est pour vaincre les obstacles? Soyez notre Moïse, ajoutai-je en lui posant la main sur l'épaule, et guidez-nous vers la terre promise.

— Vous parlez d'or, jeune homme! répondit mon compagnon. Inventer, oui, c'est là notre tâche, je le sais fort bien. Je travaille, je travaille nuit et jour. Je *crée* une œuvre! Je ne me donne pas pour un Moïse; je ne suis qu'un pauvre peintre doué de patience; mais quel triomphe, si je parvenais à répandre sur notre pays un rayon de cette gloire qui lui fait défaut! A minuit, lorsque le vent du sud caresse Florence endormie, il semble évoquer l'âme des belles œuvres cachées dans les églises et les galeries, il pénètre dans mon petit atelier avec le clair de lune et fait battre mon cœur au point de m'empêcher de songer au repos. J'en profite pour ajouter sans cesse une nouvelle idée à ma conception.

Mon bizarre compagnon connaissait à fond l'histoire et les traditions locales de la ville, et il m'apprit qu'il ne voulait plus quitter Florence. — Je lui dois tout, me dit-il. C'est ici que j'ai commencé à vivre, du moins de la vie intellectuelle. Une à une, les aspirations profanes, les ambitions mondaines ont disparu de mon horizon, ne me laissant que ma croyance, mon calepin et le culte des vrais maîtres.

— Et avez-vous beaucoup produit pendant votre long séjour? lui demandai-je.

Il garda un moment le silence.

— Je n'ai pas beaucoup produit, si vous interprétez littéralement le mot, répliqua-t-il enfin. Il me répugne de me manifester par des essais imparfaits. Ce qu'il y avait de bon dans chacun de mes efforts, je l'ai réabsorbé au profit de la force génératrice de conceptions futures; ce qu'il y avait de mauvais, — hélas! le mauvais abondera toujours, — je l'ai détruit sans hésiter. Je puis affirmer, non sans orgueil, que mon pinceau n'a pas contribué à accroître le nombre des platitudes qui encombrent le monde. Je suis un pauvre peintre patient, j'étudie et j'attends.

Je m'aperçus en ce moment que notre promenade m'avait ramené en face de mon hôtel, et je n'en fus pas fâché, car la société d'un génie aussi communicatif ne suffisait pas pour me faire oublier ma fatigue. Cependant je ne me séparai pas de mon compagnon sans exprimer le désir de le revoir. Au fond, ce n'était pas là une politesse banale. J'espérais bien le retrouver dans une des nombreuses galeries de Florence, et mon désir fut bientôt réalisé. Dès le lendemain, je l'aperçus dans la Tribune des Offices, ce petit musée d'œuvres parfaites. Il tournait le dos à la Vénus de Médi-

cis, les mains appuyées sur une balustrade, plongé dans la contemplation du superbe triptyque d'Andréa Mantegna. Pendant quelque temps, j'admirai, par dessus l'épaule de mon compatriote, ce tableau qui n'a ni l'éclat ni la vigueur imposante des toiles voisines, mais qui, resplendissant de la beauté qu'évoque parfois un travail patient, répond peut-être à un besoin plus général de l'âme. Enfin, poussant un profond soupir, il se retourna, et son regard rencontra le mien. Dès qu'il me reconnut, une vive rougeur lui monta au visage; il craignait sans doute de s'être rendu ridicule la veille. Je lui tendis la main avec une franchise cordiale qui lui prouva que je n'étais pas un railleur.

Je l'avais reconnu à sa chevelure ardente. Sous d'autres rapports, il me sembla très changé. Son enthousiasme nocturne n'animait plus sa physionomie, et son teint blême me rappela celui d'un acteur vu en dehors des feux de la rampe. Je le trouvai moins jeune que je ne l'avais cru. Qu'était devenue la bravoure de son costume et de son allure? Il avait bien l'air « d'un pauvre peintre patient », maintenant que l'absence du clair de lune lui ôtait son aspect pittoresque. Son habit de velours montrait la corde, et la teinte de rouille de son chapeau à larges bords, à forme peu élevée, annonçait plutôt une bourse mal garnie que le désir de se distinguer par une coiffure originale. Ses yeux, et tous ses traits du reste, avaient une expression de douceur résignée qui me frappa d'autant plus que je me demandai s'il fallait attribuer la pâle maigreur de ce visage à un régime insuffisant ou à la fièvre qu'allume le génie. Cependant, après avoir causé quelques minutes avec moi, il retrouva son entrain lyrique de la veille.

— Et c'est votre première visite à ces salles enchantées? s'écria-t-il. Heureux, trois fois heureux mortel!

Puis, me prenant par le bras, il se disposa à me faire admirer les œuvres les plus remarquables. Avant de s'éloigner, il jeta un dernier regard sur le Mantegna. — Celui-là ne se pressait pas, murmura-t-il. Il ignorait la hâte, qui a perdu plus d'un artiste.

Je ne saurais dire si mon nouvel ami était bon critique; mais en tout cas il m'amusa en développant ses opinions, ses théories, ses sympathies, le tout émaillé d'anecdotes et de souvenirs historiques. Il me parut un peu trop sentimental et trop porté à chercher partout des intentions subtiles qui eussent probablement fort étonné celui auquel il les prêtait. Par momens aussi, il se plongeait dans les flots de la métaphysique à des profondeurs où je n'aurais pu le suivre qu'au risque de me noyer; mais ses connaissances en peinture et la sûreté de son jugement annonçaient de longues heures consacrées à l'étude des maîtres.

Le musée des Offices peut non-seulement être fier des riches collections qu'il renferme; il a le droit de s'enorgueillir de l'heureux accident architectural, — si je puis m'exprimer ainsi, — qui le rattache aux salles princières du musée Pitti. Ces salles sont dignes d'un palais : cependant il faut avouer que les tableaux y sont assez mal éclairés; mais les chefs-d'œuvre y abondent et semblent briller dans une atmosphère lumineuse qui leur est propre.

Je contemplai longuement plus d'un Raphaël et plus d'un Titien; puis, comme je voyais que mon ami s'impatientait, je me laissai enfin conduire vers le but de notre voyage — vers la plus belle, la plus touchante des madones de Raphaël, la *Vierge à la chaise.* De tous les tableaux que l'on ait jamais peints, c'est celui qui prête le moins à la critique. Rien n'y trahit l'effort, la recherche des procédés mécaniques, la lutte presque inévitable entre l'artiste et son rêve, — lutte qui apparaît vaguement dans beaucoup d'œuvres hors ligne. Si vivante que soit cette création, si puissant que soit l'appel fait à nos sympathies humaines, on n'y distingue ni manière ni méthode; c'est à peine si l'on y reconnaît un style particulier. Elle s'épanouit dans sa beauté harmonieuse comme une improvisation immédiate du génie. Le spectateur ne sait s'il doit attribuer son émotion à la divine pureté ou au charme terrestre de cette figure. Il est enivré par la vue de la plus touchante image de la maternité qui ait jamais souri sur la terre.

— Voilà ce que j'appelle un beau tableau, dit mon compagnon, lorsque nous eûmes admiré la toile en silence. J'ai le droit d'en parler, car je l'ai copié si souvent que je le reproduirais les yeux fermés. Les autres œuvres de Raphaël sont *de lui;* dans celle-ci, nous tenons Raphaël lui-même. Ses autres œuvres, on peut les louer, les critiquer, les juger, les expliquer; celle-ci, il faut se contenter de l'aimer et de l'admirer. J'ignore sous quelle forme l'artiste apparaissait aux hommes lorsqu'il réalisa cette sublime inspiration; mais, l'œuvre accomplie, il ne lui restait plus qu'à mourir : ce monde n'avait plus rien à lui apprendre, il avait trouvé l'idéal.

— Ne pensez-vous pas, répondis-je, qu'il a eu un modèle, et qu'une belle jeune fille...

— Aussi belle que vous voudrez! Cela ne diminue en rien le miracle. Il a dû regarder autour de lui, sans doute, et peut-être votre belle jeune fille souriait-elle derrière la toile. Mais déjà l'idée du peintre avait pris son essor. Nuls contours humains, si admirables qu'ils fussent, ne pouvaient l'enchaîner à la trivialité du fait vulgaire. Il prête la perfection aux formes de son modèle; sans tâtonnemens, sans un coup d'aile de plus, il s'élève à la hauteur de son

idéal; il voit une rose et lui donne un parfum, il la complète. C'est ce que l'on nomme *idéalisme*. Bien que l'on abuse beaucoup du mot, la chose me semble bonne; en tout cas, c'est ma croyance. Belle madone, modèle et muse à la fois, je vous prends à témoin que moi aussi je suis idéaliste.

Désireux de provoquer de nouvelles confidences je répondis d'un ton moitié railleur : — Un idéaliste est donc un monsieur qui dit à la nature, représentée par une jolie femme : « Ma mie, tu es faite tout de travers. Ta finesse n'est que grossièreté, tes couleurs sont ternes, ta grâce n'est que de la gaucherie. Je vais te montrer comment tu dois t'y prendre. »

Mon compagnon se retourna vers moi d'un air presque irrité; puis il répliqua gravement :

— Regardez cette toile, et elle imposera silence à vos moqueries irrévérencieuses. Voilà ce que l'idéalisme produit! On ne l'explique pas, — il faut sentir la flamme! Qu'il parle à la nature ou à une belle femme, l'artiste ne prononce pas une parole dont l'une ou l'autre puisse s'offenser. Il dit à la jolie femme : « Considérez-moi comme un ami, prêtez-moi votre visage, ayez confiance en moi, aidez-moi, et vos yeux seront la moitié de mon chef-d'œuvre.

— Le ciel me préserve de refroidir votre enthousiasme! répliquai-je; mais ne vous semble-t-il pas que Raphaël, s'il a été servi par son génie, a eu la bonne fortune de vivre dans un siècle qui avait une foi religieuse que nous ne possédons plus? Il y a des gens qui nient que ses madones sans tache soient autre chose que les jolies blondes de l'époque, dont son talent un peu profane rehaussait les charmes. Que ces critiques aient tort ou raison, il est certain que du temps de Raphaël il existait de grands rapports entre les aspirations religieuses et les besoins esthétiques. J'en conclus que les saintes Vierges, visibles et adorables, étaient fort demandées.

Mon compagnon parut d'abord péniblement ému par mon scepticisme; puis il secoua la tête et répondit d'un ton convaincu :

— Elles seront toujours demandées, pour employer votre vilain mot commercial! Ce type ineffable est un des besoins éternels du cœur humain; mais les âmes pieuses n'osent exprimer leur désir. Qu'un nouveau Raphaël surgisse, et vous verrez s'il ne sera pas le bienvenu! Hélas! comment surgirait-il dans ce siècle corrompu? Une œuvre comme celle-là ne se fait pas sur commande. Par bonheur, il est encore...

— *Anch' io son pittore!* m'écriai-je. Si je ne me trompe, vous avez un chef-d'œuvre sur le chevalet. Lorsque votre tableau sera terminé, prévenez-moi, et, fussé-je à l'autre bout du monde, je reviendrai à Florence pour saluer la... *Madone de l'avenir.*

Il rougit et poussa un profond soupir.

— Je parle rarement de mon tableau, dit-il après un moment de silence. Les réclames avant la lettre dont abusent les artistes modernes me font horreur. Le silence, l'isolement, le mystère même, sont indispensables, si l'on veut créer une œuvre digne de vivre. Et puis, le monde est si cruel, si frivole, si peu capable de comprendre que l'on puisse songer, de nos jours, à peindre une madone! Je ne sais ce qui m'a poussé à me confier à vous. En tout cas, vous auriez tort de rire de moi, ajouta-t-il en posant la main sur mon bras; quel que soit mon talent, je possède au moins le mérite de la sincérité. Il n'y a rien de risible dans une noble ambition ni dans une vie consacrée au culte du beau!

En effet, il s'exprimait avec un tel accent de sincérité qu'il y aurait eu de l'impertinence de ma part à le questionner davantage. Cependant les occasions de l'interroger ne me manquèrent pas, car à la suite de cet entretien nous passâmes bien des heures ensemble. Presque tous les jours, pendant une quinzaine, nous nous donnâmes rendez-vous pour visiter les trésors de Florence. Il connaissait si bien la ville, son histoire, ses rues, ses églises, ses galeries, que je trouvai en lui un guide incomparable. Il parlait de Florence avec l'enthousiasme d'un amoureux; il m'avoua qu'elle l'avait captivé à première vue.

— Il est de mode chez nos écrivains, me dit-il, de donner à toutes les cités le genre féminin. C'est là une monstrueuse erreur. Florence est-elle du même sexe que Chicago? Non! Elle seule mérite de passer pour une femme; elle seule inspire à un jeune novice qui sort du collége le genre d'admiration qu'il ressent pour une belle dame plus âgée, que bien d'autres ont adorée avant lui.

Cette passion platonique semblait lui tenir lieu de toute attache sociale; il paraissait mener une existence solitaire et ne se soucier que de son travail. Je fus flatté de voir qu'il avait pris en amitié un personnage aussi frivole que moi et qu'il me sacrifiait généreusement bien des heures précieuses. Nous consacrions la plupart de ces heures à l'étude des vieux maîtres dont les tableaux enrichissent les galeries de Florence, nous arrêtant sans cesse avec une admiration sympathique devant ces premières floraisons de l'art pour nous demander si elles n'avaient pas une fraîcheur que l'on cherche en vain dans les œuvres plus savantes qui leur ont succédé.

Bref, rien de ce qui valait la peine d'être vu ne nous échappa. Nous parcourûmes mainte église obscure, maint quartier inconnu des touristes, maint palais désert, à la recherche d'un vestige de fresque, d'une ciselure ébauchée. Je fus de plus en plus ému par la prodigieuse facilité avec laquelle mon compagnon évitait de s'écarter de son idée fixe. Pour lui tout devenait un prétexte

de rapsodies idéalistes ou de rêveries esthétiques. Impossible de rien voir, de rien entendre qui ne lui inspirât une foule de phrases enthousiastes sur le vrai, le beau et le bon. Il manquait peut-être de génie, mais à coup sûr c'était en monomane qu'il admirait le génie des autres. Je pris autant de plaisir à suivre le jeu bizarre des lumières et des ombres de son caractère que s'il se fût agi d'un personnage tombé d'une autre planète. A vrai dire, il semblait fort dépaysé ; il vivait dans un univers à lui, univers où régnaient les beaux-arts. Il serait difficile de concevoir un être moins souillé par le contact du monde, et je me demandais parfois si un ou deux petits vices innocens n'auraient pas contribué à compléter son organisation d'artiste. Par momens, je riais en songeant qu'il appartenait à la race si pratique des *Yankees;* mais, après tout, la meilleure preuve de son origine américaine ne se trouvait-elle pas dans cet amour du beau qui lui donnait la fièvre? Ce n'est que chez les convertis que l'on rencontre une ardeur aussi vive. La plupart des peintres du Nouveau-Monde qui visitent les musées de l'Europe savent manifester leur admiration sans oublier pour cela de tirer tout le parti possible de leur mérite personnel. Mon ami ne possédait pas ce talent. Du reste il avait conservé le goût du terroir pour les superlatifs. Ses moindres éloges se formulaient par les mots « écrasant, » « transcendantal, » « incomparable. » Quant aux épithètes moins louangeuses, c'était là une petite monnaie dont il dédaignait de se servir.

Malgré la franchise avec laquelle il exprimait ses opinions, il demeurait pour moi une énigme. Le peu qu'il me disait sur son propre compte ne m'apprenait pas grand'chose. Je ne savais pas au juste ce qu'il faisait ni comment il vivait. Soit par modestie, soit par fierté, il ne me parla pas de son intérieur. Il était pauvre, on le voyait; néanmoins il devait posséder de quoi vivre, autrement il n'eût pas avoué aussi gaîment que le culte de la beauté idéale ne lui avait jamais rapporté un écu. Je supposai que sa pauvreté l'empêchait de m'inviter à lui rendre visite. J'ignorais même son adresse. Nous nous donnions rendez-vous en quelque lieu public ou à mon hôtel, où je me montrai aussi hospitalier que je le pus sans risquer de l'offenser. Il paraissait avoir toujours faim. Était-ce là un de ces petits vices innocens que je lui souhaitais? Je l'ignore. En tous cas, je ne lui en connaissais certes pas d'autre. J'eus soin de lui épargner les questions indiscrètes; mais lorsque je le rencontrais, je n'oubliais jamais de lui demander des nouvelles de la *Madone de l'avenir*.

— Nous avançons, grâce au ciel, répondait-il avec un grave sourire. Cela marche. Voyez-vous, j'ai le grand avantage de ne jamais perdre mon temps. Les heures que je passe avec vous sont tout

profit. Ce sont des heures *suggestives*. De même qu'une âme pieuse prie sans cesse, de même le véritable artiste élabore sans cesse son œuvre. Il prend son bien où il le trouve et va dérobant un secret aux choses qui s'offrent à son regard. Quel don précieux que celui de l'observation ! Que de joies elle nous procure ! Chaque coup d'œil me donne l'idée d'une ombre, d'une teinte, d'un heureux contraste. Rentré chez moi, je dépose mes nouveaux trésors aux pieds de ma madone. Oh ! je ne perds pas mon temps ! *Nulla dies sine lineâ.*

II.

Un mois environ après mon arrivée à Florence, je fus présenté à une dame américaine dont le salon a le privilége d'attirer les visiteurs étrangers. Elle n'était ni jeune ni riche, mais elle offrait à ses hôtes de très bon thé, des gâteaux au choix et une conversation moins variée. Chez Mme Coventry l'entretien ne roulait que sur les questions esthétiques, car elle se donnait pour un juge infaillible en fait d'art. Son appartement était un musée Pitti au petit pied. Elle préférait « les vieux maîtres. » Il y avait je ne sais combien de Péruginos dans sa salle à manger; un Giotto ornait son boudoir, et un André del Sarto remplaçait le miroir sur la cheminée du salon. Grâce à ces trésors, à un fouillis non moins précieux de bronzes, de mosaïques, de triptyques aux panneaux vermoulus, où des saints aux contours anguleux s'extasiaient sur un fond d'or, elle passait aux yeux de ses compatriotes pour une sorte de grande-prêtresse des arts. En guise de broche, elle portait une immense miniature reproduisant la *Madonna della Seggiola*. Je la pris un soir à part et je lui demandai si elle connaissait un homme très remarquable nommé Théobald.

— Si je le connais ! s'écria-t-elle. Si je connais ce pauvre Théobald ! Tout Florence connaît ses cheveux flamboyans, sa tunique de velours noir et sa madone que personne n'a jamais vue.

— Comment, vous ne croyez pas à sa madone?

— Allons, je vois qu'il vous a endoctriné. Cela ne m'étonne pas. Je me rappelle le jour où il prit la ville d'assaut. Un second Raphaël était né, dont la gloire devait rejaillir sur notre chère Amérique ! N'avait-il pas les cheveux de Raphaël ? Les cheveux, hélas ! et non la tête. Enfin on l'accepta tel quel, et on proclama son génie sur les toits. Les femmes mouraient d'envie de se faire peindre par lui et de devenir immortelles comme la *Joconde*. On s'accordait pour déclarer que ses manières rappelaient Léonardo, qu'il avait quelque chose de mystérieux. Par malheur, le mystère a beaucoup trop duré, si bien que l'on a fini par ne plus s'émerveiller. Le

maître refusa de produire son chef-d'œuvre. Il passait des heures entières à contempler le même tableau. Il ne voulait pas profaner son pinceau, disait-il, en peignant de vulgaires portraits. Peu à peu on cessa d'insister, et il ne tenta rien pour ramener les incrédules. — Les grandes œuvres exigent du temps, on verra! répétait-il. — Je crois qu'il me fait l'honneur de me regarder comme le chef d'une conspiration dirigée contre lui et qui dure depuis une vingtaine d'années. Parlez-lui de moi, et il vous dira que je suis une horrible vieille qui ai juré sa perte parce qu'il a refusé de peindre ma tête pour servir de pendant à la *Flore* du Titien. Lorsque je le rencontre par hasard dans un musée, il fixe sur moi ses grands yeux noirs avec une indifférence aussi sublime que s'il contemplait une mauvaise copie d'un Sasso Ferrato. J'ai su, il y a déjà longtemps, qu'il s'occupe d'une madone qui doit résumer les perfections de toutes les madones célèbres de l'école italienne. Peut-être vous a-t-il parlé de sa merveilleuse idée, bien qu'il ne la confie pas au premier venu. Je n'ai qu'un conseil à vous donner : ne lâchez pas votre argent avant d'avoir vu une esquisse. Je me figure, quant à moi, que si l'on pouvait pénétrer dans son atelier, on y trouverait des toiles assez semblables à celle dont il est question dans un des contes de Balzac, — une toile couverte d'affreux barbouillages.

Je me contentai de répondre que, directement ou indirectement, M. Théobald n'avait jamais sollicité une commande, avec ou sans esquisse, et que jamais il n'avait essayé de m'emprunter un écu. Néanmoins les paroles de la dame me causèrent une impression d'autant plus pénible qu'elles semblaient confirmer certains vagues soupçons qui m'étaient déjà venus à l'esprit. Peut-être le malheureux peintre ne possédait-il aucun talent; mais si Mme Coventry se trompait, elle commettait une erreur bien cruelle! La façon dont elle expliquait les excentricités de mon ami pouvait bien provenir du dépit; car, à l'époque où Théobald avait refusé avec dédain d'immortaliser ses contemporaines, elle n'était certes pas « une horrible vieille. » Je tenais beaucoup à savoir ce que l'artiste aurait à dire là-dessus. La première fois que je le rencontrai, je lui demandai à brûle-pourpoint s'il connaissait Mme Coventry. Il posa la main sur mon bras et me regarda d'un air attristé.

— Vous aussi, vous vous êtes laissé entraîner chez elle! s'écria-t-il avec un peu d'amertume. C'est une sotte, une femme frivole et sans cœur, qui a la prétention d'être bonne et affecte de ne parler que de choses sérieuses. Elle ne tarit pas sur « la seconde manière de Giotto, » et à l'entendre parler de la liaison de Vittoria Colonna avec « Michel, » on dirait que Michel demeure de l'autre côté de la rue et qu'on l'attend pour faire le quatrième à une table de whist. Au fond, elle se connaît en beaux-arts comme je connais

le bouddhisme. Elle profane les mots sacrés, ajouta-t-il avec plus de véhémence. Elle ne tient à vous voir dans son salon rempli de mensonges, de faux Pérugins, que parce que vous servez à passer les tasses de thé. Si vous ne voulez pas bâcler en trois jours un tableau qu'elle puisse soumettre à ses hôtes, elle proclamera sans hésiter que vous êtes un charlatan !

Décidément j'avais affaire à deux ennemis; mais l'épreuve à laquelle je venais de soumettre les assertions de Mme Coventry ne dissipait pas mes incertitudes. Notre entretien avait eu lieu assez tard dans l'après-midi, lors d'une visite à l'église de San-Miniato, située sur une des collines qui dominent la ville. Rien de plus beau que le panorama de Florence, vu du haut de la large terrasse qui s'étend en face de l'église aux murs de marbre crevassés. Les montagnes se dessinaient vaguement en bleu, comme une vaste coupe au fond de laquelle semble être tombée la petite cité aux mille trésors, avec ses amples dômes et ses légères tourelles. Cependant l'allée de cyprès qui des portes de la ville conduit à San-Miniato n'a rien de gai, et pour chasser les pénibles souvenirs qu'avait réveillés le nom de Mme Coventry, je proposai à Théobald de m'accompagner le soir même à l'Opéra, où l'on devait représenter une œuvre rarement jouée. Il refusa, ainsi que je m'y attendais presque, car j'avais remarqué qu'il ne disposait jamais de ses soirées en ma faveur, bien qu'il ne fît aucune allusion à la façon dont il les passait.

— Vous m'avez plus d'une fois rappelé, lui dis-je, la charmante tirade du peintre florentin dans le *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset : « Je ne fais de mal à personne. Je passe mes journées dans mon atelier. Le soir, je vais voir ma maîtresse; lorsque la nuit est belle, nous la passons sur son balcon. » Je ne sais si vous avez une maîtresse ou si elle a un balcon; mais pour peu que ce double bonheur vous soit échu en partage, je reconnais que vous auriez tort de venir écouter une *prima donna* de troisième ordre.

Il parut hésiter avant de répondre; il se tourna enfin vers moi d'un air solennel et me demanda : — Êtes-vous capable de contempler une belle femme avec toute la vénération qu'elle mérite?

— Ma foi, répliquai-je, sans me donner pour un saint, j'ose affirmer que je ne suis pas impudent.

Je le priai ensuite de s'expliquer plus clairement, et lorsque j'eus déclaré que je croyais pouvoir m'engager à tempérer l'admiration par le respect, il m'annonça d'un air mystérieux qu'il était à même de me présenter à la plus belle femme de l'Italie.

— Une beauté doublée d'une âme! ajouta-t-il.

— En vérité, vous êtes fort heureux, m'écriai-je. Je serai ravi d'être témoin de l'union de ces deux mérites.

— La beauté de cette femme, reprit Théobald, est une leçon, une moralité, un poème! J'y trouve un sujet d'étude inépuisable!

Avant de le quitter, j'eus soin de lui rappeler son offre et d'exiger de lui une promesse formelle qu'il hésita un peu à me donner.

— Il me semble presque commettre une profanation, dit-il, car jusqu'à présent j'ai été seul à contempler celle dont je vous parle. Je vous accorde une grande preuve d'amitié. Vous êtes le premier à qui j'aie confié mon secret; mais une trop longue familiarité nous fait parfois perdre de vue la valeur réelle des choses et peut-être agrandirez-vous mon horizon en me suggérant quelque interprétation nouvelle.

Il me donna rendez-vous pour le lendemain soir. L'heure venue, nous nous dirigeâmes vers une vieille maison située au centre de Florence, non loin du *Mercato-Vecchio*. Il nous fallut gravir jusqu'au dernier étage un escalier raide et mal éclairé. La beauté de Théobald semblait se cacher avec autant de soin que la belle aux cheveux d'or qui, on le sait, était reléguée au sommet d'une tour. Mon guide entra sans frapper dans l'antichambre de ce logis peu luxueux, et, poussant une seconde porte, m'introduisit dans un petit salon pauvrement meublé et d'un aspect assez sombre, en dépit des rideaux blancs qui s'agitaient devant une fenêtre ouverte. Assise près d'une table sur laquelle brûlait une lampe, je vis une femme vêtue de noir qui travaillait à un ouvrage de broderie. Lorsque Théobald se montra, elle redressa la tête pour lui sourire; mais, en m'apercevant, elle eut un mouvement de surprise et se leva avec une sorte de dignité majestueuse. Théobald s'avança et lui prit la main qu'il baisa avec un respect qui annonçait pourtant un long usage de ce genre de salutation. Tandis qu'il s'inclinait, elle me regarda d'un air mécontent, et il me sembla qu'elle rougissait.

— Contemplez la Sérafina! me dit Théobald avec un geste théâtral. Monsieur est un ami et un appréciateur des beaux-arts, ajouta-t-il en s'adressant à mon hôtesse.

Cette présentation me valut un sourire, une révérence, et l'on m'invita à prendre un siége.

La plus belle femme de l'Italie était une personne d'un beau type italien, très simple d'allure. Lorsqu'elle se fut rassise devant sa lampe et eut repris sa broderie, elle ne trouva que fort peu de chose à dire. Théobald, penché vers elle dans une sorte d'extase platonique, lui adressa une douzaine de questions tendrement paternelles sur sa santé, sur ses occupations, sur les progrès de sa broderie, qu'il examina et me fit admirer. Ce travail ornait quelque partie d'un vêtement ecclésiastique. Les broderies, tracées en fil d'or et d'argent sur un fond de satin jaune, annonçaient une ouvrière très habile. Sérafina répondait d'une voix à la fois douce et

sonore, mais avec un laconisme que j'attribuai à la gêne que lui causait ma présence inattendue. Elle raconta que le matin elle était allée à confesse, puis au marché, où elle avait acheté un poulet pour dîner. Elle se trouvait très heureuse, elle ne se plaignait de rien, si ce n'est du manque de probité des gens pour qui elle travaillait et qui lui fournissaient ses matériaux. Il lui répugnait d'employer un aussi mauvais fil dans un vêtement consacré, pour ainsi dire, au Seigneur.

De temps à autre, elle levait les yeux pour diriger de mon côté un regard où je ne vis d'abord que l'expression d'une curiosité fort naturelle. Ce manége s'étant renouvelé, je me demandai si elle ne cherchait pas à établir une entente avec moi aux dépens de notre compagnon. Fidèle à la promesse que j'avais faite de tempérer l'admiration par le respect, je me mis en mesure de juger jusqu'à quel point la dame méritait l'éloge de Théobald.

C'était en effet une belle femme, ainsi que je fus forcé d'en convenir malgré la surprise que j'éprouvai en remarquant qu'elle n'avait plus la fraîcheur de la jeunesse. Sa beauté du reste était de celles dont le charme essentiel consiste dans la forme ou dans ce que Théobald aurait appelé « la composition, » et qui ont le moins à redouter des ravages du temps. Elle était grande, largement charpentée, avec un front un peu étroit, de beaux yeux calmes et un teint pâle sous une peau brunie par le soleil d'Italie. L'épaisse chevelure noire qui cachait ses oreilles et une partie de ses joues formait une coiffure aussi modeste que le voile d'une nonne. Son port de tête avait une allure imposante dont la fierté était corrigée par un air de résignation dévote qui s'harmonisait à merveille avec le regard paisible qu'elle abaissait sur sa broderie. En somme, tout annonçait une vigoureuse nature physique et la sérénité d'un esprit que les nerfs laissent en repos. La Sérafina portait une toilette fort simple : une robe brune et un fichu d'un bleu foncé qui se croisait sur la poitrine, ne laissant voir qu'un cou bien modelé. Sur le fichu brillait une petite croix d'argent. J'admirai beaucoup mon hôtesse, mais non sans faire de larges réserves. Une profonde apathie intellectuelle accompagne d'ordinaire le type de beauté mûre que j'avais sous les yeux. Cette Égérie bourgeoise ne devait pas être tourmentée par des aspirations bien élevées. Une lueur intime avait-elle jamais éclairé ce visage? Il était permis d'en douter. En tout cas, la lueur s'était singulièrement affaiblie. Et puis, pour parler sans métaphore, la dame commençait à... engraisser! Ma déception alla presque jusqu'au désenchantement lorsque Théobald s'avisa de faciliter mon inspection secrète. Déclarant que la lampe brûlait mal et que la Sérafina s'abîmerait les yeux, il se leva pour prendre sur la cheminée deux bougies qu'il alluma. A peine les

eut-il posées sur la table que je m'aperçus que notre hôtesse méritait décidément d'être classée parmi les femmes « d'un certain âge. » Les années n'avaient ni flétri son teint, ni imprimé une ride sur son visage, ni mêlé un fil d'argent à ses cheveux noirs; elles se contentaient tout simplement de *dépoétiser* leur victime. Quant à l'âme, que l'on m'avait promise, je la cherchai en vain; je ne pouvais donner un nom aussi mystérieux à une expression de douceur qui ne manquait certes pas de charme, mais que reflètent les traits de plus d'une matrone de ma connaissance. Je n'aurais guère juré que cet air de pieuse résignation n'appartînt pas à toutes les brodeuses obligées de pencher sans cesse la tête sur leur travail. Il me vint même à l'esprit qu'il y avait là quelque chose de moins innocent qu'une habitude acquise, car, malgré le peu d'esprit que je lui supposais, l'imposante ouvrière me laissa entrevoir qu'elle prenait la situation moins au sérieux que ne le faisait son adorateur. Quand ce dernier s'était levé pour allumer les bougies, elle m'avait adressé un rapide sourire en se frappant le front à plusieurs reprises avec un de ses doigts. Il eût été déloyal de ma part d'avoir l'air de la comprendre, je refusai donc d'admettre que le pauvre Théobald eût le cerveau fêlé; elle haussa les épaules et se remit à broder.

Quels étaient les rapports de ce couple singulier? Mon compagnon était-il le plus chaleureux des amis ou le plus platonique des amoureux? La dame le regardait-elle comme un génie excentrique dont elle se plaisait à encourager l'admiration inoffensive en lui laissant passer quelques heures dans son petit salon durant les longues nuits d'été? Sa gravité, la simplicité de son costume, le vêtement ecclésiastique qu'elle brodait, lui donnaient l'air d'une sœur laie jouissant du privilége de demeurer en dehors des murs de son couvent. Ou bien vivait-elle à l'abri du besoin aux dépens d'un ami désireux d'avoir toujours sous les yeux le type éternel de la beauté parfaite? Je remarquai qu'elle avait de fort belles mains, fines et blanches, qui ne ressemblaient en rien aux mains d'une ouvrière.

— Et les tableaux? demanda-t-elle à Théobald après un intervalle de silence.

— Cela marche! cela marche! répliqua-t-il. J'ai ici un ami dont la sympathie et les encouragemens ont ranimé ma foi et mon ardeur.

Notre hôtesse se retourna vers moi, me regarda un moment d'un air qui m'intrigua un peu, se frappa le front comme elle l'avait fait une minute ou deux auparavant, et dit avec un sérieux imperturbable :

— Il a un génie immense!

— Je suis tout disposé à le croire, répliquai-je.

— Pourquoi donc souriez-vous? s'écria-t-elle. Puisque vous en doutez, il faut que vous voyiez le *bambino*.

Elle prit la lampe, et me conduisit vers l'autre bout de la chambre où se trouvait accroché au mur, entouré d'un simple cadre de bois noir, un grand dessin à la sanguine. Au-dessous, on voyait un bénitier. Le dessin représentait un très jeune enfant complétement nu, à moitié niché sur les genoux de sa mère, mais qui étendait en avant ses deux petits bras comme pour donner une bénédiction. Cette sanguine était exécutée avec une sûreté de main et une vigueur singulières, et semblait néanmoins resplendir de la délicate fraîcheur de l'enfance. Une sorte d'élégance et de grâce naïves, se mêlant à une merveilleuse fermeté de touche, rappelait la manière du Corrége.

— Voilà ce qu'il peut faire! dit mon hôtesse, c'est la vivante image du petit ange que j'ai perdu, et le signor Teobaldo me l'a donnée. Il m'a donné bien d'autres choses!

Je contemplai pendant quelque temps le dessin, et j'exprimai très sincèrement mon admiration. Je déclarai à Théobald que, si son œuvre était accrochée parmi les dessins du musée des Offices et signée d'un nom glorieux, les critiques s'y tromperaient. Mes éloges parurent lui causer un vif plaisir; il me pressa les mains avec effusion, et ses yeux se remplirent de larmes. Il éprouva sans doute le désir de me raconter l'histoire de cette esquisse, car il se leva bientôt et fit ses adieux à notre hôtesse, lui baisant la main avec la même ardeur respectueuse que lors de notre entrée. Je pensai que la façon dont elle accueillerait ma politesse m'aiderait à juger à quelle espèce de femme j'avais affaire, et je me disposai à imiter mon compagnon. Dès qu'elle s'aperçut de mon intention, elle retira vivement sa main, baissa les yeux et m'adressa une révérence cérémonieuse. Théobald me prit le bras et m'entraîna rapidement dans la rue.

— Et que pensez-vous de la divine Sérafina? s'écria-t-il dès que nous eûmes fait quelques pas.

— Sa beauté possède au moins le mérite de la solidité, répliquai-je.

Il me regarda un instant d'un air irrité; puis il parut oublier ma réponse pour s'abandonner au courant de ses souvenirs.

— Ah! je voudrais que vous eussiez pu voir la mère et l'enfant, dit-il, comme je les ai vus lors de ma première rencontre, — la mère, un châle drapé autour de la tête, le visage troublé par une douleur ineffable, le *bambino* pressé contre sa poitrine! Vous auriez avoué, je crois, que le hasard m'envoyait un modèle aussi beau que ceux de Raphaël! Je revenais un soir d'été d'une longue pro-

menade, lorsque cette apparition me frappa en dehors d'une des portes de Florence. La femme tendit la main. Je ne savais trop s'il fallait lui demander : — Que me voulez-vous? — ou me jeter à ses pieds pour l'adorer. Elle mendiait! Je vis qu'elle était aussi pâle que belle. On aurait pu s'imaginer qu'elle sortait de l'étable de Bethléem. Je lui donnai de l'argent, et je l'aidai à gagner la ville. J'avais deviné son histoire. C'était une fille-mère que le monde abandonnait à sa honte. Plus heureux que ces peintres cloîtrés d'autrefois qui avaient des visions, je voyais soudain se réaliser le type rêvé. Je tirai ces pauvres êtres de la misère, je m'attachai à eux, je veillai sur eux comme j'aurais veillé sur quelque œuvre d'art, sur quelque admirable fragment de fresque découvert au fond d'une église en ruines. Au bout d'un mois, — comme pour accroître et consacrer ma sympathie, — le pauvre petit enfant mourut. Lorsque la mère comprit qu'il n'y avait plus d'espoir, elle tint son fils devant moi pendant une dizaine de minutes, et je fis l'esquisse qu'elle vous a montrée. Vous avez sans doute remarqué la hâte fiévreuse avec laquelle le dessin a été achevé? Je voulais épargner le pauvre *bambino* qui avait à peine la force de poser, même soutenu par les bras de sa mère. Ensuite la Sérafina me devint doublement chère. C'est bien la créature la plus douce, la plus pieuse, la plus simple, la plus franche dont la vieille Italie puisse s'enorgueillir! Elle ne vit que dans le souvenir de son enfant, pleine de reconnaissance pour les légers services que j'ai été à même de lui rendre. Elle n'a pas l'air de se douter qu'elle est belle; mes éloges ne lui ont jamais inspiré le moindre accès de vanité, — Dieu sait pourtant que je ne cache pas mon admiration! Vous avez dû être frappé de la singulière transparence de sa physionomie expressive, de l'adorable modestie de son regard. Avez-vous jamais vu un front d'une pureté aussi virginale? Où trouverez-vous une chevelure qui ondoie avec une élégance aussi classique? Je l'ai étudiée. Je puis me vanter de la connaître. Je l'ai absorbée peu à peu; son image est maintenant bien gravée dans mon esprit, et je suis décidé à saisir l'impression; — je vais enfin l'inviter à m'accorder quelques séances.

— Enfin! répétai-je avec surprise. Voulez-vous me donner à entendre qu'elle ne vous a pas encore servi de modèle?

— Elle ne m'a pas précisément servi de modèle, répondit Théobald. J'ai pris des notes; j'ai l'impression fondamentale de mon sujet. C'est là l'essentiel; mais jusqu'à présent elle n'a point posé, convenablement drapée et éclairée, devant mon chevalet.

Mon tact et ma discrétion me firent défaut; je ne pus réprimer une exclamation que je devais regretter amèrement. Nous venions de nous arrêter au coin d'une rue, sous un réverbère. — Mon

pauvre ami, m'écriai-je en posant la main sur son épaule, vous avez *lambiné!* Votre modèle est trop vieille pour une madone.

Il recula comme si je l'eusse brutalement frappé en pleine poitrine. Je n'oublierai jamais le long regard désespéré qu'il m'adressa. — Lambiné! dit-il enfin. Vieille!.. vieille! Est-ce que vous plaisantez?

— Voyons, mon cher ami, je ne pense pas que vous la preniez pour une femme de vingt ans?

Il poussa un profond soupir et s'appuya contre le mur voisin, me contemplant d'un air de doute et de reproche; puis il s'élança vers moi, me saisit le bras et me demanda : — Répondez-moi avec franchise. Vous paraît-elle vraiment vieille? Est-elle ridée? est-elle fanée? Suis-je aveugle?

Je compris alors l'immensité de son illusion. Une à une, les années silencieuses avaient glissé sur lui, tandis qu'il s'abandonnait au charme d'une inactivité rêveuse, préparant sans cesse un travail sans cesse ajourné. Il me sembla que ce serait lui rendre un véritable service que de lui ouvrir les yeux.

— Vous n'êtes pas aveugle, répondis-je; vous avez au contraire perdu beaucoup de temps dans une contemplation stérile. Votre amie a été jeune et fraîche; elle a pu ressembler à une vierge, mais il y a des années de cela. Néanmoins elle conserve de beaux restes; faites-la poser, et...

Je ne pus achever ma phrase, tant l'effet produit par mon indiscrétion me peina. Théobald avait ôté son chapeau et passait son mouchoir sur son front avec un mouvement machinal.

— De beaux restes! Je vous remercie de votre euphémisme! Il faut que je compose ma madone avec de beaux restes, — quel chef-d'œuvre ce sera!.. Vieille! vieille! murmura-t-il ensuite comme en se parlant à lui-même.

— Peu importe son âge, m'écriai-je, peu importe ce que je pense d'elle! Vous avez vos souvenirs, vos notes, votre génie. Terminez votre tableau en un mois. Je suis sûr d'avance que vous produirez un chef-d'œuvre, et je vous l'achète au prix qu'il vous plaira de fixer.

Il me regardait en ouvrant de grands yeux, sans paraître me comprendre.

— Vieille, vieille! répétait-il d'une voix monotone. Si elle est vieille, que suis-je donc, moi? Si sa beauté a disparu, où est ma force? Ma vie a-t-elle été un rêve? Ai-je adoré trop longtemps, ai-je trop bien aimé?

Le charme était rompu. Il fallait que la trame de son illusion eût été affaiblie par une tension exagérée pour se déchirer aussi facile-

ment. Un mot prononcé par hasard avait dissipé les ténèbres où vivait le malheureux peintre. Il voyait clair maintenant. Soudain il baissa la tête et fondit en larmes.

Je le ramenai avec douceur vers mon logis; mais je n'essayai ni de calmer sa douleur, ni de lui voiler la dure vérité. Arrivé en face de mon hôtel, je l'engageai à entrer.

— Venez, lui dis-je. Nous boirons à l'achèvement de votre madone.

Il releva la tête avec un violent effort, parut se livrer un instant à de sombres réflexions, à en juger par ses sourcils froncés, puis il me tendit la main en s'écriant :

— Je la finirai dans un mois! Non, dans quinze jours! Après tout, *elle est là,* — et il se frappa le front. Oui, parbleu, elle est vieille! On peut le lui dire sans l'offenser, — une femme qui a fait passer vingt ans comme si ce n'était que vingt mois! Vieille, vieille! Eh bien, monsieur, elle sera éternelle!

J'offris de le reconduire jusque chez lui, mais lorsque je voulus lui reprendre le bras, il me repoussa avec un geste théâtral; il s'éloigna en sifflant et en brandissant sa canne. J'attendis quelques minutes, puis je le suivis à une certaine distance jusqu'à ce qu'il eût franchi le pont de la Santa-Trinita. Au milieu du pont, il s'était arrêté, comme à bout de forces, pour s'appuyer sur le parapet. J'eus soin de ne pas le perdre de vue; mais j'avoue que je demeurai assez inquiet tandis qu'il contemplait la rivière. Il se remit enfin en marche et continua sa route à pas lents, la tête baissée. Je ne jugeai pas à propos de l'accompagner plus loin à travers les rues.

III.

Comme j'espérais, grâce à mon imprudente exclamation, avoir décidé le pauvre Théobald à tirer un profit plus pratique de ses connaissances acquises et de son goût cultivé, je ne m'étonnai pas qu'il ne donnât plus signe de vie. Au bout de quatre ou cinq jours, voyant qu'il ne m'écrivait pas et qu'il ne se montrait ni chez moi ni dans les endroits qu'il fréquentait d'habitude, je commençai à me demander si, au lieu de réveiller son talent par une secousse salutaire, je ne l'avais pas tout simplement paralysé. Était-il malade? Cette pensée me tourmenta d'autant plus que je me serais accusé d'être la cause de sa maladie. Mon séjour à Florence touchait à sa fin et je tenais à me renseigner avant mon départ. Théobald ne m'ayant jamais donné son adresse, je ne savais où le trouver; mais rien ne m'empêchait d'aller aux informations chez la brodeuse du *Mercato-Vecchio*. J'avoue d'ailleurs que ma curiosité non satisfaite

m'inspirait le désir de revoir à la clarté du jour l'enchanteresse auprès de laquelle vingt années s'écoulaient avec une vitesse si prodigieuse. Peut-être ne lui rendais-je pas justice. Je me dirigeai donc un matin vers sa demeure, je grimpai les marches d'un escalier interminable et je m'arrêtai au dernier étage. Bien que la porte d'entrée fût entrebâillée, j'hésitais à me présenter, lorsqu'une petite servante traversa en courant l'étroite antichambre avec un panier où résonnaient des plats vides. Comme la seconde porte restait ouverte, je m'avançai vers le salon où Théobald m'avait introduit. Cette fois le salon se trouvait transformé en salle à manger. Une nappe couvrait la table, ou du moins un des bouts de la table devant laquelle était assis un monsieur, — non, un individu qui se penchait en arrière dans l'attitude béate d'un gastronome repu. Tout près de lui, je vis la maîtresse de la maison. Avant de songer à son propre appétit, elle s'était sans doute occupée de son hôte, car d'une main elle retenait sur ses genoux une assiette de macaroni au fumet appétissant, et de l'autre elle levait en l'air un des tubes onctueux de ce plat national. Sur le côté de la table que ne cachait pas la nappe étaient rangées une demi-douzaine de statuettes qu'à leur couleur on aurait pu prendre pour des terres cuites. Le commensal de la Sérafina brandissait son couteau et paraissait faire l'éloge de ces figurines.

En m'apercevant, la plus belle femme de l'Italie laissa tomber le macaroni... dans sa bouche, et se leva en poussant un cri de surprise, sinon de mécontentement. Je devinai aussitôt que la signora Sérafina avait quelque chose à cacher; en bon diplomate, je feignis de trouver tout naturel le tête-à-tête que je troublais. Je saluai et m'excusai de la déranger à une heure aussi matinale. L'irritation de la dame sembla se calmer. Elle me souhaita la bienvenue et m'offrit un siége. Ce fut d'un air presque gracieux qu'elle me présenta son commensal.

— Un autre de mes amis, dit-elle; un artiste aussi.

Son ami s'essuya la moustache et s'inclina jusqu'à terre. Évidemment je n'avais pas affaire à un sot. Ce monsieur, à n'en pas douter, était l'auteur des statuettes posées sur la table, et son regard perçant devait reconnaître à première vue un étranger qui a de l'argent à dépenser. En dépit de ses moustaches bien cirées, son nez retroussé nuisait à ses prétentions de joli garçon. Il portait, un peu de travers, une calotte rouge, et je remarquai qu'il était chaussé d'une belle paire de pantoufles brodées. Lorsque Sérafina annonça d'un ton plein de dignité que j'étais l'ami de M. Théobald, il se confondit en éloges et affirma que M. Théobald possédait un génie incroyable.

— Pour ma part, répondis-je, je ne puis en juger; je n'ai rien vu de lui, si ce n'est le *bambino* accroché là-bas et qui est certainement un dessin fort remarquable.

— C'est un chef-d'œuvre, un vrai Corrége! s'écria mon interlocuteur. Quel dommage, ajouta-t-il en clignant de l'œil, que le signor Teobaldo n'ait pas songé à se servir de bons vieux panneaux vermoulus!

Sur ce, la majestueuse Sérafina crut devoir protester.

— Il est trop homme d'honneur, dit-elle pour jamais se prêter à une supercherie. Je ne me connais guère en génie ou en peinture. Je ne suis qu'une pauvre veuve; mais je sais que le signor Teobaldo a le cœur d'un ange et la vertu d'un saint. C'est mon bienfaiteur.

— J'ai la plus grande estime pour lui, répliquai-je, et c'est pour cela que je m'inquiète de ne l'avoir pas rencontré depuis notre dernière visite. L'avez-vous vu? Serait-il malade?

— A Dieu ne plaise! s'écria Sérafina d'un ton qui ne permettait pas de douter de sa sincérité.

Son compagnon laissa échapper un innocent petit juron et lui demanda : — Pourquoi n'êtes-vous pas allée le voir?

Elle hésita un instant, minauda, puis répliqua d'un air de dignité offensée : — Il vient chez moi sans donner prise aux mauvaises langues; mais il n'en serait pas de même si j'allais chez lui, bien que l'on puisse presque dire qu'il mène la vie d'un saint.

— Il a pour vous la plus grande admiration, lui dis-je, et il se serait senti honoré de votre visite.

— Il a pour moi plus d'admiration que vous n'en avez, répliqua-t-elle d'un ton aigre, convenez-en!

Naturellement je repoussai l'accusation avec toute l'éloquence dont je suis capable, et ma mystérieuse hôtesse avoua qu'elle m'avait regardé comme un ennemi dès ma première visite et qu'elle me soupçonnait de lui avoir nui dans l'esprit de Théobald. — Dans ce cas, vous auriez rendu un triste service à ce pauvre homme, ajouta-t-elle, je puis vous l'affirmer. Il vient me voir tous les soirs depuis des années. C'est une amitié de longue date! Personne ne le connaît aussi bien que moi.

— Je ne prétends ni le connaître, ni le comprendre, répliquai-je; il reste un mystère pour moi. Cependant je me suis parfois figuré qu'il est un peu...

Je touchai du doigt mon front et je levai la main en l'air. Sérafina, qui m'avait appris ce geste, feignit à son tour de ne pas le comprendre et se tourna vers son ami comme pour le consulter. Celui-ci se borna à hausser les épaules tout en remplissant son verre. Alors la *padrona* me dit avec un sourire plein de candeur :

— Oui, et c'est pour cela que je l'aime! Le monde n'a aucune pitié pour les simples d'esprit! On se moque d'eux, on les méprise, on les dépouille. Il est trop bon pour vivre sur la terre. Est-ce ma faute s'il s'imagine trouver un petit paradis dans mon humble logis? Il a une étrange idée, — vraiment j'ose à peine vous en parler, — il se figure que je ressemble à la sainte Vierge! Dieu me pardonne! Je lui laisse penser ce qu'il veut, puisque cela le rend heureux. Il m'a soutenue lorsque les autres me repoussaient, et je ne suis pas de celles qui oublient un service. Aussi le reçois-je poliment chaque soir et je lui permets de me regarder de face ou de profil, selon sa fantaisie. Pour ce qui est de cela, je puis dire sans vanité que je valais la peine d'être regardée autrefois. J'avoue qu'il n'est pas toujours amusant, le digne homme. Quelquefois il reste assis pendant une heure entière sans prononcer une parole, ou bien il parle, sans discontinuer, de la nature, de l'art, de la beauté, du devoir, et de cinquante autres choses qui sont de l'hébreu pour moi. Je vous prie de croire qu'il ne m'a jamais dit un mot que la plus grande dame n'aurait pu décemment écouter. Peut-être est-il un peu *toqué;* moi, je le range au nombre des saints.

Sérafina ne racontait pas tout; elle oubliait certains détails de sa propre biographie, et elle aurait sans doute pu parler de plus d'un service rendu; mais elle m'en apprenait assez pour que le récit que m'avait fait Théobald me parût très touchant dans sa simplicité extatique.

— C'est un bonheur peu commun, poursuivit-elle, d'avoir pareil ami, — un ami qui est moins qu'un amoureux et plus qu'un ami.

Je regardai son compagnon, qui, conservant un sourire impénétrable, frisa les bouts de sa moustache et vida son verre. Celui-là était-il plus qu'un ami?

— Que voulez-vous? reprit Sérafina sans remarquer ma distraction. Dans ce bas monde, il faut garder ce que le ciel nous envoie. J'ai conservé mon excellent ami pendant vingt ans, et j'espère, signor, que vous ne venez pas l'indisposer contre moi?

J'affirmai que je n'avais aucun dessein de ce genre, que je serais au contraire désolé de troubler les habitudes ou les convictions de M. Théobald. Je m'inquiétais seulement de ne plus le voir et je désirais aller prendre de ses nouvelles. Elle me donna l'adresse du peintre et me fit un tableau fort pathétique des angoisses que lui causait l'absence de son visiteur habituel. C'était surtout la crainte de lui déplaire qui l'avait empêchée de se rendre chez le peintre, car il ne tenait pas à ce qu'elle pénétrât dans son intérieur.

— Vous auriez pu envoyer monsieur, lui dis-je.

— Ah! s'écria le monsieur en question, il admire la signora Sérafina, mais il ne m'admirerait pas.

J'allais me retirer, après avoir promis d'apporter à mon hôtesse des nouvelles de mon ami, lorsque son compagnon, qui s'était levé et avait sans doute prémédité l'attaque, me prit doucement par le bras pour me conduire devant la rangée de statuettes.

— Votre conversation, signor, m'a révélé un protecteur des beaux-arts. Permettez-moi d'attirer votre honorable attention sur ces modestes produits de mon talent. Ce sont là mes derniers essais; ils sortent de l'atelier et n'ont jamais été exposés en public. Je les ai apportés ici afin de les soumettre à cette chère dame, qui est très bon juge, bien qu'elle affirme modestement le contraire. Je suis l'inventeur de ce genre de statuette. Sujet, style, matériaux, tout est de mon invention. Touchez-les, je vous prie; vous pouvez les manier sans crainte. Si fragiles qu'elles semblent, elles ne se cassent pas. Mes diverses créations ont eu un grand succès. Elles sont surtout appréciées par les Américains. Trouvez-moi un plus joli ornement pour la cheminée d'un garçon ou pour le boudoir d'une jolie femme qui aime à rire! Cela n'est pas de l'art classique, évidemment; mais, entre nous, l'art classique manque de gaîté. Jusqu'à présent la caricature, la charge, comme disent les Français, n'a été cultivée que par les dessinateurs et les écrivains dramatiques, — je crois avoir été le premier à l'introduire dans la sculpture. Que dites-vous de mes types? L'idée ne vous paraît-elle pas aussi heureuse que hardie? Chattes et singes, singes et chats, — toute la nature humaine est là! La nature humaine envisagée au point de vue satirique, bien entendu.

Tandis que cet aimable Juvénal de la statuaire me débitait son boniment, il avait pris une à une les statuettes, les tenant en l'air, leur administrant des pichenettes pour prouver leur solidité, les contemplant avec admiration. Chacun de ses groupes se composait d'une chatte et d'un singe, grotesquement affublés, qui se faisaient la cour. Malgré la monotonie du sujet, le soi-disant inventeur avait déployé un certain talent, car ses personnages ressemblaient à des chats et à des singes aussi bien qu'à des femmes et à des hommes. Néanmoins j'avoue que la ressemblance ne m'amusa pas; ces imitations réussies avaient quelque chose de cynique. L'artiste qui les tenait entre le pouce et l'index, les caressant du regard, me fit l'effet d'un sapajou un peu plus intelligent que la généralité des quadrumanes. La politesse cependant m'arracha un sourire plus ou moins approbateur qui me valut un nouveau discours.

— C'est la nature prise sur le fait! s'écria le statuaire. J'ai chez moi une petite ménagerie de singes qui me servent de modèles. Quant aux chats, il suffit de regarder sur les toits voisins. Depuis que j'ai commencé à étudier ces petites bêtes, j'ai fait des observations qui ne manquent pas de profondeur. Un esprit aussi supé-

rieur que le vôtre, signor, reconnaîtra qu'il y a une portée philosophique dans mes créations.

Tout en empochant la carte que l'on me présentait, je regardai la madone de l'avenir, me demandant si elle était capable d'établir un contraste. Elle prit un des groupes et se mit à l'épousseter tendrement avec un plumeau.

Ce que je venais de voir et d'entendre avait tellement augmenté la pitié que m'inspirait le pauvre Théobald, que je m'empressai de m'éloigner. Je me dirigeai sans retard vers la demeure que m'avait indiquée cette femme bizarre, et qui se trouvait à l'autre bout de la ville. La maison avait un aspect sombre et misérable. Une vieille que je rencontrai sous la porte d'entrée et à qui je m'adressai, marmotta une espèce de bénédiction et poussa comme un soupir de soulagement; elle craignait que le pauvre artiste n'eût pas un seul ami au monde. Le logement de Théobald semblait ne se composer que d'une seule pièce située au dernier étage. Ayant frappé sans obtenir de réponse, je crus, bien que la clé fût sur la porte, qu'il était sorti, et je n'hésitai pas à entrer. Aussi fus-je péniblement ému de le trouver là, pâle et immobile, assis près de l'unique fenêtre, en face d'un chevalet qui soutenait une grande toile. Lorsque j'ouvris la porte, il tourna vers moi un regard atone, sans changer de position. Son attitude annonçait une prostration absolue. Les mains sur les genoux, les jambes étendues, il se tenait la tête penchée sur la poitrine. Ses cheveux en désordre, ses yeux éteints, son visage non rasé, joints à sa pâleur, lui donnaient un air hagard. Quand je m'avançai, il ne parut pas me reconnaître. Je m'étais attendu à d'amers reproches, je les redoutais presque, et maintenant je regrettais de voir que ma présence n'excitait aucune colère.

— Ne me reconnaissez-vous pas? lui demandai-je en tendant la main; m'avez-vous déjà oublié?

Il ne répondit rien et ne bougea pas, tout en me contemplant d'un air surpris, tandis que je regardais autour de moi. Ce que je voyais racontait avec éloquence l'histoire d'une longue misère. La chambre, sale et nue, était à la fois une chambre à coucher et un atelier, ou plutôt un semblant de chambre à coucher et d'atelier. En fait de mobilier, elle ne contenait qu'un lit de sangle, une table vermoulue et deux chaises dégradées; les objets de luxe étaient représentés par quelques reproductions en plâtre couvertes de poussière, quelques gravures jaunies clouées au mur, trois ou quatre vieilles toiles retournées, une boîte à couleur en assez bon état et le chevalet dressé près de la fenêtre. L'endroit suintait la pauvreté. S'il y avait là un trésor, ce ne pouvait être que le tableau posé sur le chevalet, — la madone de l'avenir! Comme le châssis faisait face à

la porte, il m'était impossible d'apercevoir la peinture. Enfin, un peu effrayé par l'immobilité de Théobald, je passai derrière lui en lui posant amicalement la main sur l'épaule. Je n'oserais dire que je fus par trop étonné de ce que je vis alors : une toile complétement vide, dont l'enduit avait été jauni et fendillé par le temps! C'était là l'œuvre qui devait rendre son nom immortel! Bien que je ne fusse qu'à moitié surpris, j'avoue que je me sentis très ému. Pendant plusieurs minutes, je n'eus pas le courage de prononcer une parole. A la longue, mon voisinage silencieux parut tirer mon hôte de sa torpeur; il tressaillit, se retourna, puis se leva et me regarda avec des yeux qui retrouvèrent lentement leur ancien éclat. Je murmurai quelques phrases bienveillantes à propos de sa santé, qui exigeait des soins et sur laquelle mon amitié me donnait le droit de veiller. Au lieu de m'écouter, il semblait absorbé par l'effort qu'il faisait pour se rappeler ce qui s'était passé entre nous.

— Vous avez raison, dit-il après un moment de silence et avec un sourire pénible à voir, j'ai lambiné! J'ai gaspillé ma force. Je ne suis plus bon à rien. Vous m'avez ouvert les yeux, et, quoique la vérité soit amère, je ne vous en veux pas. *Amen!* Depuis l'autre soir, je suis resté en face de la vérité, du passé, de ma misère et de ma nullité. C'est fini, je ne toucherai plus à un pinceau! Je ne me rappelle pas si j'ai mangé ou dormi. Regardez cette toile! Cela promet, n'est-ce pas? Pourtant, il y a là plus d'un chef-d'œuvre! poursuivit-il en se frappant le front avec énergie. Si je pouvais faire passer mes visions dans quelque cerveau doué d'une force pratique! J'ai dressé mon inventaire, et je suis arrivé à me convaincre que j'ai en moi les matériaux de vingt chefs-d'œuvre; mais ma main est paralysée, et personne ne les peindra! J'ai attendu, ne me trouvant pas encore digne de commencer, si bien qu'à force de me préparer au travail j'ai dépensé toute ma vigueur. Tandis que je rêvais à mes créations, elles s'évanouissaient. Je me suis trop méfié de moi. Michel-Ange a eu plus d'audace quand il s'est mis à l'œuvre dans la chapelle de San-Lorenzo. Il a essayé de son mieux, à tout hasard, et son premier essai est immortel. Voilà le mien! — Et il désigna la toile vide avec un geste plein de désespoir. Il faut croire que la Providence nous a assigné un rôle à part, à nous autres incapables qui ne savons ni agir ni oser. Nous nous rattrapons en paroles, en rêveries, en promesses, en projets! Mais vous saurez, s'écria-t-il en hochant la tête avec orgueil, que nos visions ont une beauté qui leur est propre et qu'un homme n'a pas vécu en vain lorsqu'il a vu les choses que j'ai vues. Naturellement, vous n'y croirez pas, puisque je n'ai d'autre preuve à offrir que ce canevas jauni; mais pour me permettre d'émerveiller le monde, il ne me

manque que la main de Raphaël. Son génie, je l'ai! Quel dommage, direz-vous, que je n'aie pas sa modestie! Ah! laissez-moi discourir, — c'est la seule consolation qui me reste. Je suis la moitié d'un génie. Où donc se trouve mon autre moitié? Logée peut-être dans l'âme d'un copiste servile ou dans les doigts d'un habile ouvrier qui fabrique à la douzaine ses pastiches vulgaires. Que ne me suis-je contenté d'être habile et médiocre! Si j'avais pu m'y résoudre, j'aurais trouvé des admirateurs.

Je ne savais que dire au pauvre peintre. Je compris seulement qu'il importait de l'attirer hors de cette chambre à laquelle on ne pouvait sans ironie donner le nom d'atelier. Je n'ose dire que je le décidai à sortir avec moi, — il se laissa tout simplement emmener. Dès les premiers pas que nous fîmes en plein air, je vis combien il était devenu faible. En dépit de mes instances, il refusa de prendre autre chose qu'un verre de madère. Il parut ensuite se ranimer et murmura qu'il voudrait revoir le musée Pitti. Je n'oublierai jamais notre triste promenade à travers ces riches galeries où chaque tableau paraissait briller d'un éclat nouveau et lancer un défi. Les portraits avaient l'air d'adresser un sourire plein d'un ineffable dédain au prétendant découragé qui avait songé à lutter avec les triomphateurs. La *Madone à la chaise* elle-même ne s'apitoya pas; un reflet de la sinistre ironie des femmes de Léonardo semblait tomber sur elle. Nous n'échangeâmes guère une parole. C'était le silence des adieux pénibles. A la façon dont Théobald s'appuyait sur mon bras et traînait la jambe, j'eus le pressentiment que cette visite serait sa dernière. En quittant le palais Pitti, il était si épuisé qu'au lieu de l'emmener dîner à mon hôtel, je le reconduisis chez lui en voiture. Durant le trajet, il tomba dans une sorte de léthargie. Les yeux fermés, pâle comme la mort, il s'affaissa dans son coin. Il ne dormait pourtant pas, car sa faible respiration était parfois entrecoupée par un gémissement étouffé ou un effort qu'il faisait pour parler. Aidé par la vieille que j'avais vue le matin, je parvins à l'amener jusqu'à son logis, où nous le déposâmes sur son misérable grabat.

— Ne le quittez pas, dis-je alors à la vieille; je cours chercher un médecin.

Tandis que je m'éloignais, elle me suivit jusque sur le palier et marmotta : — Cher digne homme, est-ce qu'il va mourir?

— J'espère bien que non. Son état n'a rien de très alarmant, autant que j'en puis juger. Il est très faible, voilà tout.

— Cela ne m'étonne pas; je crois qu'il ne s'est pas couché depuis quatre jours et il n'a guère mangé. Chaque matin, je le retrouvais assis devant sa grande toile à laquelle il avait l'air de dire ses

prières. Que lui est-il donc arrivé? A-t-il appris quelque chose sur le compte de la Sérafina? ajouta-t-elle avec un affreux sourire qui montra des gencives dégarnies de dents.

— Ne le quittez pas avant mon retour, répondis-je, et prouvez qu'il existe au moins une vieille femme sur laquelle on puisse compter!

Mon retour fut retardé par l'absence du médecin anglais que je voulais consulter. Il me fallut courir après lui de maison en maison chez une dizaine de ses cliens. Je l'amenai enfin au chevet de Théobald. Le malade dormait d'un sommeil agité. Le docteur lui tâta le pouls, griffonna une ordonnance et partit en hochant la tête.

— Je reviendrai tantôt, dit-il, je crains une fièvre cérébrale; mais il se peut que je me trompe.

Le soir, il m'annonça qu'il ne s'était pas trompé. A dater de ce moment, je ne quittai guère Théobald. Sa maladie, si elle fut pénible à voir, fut heureusement fort courte. Il délira jusqu'à sa dernière heure. Les étranges paroles de regret, d'aspiration, d'extase ou de terreur que lui inspiraient les tableaux qu'il croyait voir, ont laissé dans mon esprit une impression durable. Cela ressemblait à une page arrachée à quelque tragédie antique.

Huit jours plus tard, on l'enterrait dans le petit cimetière protestant qui se trouve sur la route de Fiésole. Malgré l'isolement volontaire où le défunt avait vécu pendant de longues années, une demi-douzaine de ses compatriotes suivirent le convoi, — entre autres Mme Coventry, que je rencontrai après la cérémonie.

— Eh bien! me demanda-t-elle, la fameuse madone, l'avez-vous vue?

— Je l'ai vue, répliquai-je. Elle est à moi, — il me l'a léguée.

Et je m'éloignai avec une brusquerie qui, je l'avoue, manquait d'urbanité. J'avais hâte de quitter Florence; l'ombre du pauvre Théobald semblait planer sur la ville et l'assombrir. Mes malles étaient déjà faites et je comptais partir le soir même. En attendant, afin de dissiper ma tristesse, je me mis à me promener à travers les rues. Le hasard me conduisit devant San-Lorenzo. Me rappelant une phrase de Théobald à propos du premier essai de Michel-Ange, j'entrai dans l'église et je me trouvai tout à coup en face d'une femme qui se levait après avoir terminé sa prière. Le châle noir, qui formait autour de sa tête une draperie pittoresque, encadrait le visage de la *madone de l'avenir*. Elle s'arrêta en me reconnaissant. Ses yeux brillaient, son ample poitrine se soulevait d'une façon qui présageait des reproches. Mon air attristé apaisa sans doute son ressentiment, car elle m'adressa la parole d'un ton dont une sorte de résignation maussade tempérait l'amertume.

— Je sens que c'est vous qui nous avez séparés, me dit-elle. Pourquoi vous a-t-il jamais conduit chez moi! Il est clair que vous ne pouviez me regarder avec les mêmes yeux que lui. Je viens de demander une neuvaine pour le repos de son âme, et je puis vous affirmer, signor, que je ne l'ai pas trompé. C'est lui-même qui s'est imaginé que je ne devais vivre que de belles phrases. Après tout, cela le rendait heureux. A-t-il beaucoup souffert? ajouta-t-elle d'une voix plus douce après un moment de silence.

— Oui, il a beaucoup souffert, mais ses souffrances n'ont pas duré longtemps.

— Et a-t-il parlé de moi?

Elle avait hésité un moment et baissé les yeux; elle les releva en m'adressant cette question. Son regard, si calme d'ordinaire, brilla d'un éclat passager qui ranima et illumina sa beauté. Pauvre Théobald! quelque nom qu'il donnât à sa passion platonique, c'étaient ces yeux-là qui l'avaient captivé.

— Soyez satisfaite, madame, répondis-je gravement, il a parlé de vous.

Elle baissa de nouveau les yeux, poussa un profond soupir et s'éloigna.

En traversant une rue étroite pour regagner mon hôtel, je remarquai au-dessus d'une porte une enseigne qu'il me sembla avoir déjà vue, bien que je n'eusse jamais pris ce chemin. Je me rappelai soudain qu'une carte que j'avais jetée dans le ruisseau portait la même inscription. Sur le seuil de la boutique se tenait l'habile artiste qui savait si bien vanter ses produits. Une pipe à la bouche, il polissait avec un chiffon une de ses inimitables « combinaisons. » Le bruit de mon pas attira son attention. Il me reconnut, ôta sa calotte rouge, me fit un salut obséquieux et m'invita du geste à entrer dans sa boutique ou dans ce qu'il appelait son atelier. Je lui rendis son salut sans m'arrêter. J'ai plus d'une fois regretté cette rencontre. Lorsqu'au milieu des ruines de l'ancienne Rome le souvenir des singulières illusions et du triste avortement de Théobald se réveillait en moi, il me semblait entendre une voix déplaisante murmurer à mon oreille :

— Chattes et singes, singes et chats, toute la nature humaine est là!

HENRY JAMES.

L'AVENIR DE LA HONGRIE

Lorsque s'est répandue, il y a quelques semaines, la nouvelle de la mort de François Deák, les Hongrois et les étrangers qui suivent avec intérêt les destinées de la Hongrie ont pu se demander si ce grand orateur, ce grand et sage patriote, n'avait pas emporté dans la tombe son œuvre entière et l'avenir de son pays. N'était-ce pas lui qui avait ranimé chez ses concitoyens magyars la vie politique et l'espérance, tout en tendant la main à la monarchie vaincue des Habsbourg, et en réussissant, malgré de cruels et récens souvenirs, à réconcilier la dynastie autrichienne avec les plus fidèles, bien que les plus indomptables de ses sujets? N'était-ce pas lui qui, non content d'avoir préparé et accompli le dualisme, avait consacré sa vieillesse à faire passer dans les mœurs et dans la vie de chaque jour cette combinaison difficile, calmant les impatiences, mais sans favoriser la tiédeur et le sommeil? Aussi avait-on pris l'habitude de le regarder comme le drapeau vivant de sa patrie : même dans ses dernières années, la fatigue et la maladie, en diminuant son activité, n'avaient point diminué son prestige. Nous l'avons connu dans cette période de sa vie, nous avons eu l'honneur de causer plus d'une fois avec lui dans cette simple chambre d'hôtel qui tenait lieu de palais à sa médiocrité volontaire, pour ne pas dire à sa pauvreté. Jamais nous ne perdrons le souvenir de ce regard franc et profond, tout brillant de loyauté et d'intelligence, de ces affectueuses et robustes poignées de main, de cette parole forte et sans prétention, quelquefois joviale. Deák était de ceux qu'on n'oublie pas.

Plus sa personnalité était puissante, plus sa mort a été vivement sentie, pas toujours avec regret, car les nombreux adversaires des Magyars ont salué son convoi funèbre comme si l'on avait célébré les funérailles de l'autonomie hongroise. D'autres symptômes qui se sont produits depuis quelques années dans la situation politique et dans la vie matérielle du pays leur ont paru et leur parais-

sent encore encourageans pour leurs espérances ou leurs rancunes. En dehors même des sujets non magyars de la couronne de Hongrie, Slaves, Germains ou Roumains, en dehors des contrées voisines et rivales, certains défauts des Magyars, comme aussi certaines circonstances dont ils ne sont pas responsables, ont irrité contre eux une bonne partie de la presse européenne, en particulier plusieurs journaux français. Le moment semble venu de nous demander, en laissant de côté tout parti-pris, quel est l'avenir de la Hongrie. Sans nous perdre dans des détails, et en recueillant les renseignemens que nous fournit l'histoire, complétés par les données d'un récent voyage, nous allons interroger la vie politique, les intérêts économiques, la situation religieuse et intellectuelle de ce noble et souvent malheureux pays.

I.

Les Magyars sont peut-être, s'il est permis de s'exprimer ainsi, le peuple le plus électoral qui existe. Nulle part on ne se préoccupe autant des élections avant, pendant, après, et d'une façon presque permanente, car à peine une élection a-t-elle produit ses résultats que l'on pense déjà à l'élection prochaine. Au moment même de ces solennités nationales, c'est une sorte de fièvre qui, par les accidens déplorables qu'elle cause, n'a pas été sans attirer sur ce peuple les reproches les plus mérités. Les violences célèbres de certaines élections britanniques ou américaines sont alors dépassées : il y a eu en plusieurs endroits autour du scrutin des rixes sanglantes suivies de morts d'homme. Le vin, qui est capiteux et à très bon marché, est prodigué dans ces occasions, et contribue à exaspérer les colères politiques et les rivalités personnelles. Du reste les Magyars, qui ont beaucoup de rapports avec les Anglo-Saxons, leur ressemblent aussi par leur respect pour les décisions de la législature une fois constituée, tandis qu'en France on a vu les crises révolutionnaires les plus redoutables précédées des élections les plus pacifiques. Néanmoins il est temps que de pareils scandales disparaissent des mœurs hongroises : c'est ce que ne semblent pas comprendre des hommes d'état très sérieux pourtant, lorsqu'ils parlent de ces coups de poing et de ces coups de couteau comme d'incidens prévus faisant partie intégrante du caractère national.

Toutefois il ne faudrait pas exagérer un pareil tableau en le généralisant, car il existe un grand nombre de comitats où tout se passe avec ordre, et dans les autres les combats meurtriers autour du scrutin sont heureusement exceptionnels. Il faut surtout comprendre que ce sont là des excès d'une chose bonne en elle-même,

le zèle passionné des affaires publiques. Cet attachement aux devoirs civiques a dans le passé des racines profondes, il tient à l'habitude séculaire de ce que les Anglais appelleraient le *self-government*. Aucun des pays qui avoisinent la Hongrie, aucun pays de l'Europe orientale ne saurait, sous ce rapport, lui être comparé. Seuls au milieu de ce monde vaste et compliqué, au milieu de cette Babel de races et de langues dominée par trois grands empires, les Magyars ont une tradition politique, une tradition de liberté. Même sous l'occupation ottomane, même sous la réaction autrichienne, ils conservaient au moins en principe leur indestructible constitution. Lors même que les circonstances empêchaient la réunion périodique des magnats et des députés en une diète nationale, — dans les cinquante comitats qui divisaient le sol, une nombreuse petite noblesse se réunissait, élisait des autorités locales, faisait l'assiette de l'impôt, réglait en un mot les affaires provinciales à défaut des affaires du pays. Lorsque revenaient des temps meilleurs, cette nombreuse petite noblesse, qui a été le seul peuple légal jusqu'en 1848, élisait des députés et votait un mandat détaillé qu'ils étaient tenus d'exécuter dans toutes ses parties. Chose étrange, le mandat impératif, qui est aujourd'hui dans plusieurs pays le rêve de la démocratie avancée, était une réalité dans cette constitution aristocratique, jalouse de consacrer l'action politique directe des citoyens.

Aujourd'hui encore les candidats sont tenus, dans l'intérêt de leur élection et surtout de leur réélection, de rester en communication fréquente avec leurs électeurs. Nous avons eu l'occasion, au mois de mai dernier, d'assister à l'une de ces rencontres dans une très petite ville, chef-lieu d'une circonscription. C'était le lundi de Pentecôte, jour de fête pendant lequel les travaux de la campagne sont interrompus. Dès le matin commençaient d'arriver les propriétaires et fermiers de plusieurs lieues à la ronde; à travers les larges rues, bordées d'acacias et de basses maisons blanches, sous le soleil ardent d'un été précoce, ils défilaient jusqu'à la modeste maison de ville où les convoquait leur député. La plupart portaient de longues chemises flottantes, des bottes larges et fortes, de grands chapeaux d'où l'on voyait sortir leurs cheveux souvent disposés en tresse comme ceux des hussards de notre première révolution. Quelques-uns, les plus riches et les plus instruits, méprisant ce costume national, portaient exactement les mêmes habits que les messieurs cultivateurs des campagnes françaises; un jeune noble, fort aimable et très élégant, était habillé selon la dernière mode de Vienne. A côté de ces électeurs venus des environs se faisaient remarquer les bourgeois et les fonctionnaires de la localité,

le pasteur protestant et son maître d'école à côté d'un supérieur de franciscains.

L'assemblée, qui se tenait en plein air, moitié à l'ombre, moitié en plein soleil, ne comptait guère plus de 300 personnes. C'était là non-seulement l'élite des électeurs, mais une notable portion du corps électoral, dans un pays où les circonscriptions sont plus petites qu'en France, et où le suffrage universel n'existe pas. Pour avoir droit de suffrage, il faut, ou bien être noble (condition transitoire qui n'aura bientôt plus d'effet), ou bien payer un impôt de 26 francs, ou bien enfin posséder un titre intellectuel quelconque, fût-ce le simple titre de maître d'école, figurer en un mot dans ce que nous appelions la liste des capacités, étendue aussi largement que possible. Il n'y a donc que le quart des citoyens à peu près qui soient admis à voter, ce qui rend plus faciles les communications directes, si chères depuis bien des siècles au tempérament magyar. Le député, qui nous avait invité à visiter son château, comparut devant l'assemblée, monta sur une table et présenta tout un exposé de la politique qu'il s'engageait à soutenir, avec la justification détaillée de ses votes importans de l'année précédente. Son discours, écouté avec le plus grand soin, obtint l'approbation générale; quelques questions lui furent adressées, il y répondit heureusement, et sa candidature fut proclamée en vue des élections prochaines.

Un banquet réunit ensuite, dans une salle immense, le candidat et ses électeurs. Excepté quelques paysans fort occupés de leur verre et de leur assiette, la réunion faisait moins attention aux mets et aux vins, excellens d'ailleurs, qu'aux discours accompagnés de toasts qui avaient commencé et devaient finir avec le dîner. L'usage veut que ces discours, prononcés debout, s'adressent à l'une des personnes présentes, laquelle doit écouter également debout, l'interpellant et l'interpellé tenant leur verre à la main. L'orateur conclut toujours en portant une santé qui est accueillie par le cri de *eljen*, vivat. Un des assistans prit sept ou huit fois la parole; d'autres une ou deux fois, la plupart se bornant à écouter et à applaudir. Étant nous-même l'objet d'un toast fort aimable pour nos concitoyens, nous avons risqué un discours en langue magyare, dans lequel était rappelée la vieille sympathie des Français et des Hongrois; on nous acclama cordialement en nous pardonnant un solécisme. Cependant les heures passaient; dans l'intervalle des allocutions, les Tsiganes de la petite ville jouaient avec leur verve ordinaire les airs nationaux. La musique étrangère était représentée par *la Fille de madame Angot*. Les principaux airs de cette opérette étaient interprétés par des musiciens fort habiles, mais qui n'avaient

aucune notion des paroles et du genre même de l'ouvrage, et ne connaissaient les motifs que pour les avoir entendus une fois dans un orchestre de Pesth, en sorte que l'air connu sous le nom d'*air des collets noirs*, joué avec une vigueur majestueuse, semblait un chant patriotique remarquable par l'ampleur et l'élévation.

Les souvenirs agréables que nous a laissés cette journée ne doivent pas nous faire négliger d'autres aspects de la vie politique hongroise : il faut l'envisager dans la capitale, au parlement. La tribune magyare est aujourd'hui, comme il y a trente ans avec les Széchenyi et les Kossuth, une des plus remarquables de l'Europe par le talent littéraire et l'éloquence. Malheureusement elle ne l'est pas au même degré par la modération et la sagesse politiques dans les questions où il s'agit de l'existence d'un ministère : on a pu signaler, tantôt avec inquiétude, tantôt avec une joie malicieuse, tous ces cabinets qui tombaient depuis trois ans les uns après les autres sans évidente nécessité. La principale cause en est sans doute dans le peu d'expérience qu'ont encore les Magyars du régime parlementaire complet. Habitués à la vie provinciale dans leurs comitats, habitués dans les diètes à une lutte patiente avec la couronne et avec les ministres allemands, ils n'avaient pas, dans leur vigoureuse mais imparfaite constitution, la responsabilité ministérielle proprement dite. L'expérience de 1848 avait été trop courte pour pouvoir compter; ce n'est donc que depuis huit ou dix ans que les députés ont entre leurs mains l'existence des ministères : est-il étonnant qu'ils aient usé de leur pouvoir avec trop de vivacité? Espérons qu'ils trouveront bientôt le moyen d'éviter des crises aussi fréquentes. Déjà la distribution des partis s'est simplifiée le jour où M. Tisza, en arrivant aux affaires, a fortifié le parti modéré par le précieux concours du centre gauche.

Lorsqu'on parle des députés, il semblerait que l'on dût aussi se préoccuper des magnats, car la Hongrie possède une pairie qui s'est constituée dès la fin du moyen âge comme la pairie anglaise, avec les mêmes élémens laïques et ecclésiastiques. Les révolutions et les réactions ont respecté cette haute chambre, sa composition, son cérémonial et ses costumes; au moins dans les grandes occasions, telles que la clôture des sessions législatives, à voir la robe rouge du primat, qui est presque toujours cardinal, les robes violettes des évêques, les sabres recourbés, les grands manteaux, les bonnets de fourrure, on pourrait se croire au temps de Marie-Thérèse, si ce n'est au temps de Mathias Corvin. Hélas! le courant qui entraîne les nations de l'Europe n'est guère favorable aux chambres héréditaires; partout où ces vieilles institutions ne sont pas rajeunies par un élément électif, ou bien elles disparaissent, ou bien elles perdent

toute force réelle et ne sont plus conservées que comme un musée d'antiquités qui rappelle le passé national. La pairie hongroise est peut-être celle du continent qui se soutient le mieux et qui durera le plus longtemps; mais son importance ne saurait se comparer à celle de la chambre basse.

Jusqu'à présent, nous avons envisagé les institutions politiques de la Hongrie dans leurs ressorts intérieurs, comme s'il s'agissait d'un peuple homogène sous un roi indigène, et la question se posant dans ces termes-là, nous pourrions dire que nulle nation de l'Europe, malgré d'incontestables défauts, ne présente plus de garanties de vie politique sérieuse et de sages progrès. Ce point de vue trop avantageux est celui où se placent volontiers les Magyars optimistes : on leur rendra service toutes les fois qu'on leur rappellera le double écueil qui les menace constamment. D'une part en effet, leur pays ne forme pas une monarchie indépendante, leur roi étant aussi l'empereur d'Autriche; d'autre part, sur leur propre territoire, ils ne sont pas la moitié de la population, la majorité se composant de trois races très distinctes : les Roumains, les Allemands, les Slaves qui sont au nord des Slovaques et des Ruthènes, et des Serbes au midi. Ces deux difficultés, très graves déjà par elles-mêmes indépendamment l'une de l'autre, deviennent bien plus redoutables encore si elles se réunissent, si les *nationalités* deviennent les alliées de la dynastie, coalition qui s'est déjà réalisée plus d'une fois. Lorsque des orateurs ou des journaux magyars, se refusant à tenir compte de ces périls, raisonnent comme si les choses se passaient à Londres, en pleine sécurité, entre les diverses nuances de la chambre des communes, ils méritent le reproche d'arrogance et de légèreté que leur adresse quelquefois la presse européenne.

De tels reproches sont d'autant plus mérités que ces dangers ne sont pas inévitables. S'ils étaient pressans au point de laisser entrevoir une destruction imminente, on comprendrait que la nationalité hongroise, renonçant à des tempéramens inutiles, jouât le tout pour le tout et risquât la mort contre le triomphe. Bien au contraire, la modération et le bon sens suffisent, dans notre conviction, à conjurer les périls que les ennemis de la Hongrie se plaisent à exagérer.

La plupart des hommes éclairés du pays n'ont pas besoin qu'on leur prêche la concorde avec l'Autriche, surtout avec l'empereur François-Joseph, qui pour eux et sur leur territoire ne saurait être que le roi. Ils savent que ce prince n'éprouve pas à leur égard les sentimens de défiance, presque d'aversion, que nourrissaient plusieurs de ses devanciers, que, tout au contraire, il les a en affection et en haute estime; ils connaissent l'accueil affable de la reine qui parle leur langue avec facilité et qui a repris la tradition des an-

ciennes souveraines populaires. Ils se rendent compte des bienfaits longtemps inespérés du compromis entre les deux moitiés de la monarchie, de l'avantage qu'il y a pour eux à ne supporter que les trois dixièmes des dépenses communes. Ils voient un Andrassy premier ministre de tout l'empire, un Apponyi ambassadeur à Paris, un Karolyi ambassadeur à Berlin, combien d'autres dans les situations politiques les plus enviées! Malgré tout cela, il est impossible de se dissimuler que le vieux levain de haine instinctive contre l'Autriche n'a pas disparu de tous les esprits. Ce sentiment a été trop justifié pendant des règnes entiers pour n'avoir pas plongé dans les âmes des racines profondes. La passion a disparu, mais la défiance n'est qu'endormie, et il suffit de peu de chose pour la réveiller, sinon à l'égard du prince, du moins à l'égard de ses conseillers habituels et des hommes d'état cisleithans.

Les rapports mutuels de la Hongrie et de l'Autriche ne sont pas sans fournir quelques prétextes au moins spécieux à cette tendance chagrine. Les économistes de Pesth se plaignent de voir les intérêts hongrois sacrifiés dans les questions relatives aux douanes, et ils sont préoccupés de l'établissement d'une banque nationale indépendante. Il est possible qu'à ces deux points de vue et à quelques autres la Transleithanie ait encore des progrès légitimes à souhaiter. Ce qui est fâcheux, c'est que des réclamations, même sérieuses et modérées, semblent encourager les aspirations chimériques de l'opposition extrême vers l'absolue indépendance du pays, c'est-à-dire vers le démembrement de la monarchie austro-hongroise. En effet, la sainte couronne magyare dût-elle être conservée à la maison de Habsbourg, la séparation complète des deux états équivaudrait à un démembrement. Nous conjurons les électeurs et les représentans de cette nation qui a de si précieuses qualités politiques, de bien envisager les conséquences d'un événement semblable, non-seulement pour l'Europe, mais avant tout pour eux-mêmes, et de faire tous leurs efforts pour prévenir jusqu'à la possibilité d'un aussi funeste dénoûment. Ils peuvent être assurés que dans les graves sujets qui agitent aujourd'hui la politique orientale, leurs intérêts spéciaux et leur honneur national, comme un ministre l'affirmait naguère au parlement, seront toujours pris en considération très sérieuse. Pour eux comme pour d'autres nations, l'impatience serait aujourd'hui une faute mortelle.

Les Magyars ont d'autant moins le droit de commettre cette faute que les autres nationalités en dedans et au dehors de leurs frontières ne manqueraient pas d'en profiter. Ils sont dans une situation tellement avantageuse, malgré ce qu'ils peuvent encore désirer, qu'ils ne pourraient que perdre à un bouleversement quelconque.

Ils le comprennent à merveille en ce qui concerne les relations extérieures, par exemple avec l'empire ottoman : ils se défient de tout remaniement territorial capable de fortifier les Slaves du sud, et ils rendront volontiers quelques services aux Turcs leurs ennemis séculaires, devenus quelquefois dans les temps modernes leurs alliés ou leurs amis. Puissent-ils comprendre aussi bien que les questions de race, dans l'intérieur de la monarchie elle-même, les exposent à des dangers permanens! Malheureusement ils sont trop disposés à ne pas s'en rendre compte. Un historien distingué dont nous attirions l'attention de ce côté nous répondait : « Les Slaves ne peuvent nous causer aucune inquiétude s'ils ne sont pas appuyés par la Russie ou par la dynastie; or la Russie s'occupe d'autres affaires et la dynastie nous est dévouée, donc nous sommes tranquilles. »

Leur sécurité, encore affermie par la conscience de leur supériorité en richesse, en lumières, en esprit politique, sur les Slaves et les Roumains régnicoles, n'est pas telle qu'ils se croient dispensés de toute mesure de précaution. Seulement les mesures qu'ils prennent ne sont pas toujours bien inspirées, car elles ne sont pas toujours libérales, et mieux vaudrait qu'ils fussent réellement exempts de toute inquiétude, assez pour dédaigner tout moyen d'oppression. Ils sont pressés de voir triompher partout, dans les limites du royaume, leur langue si difficile pour qui ne la sait pas de naissance; au lieu de se contenter de lents progrès déjà obtenus et qui ne pourraient manquer de continuer, ils sont enclins à préférer l'action brusque et précipitée de la loi et à fermer les colléges slaves qui les gênent. De tels procédés ne sont pas dignes de ce grand peuple, ils l'ont compromis chaque fois qu'il s'y est laissé entraîner, comme l'ont compromis toutes ses velléités d'autonomie absolue. La force et la gloire des Magyars est d'être la nation libérale du grand empire du Danube, de le diriger au nom de son intelligence politique et de son glorieux passé, de s'assimiler des élémens trop faibles à eux seuls, mais capables de perfectionnement, par la puissante attraction des viriles institutions et du patriotisme. Par là ils sont et resteront vraiment forts.

II.

Les économistes, dans ces dernières années, ne se sont pas moins préoccupés des affaires hongroises que les hommes politiques, et le plus souvent la tristesse ou la sévérité domine dans leurs appréciations. Ils ne pensent pas pouvoir dissimuler leurs inquiétudes sur l'avenir d'un pays où les finances publiques sont en souffrance comme la richesse des particuliers. A ce point de vue encore,

il faut constater les périls et les difficultés, tout en se gardant de craintes exagérées. L'admirable équilibre économique de la France, avec son agriculture variée et féconde, son industrie puissante et originale, ses habitudes financières, régulières et prudentes, cet équilibre encore fortifié aux yeux de tous par l'épreuve que nous avons faite, après la dernière guerre, de notre merveilleux crédit, nous rend volontiers des juges difficiles quand il s'agit de nations moins heureusement douées que la nôtre.

Assurément la Hongrie ne peut pas être comptée parmi les pays mal doués, mal pourvus par la nature; mais l'équilibre, l'harmonie économique lui fait défaut. C'est un malheur peut-être pour un grand pays industriel de devoir toujours compter sur son charbon, son fer et ses filatures; c'est un malheur aussi pour un pays d'être exclusivement agricole, au point de se trouver à la merci d'une mauvaise récolte. Traversez la *puszta* chantée par les poètes nationaux, la vaste plaine magyare qui voit chaque soir d'été le globe rouge du soleil disparaître derrière l'horizon lointain comme dans le désert ou l'océan; vous serez effrayé des périls qui menacent ce grenier magnifique. Ces terres noires et fortes, aussi plates que la mer par un calme absolu, sont presque au même niveau que les larges eaux de la Theiss et des autres cours d'eau; de votre wagon, le fleuve et le sol vous sembleront être juste à la même hauteur. Que sur les pentes des montagnes, disposées comme un cirque immense autour de la *puszta*, la neige fonde brusquement, ou que les nuages attirés et retenus par ces sommets laissent tomber des pluies trop abondantes, rien ne peut empêcher une inondation à perte de vue et la ruine des plus riches moissons. Ce soleil ardent, qui dore les épis et qui fait mûrir sur les coteaux le raisin de Tokay, s'il se fait sentir avec trop de force, dessèche et stérilise les champs de blé; c'est ainsi qu'il y a moins de deux ans quelques jours de chaleur excessive au printemps ont suffi pour détruire les plus belles promesses.

Dans de pareilles conditions, la récolte est superbe ou elle est nulle; or le malheur a voulu qu'après une série de bonnes années vînt une série d'années détestables comme les plus vieux paysans ne se rappellent pas en avoir vu. Qu'on se figure dans une semblable contrée les effets d'une mauvaise récolte! En France, où les ressources présentent une grande variété, où d'ailleurs il y a trop de climats différens pour que le mal frappe également toutes les parties du territoire, en France une mauvaise récolte est déjà une calamité. Qu'est-ce donc dans une région où la plaine, les coteaux, les montagnes s'arrondissent en cercles concentriques, où il fait presque toujours le même temps partout, dans une région où les

villes mêmes sont de grands villages agricoles : la ville de Debreczin par exemple a plus de 30,000 habitans, de beaux monumens, des libraires et des imprimeurs; là aussi, à côté des magasins, vous trouverez des granges et des étables, les fiacres rencontrent au coin des rues les troupeaux de bœufs et les chars qui rentrent la moisson. Une mauvaise récolte est donc un désastre universel, à plus forte raison cinq mauvaises récoltes consécutives. La nourriture devient insuffisante et malsaine, et les épidémies ont plus de prise sur les corps affaiblis. Le choléra de 1873, qui n'a pas fait moins de 100,000 victimes, a été grandement aidé dans son œuvre de destruction par la mauvaise hygiène à laquelle ont été soumis les paysans plusieurs années de suite.

La disette et le choléra ne sont pas les seuls fléaux qui se soient abattus sur la malheureuse Hongrie. Des ouragans furieux, comme on n'en voit habituellement que sous les tropiques, ont détruit des maisons et noyé leurs habitans. Plusieurs rivières ont débordé, et tout récemment la crue du Danube faisait craindre l'entière destruction de la capitale. Les calamités naturelles, que la sagesse humaine ne peut ni conjurer, ni prévoir, suffiraient donc à expliquer en partie un incontestable malaise. Si dans les premiers temps du dualisme et du compromis avec l'Autriche tout semblait marcher à souhait dans le royaume transleithan, c'est que le sol produisait en abondance des grains demandés sur tous les marchés de l'Europe; si dans la période suivante non encore terminée aujourd'hui tout a semblé paralysé, c'est que tous les malheurs se réunissaient pour accabler le royaume rendu depuis quelques années à son autonomie. Ce sont là des causes fatales, irrésistibles, nous pouvons ajouter rassurantes, car elles ne sont pas de celles qui peuvent s'acharner indéfiniment sur une société; l'avenir ramènera sans aucun doute une série plus fortunée.

Il est vrai que ces causes ne rendent pas un compte suffisant de la situation vraiment inquiétante des finances publiques : disproportion toujours plus accusée entre l'accroissement des recettes et l'accroissement des dépenses, emprunts difficilement et incomplétement couverts, variations ministérielles amenant des systèmes nouveaux et peu durables. On ne s'expliquerait pas suffisamment non plus le succès médiocre de plus d'une entreprise particulière ou collective. Aux forces de la nature il faut ajouter en effet les *fatalités* historiques et les illusions des contemporains.

L'abolition du régime féodal en Hongrie ne date que de vingt-six ans, et il est loin d'avoir disparu des souvenirs et des mœurs. On peut ne pas s'en douter lorsque, dans un voyage à Constantinople, on s'arrête à l'hôtel Hungaria entre deux bateaux à vapeur pour

contempler le point de vue du château de Bude, se promener dans le bois de la ville de Pesth et regarder les collections du Musée national; mais passez quelques jours à la campagne, là où se trouvent un vieux château et une vieille famille, allez surtout dans la région voisine des Carpathes, où l'aristocratie seule est magyare, où le peuple est slovaque, dans un de ces châteaux dont la porte est encore aujourd'hui gardée par un homme d'armes, la hache sur l'épaule, et vous aurez l'impression d'un monde encore vivace disparu de notre Occident. La bonté des châtelains et des châtelaines, le respect dont on les entoure, ne les préservent pas des passions haineuses qu'engendre l'infériorité et que développent les malheurs publics. Lors du choléra de 1831, plusieurs seigneurs furent accusés d'empoisonner les fontaines et massacrés; une grande dame, qui pendant le choléra de 1873 soignait courageusement les paysans de sa propre main, nous a raconté qu'on murmurait les mêmes absurdités assez distinctement pour qu'elle les entendît au lit des malades. A vrai dire, dans ces régions-là presque rien n'a été changé par la suppression des lois féodales : les propriétés sont immenses, il n'est pas rare qu'un grand seigneur possède trente villages, les maisons comme les champs, de sorte que les paysans sont presque tous, non pas même leurs fermiers, mais leurs journaliers et leurs domestiques.

Même dans ces régions excentriques, même dans ces conditions qui semblent avantageuses, la noblesse magyare n'est pas à l'abri d'une crise économique qui va grandissant chaque jour. La grande propriété directe est ruineuse en cas de mauvaise récolte. Les très hautes et très riches maisons résistent, surtout quand elles possèdent des valeurs mobilières nationales ou étrangères; mais les maisons de second ordre, confiantes depuis longtemps dans leurs domaines étendus, habituées depuis longtemps à une vie noble et fastueuse, se voient obligées d'emprunter, et, comme il n'y a plus qu'un petit nombre de majorats, elles finissent par vendre une partie de leurs terres. L'acquéreur est inévitablement le Juif ou l'Allemand du voisinage, dont la maison s'élève à côté du château endetté : de là toute une crise sociale dont la noblesse magyare sortira à son honneur, si elle sait faire certains sacrifices d'amour-propre, car elle a subi victorieusement des épreuves encore plus redoutables que celles-là.

La suppression de la féodalité dans l'ensemble du pays a exercé et continue d'exercer une influence directe sur les finances du royaume. En France, trente-cinq ans après l'émigration, il a fallu 1 milliard d'indemnité pour effacer la trace des confiscations; en Hongrie, des millions de florins sont consacrés chaque année au

remboursement des droits féodaux que la révolution de 1848 n'a supprimés qu'en en stipulant le rachat. C'est là une très lourde charge qui a pesé tout particulièrement sur les années qui viennent de s'écouler, et qui sera toujours moins sensible dans l'avenir. Plus nous avançons dans l'exposé de cette situation économique, plus il devient évident que l'on a tort de prendre un singulier concours de circonstances fatales pour des causes permanentes de dissolution. C'est ce que nous faisait remarquer un député avec qui nous voyagions sur des routes très imparfaites, mais qu'on améliore chaque jour. « Nous avons eu, me disait-il, à entreprendre en quelques années un renouvellement des travaux publics, de l'instruction publique, de l'armée, de l'économie agricole, pour lequel les autres nations ont eu un demi-siècle, et cela pendant que tous les fléaux s'acharnaient sur nous. »

Cet honorable représentant faisait surtout allusion aux chemins de fer, au réseau dont la Hongrie s'est couverte un peu hâtivement. Le moment est venu de reconnaître ce qu'il y a de vrai dans les reproches adressés aux Magyars : ils se sont jetés avec une sorte de fièvre dans un trop grand nombre d'entreprises, afin de réparer le temps perdu. Leurs chemins de fer, aujourd'hui très nombreux, prêtent à diverses critiques, si l'on excepte la route déjà ancienne de Vienne à Pesth et de Pesth à Bazias, une des plus importantes et des plus rapides de l'Europe. Le voyageur n'a qu'à se louer sans doute de la politesse des employés et de ses compagnons; les voitures sont en général excellentes, mais les buffets sont loin de valoir ceux de la Russie par exemple; les différens embranchemens concordent mal, et la lenteur est souvent excessive. Il y a telle station où l'employé crie tranquillement : Quatre-vingt-onze minutes d'arrêt! et il tient parole. Ces défauts d'organisation sont dus à la précipitation avec laquelle des compagnies nombreuses et dépourvues de puissance financière se sont mises à l'œuvre. Pour ne pas les laisser périr, l'état se voit obligé à de grands sacrifices, et la nécessité d'une réforme s'impose aujourd'hui à tous les esprits.

En général, les Magyars n'ont pas assez conservé leur sang-froid depuis le glorieux rétablissement de leur autonomie. Ils se sont jetés dans des dépenses capables d'aggraver la crise inévitable que leur infligeaient des événemens indépendans de leur volonté; ils ont été entraînés, par l'ardeur de leur patriotisme et quelque peu par la manie de spéculations qui a bouleversé Vienne et Berlin dans ces dernières années, à plus d'une entreprise prématurée ou dangereuse. Ils ne se sont pas toujours assez rendu compte de la vraie nature et des vraies conditions de leur richesse nationale. Voilà ce qu'on peut de leur reprocher, et voilà ce dont l'expé-

rience les préservera bientôt. Lorsque ce progrès se sera accompli, lorsque les changemens sociaux amenés par les révolutions politiques ne pèseront plus sur les finances et sur l'économie rurale, lorsqu'une nouvelle série de belles récoltes aura produit ses effets, en un mot, lorsque la Hongrie sera sortie de cette épreuve multiple qu'elle supporte encore mieux que ne le feraient bien d'autres nations, alors elle sera certainement l'un des membres les plus prospères de la société européenne.

III.

Si l'état politique de la nation magyare peut faire naître à la fois l'admiration et l'inquiétude, si les intérêts matériels traversent une crise sérieuse sans être redoutable, la situation religieuse et intellectuelle est plus rassurante et plus enviable que dans les autres pays de l'Europe presque sans exception.

La diversité des religions n'est pas moins frappante que celle des races et des langues : dans la Hongrie proprement dite, Transylvanie comprise, 7 millions au moins de catholiques romains, 2 millions de protestans réformés ou calvinistes, 1,200,000 protestans luthériens, 60,000 unitaires, 1,500,000 grecs-unis, 2 millions 1/2 de grecs orientaux, 500,000 Juifs! On peut dire que nul pays du monde chrétien ne présente une telle bigarrure religieuse, car les nombreuses églises des États-Unis ont pour la plupart la même croyance et ne sont séparées que par des nuances relatives au culte public ou à l'organisation. L'hostilité des religions semblerait devoir être envenimée par la rivalité des races; en effet, les réformés sont tous de purs Magyars, les grecs orientaux sont tous des Slaves du sud ou des Roumains, les grecs-unis presque tous des Ruthènes, les luthériens presque tous des Allemands ou des Slovaques; parmi les catholiques romains, les Magyars dominent. On pourrait donc croire que la singulière recrudescence des passions confessionnelles, qui est un des fléaux de la société contemporaine, trouve en Hongrie un terrain merveilleusement préparé.

Il n'en est rien : les rapports entre les membres des différentes églises et les ministres des différens cultes sont empreints de bienveillance et de cordialité. Si parfois ils semblent se gâter, c'est qu'il y a au fond une question politique, une question de race, qui ne tarde pas à se dégager des fausses apparences d'une querelle religieuse. Si les Juifs sont mal vus dans certaines régions, cela tient à leur supériorité commerciale, à ce que leurs voisins s'alarment de voir les terres passer entre leurs mains : ils sont redou-

tés comme financiers plutôt que haïs comme infidèles. Ce sont là d'ailleurs des exceptions. Nous avons entendu récemment des conversations tout à fait amicales et paisibles sur les questions les plus brûlantes de la critique théologique, les ecclésiastiques catholiques s'entretenant avec une curiosité bienveillante, et non pas avec un ignorant dédain, des discussions qui agitent le monde protestant. Nous avons vu un aimable prieur de franciscains se promener dans son couvent en donnant le bras au pasteur protestant du village, qui entretient avec lui de fréquentes relations. Dans les séances et dans les travaux de l'académie royale, les membres des deux églises et des deux clergés, le pasteur Révész, comme l'évêque Ipolyi ou le pasteur Ballagi, apportent également leur pierre au monument de l'histoire nationale, malgré les mauvais souvenirs que pourraient éveiller beaucoup d'événemens des trois derniers siècles.

Nous venons d'indiquer un des secrets de cette bonne entente, devenue si rare ailleurs qu'en Hongrie. Le patriotisme ne s'y est point énervé; loin que rien fasse supposer dans l'avenir un affaiblissement de ce sentiment vivace, il est constamment aiguisé par les périls d'une race entourée de rivalités. Tout ce qui est magyar, tout ce qui sans être purement magyar tient à l'existence de la Hongrie autonome, constitutionnelle et libérale, se serre autour du drapeau national sans distinction de partis religieux. Rien n'est plus conforme à la tradition historique : les actes odieux de fanatisme qui ont été commis surtout pendant le XVII[e] siècle étaient l'œuvre des étrangers. Les jésuites, qui ont été longtemps les plus dangereux adversaires de l'indépendance hongroise, bien que leur ordre ait donné au pays quelques savans distingués, sont regardés comme des ennemis par ces prêtres et ces prélats, qui dans leur jeunesse prenaient les armes pour la cause nationale. Au contraire, les protestans sont connus pour avoir vigoureusement résisté à l'Autriche absolutiste, et un évêque historien nous disait qu'on leur devait de la reconnaissance pour leur invincible attachement aux libertés de la patrie.

Cette heureuse et paisible situation religieuse n'est point causée par l'oubli ou la négligence des institutions propres à chaque confession : tout au contraire, chacune d'elles a conservé avec une rare fidélité l'organisation et l'esprit qui la caractérisent. L'épiscopat catholique, bien qu'il soit sur un pied de relations amicales et fraternelles avec le clergé inférieur et ne prétende pas le faire marcher comme un régiment, est entouré de l'éclat et de la richesse qui conviennent, dit-on, à une église hiérarchique. Il siége tout entier à la chambre haute; il possède de vastes domaines, si vastes

que l'évêque de la petite ville de Szathmar reçoit chaque année de ses fermiers près de 300,000 francs. Le clergé grec oriental, qui porte un costume tout différent, a son patriarche indépendant, qui réside à Carlowitz. Les évêques grecs-unis sont moins riches que leurs collègues catholiques romains; l'un d'eux n'a ait guère d'autre revenu, sous l'ancien régime, que certains droits féodaux sur les boissons, et il disait à ses paroissiens : « Buvez, mes amis, buvez, mais avec modération. » Nous avons visité le palais épiscopal d'Ungvar, la cathédrale, où le culte se célèbre comme dans les églises russes, mais sous la suprématie romaine, et le séminaire où étudient les futurs popes, vêtus comme leurs professeurs de longues robes bleu de ciel. Un de ces maîtres nous adressa des questions que notre ignorance du ruthène et sa manière de prononcer les autres langues ne rendaient pas faciles à comprendre; la lumière jaillit tout à coup au milieu d'une phrase latine : ce prêtre bleu des Carpathes voulait avoir des nouvelles de M. Gambetta.

Si les églises romaine, grecque et grecque-unie ont les institutions distinctes et les ressources qui leur conviennent, il en est de même des églises protestantes, réformée et luthérienne. Elles ont toutes deux une existence légale et officielle, mais elles ne reçoivent de l'état aucun subside, et elles sont dispensées de sa tutelle et de sa protection. Leur régime intérieur repose sur l'élection à divers degrés pour les paroisses, les séniorats ou consistoires et les synodes de cercle, ceux-ci présidés par un premier pasteur ou surintendant et par un membre laïque, lequel est, pour le cercle réformé de Pesth, l'ancien premier ministre, le comte Lonyay. Ces différens ressorts du régime le plus libéral que puisse posséder une société religieuse fonctionnent avec ordre et simplicité. Il y a des conseils d'église tels que celui de Debreczin, la principale ville réformée, qui sont de véritables assemblées, et qui ont contribué autant que les institutions politiques à entretenir dans la nation magyare l'esprit libéral et viril sans lequel un peuple ne vaut pas la peine d'être nommé.

L'avenir respectera-t-il les mœurs confessionnelles dont nous venons d'indiquer le tableau? Il est probable qu'elles se modifieront peu à peu, non point par un progrès dans la tolérance entre les différens cultes, laquelle ne laisse plus rien à désirer, mais par l'absolue liberté de conscience, par l'absolue laïcité de la loi. Déjà l'enseignement a cessé d'être exclusivement confessionel, et il est question de rendre le mariage civil obligatoire; sans doute il sera bientôt légalement permis de ne se rattacher à aucune des religions établies. Sans vouloir réclamer contre des changemens qu'amène la force des choses, et dont la plupart sont de véritables progrès,

il est à souhaiter que les principaux traits de notre esquisse ne soient pas démentis par l'avenir; il est à souhaiter que la Hongrie, avec sa tolérance laborieusement acquise, surprenne agréablement les esprits fatigués du spectacle de passions religieuses plus ou moins sincères, que ce spectacle ne réjouit guère et qu'il édifie encore moins.

Le patriotisme, qui est assez fort pour apaiser les passions confessionnelles, est aussi le trait dominant de la vie intellectuelle des Magyars. Aucune nation ne possède une littérature plus nationale, qui ait présenté ce caractère à un plus haut degré dès l'origine et qui le conserve davantage aujourd'hui. Nous avions l'honneur de prendre part il y a quelques mois, comme membre étranger, à la séance annuelle de l'académie royale : les membres du bureau, les orateurs inscrits à l'ordre du jour et une partie de l'assemblée portaient le grand manteau de fourrures, le long sabre recourbé et le bonnet surmonté d'une aigrette qui dans tous les livres illustrés constituent l'image du Hongrois. Les sujets traités dans cette séance avaient tous le rapport le plus direct avec l'histoire, la politique et la science régnicoles. Dans le banquet qui fut ensuite célébré sous la présidence d'un orateur jurisconsulte, M. Csengery, les discours et les toasts saluèrent des noms nationaux et des œuvres nationales, deux noms en particulier, celui de M. Toldy, l'historien de la littérature magyare, déjà souffrant du mal qui devait l'emporter au commencement de l'hiver; celui de M. Fogarassy, qui venait d'achever avec ses collègues le grand dictionnaire de l'académie, presque aussi volumineux, presque aussi riche que celui de M. Littré. Plus les difficultés spéciales de la langue et le petit nombre de ceux qui la parlent restreignent la publicité de pareilles œuvres, plus, dans ces étroites limites, on est disposé aux sacrifices nécessaires pour les soutenir.

Les présidens et les secrétaires des sections de l'académie sont tous des hommes qui ont rendu et qui continuent de rendre des services à leur pays dans le domaine littéraire : des poètes tels que MM. Arany et Gyulai reflètent dans leurs œuvres le génie particulier de la race et contribuent à le conserver pur tout en l'excitant au progrès. M. Horvath a écrit l'histoire de la Hongrie et de ses dernières révolutions. M. F. Pulszky dirige le musée national, dont il a fait une belle collection destinée à être visitée par les savans de toute l'Europe lors du prochain congrès archéologique; les monumens de l'épigraphie romaine ont été expliqués par M. Romer et par notre concitoyen M. Ernest Desjardins. Enfin M. Fraknói a entrepris la publication de tous les actes relatifs aux diètes hongroises dans les trois derniers siècles, rendant par là un service

signalé à l'histoire générale de la maison d'Autriche et même de l'Europe.

Ce n'est pas là une exception, fort heureusement : pour être nationale, la culture intellectuelle des Hongrois n'est pas étroite et exclusive. L'académie, assez richement dotée, continue plusieurs séries de publications qui apportent les contributions les plus précieuses à la science européenne. Les érudits magyars, qui fouillent les bibliothèques et les archives trop dispersées de leur pays, savent aussi consacrer des années de travail au dépouillement des collections italiennes, allemandes, françaises, belges, anglaises, et si même alors ils se préoccupent avant tout de ce qui peut illustrer le passé du royaume natal, le passé des états ennemis ou alliés de la Hongrie en reçoit d'utiles éclaircissemens. Par exemple, l'histoire de la maison d'Anjou à Naples et en Pologne, celle même de notre diplomatie au temps de Louis XIII ou de Louis XIV s'explique mieux grâce aux recherches de MM. Szilagyi, Wenzel et Simonyi. Les études philologiques de M. P. Hunfalvy et de M. Budenz intéressent l'Europe orientale et même l'Asie, tandis que les travaux géographiques de M. J. Hunfalvy et de M. Keleti fournissent de précieux termes de comparaison à la statistique européenne tout entière. Les Magyars comprennent à merveille l'utilité des échanges avec les littératures étrangères : tandis qu'à Pesth M. Greguss enseigne l'esthétique générale et que M. Szasz traduit Molière, à Paris M. de Ujfalvy enseigne les langues finnoises, comme il y a vingt ans M. Irányi nous racontait dans notre langue les grands événemens de la dernière révolution.

Telle est l'activité intellectuelle du peuple magyar, telles sont les œuvres récentes dont leur sont redevables la science européenne et le public sérieux. On conviendra qu'une nation peu nombreuse capable de tels travaux ne saurait être rangée parmi les nations en décadence. Notre but était de dresser en quelque sorte le bilan de la Hongrie actuelle et d'en tirer une conclusion pour son avenir. Cette conclusion, la voici : les Magyars ont des défauts et ils subissent des épreuves; mais leurs ressources sont plus grandes que leurs épreuves et leurs qualités plus grandes que leurs défauts. Nul peuple aussi peu nombreux n'est aussi vivace, et les prédictions de leurs ennemis ne les empêcheront pas de fournir une nouvelle carrière de progrès.

ÉDOUARD SAYOUS.

LA PSYCHOLOGIE MÉDICALE

DANS

LES DRAMES DE SHAKSPEARE

Tout semble avoir été dit sur Shakspeare. Depuis des siècles déjà, chez tous les peuples, la critique aurait épuisé ses recherches sur le poète et sur le philosophe, si un tel sujet n'était de sa nature inépuisable. Cependant le côté scientifique de cette vaste et puissante intelligence, la profondeur et la finesse de ses intuitions psychologiques, si j'ose le dire, la pénétration et la justesse de son coup d'œil d'aliéniste, n'ont guère été encore étudiés. Des médecins anglais et américains, M. Bucknill et M. Kellog surtout, ont naguère appelé l'attention sur la singulière exactitude des observations et de la science intuitive de Shakspeare dans le domaine des maladies mentales. Ces médecins se sont presque uniquement occupés des personnages atteints d'aliénation mentale ou simulant la folie; tous ont admiré avec raison la science de Shakspeare et l'exactitude vraiment étonnante avec laquelle il a décrit cette maladie. Ce n'est pas seulement dans l'étude de la folie que Shakspeare se montre observateur profond; il a su, presque dans chacun de ses drames, interpréter scientifiquement les troubles de nos sens et ceux de notre cerveau. Comment le poète qui a si bien connu l'humanité, qui a scruté si avant le cœur de l'homme, qui en a exprimé les passions avec une vie aussi intense, n'aurait-il pas été un grand psychologue, possédant toutes les qualités du véritable savant? Aussi, parmi les auteurs dramatiques, nul n'a poussé plus loin la connaissance des phénomènes de cet ordre, le sentiment intime des rapports de nos sensations et de nos idées. Il a dépeint en médecin

l'homme tel que la nature l'a créé, jouet inconscient de son tempérament et de son organisation physique. A cet égard, il est arrivé à une telle justesse d'observation qu'aujourd'hui même, et malgré les progrès de la science, on ne saurait décrire plus rigoureusement qu'il ne l'a fait certains symptômes de la folie, les troubles de nos sens et la plupart des phénomènes de l'hallucination. C'est sous ces différens aspects que nous nous proposons d'examiner successivement les principales créations de Shakspeare.

I.

« Mon père! Il me semble que je le vois par l'œil de mon âme, » dit Hamlet à Horatio, donnant ainsi en quelques mots la définition la plus courte et la plus exacte de l'hallucination. Aucun ouvrage spécial n'a mieux dépeint les phases et les conditions de ces illusions sensorielles que le monologue de Macbeth : « Est-ce un poignard que je vois devant moi, le manche tourné vers ma main? Viens, laisse-moi te saisir; je ne te tiens pas, et cependant je te vois toujours. Fatale vision, n'es-tu donc pas sensible au toucher comme à la vue? ou bien n'es-tu qu'un poignard imaginaire, la fausse création d'un cerveau opprimé par la fièvre? Je te vois encore et sous une forme aussi palpable que le poignard que je tiens maintenant. C'est d'un instrument tel que toi que j'allais me servir; mes yeux sont devenus les fous des autres sens, ou bien ils ne valent pas mieux que les autres... Je te vois toujours, et sur ta lame et ta poignée sont des gouttes de sang qui n'y étaient pas auparavant. Il n'existe rien de pareil, c'est cette entreprise sanguinaire qui fait surgir cette vision devant mes yeux. » Toute la théorie de l'hallucination se trouve indiquée en ce passage. Remarquons d'abord que cette vision, la première qu'ait eue Macbeth, est parfaitement reconnue et analysée par lui, tandis que plus tard il ne saura plus reconnaître son erreur au moment même où se produira l'hallucination. Cette gradation psychologique est celle qu'on observe chez la plupart des malades : dans les premiers temps, ils se rendent compte de l'illusion de leurs sens, mais bientôt ils ne savent plus discerner leurs impressions fausses de celles qui sont vraies.

Que nous sommes loin ici du merveilleux de la plupart des auteurs, de ces apparitions invraisemblables et souvent ridicules qu'ils introduisent sans raison! A la lecture, la beauté de ces détails se fait peut-être moins sentir; mais, lorsqu'on a l'occasion d'assister à des représentations de *Macbeth* et d'*Hamlet*, on est vivement frappé de la vérité des situations où intervient le merveilleux. Dans la plupart des drames anciens ou modernes, spectres et ombres n'ap-

paraissent que comme des moyens commodes d'émouvoir le spectateur; souvent ils remplissent un rôle secondaire et ne servent qu'à mener l'action, comme dans les féeries ordinaires. Dans Shakspeare au contraire, la scène est vraie; c'est bien une hallucination telle qu'elle devait forcément se produire d'après toutes les données de la psychologie. Plus d'intervention d'un merveilleux factice; c'est le merveilleux réel, si l'on peut dire, tel que le crée le cerveau de l'homme en proie à la fièvre ou aux passions. C'est cette réalité qui fait de Shakspeare le plus dramatique et le plus puissant des poètes. Lorsque le spectre de Banquo apparaît à Macbeth, notre impression est d'autant plus forte que le spectre n'est visible que pour Macbeth. Comment mettre mieux en évidence à la fois les troubles de l'âme et le supplice moral du criminel? Étant donné le tempérament de Macbeth, cette nature où l'on trouve un mélange si bizarre de courage et de superstition, de férocité et de pusillanimité, les illusions sensorielles devaient se produire fatalement et au moment précis où les place le poète.

Par quel effort de génie, par quelle intuition mystérieuse Shakspeare, à une époque où médecins et public croyaient encore que les affections nerveuses dépendaient de puissances occultes, est-il arrivé à se débarrasser complétement de ces préjugés et à indiquer la vraie cause de ces maladies? Ces affections, les plus compliquées et aujourd'hui encore les plus difficiles à bien reconnaître, ont toujours eu le privilége d'étonner, de terrifier même ceux qui en étaient témoins. Les manifestations de ces maladies prêtent singulièrement à la croyance à des êtres surnaturels, comme l'a fait remarquer M. Maury dans son livre *de la Magie et de l'Astrologie*; l'agitation des malades, leurs visions, les cris qu'ils poussent, les paroles étranges qu'ils prononcent, leurs mouvemens incohérens, leur aspect souvent effrayant, tout cela semble l'effet d'une puissance étrangère qui les domine et les subjugue. Le malade perd visiblement dans ces crises sa liberté et sa raison; il éprouve un sentiment d'oppression et de constriction, et semble lutter contre un être invisible qui a pris possession de son corps. Si, à l'époque où vivait Shakspeare, quelques-unes des plus simples et des plus communes de ces affections nerveuses avaient déjà été reconnues, la croyance au surnaturel trouvait encore un aliment dans la plupart de ces phénomènes. Comment s'en étonner, puisque aujourd'hui même ce penchant invétéré au merveilleux est si vivace qu'à chaque instant on le voit reparaître sous de nouvelles formes?

Dans les drames shakspeariens, nous aurons toujours à signaler l'exactitude des considérations médicales ou psychologiques; mais c'est surtout au point de vue des hallucinations que l'analyse de

ces œuvres présente un intérêt de premier ordre. Avant tout, il convient de rappeler en quelques mots les faits principaux qui accompagnent ces sortes d'affections. L'hallucination est un trouble de l'intelligence qui fait croire à la réalité de choses qui n'existent point. Sous l'influence d'émotions vives, d'une grande excitation cérébrale, notre âme crée des images sensorielles subjectives que nous prenons pour des formes réelles, et ces représentations internes sont constituées par de véritables images extérieures, comme celles que produisent les objets devant « l'œil vivant et ouvert, » selon l'expression de Burdach. Ces images subjectives ont pour l'halluciné absolument la même réalité que les perceptions qui lui viennent du monde extérieur. Cela se comprend de reste, car nous sommes habitués à nous en rapporter aux impressions et aux indications de nos sens, et toute notre éducation intellectuelle résulte de cette relation entre l'activité des sens et la perception; la conscience en effet ne connaît le monde que par l'intermédiaire des impressions transmises par les nerfs sensuels. A l'état ordinaire, ces impressions répondent à un objet réel, mais dans certains cas anormaux, et c'est là justement ce qui constitue l'hallucination, les impressions naissent spontanément et sans cause extérieure; elles sont perçues cependant par notre cerveau tout comme les premières, sans qu'il soit alors possible de distinguer ce qui est la vérité de ce qui est l'illusion. Notre conscience est relativement au monde extérieur comme un individu enfermé dans une chambre et qui ne connaîtrait ce qui se passe au dehors qu'au moyen de signaux spéciaux du dehors au dedans. On peut la comparer à l'employé d'un bureau télégraphique qui n'apprend ce qui se passe au bureau expéditeur que par les indications de l'aiguille aimantée. Au signal convenu, il croit à la réalité du fait indiqué, que la transmission ait eu lieu en réalité ou par accident. Il existe de même dans notre organisme un appareil expéditeur qui est représenté par les nerfs périphériques, et un appareil récepteur, le cerveau, où l'impression est sentie et comme enregistrée. Quand les nerfs périphériques transmettent une excitation, l'impression est réelle, et l'idée exacte; lorsqu'au contraire il n'y a aucune action extérieure et que l'idée est provoquée par l'activité spontanée, mais anormale, de nos appareils internes, l'idée devient erronée et donne lieu à une hallucination.

En effet, ce qui est impossible à réaliser pour les instrumens physiques, c'est-à-dire la spontanéité et l'indépendance des appareils récepteurs et enregistreurs, existe au contraire pour les organes vivans qui remplissent ce rôle. Nos cellules nerveuses cérébrales, qui reçoivent les impressions des nerfs périphériques, non-seulement

entrent en fonction lorsqu'elles y sont sollicitées par une excitation venue de ces nerfs, mais elles peuvent encore entrer en activité d'elles-mêmes, sans la moindre impression externe. Or la conscience ne connaît que ce qui se passe dans ces cellules, elle n'a aucune relation directe avec les appareils périphériques, et de toute nécessité elle admet comme vrai et réel ce que les centres nerveux lui indiquent. Si les hallucinations dépendent de l'activité anormale de nos sens internes, on comprend que les excitations cérébrales les plus vives sont seules capables de les produire; il faut que tous nos sens soient troublés en même temps, afin qu'aucun ne puisse contrôler l'erreur des autres, et pour cela il est nécessaire, en dehors des cas pathologiques, que notre intelligence tout entière soit envahie et dominée par une seule et même idée.

Les circonstances qui favorisent la production de ces troubles intellectuels sont, en même temps qu'un esprit faible et facilement impressionnable, la frayeur, l'exaltation des passions, la solitude, l'obscurité. Chez les malades atteints d'affections cérébrales, l'hallucination est chose commune; dans le cerveau sain, il faut, pour qu'elles se manifestent, tout un ensemble de conditions dont Shakspeare, surtout dans *Macbeth*, nous offre une étude très complète.

Shakspeare a commencé par nous montrer un soldat vaillant, mais dont l'âme crédule est dominée par une femme. Ambitieux et cruel, il demeure indécis, « laissant le *je n'ose pas* accompagner le *je voudrais.* » Lady Macbeth au contraire est d'une rare puissance de volonté; son audace, sa froide résolution est inaccessible à la pitié. Ce n'est qu'aux heures du sommeil, quand sa volonté est absente, que ses sens et ses terreurs reprennent le dessus; éveillée, elle redevient calme, et méprise alors avec une superbe ironie les hallucinations de son mari. Macbeth n'est pas un criminel fait d'une seule pièce; ce n'est que peu à peu et par les côtés les plus vulgaires de la nature humaine que l'ambition et la convoitise entrent dans son âme. Ses succès à la guerre le gonflent d'orgueil; aussitôt une vanité puérile, si commune chez les héros barbares, s'empare de tout son être; c'est le moment que choisissent les sorcières pour le saluer thane de Cawdor et roi. N'est-ce pas l'histoire de bien des chefs d'armée? Que de capitaines, jusque-là honnêtes et loyaux, sont devenus des ambitieux sans scrupule dès qu'ils ont acquis un peu de gloire et de puissance! Que de généraux victorieux ont entendu dans l'exaltation du triomphe des voix intérieures qui leur criaient : « Tu pourrais être roi! » A partir de cette heure, eux aussi ont été capables de tout.

Un criminel de sang-froid, Shakspeare le sait, n'aurait aucune hallucination; il accumule toutes les circonstances favorables à l'é-

closion du trouble : la peur, le réveil de la conscience et de la reconnaissance, l'obscurité, l'isolement. Avant le crime, Macbeth est seul dans une vaste salle, Banquo vient de le quitter; il lui a fait connaître les nouveaux bienfaits du roi, il lui a parlé de loyauté et de vertu. L'obscurité et le silence se font tout à coup. Au milieu des pensées qui assaillent son esprit de toutes parts, une seule finit par le dominer, c'est la promesse qu'il vient de faire à sa femme. Il va plonger son poignard au cœur de son bienfaiteur et de son roi; il s'est assuré de son arme. C'est alors qu'il voit devant lui un poignard « tel que celui dont il allait se servir. » Rien de plus vrai que cette scène. Shakspeare pourtant n'a pas voulu que la raison perdît si vite tous ses droits : Macbeth cherche à vérifier l'erreur du sens de la vue par le sens du toucher, et il se rend lui-même un compte exact de cette vision, qui n'est que « la fausse création d'un cerveau opprimé par la fièvre. » Aussitôt la vision disparaît, mais l'excitation cérébrale persiste. C'est là encore une observation pleine de justesse, car les paroles que prononce Macbeth en cet instant sont toutes d'exaltation et presque de délire.

Au moment du meurtre, le trouble de l'esprit est extrême; mais ce ne sont plus que des hallucinations de l'ouïe qu'il n'ose rectifier, tant son être tout entier est bouleversé : il a la gorge serrée; ses mains crispées retiennent les poignards qu'il aurait dû laisser dans la chambre, il oublie de se laver les mains, le moindre bruit l'effraie, tout l'épouvante, et c'est au milieu de ces angoisses qu'il entend les voix crier à travers toute la maison : « Ne sommeille plus! Macbeth tue le sommeil! » Ici encore rien n'est forcé, rien n'est exagéré, l'hallucination arrive naturellement et au moment précis.

Toutefois, en dépit de ces troubles de son esprit, Macbeth est un simple criminel; ce n'est pas un malade, il n'est atteint d'aucune affection mentale, et Shakspeare a si bien saisi cette nuance qu'il ne lui prête aucun penchant bizarre, aucune anomalie de l'intelligence; ce n'est que dans des circonstances extraordinaires que les troubles des sens reparaissent. Il ne voudrait pas le rendre inconscient de ses actes, et montrer son intelligence aux prises avec des symptômes morbides; ce ne sont que des rêves qui l'agitent quand il est endormi; lorsqu'il est éveillé, il semble avoir puisé dans le meurtre une nouvelle énergie virile. C'est lui maintenant qui médite l'assassinat de Banquo, il a tué, il faut qu'il tue encore; mais il n'hésite plus, il n'a plus de remords, il a banni tous ses scrupules, et n'aspire désormais qu'à trouver la sécurité dans de nouveaux crimes.

La plupart des critiques nous semblent s'être trompés en prêtant

à Macbeth, après le meurtre du roi, des sentimens de remords. Au contraire il désire uniquement profiter de son crime; il s'en applaudirait presque, s'il se croyait assuré de conserver la couronne. Plus de sentimens humains dans son cœur, sa conscience est morte; ce n'est plus l'horreur de son meurtre qui pourra ébranler son cerveau et amener une hallucination, c'est l'insuffisance du crime. Dès qu'il apprend que le fils de Banquo a échappé aux meurtriers, son esprit se trouble, et le délire des sens apparaît : « Sans cela, j'aurais été en repos absolu, entier comme le marbre, assis comme le rocher, libre et sans plus d'entraves que l'air ambiant, tandis que maintenant je suis enragé, enfermé, emprisonné, enchaîné dans des doutes et des effrois insolens. » Au moment même où il prononce ces paroles apparaît le spectre de Banquo, et tandis qu'après l'assassinat du roi il s'était écrié : « Il vaudrait mieux pour moi ne pas me connaître que de connaître l'acte que j'ai commis. Oh! si Duncan pouvait se réveiller!.. » maintenant, dès que l'apparition a disparu, ses premiers mots sont : « Cela voudra du sang, le sang appellera le sang, » et il arrête aussitôt dans son esprit le meurtre de Macduff.

Le génie de Shakspeare pouvait seul varier d'une façon aussi exacte les causes de l'hallucination chez un individu médicalement sain. Combien sa conception est plus élevée que celle que lui ont prêtée certains critiques! Macbeth a beau étouffer la voix de sa conscience, s'endurcir dans le crime, et n'avoir plus à redouter les angoisses du remords : il ne peut se soustraire aux tempêtes de l'âme, aux tortures morales qu'amènent les troubles des sens et de l'intelligence.

L'apparition du spectre de Banquo est encore accompagnée d'une grande excitation cérébrale, et ce détail n'est pas moins remarquable que le soin qu'a eu Shakspeare de ne rien ajouter qui dépasse les phénomènes ordinaires de ces perturbations intellectuelles. Le poignard est pareil à celui que Macbeth tient à la main; le spectre de Banquo n'offre aucune forme étrange, surtout il ne prononce aucune des paroles que les auteurs dramatiques ont l'habitude de prêter aux fantômes. Il est muet, immobile, le visage sanglant, car Macbeth vient d'apprendre que Banquo a reçu vingt blessures énormes à la tête, et il a vu à l'instant du sang au visage du meurtrier. En effet, les impressions vives qui ont eu lieu récemment à l'état normal reparaissent presque toujours pendant l'hallucination, de même que dans le rêve on retrouve les impressions qui se sont produites quelque temps auparavant, pendant l'état de veille. Il est donc naturel que le spectre de Banquo apparaisse à Macbeth couvert de sang, d'autant plus que Shakspeare a eu soin non-seulement d'en provo-

quer l'idée par le récit du meurtrier, mais de déterminer une impression physique par les taches de sang qui lui couvrent le visage.

Le tempérament de Macbeth était bien choisi pour la production des hallucinations; celui de lady Macbeth au contraire ne prête qu'à des accès de somnambulisme. Il y a une différence considérable entre ces deux formes de vésanies. Les hallucinations résultent du jeu de l'imagination, des émotions violentes, de l'excitation excessive du système nerveux, avec un manque d'équilibre cérébral. Le somnambulisme est un acte machinal, passif, dans lequel le cerveau proprement dit n'intervient que très faiblement; c'est toujours la répétition inconsciente de choses faites pendant la veille, le corps et les sens agissant mécaniquement tandis que la volonté et la raison dorment. Le somnambulisme est un simple phénomène réflexe, c'est-à-dire qu'il se produit de lui-même sans que l'intelligence y participe; c'est le jeu régulier des sens violemment affectés qui continue d'une manière automatique. Aussi, comme pour mieux indiquer que les troubles intellectuels de lady Macbeth ne sont pas les mêmes que ceux de son mari et pour marquer qu'ils n'ont rien d'incompatible avec son énergie morale, sa férocité froide et lucide, Shakspeare fait dire au médecin : « J'en ai connu qui se promenaient dans leur sommeil et qui sont morts saintement dans leur lit. »

Dans tous les cas, ce sont surtout les impressions des sens qui prédominent dans le somnambulisme, et les passions ne peuvent agir que comme cause prédisposante. La description minutieuse du somnambulisme de lady Macbeth est de tous points en harmonie avec les données de la science; elle n'a ni délire, ni idée proprement dite, elle ne fait que se souvenir; ce ne sont pas ses pensées ou ses impressions morales qu'elle évoque, c'est l'impression toute physique de ses sens. Comme chez son mari, ce n'est pas le remords personnel et conscient qui agite lady Macbeth, c'est pour ainsi dire le remords fatal et organique. Ils sont tous deux trop criminels pour se repentir et comprendre l'énormité de leur faute : ils arriveraient peut-être alors à exciter la pitié et la compassion du spectateur; mais, à défaut de conscience, l'ordre naturel des événemens et les seules lois de l'organisme vont amener forcément leur châtiment. Chez l'un, le cerveau se congestionne, le sommeil disparaît, la surexcitation cérébrale et la fièvre sont continues, et il meurt en proie à d'indicibles rages; dans l'autre, les troubles organiques sont moins apparens et moins fébriles, mais le système nerveux se fatigue à la fin par excès d'énergie et de dépense, les impressions violentes, un instant contenues, n'en ont pas moins été ressenties, et cette influence agit lentement, mais constamment :

c'est un foyer permanent et indestructible qui mine le corps peu à peu et chaque jour gagne du terrain. Chez l'un, c'est la fièvre du cerveau, chez l'autre l'action passive et lente des actes réflexes cérébraux.

Lorsque lady Macbeth revient de la chambre où Duncan a été tué, après avoir frotté de sang les visages des deux valets, elle reproche à son mari ses terreurs à la vue de ses mains couvertes de sang. « Mes mains sont de la couleur des vôtres, mais je serais honteuse de porter un cœur si blanc. — Un peu d'eau vous lavera de cet acte : combien la chose est facile alors! » En parlant ainsi, elle devait sentir le sang tiède se coaguler sur sa peau, rider et serrer l'épiderme, engluer ses doigts et en embarrasser tous les mouvemens. Quiconque s'est trouvé dans le cas d'avoir du sang chaud sur les mains se rappelle la sensation désagréable que donne cette coagulation. C'est cette impression qui revient à lady Macbeth dans son somnambulisme; elle se frotte les mains comme pour redonner à la peau sa souplesse et sa netteté, car la tache de sang irrite l'épiderme et produit une sorte de démangeaison. Ce n'est pas non plus un peu d'eau qui enlève aussitôt toute trace de sang; sa couleur rouge se trahit longtemps dans les plis de la peau, sous les ongles, et, quand tout est bien lavé, l'odeur subsiste encore pendant bien des heures. Longtemps après le meurtre, lady Macbeth a dû retrouver sur sa main l'odeur du sang, cette odeur si caractéristique qu'elle est même spéciale d'un animal à l'autre. Plus tard, sans doute bien souvent, sa pensée a dû se reporter involontairement à ces sensations, la faire tressaillir d'horreur et de dégoût. Ce sont ces impressions toutes physiques des sens, du toucher, de la vue et de l'odorat, qui réapparaissent d'une manière inconsciente, pendant ses accès de somnambulisme, alors que sa volonté est endormie. Qu'ils sont vrais, ces cris entrecoupés : « qui aurait cependant pensé que ce vieillard avait tant de sang? Quoi! ces mains ne seront donc jamais propres? Il y a toujours là l'odeur du sang! » et comme tous les détails sont en harmonie : la lumière, que garde toujours à côté d'elle lady Macbeth parce que rien ne contribue autant que l'obscurité à augmenter les terreurs, — la promenade silencieuse, — le retour *direct* au lit les yeux fixes grands ouverts, mais ne percevant aucune sensation lumineuse! Cette dernière observation est également des plus exactes, car beaucoup de somnambules ont les yeux ouverts; Magendie a même remarqué que la vue ne s'exerce chez eux que sur les objets qui ont trait à l'action dont ils sont occupés, et que la rétine reste insensible à la plus vive lumière éclairant un objet étranger à leur préoccupation.

Après le drame de *Macbeth*, celui d'*Hamlet* offre les observations les plus dignes d'être notées. Dans la première apparition du fantôme, il n'y a pas précisément un cas d'hallucination; d'autres qu'Hamlet ont vu le même fantôme, et maints détails semblent favorables à la réalité de l'apparition. Que l'intérêt du drame gagne ou non à cette mise en scène, qu'il fût ou non nécessaire qu'Hamlet n'eût aucun doute sur la réalité de cette vision, c'est ce que nous n'avons pas à examiner ici. Toutefois ce n'est qu'à contre-cœur et comme malgré lui que Shakspeare renonce un instant à tout expliquer par les phénomènes naturels de l'hallucination. Dès le commencement, il nous montre Hamlet mélancolique, porté au suicide, obsédé de visions, car il lui semble voir « l'image de son père par l'œil de son âme. » Pour mieux marquer qu'il n'y a rien de surnaturel dans cette apparition, il nous fait assister aux hésitations du prince danois, qui craint même un instant d'avoir été le jouet de ses sens.

C'est au milieu d'une froide et sombre nuit, quand on entend au loin l'orgie du roi criminel, que le fantôme apparaît. Quoique philosophe et sceptique, Hamlet ne cherche point à redresser l'illusion de ses sens; comme le remarque Horatio, dès les premiers instans « le délire s'est emparé de son imagination. » A mesure que l'hallucination envahit l'esprit d'Hamlet, l'excitation cérébrale augmente, et elle se prolonge encore longtemps après; ce n'est évidemment que sous l'influence d'une exaltation considérable qu'il s'écrie : « Bien dit, vieille taupe, comment peux-tu travailler si vite sous terre? » Plus Hamlet avance, plus le fantôme fuit devant lui. Il s'arrête alors : « Où veux-tu me conduire? Parle, je n'irai pas plus loin. » Rien de plus juste; la plupart du temps la vision semble s'éloigner à mesure qu'on marche vers elle. J'ai sous les yeux la relation d'un cas semblable : un halluciné, croyant voir une figure près de son lit, se lève, la vision lui apparaît alors près de la porte de sa chambre; il la suit, mais plus il approche, plus la vision fuit, et dans le corridor, et sur l'escalier, et jusqu'à la porte de la maison. Arrivé là, le malade se rendit enfin compte de l'illusion de ses sens.

La seconde vision d'Hamlet (1) a tous les caractères de l'hallucination réelle; la reine en effet ne voit pas le fantôme, et elle en in-

(1) Au théâtre, on fait toujours apparaître le fantôme assez loin de la place où le portrait du roi est suspendu. Le fantôme devrait au contraire être visible en premier lieu près de ce portait, car l'hallucination d'Hamlet est préparée par l'attention avec laquelle il a contemplé la figure de son père. En pareil cas, les personnages des tableaux revêtent peu à peu les apparences de la vie et semblent sortir du cadre, comme le démontrent plusieurs hallucinations religieuses où les fidèles en adoration, les yeux fixés sur les figures saintes, ont vu celles-ci s'animer et s'avancer vers eux.

dique elle-même la cause quand elle parle de « cette apparition sans corps, qui est une de ces œuvres que le délire est puissant à produire. » Hamlet répond comme tous les hallucinés : « Le délire! Mon pouls bat avec la même régularité que le vôtre et chante la même musique de santé. Ce n'est point la folie qui m'a fait parler; mettez-moi à l'épreuve, et je répéterai la chose mot pour mot. » C'est le raisonnement de tous les malades de ce genre : ils ne comprennent pas qu'on n'ajoute point foi à ce qu'ils croient voir et entendre. Comme Hamlet, ils demandent qu'on les mette à l'épreuve, car ils voient, sentent, entendent réellement; ils ne croient pas simplement voir, entendre et sentir, et si l'on veut combattre leurs illusions par des raisonnemens, ils vous répondent comme répondait un malade au docteur Leuret : « J'entends des voix parce que je les entends. Comment cela se fait-il? Je n'en sais rien; mais elles sont pour moi aussi distinctes que votre voix, et si vous voulez que j'admette la réalité de vos paroles, laissez-moi croire aussi à la réalité des paroles qui me viennent je ne sais d'où, car la réalité des unes et des autres est également sensible pour moi. » Cette foi profonde dans la réalité de l'hallucination existe surtout chez l'halluciné malade; elle se rencontre plus rarement chez les individus qui n'ont que des hallucinations passagères. Ainsi Macbeth, dans sa première vision, se rend parfaitement compte de l'erreur de ses sens; dans la seconde, il ne sait pas distinguer son erreur pendant qu'elle existe, mais, dès qu'elle a disparu, il en reconnaît la cause. Il en est de même pour l'hallucination de Brutus dans le drame de *Jules César*. Il n'existe en effet chez ces personnages que des troubles passagers d'une intelligence d'ailleurs saine; l'équilibre physiologique se rétablit bientôt, d'autant plus que tous deux sont des hommes énergiques qui ne se livrent guère aux rêves de l'imagination. Hamlet est d'une tout autre nature; il a de longues rêveries mélancoliques, et, comme il le dit lui-même, les illusions ont une grande puissance sur son âme. Il ne cherche jamais à démêler le vrai de ses visions, il les affirme, et loin de croire à une illusion de ses sens, il accuse les autres de ne pas voir ou de ne pas entendre; lorsque sa mère lui dit qu'il n'y a pas de spectre dans la salle, il s'écrie : « Mais, regardez donc là! Regardez de quel pas il s'éloigne! Regardez, le voici qui à ce moment même passe la porte! » Quelle variété dans ces scènes, et comme Shakspeare décrit toutes les formes d'hallucination selon le tempérament de ses personnages!

Le drame entier d'Hamlet offre une étude psychologique des plus intéressantes; à notre point de vue, demandons-nous d'abord, pour employer une expression médicale, quel est le diagnostic de l'organisation d'Hamlet. Est-ce un mélancolique qui bientôt va être saisi

par la folie? Est-ce un tempérament pathologique ou un individu sain, mais d'une nature impressionnable et délicate, doué d'une âme généreuse, ardente pour chercher, puissante pour sentir, que le spectacle du monde jette dans le découragement, les vagues malaises de l'esprit et le dégoût de la vie?

Le docteur Bucknill est convaincu qu'Hamlet est pathologiquement mélancolique, et qu'il y a peu de simulation dans ses paroles et dans ses actes; il déclare cependant que sa folie n'en est encore qu'à la période d'incubation. Certes on peut trouver dans Hamlet plusieurs symptômes de la mélancolie pathologique, et l'on pourrait donner une analyse fidèle de son caractère en copiant presqu'à la lettre la description de cette maladie dans un ouvrage spécial, au chapitre : Folie mélancolique. Quant à nous, il nous répugne de croire qu'Hamlet est un fou ou qu'il n'a plus qu'un pas à franchir pour le devenir. D'abord Shakspeare aurait mieux marqué cette tendance, car il a l'habitude de bien indiquer ce que doivent être ses personnages; or nulle part on ne trouve qu'il ait voulu faire d'Hamlet un malade qui doit bientôt succomber à la folie. Peut-on affirmer que, s'il avait vécu plus longtemps, Hamlet serait devenu fou? Rien ne le prouve; au contraire il semble qu'à la fin du drame une sorte d'apaisement se fait dans son esprit. Plus d'hallucination ni de conception délirante, aucun prodrome manifeste de folie : il montre seulement une grande exaltation sur la tombe d'Ophélie. D'autre part, s'il est vrai que la maladie commence souvent avec les idées dominantes qu'on retrouve chez Hamlet, il est impossible de considérer ces idées comme la preuve de perturbations cérébrales. Ces idées peuvent exister chez des individus qui jamais ne seront fous, qui ne donneront même jamais le moindre signe réel de trouble intellectuel, mais dont l'âme trop impressionnable, trop émue et ouverte, trop peu égoïste, s'affecte de toutes les injustices du monde. « Ils ne peuvent supporter les coups de fouet et les mépris du monde, les injustices de l'oppresseur, les affronts de l'homme orgueilleux, les tortures de l'amour dédaigné, les lenteurs de la justice, l'insolence des gens en place et les coups de pied que le mérite patient reçoit des indignes. » Que d'âmes d'élite qui ont pensé ainsi et chez lesquelles le spectacle du monde a amené le désenchantement et le dégoût de la vie!

L'organisation physique contribue sans doute à exalter cette tendance, qui consiste à ne voir que le côté affligeant des choses, et Shakspeare a eu soin de nous montrer Hamlet « gras et ayant l'haleine courte. » En faisant cette remarque, il ne songeait certes pas à l'acteur qui remplissait ce rôle, comme l'ont admis des critiques malavisés. C'est une organisation peu vigoureuse que celle

d'Hamlet, une nature maladive, un tempérament nerveux et lymphatique, n'ayant pas, même à la fleur de l'âge, les allures juvéniles et violentes que donnent la force et la santé exubérantes et qu'accompagnent l'insouciance, la gaîté, l'ardeur au plaisir et au travail propres au tempérament sanguin. Les natures comme celles d'Hamlet sont de bonne heure rêveuses et souffrantes; elles sont toutes de sensibilité, d'expansion, d'enthousiasme ou de désillusion, selon les circonstances; mais malgré leur bizarrerie, leur originalité et leur conduite qui souvent est opposée aux règles communes, ces individus ne deviendront jamais des aliénés; tels ils sont nés et tels ils resteront; ce sont des misanthropes généreux ou moroses, sympathiques ou ridicules, souvent brusques et méfians, mais capables de reparties fines et d'aperçus justes. Voilà pourquoi nous ne croyons pas, avec le docteur Brierre de Boismont et le docteur Bucknill, qu'Hamlet soit dans un de ces états intermédiaires entre la raison et la folie, qu'on a nommés la période d'incubation, période où des milliers de malades succombent, d'où des centaines d'autres sortent pour revenir à la santé. Pour nous, Hamlet ne saurait devenir vraiment fou; il ne saurait davantage être plus raisonnable; ce n'est pas un type intermédiaire, c'est un type réel et complet. S'il a des hallucinations, c'est que son âme est envahie par la douleur et par l'immensité du crime qu'il entrevoit. Son cerveau est mal équilibré, non par la maladie, mais par l'excès de la méditation et de la souffrance. Il faut considérer qu'à peine a-t-il eu le temps de se reconnaître et de comparer le monde tel qu'il est avec le monde tel qu'il a cru le voir dans sa naïve bonté, qu'il est obligé, lui si aimant, si respectueux, de se détourner avec horreur de la conduite de sa mère!

Il est des enfans nés musiciens qu'une fausse note irrite; dès leurs premières années, ils ont le sentiment de l'harmonie. Aucune note discordante ne leur échappe, et ils ne peuvent comprendre qu'il existe d'autres organisations d'où le sens de l'harmonie soit absent. D'autres naissent avec un sens exquis des couleurs et des lignes, et tout ce qui est contraire à leur art les blesse et leur répugne. Hamlet est une de ces natures d'artistes; c'est un artiste du sens moral. Né avec le sentiment le plus délicat de ce qui est honnête et généreux, il se passionne pour la loyauté et la vérité comme le musicien pour l'harmonie et le sculpteur pour la forme idéale; nos vices et nos faiblesses l'étonnent; ce sont pour lui des monstruosités.

Avec quel dégoût il souffre le contact des flatteurs et des hypocrites, et comme il les humilie à l'occasion! C'est avec un secret plaisir qu'il torture ce pauvre courtisan Osric, à qui il laisse voir

tout le ridicule de ses bassesses et de ses flatteries; il s'amuse à le faire patauger dans sa propre fange comme un animal immonde. C'est qu'Hamlet a reconnu son ennemi naturel, qui, contrairement à lui, est né avec l'amour du mensonge et « qui, avant de le sucer, faisait déjà des révérences au sein de sa nourrice. » Il hait les méchans ou plutôt il sent son cœur se soulever quand il les rencontre sous ses pas, au milieu de la cour de son oncle. On dirait le tressaillement involontaire de terreur et de dégoût qu'éprouve Marguerite près de Méphistophélès. Quelle joie au contraire lorsqu'il rencontre un honnête homme! Son âme épanouie se livre à l'idéal. Avec quel plaisir il serre la main loyale et franche d'Horatio! Chaque fois qu'il se retrouve avec lui, son cœur est soulagé et l'humanité lui paraît alors moins mauvaise. Que Shakspeare, pour créer ce type, ait connu les délicatesses de sentiment qu'il prête à Hamlet, on n'en saurait douter; c'est bien l'œuvre de l'homme honnête et affectueux que Ben-Jonson nous dépeint « civil de manières, d'un naturel ouvert et franc. » Lui aussi, comme il le dit dans ses sonnets, a été fatigué du spectacle du monde, de ce mélange d'injustices et de basse jalousie que crée la concurrence vitale.

Plusieurs critiques ont voulu trouver de l'analogie entre Hamlet et Werther, et les Allemands ont cru reconnaître dans Hamlet la personnification de leurs idées et de leurs sentimens. L'un d'eux s'est écrié : « Hamlet, c'est l'Allemagne! » Ce rapprochement n'est peut-être pas bien exact, car, s'il est vrai qu'Hamlet et que Werther sont tous deux de nature rêveuse, quelle différence dans leur caractère! Werther aime sans doute l'idéal et la vérité, mais il est égoïste, orgueilleux; il ne nous entretient que de ses rêves, de ses désirs, de ses douleurs; il estime que la nature humaine est chose de peu, que le spectacle du monde est désolant, uniquement parce qu'il ne jouit pas de tous les biens auxquels il aspire. Hamlet ne se préoccupe jamais de sa personne, il sacrifie sans plaintes jusqu'à son amour pour Ophélie; prince et héritier d'un trône, il ne laisse percer ni orgueil ni vanité; bon et affectueux envers tous, il souffre moins de ses maux que des vices de la société; c'est une nature expansive qui confond ses intérêts personnels avec ceux de l'humanité tout entière. C'est bien plutôt avec Alceste qu'Hamlet a le plus de ressemblance; l'un et l'autre aiment la loyauté et la franchise, prennent peu soin de leur intérêt personnel et ne sont misanthropes que parce qu'ils ne trouvent pas autour d'eux l'écho de leurs propres sentimens. C'est avec raison qu'on a rapproché ces natures qui se ressemblent tant en dépit des apparences, créations de génie de deux écrivains qui ne manquaient point d'affinités, car ls furent, comme l'a dit M. Taine, « des philosophes d'instinct

pour lesquels il faut avec les sens et le cœur le contentement du cerveau. »

Cette absence de préoccupation personnelle et d'égoïsme est une preuve de plus qu'Hamlet n'est point dans la période d'incubation de la folie; les mélancoliques aliénés en effet restent froids et indifférens à toutes les questions générales. Concentrés en eux-mêmes, ils n'étendent pas leurs idées au-delà de leur personne et ne songent qu'à leurs propres maux. D'autre part, la mélancolie d'Hamlet n'est pas absolue : ses lettres à Ophélie ne sont pas d'un hypocondriaque; pendant qu'il étudiait à l'université de Wittemberg, il fréquentait le théâtre et les acteurs. Il revoit avec plaisir ses anciens compagnons d'étude Rosencrantz et Guildenstern, et ne retombe dans ses tristesses et dans ses méfiances que lorsqu'il s'aperçoit que ses amis ne sont venus que pour le surveiller et pour l'épier. En un mot, si Hamlet présente des bizarreries de caractère qui rappellent les premiers symptômes de la folie, il est certain qu'il n'est nullement un aliéné, même à la période prodromique. Indécis, livré au cours des événemens, il est parfois possédé d'une activité sans frein. Ainsi, dans la scène de la représentation, il ne peut attendre le moment où la tragédie va commencer; il pose sa tête sur les genoux d'Ophélie, s'asseoit, se lève, interrompt les acteurs pour expliquer la pièce et hâter le dénoûment; dès qu'il voit pâlir le roi, il est pris d'un rire involontaire et spasmodique comme à la fin d'une crise nerveuse. Quant à ses hallucinations, elles ne permettent pas d'affirmer l'aliénation; il n'est point rare que des individus parfaitement sains aient des hallucinations; tous les médecins aliénistes sont d'accord sur ce point que ce symptôme ne suffit pas pour caractériser la folie. Dans la pièce *Comme il vous plaira*, le caractère de Jacques se rapproche beaucoup de celui d'Hamlet : lui aussi est un philosophe mélancolique qui se plaît à être seul et à récriminer contre la société; « ce sont les spectacles variés contemplés durant ses voyages qui, ruminés sans cesse par sa pensée, l'enveloppent dans une tristesse très originale. » On croirait entendre Hamlet, lorsqu'il s'écrie : « Morbleu ! il fait bon être triste. »

Malgré toutes ses bizarreries, Jacques, pas plus qu'Hamlet, n'est un aliéné. Tout autre est le caractère de Timon d'Athènes. Riche ou pauvre, Timon n'a ni raisonnement, ni jugement, ni discernement; ses prodigalités sont aussi ridicules que son optimisme est aveugle. C'est déjà une altération morale qui, sous le coup de l'infortune, va dégénérer en folie; aussi la misanthropie de Timon est-elle loin de ressembler à la misanthropie raisonnée et philosophique d'Hamlet et de Jacques : ce n'est même pas de la misanthropie, c'est une

série de conceptions délirantes engendrées par la haine et la colère.

Avant de quitter le drame d'*Hamlet*, remarquons encore combien la folie d'Ophélie est traitée avec science. Malgré ses pleurs et le souvenir terrible du trépas de son père, elle a des momens de gaîté exagérée. Quel contraste émouvant et vrai entre ces chants, ces fleurs dont elle fait des couronnes, ces rires nerveux et ces brusques retours de tristesse! C'est bien la folie d'une jeune fille, différant essentiellement par ses symptômes de celle d'autres malades du même genre, de celle du roi Lear par exemple. La vivacité et les grâces charmantes de la jeunesse percent dans tous les actes d'Ophélie; on sent que l'affection est accidentelle et subite, qu'elle ne résulte point d'un organisme prédisposé aux troubles de l'intelligence. Il y a encore bien de la finesse d'observation à montrer cette jeune fille si pure, si naïve, perdant tout à coup, par le fait même de la maladie, le sentiment de la pudeur; la veille, elle eût rougi en entendant la chanson qu'elle chante elle-même. C'est surtout lorsque l'on compare ces scènes à celles où d'autres auteurs ont cherché à dépeindre des situations analogues qu'on admire le génie de Shakspeare. Marguerite en prison est sans doute dramatique, mais elle n'agit ni ne parle comme une folle; elle est uniquement en proie à une violente excitation cérébrale, à un accès de délire.

Le drame du *Roi Lear* est une étude complète sur la folie. Dès les premières scènes, Shakspeare nous montre un vieillard orgueilleux se livrant à des actes qui témoignent d'une intelligence bizarre et mal équilibrée. Le roi sans doute paraît être en pleine santé; mais le germe de sa maladie existe déjà et tous les prodromes en sont nettement indiqués par la brusquerie de ses décisions, le manque de jugement, l'orgueil effréné, l'amour des hommages flatteurs. C'est le pouvoir suprême qui semble avoir causé ce trouble de l'esprit; il n'a jamais trouvé de contradicteurs, tout doit obéir à sa volonté; il croit même commander à l'avenir et ne doute pas que tout n'arrive comme il l'ordonne. Ainsi dès le début on assiste au développement de la maladie qui éclatera plus tard. Les événemens tragiques qui vont suivre ne seront que la cause apparente et occasionnelle de cette folie; mais, comme il arrive presque toujours, le germe de cette affection mentale remonte plus haut. Le caractère du roi est si nettement dessiné dès le premier acte, qu'il a frappé par sa justesse non-seulement les médecins aliénistes, mais des critiques littéraires. C'est ainsi qu'on peut approuver complétement, au point de vue médical, la réflexion suivante de M. É. Montégut : « de l'enquête poétique à laquelle Shakspeare nous fait assister, il résulte que Lear était fou, même en pleine santé, longtemps avant

que le délire ne se déclarât, que cette folie n'aurait jamais été connue, si Gonéril et Régane ne lui avaient fourni par les procédés de leur ingratitude une raison d'éclater. »

L'exaltation maniaque suit chez Lear la marche ordinaire. L'impressionnabilité exagérée du roi, sa *faiblesse irritable*, se traduisent par une extravagance de caractère et par des emportemens que rien ne motive. Il quitte avec hauteur Gonéril pour se rendre chez son autre fille Régane, il ne doute pas un seul instant qu'il ne soit reçu avec tous les honneurs qui lui sont dus; mais déjà son caractère change, il devient moins hautain, et il écoute sans irritation les vérités que lui dit son fou. Il sent que ses pensées se troublent, que son esprit est ébranlé par ce coup imprévu. Comme il arrive chez beaucoup d'aliénés, Lear a le sentiment de son état, il supplie le ciel de ne pas permettre qu'il devienne fou : « Que je ne devienne pas fou, ciel clément! Gardez-moi en équilibre, je ne voudrais pas être fou! »

Repoussé par sa seconde fille, humilié dans son orgueil de roi, blessé dans son amour de père, le roi Lear pourrait encore conserver sa dignité et se retirer dépouillé, mais fier, le cœur gonflé de mépris pour ses filles; mais, par cela seul qu'il est dans un état pathologique, il va tomber d'une exagération dans une autre; il s'humiliera jusqu'à renoncer à tous ses désirs, il s'abaissera à mendier ce qu'il rejetait avec dédain, il écoutera ses filles avec résignation, il essaiera même de se méprendre sur le sens de leurs paroles! Cette succession si rapide de douleurs et d'émotions violentes chez un homme qui a déjà présenté tous les symptômes de la manie à l'état d'exaltation devait ébranler profondément sa raison; mais Shakspeare ne se contente pas de toutes ces causes morales, il appelle à son aide le concours de la nature. C'est par une nuit de tempête que le vieux roi erre au milieu de la campagne, sans abri, tête nue, inconscient de ses souffrances physiques, « la tempête de son âme enlevant à ses organes tout autre sentiment. » Bientôt son exaltation s'apaise, la fatigue du corps l'emporte sur la surexcitation de son âme, il commence à sentir le froid; aux émotions violentes succède l'abattement, il s'attendrit, sanglote, et c'est lui, ce roi autrefois si superbe, qui dit à son fou : « Comment vas-tu, mon enfant? as-tu froid? Mon pauvre enfant, j'ai encore dans mon cœur une place qui souffre pour toi. » La colère est tombée, l'énergie est brisée, le cerveau est déprimé par une excitation trop violente; c'est la fin de la lutte avec la raison.

Chacune de ces observations est remarquable de justesse et la gradation des symptômes est observée avec une science que ne saurait surpasser un médecin aliéniste. Les scènes suivantes nous

montrent peut-être d'une façon encore plus manifeste à quelle profondeur a pénétré l'intuition de Shakspeare dans l'étude de la folie.

Les premiers symptômes bien caractéristiques de l'aliénation apparaissent au moment où le roi Lear rencontre Edgar; au milieu de pensées incohérentes et d'illusions des sens, une seule idée le domine, il y revient sans cesse; c'est celle de l'ingratitude de ses filles. Avec la logique de la folie et grâce au travail instinctif de l'association des idées qui persiste dans ces états pathologiques, il attribue l'état misérable d'Edgar aux mêmes causes qui ont produit son malheur : « En es-tu venu là pour avoir tout donné à des filles? » Et lorsque Kent lui fait remarquer qu'Edgar n'a pas de filles, il s'écrie : « A mort, traître! Rien n'aurait pu précipiter la nature dans un tel degré d'abjection, si ce n'est des filles ingrates. »

Les idées et les émotions violentes qui ont amené la folie exercent en effet presque toujours une influence déterminée sur la nature et l'objet des conceptions délirantes. Il est même souvent difficile d'établir une limite bien précise entre la folie et ce qui est encore le résultat physiologique, mais exagéré, de l'émotion qui a été éprouvée; la folie paraît ainsi souvent la continuation de l'émotion. Les hallucinations et les illusions portent dans ces cas le cachet de la douleur morale, et dans chaque cas particulier, à côté des symptômes généraux et communs à la plupart des malades, il y a une *note dominante* qui dépend de la violence du premier choc et surtout de la disposition d'esprit dans laquelle se trouve l'individu au moment où il est frappé. Cela explique les hallucinations du roi Lear, qui croit voir ses filles dans des escabeaux, et qui les fait juger par son fou, par Kent et par Edgar, qu'il proclame des justiciers. La simulation de la folie par Edgar sert de même à mieux faire ressortir tous les vrais caractères de la folie réelle du roi. Dès les premiers mots, ce contraste apparaît, nouvelle preuve et des plus remarquables du génie d'observation de Shakspeare. Edgar, malgré tous ses efforts, ne parvient pas à parler et à agir comme un fou réel; il ne faut pas une grande habileté pour reconnaître la simulation dans ses paroles. Comme tous ceux qui cherchent à simuler, il tombe dans des exagérations, suit les préjugés et les superstitions que le public prête aux aliénés. A l'entendre, un démon le tourmente, des esprits de différens noms habitent son corps; il répète à satiété : « Le méchant démon hante le pauvre Tom. »

Une des plus importantes questions de la médecine aliéniste, et sur laquelle on a vivement discuté, est touchée par Shakspeare. Le séjour des aliénés parmi d'autres malades du même genre leur est-il favorable, ou bien augmente-t-il et entretient-il les symptômes

de la folie? On a prétendu qu'une telle société avait une influence fâcheuse et qu'il fallait autant que possible isoler les malades. Un grand nombre de médecins au contraire repoussent la séquestration et l'isolement; Shakspeare semble être du même avis. Le roi Lear en effet paraît plus tranquille lorsqu'il est en compagnie d'Edgar; il demande à rester près de lui, veut qu'il l'accompagne, se plaît à causer avec lui et le prend en affection. Cette influence morale qu'exerce la société est expliquée par ces réflexions d'Edgar : « Qui souffre seul, souffre surtout dans son âme, parce qu'il laisse derrière lui des êtres exempts de chagrins et des spectacles de bonheur; mais lorsque le malheureux a des compagnons et que la douleur est associée à d'autres douleurs, l'âme esquive de grandes souffrances. »

Au début de la maladie du roi Lear, les conceptions délirantes sont fixes, de nature persistante et en petit nombre. C'est en effet ce qui arrive dans la première phase de la folie; plus tard, l'incohérence devient plus manifeste : aussi, quand au dernier acte nous retrouvons le roi Lear, il est moins exalté, mais le mal est plus profond. Il a des momens de gaîté, il se couronne de fleurs et chante à haute voix; les idées se succèdent constamment les unes aux autres, elles sont isolées, sans liaison; chaque circonstance occasionnelle en faisant surgir de nouvelles, leur association est légère et instable. L'intelligence cependant ne s'est point entièrement obscurcie; en dépit de la confusion des idées, la mémoire est fidèle, et quelquefois les pensées du roi Lear atteignent une élévation inattendue. Lorsqu'il se retrouve près de Cordélia, il semble avoir de courts éclairs de raison. Comme chez tous les malades de ce genre, alors même que leur état est plus ou moins susceptible d'être amélioré, Shakspeare nous montre l'intelligence du vieux roi incapable d'un effort prolongé et toujours d'une sensibilité exagérée. Il s'abandonne maintenant à son amour paternel pour sa fille Cordélia avec autant d'exaltation qu'il en avait mis autrefois dans ses colères et dans ses violences.

M. Bucknill et M. Brierre de Boismont ont remarqué avec raison que tout autre auteur dramatique n'aurait pas manqué de faire revenir à la raison le pauvre roi par la force de l'amour filial. Loin de tomber dans cette faute, Shakspeare n'indique que le degré d'amélioration qui était possible pour un individu dont la constitution était originairement d'une sensibilité exagérée, et dont le cerveau avait été profondément troublé par la maladie. A ne considérer que la science mentale, on serait tenté d'appliquer à chacun des épisodes du drame du *Roi Lear* les paroles que Voltaire eût voulu inscrire au bas de chacune des pages de Racine.

Un trait caractéristique de Shakspeare est que, chaque fois qu'il met en scène des personnages atteints d'aliénation mentale, il cherche à émouvoir le public en leur faveur, et on doit lui savoir encore plus de gré d'avoir parlé de la folie avec ces sentimens de sincère pitié que d'avoir su analyser si admirablement tous les symptômes de cette maladie. Partout il nous la représente digne de compassion, inoffensive, et il s'efforce d'attirer sur elle notre intérêt. En même temps il montre le ridicule du préjugé qui veut voir dans les aliénés des possédés et des êtres dangereux. Il faut se rappeler qu'à l'époque où vivait Shakspeare les fous étaient traités avec une cruauté sauvage; on les enfermait dans des maisons de correction, où ils étaient mêlés et confondus avec les criminels, ou bien on les jetait chargés de chaînes dans des cages, le plus souvent dans des réduits sombres et malsains. Ce fut peut-être un acte de courage d'avoir montré que la folie peut atteindre un roi aussi bien que le dernier des mortels; mais ce fut à coup sûr une pensée humanitaire qui fit affirmer à Shakspeare que l'aliénation mentale est une maladie qui a droit à tous nos soins et qui peut être guérie. Shakspeare, dans cette voie, a devancé Pinel, et c'est sans doute à son influence que l'Angleterre doit d'avoir été la première à élever un asile spécial pour les malades atteints de folie; c'est à l'hospice Saint-Luc de Londres, construit au siècle dernier, qu'ont été faites les premières tentatives en faveur de l'amélioration du sort des aliénés.

Les héros des drames de Shakspeare ont ce caractère particulier qu'ils nous apparaissent dans la plénitude de la vie avec tous les signes distinctifs de l'individualité. Dès les premières scènes, nous connaissons leur tempérament et nous pouvons prévoir comment ils vont agir dans toutes les circonstances. Avant qu'on ait aucune raison de supposer qu'Othello devienne jaloux, on peut déjà deviner comment il se conduira quand il le sera. Shakspeare ne cherche jamais à personnifier une idée abstraite; ses héros ne sont ni absolument vertueux, ni tout à fait criminels : ils sont humains. Lady Macbeth elle-même a les qualités de sa bestialité féroce, elle est épouse fidèle et aimante, « elle a nourri, et sait combien il est doux d'aimer l'enfant que l'on allaite. » Une telle conception des caractères est bien plus morale et plus vraie que celle des auteurs qui créent des types d'une telle perfection qu'ils ne répondent à rien de réel dans la nature. Qu'importent à Iago ou à Macbeth, d'un autre côté, les lois abstraites de la morale? Ils savent fort bien qu'ils font mal. Il nous semble qu'il serait ridicule, comme ne manqueraient point de le faire certains moralistes, de les montrer repentans après leurs crimes, en proie aux tortures de leur conscience

et édifiant le monde par leurs remords. Ceux qui ont pu commettre de tels crimes sont incapables de ces beaux retours à la vertu. Malgré l'autorité et la puissance de la religion aux époques où vivent les personnages de Shakspeare, le poète n'a pas songé un instant à ces dénoûmens faux et mièvres; il a montré au contraire combien, en dehors de toute influence morale, le cours naturel des choses amène le châtiment.

Non-seulement les personnages de Shakspeare vivent et agissent selon leur tempérament, ils conservent leur caractère propre jusque dans leurs maladies et dans leur genre de mort. Le gros et gras Falstaff, bon viveur et buveur, a des accès de goutte qui attristent son humeur; « il lui est arrivé de quelque peu malmener les femmes, mais alors il souffrait de ses rhumatismes. » Comme la plupart des alcooliques, il meurt d'une congestion du cerveau et des méninges; « il bavarde de campagnes vertes, remue ses draps, joue avec des fleurs et sourit à ses bouts de doigts. » Cette agitation automatique des doigts et des mains, que les médecins appellent carphologie, est le signe d'un danger imminent et survient particulièrement dans les affections des méninges. En même temps, comme le décrit Shakspeare, « le nez est effilé et froid, » le sang se retire des membres, et la température s'abaisse peu à peu des extrémités au centre; « alors, raconte l'hôtesse qui assistait à l'agonie de Falstaff, il m'ordonna de mettre d'autres couvertures sur ses pieds : je mis ma main dans le lit et je les touchais; ils étaient aussi froids qu'une pierre; alors je touchais ses genoux, et puis je touchais plus haut et puis plus haut, et tout était aussi froid qu'une pierre. »

La mort d'Henri IV d'Angleterre est également en parfait accord avec la vie de ce prince soucieux, triste, indécis, épuisé d'insomnie. Les détails du drame permettent d'affirmer qu'il est emporté par une maladie du cœur. Il tombe en de fréquentes syncopes; des angoisses l'étouffent, il demande de l'air, et il prie qu'on le mette sur son séant. Le roi Jean, mort empoisonné, se plaint surtout de la soif qui le dévore; c'est en effet le symptôme caractéristique des inflammations du tube digestif. « Nul de vous ne voudra donc ordonner à l'hiver de venir et de mettre ses doigts glacés dans ma gorge ou de faire couler les rivières de mon royaume à travers ma poitrine haletante. » La description de l'état cadavérique de Glocester (*Henri VI*, acte III, scène II) est un vrai modèle d'expertise médico-légale; on ne saurait mieux dépeindre les signes de la strangulation : « cette face noire et infiltrée de sang, ces yeux sortant de leur orbite, ces narines ouvertes sous l'effort de la lutte, ces mains étendues comme celles de quelqu'un qui a étreint fortement, la barbe mise en désordre et emmêlée... »

Que d'autres descriptions du même genre nous pourrions encore citer, où l'on retrouve cette exactitude, cette délicate observation des faits! Ainsi dans un rêve agité Hotspur non-seulement parle haut de ses préoccupations de guerre; des gouttes de sueur coulent le long du front, et, remarque bien plus originale, « sur le visage passent d'étranges mouvemens pareils à ceux que nous voyons passer sur le visage d'un homme qui retient son souffle sous la nécessité de quelque grande hâte soudaine. »

Dans *le Conte d'hiver*, pour augmenter les remords du roi criminel, Shakspeare fait mourir son fils unique « par l'effet des terreurs d'imagination et des craintes que lui a inspirées le sort de la reine sa mère. » Cette mort peut paraître étrange; il semble qu'il y ait quelque exagération, au moins pour l'époque, à faire mourir si vite un jeune prince par suite du chagrin qu'il éprouve des malheurs de sa mère. Remarquez cependant avec quel art Shakspeare rend ce dénoûment naturel et logique, avec quelle science médicale il montre dès les premières scènes un enfant doux, aimable, d'une délicieuse gentillesse, un peu frêle, et, comme il arrive souvent chez les enfans de constitution délicate, d'une intelligence des plus précoces! On le voit se blottir dans les genoux de sa mère, la fatiguer de ses embrassemens, et dire à une dame d'honneur : « Je ne veux pas de vous, vous m'embrasseriez trop fort, et vous me parleriez comme si j'étais toujours un bébé! » Sa mère lui demande de lui réciter un conte, il le choisit triste, plein d'esprits et de revenans. « Il y avait un homme qui habitait près d'un cimetière; — je vais le dire tout bas, — les cri-cris là-bas ne l'entendront point. » Ces quelques mots, si insignifians en apparence, nous expliquent comment l'emprisonnement de sa mère fera naître dans cette jeune imagination, d'une nature si délicate, les terreurs mortelles de la fièvre.

Quelle vérité dans les scènes de *Tout est bien qui finit bien*, où le roi croit devoir sa guérison à une drogue secrète! Du temps de Shakspeare comme aujourd'hui, il existait, paraît-il, des spécifiques d'une souveraine infaillibilité, et des remèdes pour guérir les maladies les plus désespérées, « alors que les écoles, à bout de leurs doctrines, ont laissé le mal à lui-même. »

Nous n'avons pas épargné les éloges au profond psychologue qui est dans Shakspeare; nous ne dissimulerons pas ses erreurs médicales, d'ailleurs peu nombreuses. L'action toxique de la jusquiame, telle que l'a dépeinte le spectre dans *Hamlet*, est loin d'être exacte; il est impossible que cette substance versée dans l'oreille d'un homme endormi puisse aussitôt déterminer des ulcères et amener la mort. Nous n'insisterions pas, si Shakspeare ne spécifiait avec soin la nature et les effets du poison. Du moment qu'il prétend discuter doctement sur cette matière, on a le droit de lui demander

quelque exactitude. A en juger par le choix qu'il fait de la jusquiame, il paraît que de son temps cette substance passait pour le poison le plus énergique.

La plus grosse erreur de Shakspeare se trouve dans la scène où Desdémone est étouffée par Othello. Le Maure ne frappe Desdémone d'aucun instrument tranchant, il ne lui fait aucune contusion, il ne se livre sur elle à aucune violence, il l'étouffe sous les oreillers. La mort arrive uniquement par asphyxie; c'est une action étrangère à toute lésion grave de l'organisme. Si cette cause mécanique cessait, la vie reviendrait aussitôt, alors même que déjà l'asphyxie aurait été presque complète. Une personne qui aurait été privée d'air pendant quelque temps échapperait à la mort, si elle pouvait encore respirer. Or, après avoir été étouffée, Desdémone proteste encore de son innocence et excuse Othello. Si elle peut parler, elle respire, et, si elle respire, il est impossible qu'elle meure asphyxiée. On conçoit qu'il ait répugné à Shakspeare de faire périr Desdémone par un meurtre sanglant : Othello ne saurait mutiler ce beau corps! Il fallait alors supprimer les paroles suprêmes de Desdémone.

Nous pouvons conclure de cette étude qu'il y a en Shakspeare, à côté du poète et du philosophe, un observateur des plus profonds, qui s'est rarement écarté de la vérité, quelle qu'ait été l'audace de son imagination. Il a donné à chacun de ses personnages le caractère spécial de son époque et même de sa race, et il a su, en même temps, marquer les qualités morales et les états psychologiques de chacun d'eux, selon son tempérament et son organisation physique. Il a ainsi imprimé à toutes ses œuvres le sceau de la réalité et de la vie. Dédaignant le merveilleux factice, il se sépare également de tous ceux qui ont cherché à introduire dans leurs drames ou dans leurs romans les données physiologiques et médicales, et dont les œuvres littéraires ne sont la plupart que des amplifications bizarres et fantastiques. Au lieu de reproduire avec une servile exactitude les élémens que fournissent les connaissances scientifiques, Shakspeare les domine, il leur assigne leur place et leur rôle, et en dépit des préjugés du temps, il leur donne leur signification réelle avec une clarté et une précision que l'on ne saurait assez admirer. Ce que nous réclamons pour lui, c'est le privilége d'une intuition merveilleuse et d'une puissance de conception qui restent toujours dans les limites de la vérité et du bon sens, tandis que son génie idéalise les faits les plus vulgaires et illumine les points les plus obscurs des passions humaines.

E. ONIMUS.

L'ORIGINE

DES CULTES PRIMITIFS

I. *Tree and Serpent Worship*, par James Fergusson. Londres 1868. — II. *The Origin of Animal Worship*, dans le troisième volume des *Essays scientific, political, and speculative*, par Herbert Spencer. Londres 1874.

L'homme, a-t-on dit, est un animal religieux. — Ce privilége, les transformistes le lui contestent aujourd'hui ; d'autres, qui sont disposés à le lui reconnaître, douteraient volontiers qu'il fût pour lui un titre d'honneur. L'histoire des religions, semble-t-il, n'est guère que celle des superstitions du genre humain. Que sont les premiers dieux ? Des animaux, des arbres, des fontaines, des pierres, les astres. Et pour toutes ces divinités impuissantes ou ridicules l'humanité se prend de terreurs indicibles ; elle se déchire elle-même, elle couvre la terre de massacres et de sang ! En vérité, a-t-elle donc le droit d'être si fière de cet attribut de *religiosité* qui la met au-dessus des espèces animales les plus voisines ? N'est-on pas tenté de croire, avec Buckle, que la religion a fait, somme toute, plus de mal que de bien, et, avec Comte, qu'il est temps de dépouiller ce besoin de surnaturel, enfantine et funeste illusion de l'ignorance, et d'entrer enfin et à toujours dans l'âge viril de la science positive ?

De telles réflexions assaillent parfois celui qui se donne, par l'étude de récens travaux, l'étrange et affligeant spectacle des cultes primitifs. Nous voudrions chercher ici ce qu'elles peuvent avoir de fondé. Est-il donc vrai que l'homme ait jamais choisi ses dieux au-dessous de lui ? Faut-il prendre à la lettre l'adoration des animaux, des plantes, des pierres, et, en général des fétiches ? N'y a-t-il pas,

derrière ces monstrueuses apparences, quelque signification raisonnable qui, même à l'origine, atteste l'essentielle dignité de l'intelligence humaine, trahisse les premiers efforts d'une réflexion judicieuse et contienne la promesse des progrès ultérieurs? Nous avons exposé dans une précédente étude (1) les motifs qui portent à croire que le niveau moral et religieux de l'humanité primitive fut beaucoup plus élevé que celui des sauvages les plus dégradés ; c'est une démonstration nouvelle de cette hypothèse que nous nous proposons de tenter.

I.

Il n'est guère douteux que le culte des animaux n'ait été à peu près universel. Déjà au siècle dernier, De Brosses, dans un excellent mémoire sur le culte des dieux fétiches, signalait d'incontestables rapports entre la religion des Égyptiens et celle des peuplades sauvages. Les animaux qui sont l'objet de l'adoration populaire sont différens selon les pays. Certaines tribus de l'Afrique gardent au fond d'un sanctuaire un tigre orné de fétiches; on lui offre des moutons, des volailles, du maïs, on exécute des danses en son honneur. Ailleurs c'est le crocodile qui est l'animal sacré ; agiter une lance au-dessus des eaux qu'il habite est un crime capital. L'ours est une divinité dans le nord, le jaguar au Brésil, le crapaud dans l'Amérique du Sud. Les Maoris vénèrent l'araignée; ils voient dans les fils de la Vierge le chemin que suivent les âmes des fidèles pour aller au ciel; aussi se font-ils scrupule de les rompre. A tous les échelons du règne animal, l'ingénieuse superstition a su trouver des dieux.

Mais aucun culte n'a été plus répandu que celui du serpent. L'universalité de cette religion a de quoi surprendre ; un écrivain anglais, M. J. Fergusson, qui s'en est fait l'historien, la rencontre sous toutes les latitudes du globe. Certains témoignages d'Hérodote et de Plutarque permettent de penser qu'elle existait en Égypte; selon M. Fergusson, elle fut, chez les Juifs, antérieure au culte spiritualiste et monothéiste de Jehovah. Moïse fit d'énergiques efforts pour l'extirper; de là la malédiction prononcée contre le serpent dans la Genèse. Il ne réussit qu'imparfaitement; comme toutes les religions vaincues, celle du serpent subsista, latente et méprisée, dans les couches inférieures du peuple juif. De loin en loin elle reparut au grand jour, brava le mosaïsme et dressa autel contre autel. C'est ainsi que tout Israël se prosterne devant le serpent d'airain, qui pendant cinq cents ans fut publiquement encensé et adoré. Cette superstition tenace fait encore gémir Salomon, et ce

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1875.

n'est qu'au temps d'Ezéchias que le culte du serpent est définitivement aboli. D'après Sanchoniaton, cité par Eusèbe, on l'adorait en Phénicie : il était probablement la troisième personne de la trinité babylonienne; les anciens Perses lui attribuaient également un caractère religieux. Même après l'avénement du christianisme, on retrouve ce culte en Orient : au témoignage de Tertullien, la secte célèbre des ophites, probablement originaire de la Perse, mettait le serpent au-dessus du Christ lui-même.

M. Fergusson, à qui nous laissons, bien entendu, toute la responsabilité de ses conjectures, croit retrouver dans l'histoire des religions de la Grèce antique les mêmes phases que chez le peuple juif. A une époque fort reculée, les Pélasges auraient eu pour divinités principales les animaux, surtout les serpens. Les Hellènes, vainqueurs des Pélasges, auraient engagé contre ce culte odieux une lutte dont Hercule est le héros. A peine est-il né qu'il trouve deux serpens dans son berceau et les étouffe; plus tard, il tranche d'un seul coup les têtes toujours renaissantes de l'hydre, symbole de l'indestructible vitalité des superstitions populaires. De même Cadmus tue le dragon, et Apollon perce Python de ses flèches. Cependant le vieux culte n'est pas mort; il est seulement devenu inoffensif pour la religion nationale de la race victorieuse : le serpent pélasgique est tombé, pourrait-on dire, au rang de *dieu-patois*. Dans cette position modeste, on le tolère, on le relève même en partie de sa défaite; on lui rend quelques honneurs. Il a cessé d'être terrible, il a pris le rôle discret de divinité domestique, de génie tutélaire, ἀγαθοδαίμων. Il est plein de sagesse, il connaît les remèdes qui sauvent; il est le gardien des temples et rend des oracles; sa fuite de l'Érechtèum annonce aux Athéniens l'arrivée des Perses. Cher à Esculape, il l'est aussi à Pallas, dont il sert les vengeances, témoin Laocoon. C'est un heureux présage quand il se glisse au milieu d'un sacrifice, s'enroule autour de l'autel, goûte aux libations sacrées et se retire, furtif et mystérieux comme un fantôme.

Nombre de personnages illustres se vantaient d'avoir eu pour père un serpent. On le croyait d'Alexandre, et Philippe affectait de s'en montrer fort honoré. Amphytrion n'a pas le mauvais goût de se plaindre de Jupiter. Auguste eut l'adresse de faire courir le même bruit sur son compte. Scipion l'Africain passait pour avoir été nourri par un serpent. Le culte du serpent vint peut-être à Rome de l'Étrurie; en tout cas, il fut solennellement importé de la Grèce par ordre du sénat. Pendant une peste qui désolait l'Italie, une ambassade alla chercher à Épidaure le dieu Esculape, qui, métamorphosé en serpent, consentit à s'embarquer sur la flotte romaine, et, par sa présence, fit cesser le fléau. Bien après l'établissement du christianisme, ce culte se maintient encore dans la Grèce et l'empire

romain : Élien rapporte que de son temps on attribuait au serpent le pouvoir délicat d'indiquer la chasteté des filles.

Il serait trop long de suivre M. Fergusson chez les différens peuples où il signale les traces de cette singulière religion. Il la trouve chez les anciens Prussiens et les anciens Polonais, en Sarmatie, en Scandinavie, où jusqu'au VIe siècle de l'ère chrétienne les serpens passent pour des dieux familiers. Selon Castren, les Lapons croient que ces animaux vivent comme nous en société, qu'ils ont des chefs qui se réunissent annuellement et qui étendent leur juridiction même sur les hommes auxquels il est arrivé d'offenser ou de tuer quelqu'un de leurs sujets. Le même culte semble avoir existé autrefois en Gaule et dans la Grande-Bretagne; il existe encore chez certaines peuplades américaines et dans un grand nombre de tribus de l'Afrique. M. Fergusson pense qu'il précéda dans l'Inde le brahmanisme, reparut avec le bouddhisme, et qu'il est aujourd'hui vivant, mais effacé au fond des croyances religieuses de la grande péninsule.

L'adoration du serpent se présente presque partout étroitement unie à celle des arbres. M. Fergusson, qui signale le fait, ne se charge pas de l'expliquer; mais il est assez général pour permettre de conclure que les deux cultes n'en firent primitivement qu'un seul. Le culte des arbres paraît même avoir été plus répandu que celui du serpent, ou du moins avoir plus longtemps duré. L'Orient eut ses arbres sacrés. Moïse et les prophètes s'élèvent souvent contre cette superstition, fort répandue chez les Juifs. « Vous ne planterez point, dit Moïse, de grands bois ni aucun arbre près de l'autel du Seigneur votre Dieu. » Et Osée, parlant des Juifs infidèles, s'exprime ainsi : « Ils sacrifiaient sur le sommet des montagnes et des collines, ils brûlaient de l'encens sous les chênes, sous les peupliers et sous les térébinthes. » Nous savons par Eusèbe qu'on adorait encore au temps de Constantin le térébinthe sous lequel Abraham, selon la tradition, s'était entretenu avec les anges.

Les Indiens paraissent avoir voué un culte au palmier, au lotus et au sandal. Quand le roi Açoka voulut introduire le bouddhisme à Ceylan, il y transporta en grande pompe une branche du *bô*, cet arbre mystérieux à l'ombre duquel avait médité Çakya-Mouni. L'antiquité classique tout entière attribue à certains arbres un caractère religieux. Il est superflu de rappeler les chênes prophétiques de Dodone, les trirèmes d'Énée, métamorphosées en déesses marines, le figuier Ruminal. Un poirier du Péloponèse avait servi d'abri aux Dioscures; l'olivier était dédié à Minerve, le laurier à Apollon, le myrte à Vénus, le lierre à Bacchus, le peuplier à Hercule, le chêne à Jupiter. « Les arbres, dit Pline, furent les premiers temples et nous voyons aujourd'hui les campagnes, fidèles encore à la simplicité de l'ancien culte, consacrer leur plus bel arbre à la divinité. »

Au pied de ces arbres, on établissait des autels; on leur offrait du vin, des fruits et du miel en invoquant leurs rameaux. Souvent on les chargeait de bandelettes, et un ingénieux archéologue, M. Charles Toubin, pense que là pourrait bien être l'origine de nos arbres de la liberté.

Les mêmes croyances et les mêmes pratiques se retrouvent chez les anciens Celtes, qui semblent avoir vénéré principalement les pommiers et les chênes. Elles résistèrent longtemps à l'action du christianisme. Le concile d'Arles en 452, plus tard un concile d'Auxerre, Grégoire le Grand au VIe siècle, au VIIe saint Éloi de Noyon, recommandent de détruire les arbres que l'on nomme sacrés, de poursuivre et de chasser leurs adorateurs. A plusieurs reprises, les capitulaires de Charlemagne font mention de ce culte et édictent des peines contre ceux qui s'y livrent.

Des arbres aux fleuves, aux lacs et aux fontaines, la transition est assez naturelle : on n'est donc pas surpris de les voir figurer parmi les divinités de la religion primitive. Les sauvages de l'Amérique du Nord jettent ce qu'ils ont de plus précieux, tabac, couteaux, pièces d'étoffe, dans les rivières et les lacs pour se rendre favorable l'esprit qui les habite. Au temps de César, les Tectosages de Toulouse adoraient un lac et lui témoignaient leur dévotion en lui offrant des bracelets, des colliers, des monnaies d'or : depuis des siècles, un trésor immense s'accumulait au fond. Certaines de nos campagnes conservent encore aujourd'hui les traces de cette vieille superstition (1).

Les montagnes, les rochers, les pierres, semblent avoir été partout des objets sacrés. On sait les imprécations de l'Écriture contre les infidèles qui sacrifiaient sur les hauts lieux. Les témoignages des voyageurs sur l'adoration des pierres par les sauvages sont innombrables; souvent on les emmaillotte de bandes d'étoffe ou on les enduit de couleur rouge. Une pierre noire était la divinité des Arabes avant Mahomet. L'Hermès des Grecs était primitivement une simple pierre levée; « la Vénus de Paphos, dit De Brosses, était une borne ou une pyramide blanche; la Junon d'Argos, l'Apollon de Delphes, le Bacchus de Thèbes, des espèces de cippes... La Matuta des Phrygiens, cette grande déesse apportée à Rome avec tant de respect et de cérémonie, était une pierre noire à angles irréguliers. On la disait tombée du ciel à Pessinunte. » — Les anciens Celtes faisaient

(1) « La fontaine de Saint-Hilier (Seine-et-Marne), dit M. Ch. Toubin, guérit la fièvre, et l'on accourt de toutes les parties du pays environnant pour lui demander la santé; les malades jettent de l'argent dans la source même, qui passe pour contenir un trésor. Voilà bien tous les caractères des sources sacrées du paganisme, dites aussi *puits à la monnaie*... A côté de la source est un vieil arbre mort, taillé en forme de croix, et toujours chargé de lambeaux d'étoffe. »

probablement des offrandes à certaines pierres, car au XIIe siècle, en Gaule et dans la Grande-Bretagne, les conciles poursuivent encore de leurs anathèmes cette indestructible idolâtrie.

On a souvent pensé que le culte des astres et du feu présente un caractère plus élevé, plus spiritualiste que celui des animaux, des arbres et des pierres, et qu'en conséquence il est postérieur. Telle est l'opinion d'Auguste Comte, qui voit dans le sabéisme la transition constante et nécessaire du fétichisme au polythéisme. Rien n'est moins prouvé. Nous voyons le soleil, la lune, les étoiles, adorés par quelques-unes des tribus les plus grossières, en même temps que d'autres fétiches. D'autre part, Dupuy se trompe également en avançant sans preuves que le culte des corps célestes est la religion primitive, et que toutes les autres en sont dérivées. La vérité, semble-t-il, c'est que le sabéisme est contemporain des autres formes du fétichisme et n'indique pas par lui-même un degré supérieur de civilisation.

Que la superstition des premiers hommes ait égaré leurs hommages sur tous les objets de la nature, on le comprend encore : différentes explications, plus ou moins plausibles, peuvent en être données. Il est plus difficile d'admettre que des objets purement artificiels, des choses de fabrique humaine, soient devenus des dieux. D'après Hérodote, les Scythes adoraient un sabre de fer : en son honneur, ils sacrifiaient annuellement des bestiaux et des chevaux; il recevait à lui seul plus d'offrandes que toutes les autres divinités. Les Vitiens ont un respect superstitieux pour certains bâtons. Ici c'est une barre de fer qui reçoit les honneurs divins, là ce sont deux plats d'argent; ailleurs c'est un anneau destiné à être passé dans les cartilages du nez; ailleurs encore, c'est une crécelle. Le père Loyer a vu adorer le roi de cœur d'un jeu de cartes.

Que penser de tous ces cultes? Faut-il prendre à la lettre les témoignages qui en établissent l'existence à peu près universelle à l'origine? La raison humaine, le sentiment religieux, sont-ils vraiment partis de si bas? Comment le progrès sera-t-il possible, si les croyances primitives ne contiennent pas le germe, aussi obscur que l'on voudra, des développemens ultérieurs? De rien ne se fait pas quelque chose, et les formes épurées de religion auxquelles, dans le cours des siècles, s'élève de lui-même le genre humain, nous devons pouvoir les découvrir, vaguement dessinées déjà, dans la masse grossière des plus anciennes superstitions.

II.

Jusqu'ici nous nous sommes bornés scrupuleusement à exposer les faits : tâchons maintenant de les expliquer. Il faut distinguer

tout d'abord entre le fétichisme proprement dit et le culte des animaux, des plantes et des astres. L'usage a réservé le nom de fétiches à ces objets inanimés que les sauvages portent ordinairement sur eux et auxquels ils attribuent un pouvoir surnaturel; mais le fétiche est-il véritablement un dieu et adoré comme tel? En aucune façon. Le sauvage croit seulement que, par l'intermédiaire du fétiche, il peut contraindre son dieu à l'exaucer; le fétiche est, pour ainsi parler, un otage de la divinité qu'il tient entre ses mains; c'est, pourrait-on dire encore, comme un billet à ordre que le dieu s'est engagé d'honneur à ne pas laisser protester. Aussi, quand l'événement tourne contre son attente, le sauvage insulte et maltraite son fétiche; il le rejette comme chose vile et s'en choisit un autre. Ces dispositions se retrouvent, même chez des nations relativement civilisées, à l'égard des idoles, qui ne sont au fond que des fétiches. « En Chine, parmi le peuple, dit M. Lubbock, si après de longues prières adressées à leurs idoles, ils n'obtiennent pas ce qu'ils désirent, comme cela arrive souvent, ils les mettent à la porte comme des dieux impuissans; d'autres, les traitant plus mal encore, les injurient et quelquefois les battent. « Eh bien! chien d'esprit, lui disent-ils, nous t'avons logé dans un temple magnifique, nous t'avons couvert de dorures, nous t'avons bien nourri et abreuvé d'encens, et, après tous ces soins, tu es assez ingrat pour nous refuser ce que nous te demandons. » Puis ils attachent des cordes à l'idole, la précipitent à bas de son piédestal, la traînent dans les rues, au milieu de la boue et des ordures, pour la punir des dépenses inutiles qu'ils ont faites pour elle. Si, pendant ce temps, il arrive que leurs vœux sont remplis, ils la reconduisent au temple avec le plus grand cérémonial, la lavent, la replacent dans sa niche, s'agenouillent devant elle et lui font mille excuses de leur conduite. « Il est vrai, disent-ils, que nous avons été un peu trop vifs; mais toi, de ton côté, tu as été un peu trop lente à nous accorder ce que nous désirions. Pourquoi t'être attiré ces mauvais traitemens? Mais ce qui est fait est fait, n'y pensons donc plus. Si tu veux oublier le passé, nous allons te dorer à nouveau. »

Les circonstances dans lesquelles se fait le choix du fétiche prouvent bien qu'il n'a véritablement pas lui-même aucun caractère sacré. Un nègre intelligent dit un jour à Bosman : « Si l'un de nous est résolu à entreprendre quelque chose d'important, la première chose qu'il fasse est de chercher un dieu qui l'aide dans son entreprise. Dans ce dessein, il sort et prend pour dieu la première créature qui se présente à lui, un chien, un chat, peut-être même un objet inanimé qui se trouve sur son chemin, une pierre, un morceau de bois, ou quoi que ce soit, cela importe peu. Il offre immédiatement une offrande à ce nouveau dieu, lui explique son entreprise

et lui fait un vœu solennel que, s'il le fait réussir, il le considérera et l'adorera désormais comme son dieu. Si son entreprise réussit, il a découvert un nouveau dieu fort utile à qui il fait chaque jour de nouvelles offrandes; si le contraire arrive, il rejette le nouveau dieu comme un instrument inutile, qui redevient simple pierre comme devant. Nous faisons et défaisons donc journellement nos dieux et sommes par conséquent les inventeurs et les maîtres de ce que nous adorons (1). »

Il est clair d'après tout cela que le fétiche n'est pas un dieu, et qu'une vague notion du caractère immatériel de la divinité se cache sous ces grossières croyances. Le sauvage a l'instinct qu'un pouvoir mystérieux l'entoure, l'enveloppe, le domine : il le sent dans son cœur, il l'entrevoit dans sa raison obscure; nulle part ses yeux ne le découvrent. Inquiet, il voudrait s'y soustraire ou se le concilier; il s'ingénie à l'enfermer dans un lieu, à le matérialiser, pour le ramener à une mesure humaine et le tenir sous sa main. Ses laborieux et vains efforts, ses colères contre l'idole menteuse attestent l'action latente de la grande idée qui vit au plus secret de son être, et qu'il manifeste en la défigurant.

Quant au culte des animaux, des plantes, des fleurs, des fontaines, des astres, on en a donné diverses explications. Celle qui a cours d'ordinaire, c'est que l'homme confondit à l'origine la pensée, la vie, le mouvement et, par une sorte d'illusion naturelle, projeta au dehors de lui-même sa propre personnalité. Il se répandit dans la nature vivante et crut y trouver une âme semblable à la sienne. Cette âme universelle, qui rugit dans le tigre, rampe dans le serpent, fleurit dans la plante, coule dans les rivières, resplendit dans le soleil, scintille dans les étoiles, sollicite également, sous l'infinie variété de ses formes mobiles, l'adoration de la primitive humanité.

Prêter à celle-ci une pareille conception, c'est, croyons-nous, la faire à la fois trop enfant et trop philosophe. L'idée d'une âme du monde, d'une vie de l'univers, est le résultat de savantes et tardives réflexions; elle peut s'épanouir à l'aise dans la vaste et subtile intelligence d'un Platon, d'un Plotin : elle n'a pas sa place dans l'étroit et rude cerveau de l'homme des premiers âges. Se figurer d'autre part que l'humanité primitive anime toutes choses des rayons encore incertains de la personnalité qu'elle sent poindre en elle-même, c'est méconnaître les conditions de son existence.

On a étrangement abusé du parallèle, vrai par certains côtés, entre l'homme primitif et l'enfant. Jeté nu sur la terre, sans famille pour le recevoir, sans mère pour l'allaiter, l'enfant infailli-

(1) Lubbock, *les Origines de la civilisation,* traduction française, p. 327-328.

blement périrait. Quel qu'ait été l'homme primitif, il différait certes de l'enfant puisqu'il a survécu. Il eut à lutter contre des obstacles inouis : de gigantesques animaux lui disputaient l'empire; il dut fabriquer des armes, tailler des silex, user de force et de ruse, observer, calculer, prévoir, et cela dès les premiers jours de son apparition sur la terre. On ne saurait comprendre qu'il eût été capable de tels efforts sans une conscience déjà très claire et très énergique de sa personnalité. Or la personnalité n'existe qu'à la condition de s'opposer à ce qui n'est pas elle; se connaître comme une personne, c'est affirmer qu'on est autre que les objets et les êtres extérieurs; c'est les poser en face de soi, les déclarer étrangers à soi. Si pour nous les autres hommes sont des personnes, c'est que, par induction, nous découvrons en eux les marques d'une activité intelligente et libre, sœur de la nôtre, et cette parenté, c'est le langage qui la révèle. Quant aux êtres qui n'emploient ni n'entendent aucun langage humain, nous n'hésitons pas plus à leur refuser le caractère de la personnalité qu'à nous l'attribuer à nous-mêmes : les deux jugemens sont corrélatifs l'un de l'autre. Si donc l'homme primitif eut nécessairement conscience de sa personnalité, il connut du même coup, et d'une évidence également nécessaire, l'impersonnalité non-seulement des objets inanimés, mais des plantes et des animaux. Il comprit immédiatement son incomparable dignité, et, loin de se confondre avec les choses, il en commença la conquête, les plia l'une après l'autre à son usage, et lentement imprima sur la face de la nature le sceau de sa souveraine domination.

Il nous semble donc contradictoire avec les conditions d'existence des premiers hommes que le culte des animaux, des plantes, des fleurs, des astres, ait été vraiment primitif. L'homme dut, à l'origine, rapporter tout à lui; il avait trop à faire, il avait trop rude guerre à mener contre les êtres hostiles qui de toutes parts l'assiégeaient, pour s'alanguir dans la mysticité du panthéisme et curieusement écouter autour de lui les palpitations de l'âme universelle. Il estima les êtres et les choses à raison du mal ou du bien qu'ils lui faisaient. La férocité du tigre, son agilité prodigieuse à fondre sur sa victime, sa force, supérieure à celle de l'éléphant, le désignaient entre tous aux honneurs divins. On comprend aussi que le serpent se soit fait une large place dans le culte épouvanté des premiers hommes. Il se meut rapidement sans organes moteurs apparens, on dirait parfois qu'un ressort invisible le projette en avant comme une flèche, il enlace sa proie, l'étouffe, l'écrase en un clin d'œil, sa dent, quand elle est venimeuse, perce à peine la peau et donne une mort infaillible, il renouvelle au printemps son enveloppe et semble jouir du privilége du rajeunissement et de l'immortalité; il est mystérieux, furtif, inévitable : en voilà plus qu'il n'en faut

pour faire un très grand dieu. La même explication peut être donnée pour l'adoration des arbres. Une vague terreur se mêle à la demi-obscurité des forêts. « Si vous vous promenez, dit Sénèque, dans un bois planté de vieux arbres de grosseurs extraordinaires, dont les branches entrelacées interceptent la lumière du ciel, la grande élévation, le calme, l'ombre profonde, tout imprime à votre esprit la conviction qu'un dieu est présent. » Mais disons-le à la louange du genre humain : la reconnaissance fit peut-être encore plus de dieux que la crainte. C'est la gratitude pour les services rendus qui sans doute consacra ici le cheval, ailleurs le bœuf et l'ichneumon, ailleurs encore l'olivier, le hêtre, le chêne. La fène, plutôt que le gland traditionnel, pourrait bien avoir servi de nourriture aux premiers hommes, et quant au chêne, il dut, selon quelques-uns, ses honneurs moins à sa beauté qu'à l'abondance de son fruit, véritable providence pour les porcs, qui sont le plus riche et le plus précieux bétail des époques primitives (1).

Cependant les sentimens de reconnaissance et de crainte n'expliquent pas suffisamment l'origine des religions inférieures. Bien des animaux ont été l'objet d'un culte, qui semblent n'avoir jamais été ni fort utiles ni fort nuisibles : la tortue par exemple, si vénérée chez certaines peuplades de l'Amérique du Nord. D'autre part on a quelque peine, dans cette théorie, à rendre compte de ces créations fantastiques devant lesquelles trembla si longtemps et tremble encore sur plusieurs points du globe l'homme qui n'a pas dépassé un certain degré de culture intellectuelle : serpens et taureaux ailés, animaux à tête humaine, dieux à têtes d'animaux sur un corps humain. Sans doute, l'imagination fut pour beaucoup dans la production de ces monstres sacrés; mais il reste à expliquer pourquoi elle s'est avisée de les produire. L'imagination ne travaille pas en l'air; il lui faut un prétexte, un point de départ, des données positives, idées ou faits. Ce sont précisément ces idées qu'il s'agit ici de déterminer.

Quinet suppose que le souvenir, vaguement conservé à travers les âges, des animaux antérieurs au dilivium a bien pu servir de base à ce travail de l'imagination. « Les faunes éteintes des grands mammifères perdus sifflent, hurlent, beuglent, rugissent, au fond des traditions grecques, dont ils forment la plus ancienne couche... L'homme a vécu avec quelques-uns des colosses organisés des premiers temps, et, d'âge en âge, il en a gardé un souvenir d'effroi, que l'éloignement a augmenté. Comme la terreur s'est ajoutée à la distance pour tout grossir et défigurer, ne vous étonnez pas si les

(1) Vauban disait que, « s'il avait à coloniser avec de faibles ressources une île déserte, il commencerait par y lâcher un troupeau de porcs. » (M. Ch. Toubin.)

monstres gigantesques de l'époque tertiaire sont devenus, de tradition en tradition, plus monstrueux que dans la réalité. Celui qui aura rencontré le premier ancêtre du chien, l'amphycion, a cru lui voir trois têtes. Il en a fait Cerbère, le chien de l'enfer, à la voix d'airain. Il aura donné des ailes aux hipparions et des pieds de serpent aux énormes ruminans et pachydermes cachés dans les hautes herbes primitives... On pourrait reconnaître les singes (mésopithèques) du Pentélique dans les satyres, les rhinocéros dans les licornes, l'antilope dans la chèvre Amalthée, les sérénoïdes dans les sirènes, le *felis spelæus* dans le lion de Némée, le mastodonte dans le minotaure, et toute la faune miocène dans les Gorgones, les Cyclopes, les Lestrigons, Borée, aux pieds de reptile, qui erre aux derniers confins du monde grec. »

Le savant auteur de l'*Histoire primitive du genre humain*, M. Tylor, propose la même explication et croit retrouver dans le mythe indien de la tortue sacrée qui porte la terre, la trace de l'impression profonde que dut faire sur l'esprit des premiers hommes la vue de la tortue gigantesque de l'Himalaya, *colossochelys atlas*, aujourd'hui fossile. Il se pourrait que cette ingénieuse hypothèse contînt une part de vérité; mais c'est à la condition que l'homme eût été contemporain de l'époque tertiaire, ce qui n'est pas encore complétement prouvé. En tout cas, l'explication ne vaudrait que pour quelques cas particuliers, et elle ne rendrait nullement compte de l'adoration des plantes et des astres. Nous préférons de beaucoup une théorie originale de M. Spencer, qui ramène tous ces cultes inférieurs à une forme plus élevée, plus spiritualiste, plus véritablement humaine de la religion, le culte des ancêtres.

Les beaux travaux de MM. Mac-Lennan, Tylor, Lubbock ont jeté quelque lumière sur cette période de l'évolution religieuse de l'humanité qu'on appelle le *totémisme*. Le *totem*, d'origine américaine, désigne l'objet, ordinairement un animal, qui sert de divinité protectrice à toute une tribu. Le totémisme diffère du fétichisme proprement dit, en ce que ce dernier déifie une chose particulière, individuelle, tandis que le totémisme attribue un caractère sacré à tous les individus d'une même espèce. Ainsi le nègre, qui prend un épi de maïs comme fétiche, estime beaucoup cet épi en particulier; mais le maïs, comme espèce, lui importe peu. Le Peau-Rouge, au contraire, qui prend pour totem l'ours ou le loup, se sent en communication intime, sinon mystérieuse, avec l'espèce entière. Tous les loups ou tous les ours lui deviennent inviolables; il s'abstient de les poursuivre, de les maltraiter, de les tuer. De plus, le totem donne son nom à toute la tribu. On ne peut méconnaître dans le totémisme un degré supérieur de généralisation, et par là une forme plus élevée du développement intellectuel.

Quelle est, selon M. Spencer, l'origine du totémisme? Primitivement les hommes furent désignés par les noms de certains animaux ou de certains objets auxquels leurs qualités physiques ou morales les faisaient ressembler. La même tendance aux sobriquets expressifs se retrouve chez les enfans et les gens du peuple : preuve qu'elle dut exister chez l'humanité naissante. L'homme rude et grossier, on l'appellera l'*ours*, tel rusé compère devient le *vieux renard*, tel autre, prudent, cauteleux, taciturne, sera le *serpent*. Les sobriquets peuvent être tirés des arbres et des plantes : celui-ci, dont les cheveux sont rouges, ses camarades ne lui donnent bientôt plus d'autre nom que la *carotte;* celui-là, d'une force à défier tous les assauts, n'est rien moins qu'un *chêne*. Il est clair que la plupart de ces surnoms, répondant à des qualités toutes personnelles, durent changer d'une génération à l'autre; il put arriver néanmoins que les enfans d'un chef redoutable et puissant aient trouvé honneur ou profit à s'appeler comme lui. Son féroce courage l'avait fait surnommer le *loup*, ses fils et ses petits-fils héritent de ce nom glorieux et du prestige qui s'y rattache; plus tard la famille devient tribu : c'est la tribu des *loups*. Il n'est pas même nécessaire pour se transmettre que le sobriquet soit honorifique : il peut être méprisant, et par l'usage passer de génération en génération aux descendans les plus éloignés de celui qui l'a seul mérité. Ainsi s'expliquent les désignations souvent bizarres que se donnent à elles-mêmes certaines tribus sauvages. On trouve par exemple dans les régions de l'Amazone les tribus des *Tortues*, des *Diables*, des *Canards*, des *Étoiles*.

Une des croyances les plus essentielles à l'humanité, c'est que quelque chose de l'homme survit à son corps, et qu'on peut, par prières, offrandes, sacrifices, se concilier cet esprit devenu plus puissant dans ses nouvelles conditions d'existence. D'un autre côté, le langage primitif est tout concret, il ne contient guère que des mots qui désignent des êtres individuels et actuellement sensibles. On n'a pas encore appris à détacher le nom de la chose nommée, à le considérer à part : pour l'intelligence grossière du sauvage, ils s'impliquent l'un l'autre indissolublement. A mesure donc que se perd le souvenir de l'ancêtre qui a donné son nom à la famille, puis à la peuplade, se manifeste une tendance croissante à reporter vers l'animal qui suggéra le sobriquet originel, le culte dont l'âme du chef fut primitivement l'unique objet. Le *loup*, guerrier puissant, vient de mourir, ses enfans, qui l'ont connu, invoquent et adorent son esprit, ils savent bien à qui s'adressent leurs hommages; ses petits-enfans le savent encore, mais dès la troisième ou quatrième génération la mémoire du héros est abolie, le nom seul a survécu. L'habitude d'adorer le *loup* persiste : quel loup sinon l'animal fauve, hurlant, rapide, que chacun désigne par ce nom, le loup que les

yeux voient, que les oreilles entendent, dont troupeaux et pasteurs ont souvent senti les morsures? Voilà comment peu à peu le loup s'est substitué au grand chef oublié; c'est lui qui est l'ancêtre de la tribu, c'est lui qu'on vénère comme tel, sa vie est sacrée; s'il est tué par hasard, on lui en demande pardon, on fait pour l'apaiser des prières et des offrandes, on lui immole son meurtrier. Le loup est le totem, le dieu de la tribu.

Par là s'expliquent à la fois et la diversité presque infinie des dieux chez une même race, et l'universalité de certains cultes chez les races les plus différentes. On sait que dans l'ancienne Égypte le même animal, dont la vie était ici regardée comme inviolable, ailleurs était mis à mort sans le moindre scrupule : n'est-ce pas qu'antérieurement aux âges historiques chacune des tribus dont se forma le peuple égyptien avait son totem particulier qui devint plus tard une divinité locale? Et, si l'adoration du serpent se retrouve sous presque toutes les latitudes, n'est-ce pas que, sans parler de la crainte qui fut pour beaucoup dans la naissance et le développement d'un pareil culte, la rapidité silencieuse avec laquelle cet animal fond sur sa victime sans défense fut une des qualités les plus appréciées des guerriers primitifs qui tinrent à honneur de lui devoir leur surnom?

La même théorie vaut pour tous les totems en général, qu'il s'agisse d'animaux ou de plantes ou même d'objets inanimés. Le culte des astres, selon M. Spencer, n'a pas d'autre origine. De tout temps, les poètes ont prodigué à leurs maîtresses les noms de soleil et d'aurore. Shakspeare dit en parlant de Henri VIII et de François Ier : « Ces deux soleils de gloire, ces deux lumières des hommes, » et dans *Peines d'amour perdues* il appelle une princesse « une lune gracieuse. » Toutes ces associations d'idées furent primitivement beaucoup plus spontanées, énergiques, et par la pauvreté du langage le sens métaphorique s'effaça promptement. Qu'on se figure, au milieu des angoisses de la tribu en guerre avec ses voisins, le retour du chef vainqueur; pour toutes ces âmes courbées sous l'épouvante, sa face radieuse n'est-elle pas vraiment le soleil qui dissipe les nuages? Lui-même, il est le soleil, il n'a plus d'autre nom; ses descendans seront les fils du soleil, et, croyant honorer leur aïeul, inonderont de sang humain les autels de l'astre du jour dans le grand temple de Mexico. Ces vues de M. Spencer semblent confirmées par certains témoignages des voyageurs. Ainsi, selon Spix et Martius, les Abipones pensent descendre des Pléiades, et quand, à certaines époques de l'année, cette constellation disparaît du ciel de l'Amérique du Sud, ils croient que leur grand-père est malade et ils craignent qu'il ne meure; mais, aussitôt que ces sept étoiles reparaissent au mois de mai, ils reçoivent leur grand-père

comme s'il sortait de convalescence, avec des cris de joie et au son des trompettes, pour le féliciter de son rétablissement. De même, au témoignage de Marsden, cité par M. Lubbock, les indigènes de Sumatra semblent croire qu'ils descendent des tigres et les appellent respectueusement : *les ancêtres*.

La théorie de M. Spencer a l'avantage de rendre parfaitement compte du culte rendu partout, pendant les époques de civilisation primitive, à ces monstres complexes, où les formes animales les plus diverses se combinent, soit entre elles, soit avec la forme humaine. Qu'un chef appelé le Loup ait enlevé à une tribu voisine une femme connue sous le nom d'un autre animal, que la tradition conserve le souvenir de la double origine de la famille, les enfans seront issus du loup et d'un autre animal; puis l'imperfection déjà signalée du langage accréditera peu à peu la croyance à un ancêtre en qui les deux natures animales se sont trouvées unies. Si la tribu grandit et devient une nation, les représentations d'un tel monstre seront l'objet d'un culte. La femme peut avoir appartenu à une tribu qui n'avait pas de totem; dans ce cas, le dieu-ancêtre sera figuré par les formes combinées de la femme et du loup. De là, chez les Égyptiens, le dieu à tête d'épervier et la déesse Patch, avec son corps de femme et sa tête de lion; de là les divivités babyloniennes, l'une représentée par un homme ayant la queue d'un aigle, l'autre par un buste humain surmontant un corps de poisson. Ainsi s'expliquent encore les taureaux ailés à tête humaine des bas-reliefs de Ninive, les centaures, les satyres de la mythologie grecque.

Telle est dans ses traits essentiels l'ingénieuse théorie de M. Spencer. Nous ne voudrions pas en prendre l'entière responsabilité; mais elle est digne de toute attention. En dernière analyse, c'est dans la croyance à l'immortalité qu'elle place l'origine des cultes primitifs. Elle dérive d'une source élevée des superstitions dont l'absurdité paraît d'abord aussi invraisemblable qu'inexplicable, sans avoir besoin pour cela de faire des premiers hommes des métaphysiciens; mais, à son tour, cette croyance à l'âme immortelle, quelques formes grossières qu'elle revête au début, ne suppose-t-elle pas déjà, à un certain degré de pureté et d'énergie, le sentiment religieux? Qu'est-ce au fond que cette aspiration, vieille comme l'humanité même, vers un avenir meilleur, sinon l'instinct obscur d'un bonheur, d'une perfection qui ne sont pas de ce monde, d'un idéal enfin, dont l'attraction divine sollicite l'âme humaine par le tourment du mieux et la soulève au-dessus d'elle-même? Et si tout effet positif implique une cause positive, comment cette cause ne serait-elle pas ici l'idée même du parfait, imprimée, pourrait-on dire, au plus profond de l'homme et produisant, dès les premiers jours d'existence de notre espèce, dans la sensibilité comme dans

l'intelligence, tout un ordre de phénomènes auxquels la nature morale de l'animal reste éternellement étrangère?

III.

Les premiers hommes, avons-nous dit, ne furent pas des métaphysiciens, et c'est surtout par la conscience douloureuse de leur propre faiblesse, par le pressentiment d'une destinée meilleure, que le sentiment religieux s'éveilla tout d'abord dans leurs âmes. Nous devons croire cependant que, dès l'origine, la réflexion fut pour quelque chose dans cette évolution. Il est impossible que le spectacle de l'univers n'ait pas raconté à l'intelligence humaine, si grossière qu'on la veuille supposer, l'intelligence créatrice, la cause suprême de tous les êtres. Le principe qu'on appelle dans l'école *principe de causalité,* et qui est l'essence même de la raison, dut solliciter de bonne heure la réflexion et lui faire entrevoir l'existence d'un Dieu unique et tout-puissant. J'en trouve une preuve assez frappante dans le témoignage du missionnaire Crantz, qui rapporte ce raisonnement d'un Esquimau : « Un *kadjak* (canot) ne s'est pas fait tout seul, il a fallu, pour le construire, du travail et de l'adresse; mais un oiseau est construit bien plus adroitement encore, car un homme ne peut pas faire un oiseau. On dira que cet oiseau est né de parens, et ceux-ci d'autres parens, et ainsi de suite; mais il est nécessaire qu'il y ait eu à l'origine des premiers parens. D'où venaient-ils? Certainement un être doit exister capable de les faire, eux et toutes choses, et il est beaucoup plus puissant et savant que le plus savant homme. » Je soupçonne que le missionnaire a revu et corrigé le raisonnement de son sauvage; il a dû lui donner, au moins dans la forme, une rigueur et une précision dont l'Esquimau, si intelligent qu'on le suppose, eût été difficilement capable; mais d'ailleurs je ne vois aucun motif de révoquer en doute le témoignage de Crantz. Cette déduction s'impose irrésistiblement à l'esprit humain, et tout porte à croire qu'elle fut le produit naturel et spontané de la réflexion naissante.

Il s'ensuivrait qu'à l'origine l'humanité fut monothéiste, et que le polythéisme n'est qu'une forme ultérieure et dégénérée de la religion primitive. Cette opinion, toute paradoxale qu'elle peut sembler aux disciples d'Auguste Comte, est confirmée par l'étude attentive des plus anciens monumens du sentiment religieux. De récentes découvertes ont donné la certitude que sous les superstitions populaires de l'antique Égypte, se cachait la croyance à une intelligence unique et souveraine, ordonnatrice de l'univers, juge des humains dans l'autre vie. Le duc d'Argyll et M. Fergusson font observer avec raison que la religion des premiers Aryas fut de

tout point très supérieure au brahmanisme et au polythéisme grec qui en sont issus. Une inspiration monothéiste, remarquablement pure et élevée, circule à travers les Védas; Sõma, Agni, Indra, Varouna, ne sont, pour les vieux chantres aryas, que les manifestations diverses d'un principe unique, et ce dieu souverain, inaccessible dans son essence, sans nom comme sans bornes, est le père de tout ce qui est, de la terre et des cieux, des dieux et des hommes. Écoutons ce cantique admirable, l'un des plus beaux qui aient jailli de l'âme humaine pour glorifier son Créateur :

« Au commencement s'est élevé l'enfant resplendissant comme l'or; il était le seul seigneur né de tout ce qui existe. Il a affermi la terre et le ciel. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui donne la vie, celui qui donne la force, celui dont tous les dieux brillans révèrent le commandement, dont l'ombre est l'immortalité, dont l'ombre est la mort. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui, par sa puissance, est le seul roi du monde, qui respire et s'éveille; celui qui gouverne tout, les hommes et les bêtes. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui dont les montagnes neigeuses, dont la mer, ainsi que la rivière éloignée, proclament la grandeur; celui à qui appartiennent ces régions, comme si c'étaient ses deux bras. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui par qui le ciel est rendu brillant et la terre solide; celui par qui le ciel, le plus haut des cieux, a été affermi; celui qui a mesuré la lumière dans l'air. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui que le ciel et la terre, consolidés par sa volonté, révèrent en tremblant intérieurement; celui sur qui luit le soleil levant. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« De l'endroit où sont allées les grandes nuées qui contiennent la pluie, où elles ont déposé la semence et allumé le feu, de là s'est élevé celui qui est la seule vie des dieux brillans. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Celui qui, par sa puissance, a regardé par-dessus les nuées chargées de pluies,... celui qui est Dieu au-dessus de tous les dieux. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice?

« Puisse-t-il ne pas nous détruire, lui le créateur de la terre, ou lui, le juste, qui a créé le ciel; il a aussi créé les éclatantes et puissantes eaux. Qui est le Dieu à qui nous offrirons notre sacrifice? »

Nous pourrions multiplier les citations; mais en poursuivant au-delà de l'état primitif l'étude de l'idée religieuse, nous sortirions du cadre que nous nous sommes tracé. Qu'il reste établi que la rai-

son concourt avec le sentiment pour donner naissance aux premiers cultes; les formes grossières que ceux-ci affectent quelquefois sont des masques trompeurs sous lesquels se dissimulent une aspiration sublime vers un idéal de perfection qui n'est pas de ce monde, et l'impérieux besoin de concevoir une première cause à tout ce qui est. Ce sont là les deux fondemens de la croyance en Dieu; ils sont contemporains de l'humanité même.

Sont-ils vraiment indestructibles, et tous les efforts de la critique viendront-ils éternellement s'y briser? Il semble que depuis quelque temps une campagne décisive soit commencée contre les vieilles et vénérables traditions religieuses de notre espèce. Les preuves d'un Dieu personnel, créateur et providence de l'univers, sont violemment battues en brèche. L'optimisme philosophique qui, de l'arrangement harmonieux du monde, croit pouvoir conclure à une cause infiniment sage et bonne, provoquait, il n'y a pas longtemps, de la part de Stuart Mill, une réfutation où l'on retrouve quelque chose de l'éloquence irritée de Lucrèce. Le principe des causes finales rencontre de rudes adversaires dans le matérialisme et la doctrine de l'évolution; l'idée même de l'absolu, chassée de la science par le positivisme, traduite devant le tribunal d'une critique sans merci, est déclarée inintelligible, contradictoire, indigne d'habiter plus longtemps l'esprit humain. Nous croyons, quant à nous, que, pour être vieux, les argumens de la théodicée traditionnelle n'en sont pas plus mauvais, et qu'il ne s'agit que de les entendre; mais nous croyons aussi que le raisonnement ne se suffit pas à lui-même, et qu'il doit se retremper, se fortifier à ces sources vives du sentiment d'où, pour la première fois, dans l'âme humaine jaillit l'idée religieuse. Est-il donc vrai que nous n'ayons plus conscience d'être imparfaits et misérables? Est-il donc vrai que la science soit à la veille de réaliser sur terre une félicité qui rende le ciel inutile? Est-il vrai enfin que l'homme n'aspire pas invinciblement au-delà de tout ce que la réalité peut fournir ici-bas, et qu'à mesure qu'il accroît la somme de son bien-être en diminuant celle de ses efforts, il ne sente pas grandir et multiplier ses besoins? Toute la question est là, et, sans aller jusqu'au pessimisme de Schopenhauer et de Hartmann, nous estimons comme eux qu'en dépit de toutes les promesses de la civilisation, l'homme souffrira toujours, d'autant plus vulnérable que son bonheur offrira plus de surface à des maux indestructibles, d'autant moins satisfait qu'en versant dans son âme plus de jouissances il aura acquis la certitude qu'elles sont impuissantes à la combler. Contemporaine de la douleur, la religion durera autant qu'elle; pour cesser de croire en Dieu, il faudrait que l'homme eût cessé d'être homme, et lui-même fût devenu Dieu.

LUDOVIC CARRAU.

LE

THÉATRE CONTEMPORAIN

MADAME CAVERLET. — L'ÉTRANGÈRE. — LES DANICHEFF.

Il y a maintenant quinze années que j'entretenais périodiquement les lecteurs de la *Revue* des productions de nos théâtres; aujourd'hui, après cette longue interruption, il me semble que je retrouve notre art dramatique juste au même point où je l'ai laissé. Rien qui me fasse apercevoir que le temps a marché, rien qui me donne une impression de quelque chose de nouveau et d'imprévu. C'est bien toujours le vieux terrain que je foule; c'est bien toujours de la même esthétique que s'inspirent nos dramaturges, l'observation franche, volontiers brutale, quelquefois cynique de la réalité, transportée directement et toute vive du monde des faits au théâtre, sans avoir subi aucune transformation qui en modifie les caractères. Et c'est bien toujours aussi le même drame qui résulte de cette esthétique; j'en reconnais tous les élémens : voici le même adultère, le même ménage, soit clandestin, soit interlope, soit séparé, les mêmes enfans quasi bâtards, quoique légitimes, orphelins sans l'être, de parens bien vivans. En parlant ainsi, je n'ai point l'intention de formuler une critique, je veux seulement constater que rien n'a changé dans les formes, les méthodes et les élémens du théâtre contemporain.

A vrai dire, ce *statu quo* n'a rien qui m'étonne; c'est le contraire qui serait fait pour surprendre. Le théâtre, se proposant l'étude exclusive de la société contemporaine, n'est point libre de changer à son gré d'é-

lémens et de méthodes; il doit nécessairement se conformer à son modèle, et comme ce modèle est démocratique, il est fatalement réaliste, car qui dit réalisme dit démocratie dans l'art. La démocratie allant toujours en s'étendant et en s'affermissant, le réalisme littéraire et dramatique persiste en conséquence, et, comme l'ère des réactions semble maintenant close dans la société, il est improbable que nous en voyions aucune bien sérieuse se produire au théâtre; d'où naîtrait-elle et sur quoi s'appuierait-elle, n'étant ni préparée ni sollicitée par l'esprit public? Il faut donc prendre notre parti de ce théâtre comme nous avons pris notre parti de la république, sans compter sur le coup d'état d'un génie inconnu non plus que sur un miracle de la Providence pour nous délivrer de l'un et nous faire sortir de l'autre. Ni ce coup d'état, ni ce miracle, ne sont dans la nature des choses actuelles.

Je ne m'étonnerai pas davantage de cette trop grande abondance de caractères vicieux et d'âmes perverses dont le théâtre contemporain nous présente la peinture, non plus que de ces situations vigoureusement équivoques où il aime à placer ses personnages. La vraie morale en gémit souvent en dépit des prédications à intentions vertueuses de nos auteurs en vogue, mais c'est encore la démocratie qui le veut ainsi, et cela vaut la peine d'être expliqué. La nécessité des contrastes est une des lois les plus essentielles, peut-être la plus essentielle du théâtre; or, de tous les contrastes possibles, les plus simples, les mieux accusés, les plus dramatiques sont ceux qui se tirent de la différence et de l'inégalité des conditions. En voulez-vous une preuve que vous puissiez vérifier dès ce soir même? allez à l'Odéon assister à une représentation de ces *Danicheff*, qui vous transportent dans une société fortement hiérarchisée, et vous verrez comme le drame découle tout naturellement de cette loi des contrastes. Certes l'auteur est loin de posséder le talent de M. Augier ou de M. Dumas; mais il a pu s'en passer, et pour nous toucher il n'a eu qu'à mettre en présence ses personnages, la hautaine comtesse, Osip le cocher, Anna, l'orpheline serve, élevée par bienveillance au foyer aristocratique. Toutes les situations sont émouvantes parce qu'elles naissent spontanément du jaillissement de la nature sous la pression de cette fatalité des conditions inégales; tous les personnages, jusqu'aux plus petits, jusqu'au pope, forcé d'obéir en dépit de la loi divine qu'il est chargé d'enseigner, jusqu'au juif Zacharoff, forcé de ramper sous la loi sociale en dépit de ses richesses, sont dramatiques pour la même raison, sans que l'auteur ait eu besoin d'appeler à son aide les ressources de la psychologie. Si tout ce qui précède est vrai, où prendre les contrastes dans une société démocratique où tous sont égaux, et où il n'y a d'autre hiérarchie que la hiérarchie mobile et peu respectée de fonctions passagères? Dans l'opposition des personnes de vieille naissance avec les parvenus du mérite et du travail,

on l'a essayé plusieurs fois, et la tentative n'a jamais abouti qu'à fournir un thème de déclamations. Dans l'argent, on l'a essayé plusieurs fois aussi sans parvenir à créer un véritable contraste. C'est qu'on peut, sans paradoxe aucun, dire que, dans une société démocratique toutes les conditions étant égales, il n'y a plus moyen pour un personnage d'être dramatique qu'en défaisant lui-même cette égalité que ne peuvent entamer foncièrement les revers ou les faveurs de la fortune. Or les seuls agens par lesquels il puisse efficacement la défaire, sont le vice et le désordre. Le vice et la vertu, le désordre et la régularité, la fausse logique des passions, fertile en situations douloureuses, et la logique de la nature, tels sont les vrais contrastes d'une société démocratique dont les seules inégalités sont celles qui naissent des erreurs du libre arbitre humain. Voilà pourquoi nos dramaturges et nos romanciers ont tant abusé des courtisanes, de l'adultère, du demi-monde et des enfans de naissance extra-légale. On leur a reproché cet abus, et nous en gémissons; mais cependant il faut bien reconnaître qu'ayant besoin d'élémens dramatiques, ils ne peuvent en prendre que là où il y en a.

Et puis d'ailleurs n'est-il pas vrai que ces élémens, si scabreux qu'ils soient, valent simplement ce que valent l'adresse de main, l'ingéniosité et le sens moral de l'auteur qui les emploie? Allez voir, pour vous en convaincre, la nouvelle pièce d'Émile Augier, *Madame Caverlet*, dont le vrai titre, qu'un vieux dramaturge anglais du temps de Shakspeare n'aurait pas manqué de lui donner, serait plutôt *les Vertueux Adultères*. C'est l'histoire d'un de ces ménages illégaux où l'amant s'est substitué au mari et en remplit tous les devoirs; mais avec quel art l'auteur a su rendre les coupables intéressans et plus dignes de respect que bien des époux légitimes, et de quelle touche à la fois délicate et vigoureuse il a su ennoblir cette situation irrégulière et la sauver de la vulgarité!

Dans un chalet, au pied de Lausanne, vit heureuse dans l'ombre une famille française composée de deux époux qui n'ont du mariage que ce que notre code civil appelle *la possession d'état*, et de deux enfans qui n'appartiennent qu'à un seul des pseudo-conjoints, la mère. C'est assez dire que la position de cette famille laisse quelque chose à désirer au point de vue de la régularité sociale; mais le secret de cette irrégularité n'est connu que des deux amans, qui pour résoudre le difficile problème de ne pas mentir au monde et aux enfans, et en même temps de leur cacher la vérité, se sont ingénieusement tirés d'affaire en supposant un divorce là où il n'y a eu qu'une séparation de corps. Comme le père des enfans vit encore et que la bigamie est, par tous pays, un cas pendable, Mme Caverlet passera pour la femme divorcée d'un Anglais imaginaire, sir Edward Merson, tandis qu'elle n'est en réalité que la femme séparée d'un Français du nom de Merson,

fort peu baronnet, mais en revanche mauvais drôle accompli. C'est un peu plus, vous le voyez, que ce que les Anglais appellent un *blanc mensonge,* mais au moyen de ce mensonge la famille vit paisible et respectée, et il faudrait être par trop puritain d'ancien régime pour chicaner à cet égard. Gare cependant le moment où il faudra que tout se dévoile, où les enfans devront être instruits de la vraie situation de leur mère, et ce moment approche, que dis-je, il est arrivé déjà. Un voisin de campagne, M. Bargé, juge de paix à Lausanne, touché d'estime pour les vertus du ménage Caverlet, est devenu leur plus intime ami, et ce voisin possède un fils qui, longtemps compagnon de jeux des enfans, demande la main de Fanny, la fille de Mme Caverlet. Il faut donc se résoudre à faire au père du prétendant la délicate confidence, ce qui jette un certain froid dans les dispositions du vieux juge de paix, fort bon homme, mais élevé dans les traditions scrupuleuses de ce pays calviniste, et manquant en conséquence des hardiesses de ces courageuses âmes plus modernes qui sont ouvertes à tous les progrès. Le premier acte se termine sur cette confidence. Toute cette exposition est excellente, et l'on y sent la main d'un maître. Ce ménage sans bruit des époux Caverlet, ce bonheur qui n'est si discret que parce qu'il contient un secret de tristesse, ces enfans gais et heureux endormis dans une paix grosse d'orages, ces amis de Lausanne en qui respirent cette franchise tempérée de timidité, cette prude bonne humeur et cette honnête liberté d'âmes françaises modifiées par la tradition calviniste, tout ce tableau, fait de nuances singulièrement délicates, a été peint avec une sobriété fine, attendrie, émue, qui trouve le chemin du cœur. Quelques fausses notes cependant dans le rôle de M. Caverlet, l'amant protecteur et dévoué, qui parfois a un peu trop l'air d'un héros échappé d'un ancien roman de Mme Sand, — phase d'*Isidora,* de *Lucrezia Floriani* et du *Compagnon du tour de France.* « Tu es la plus sainte femme que je connaisse après ma pauvre mère, » dit-il, par exemple, en répondant à Mme Caverlet. S'il lui disait tout simplement : « Tu es la plus vertueuse » ou plus simplement encore, « la plus honnête femme que je connaisse, » le bon goût y gagnerait, et la vérité n'y perdrait rien.

Une apparition inattendue débarrasse les Caverlet du souci d'informer les enfans de leur fausse position, et cette apparition c'est celle du vrai père, Olivier Merson, qui arrive juste à point pour dénouer la difficulté en commençant par l'embrouiller. Cet honnête homme, perdu de désordres, s'est tout à coup senti saisi de remords pour sa conduite passée, et il vient chercher sa femme, dont il est séparé depuis quelque vingt ans, pour la réintégrer dans le domicile conjugal. En réalité, le drôle a eu nouvelle avant les principaux intéressés que sa femme venait d'hériter d'un million d'une vieille tante, et il s'est dit que ce million ferait bien son affaire. Il tombe dans les bras de son fils, jouant de la manière la

plus plaisante la comédie de la paternité, et lui révèle le véritable état des choses, bien sûr que l'enfant prendra M. Caverlet en haine et n'aura de cesse qu'il ne lui ait ramené sa mère. Donnons tous nos éloges à ce personnage d'Olivier Merson, qui est la réelle nouveauté du drame, type vrai, bien observé et rendu en toute perfection. C'est un véritable mari de boulevard parisien que ce mari bambocheur, coureur de drôlesses, hanteur de tripots, *soupeur* du restaurant Bignon, gai, bon enfant et amusant, un gredin qui n'excède pas la mesure d'un polisson. Le type, dis-je, est vrai, et il est tout à fait de notre temps et de notre pays. Parmi nous en effet, soit parce que notre nature est moins riche de tempérament, soit parce qu'elle est moins près de la barbarie primitive, ou qu'elle se sauve de ses propres excès par sa légèreté même, il est fort rare que nos vauriens arrivent jusqu'à la scélératesse. Que voulez-vous? chaque peuple a son caractère comme ses mœurs. Un vaurien italien arrive bien vite jusqu'au *ruffiano*, et vous savez tout ce que la langue italienne exprime par ce mot de scélératesse tortueuse, d'hypocrisie criminelle et de cynisme. Un vaurien allemand ou anglais va bravement jusqu'au point où il devient un parfait bandit fait pour Tyburn et Botany-Bay. Un vaurien français, au contraire, est les trois quarts du temps un simple grotesque, un personnage facétieux, prêtant à rire et ayant le goût de faire rire, sans dignité plutôt encore qu'indigne, oublieux de tout devoir plutôt qu'en révolte contre le devoir, et qui, s'il va aux extrémités, se dirige plus volontiers vers la police correctionnelle que vers la cour d'assises.

Cette révélation d'Olivier Merson produit le résultat qu'on devait en attendre : elle amène une scène d'explications entre le jeune homme et Caverlet, très vive d'abord, mais qui tombe bientôt comme un feu de paille et s'éteint faute d'alimens. La première explosion passée, l'indignation du jeune homme ne peut tenir. Que peut-il en effet reprocher à Caverlet? D'avoir réparé les fautes de son père et d'avoir été le protecteur dévoué de sa mère. Comme ces reproches porteraient à faux, il prend bien vite le parti de s'arrêter, et la scène, qui s'annonçait comme devant être cruelle et déchirante, tourne court et fait long feu. Nous avons rendu suffisamment ample justice aux excellentes parties de la comédie d'Émile Augier pour qu'il nous soit permis de signaler maintenant son défaut capital, et ce défaut, c'est qu'il n'y a pas de drame dans sa pièce. *Madame Caverlet* a quatre actes et pourrait facilement se réduire à moins de trois. Le sujet, qui conviendrait mieux pour une nouvelle de courte étendue que pour le théâtre, est d'une simplicité trop grande et s'est montré sans fécondité. Il n'y a pas là cette succession de péripéties s'engendrant les unes les autres, et poussant progressivement de leurs forces accumulées vers le dénoûment dont un drame doit se composer; il n'y a du commencement à la fin qu'une seule situation autour

de laquelle tournent les personnages sans que la passion parvienne à amener chez aucun une crise assez violente pour l'entamer ou en créer une nouvelle. Une fois l'exposition faite, sauf l'apparition d'Olivier Merson au second acte, à aucun moment le drame ne marche, et nous ne sommes pas plus avancés après la scène de récriminations entre Olivier Merson et sa femme que nous ne l'étions après la scène d'explications entre Caverlet et le jeune fils de sa maîtresse.

Le dénoûment remédie heureusement à l'impuissance des personnages et tranche la difficulté qu'ils ne peuvent résoudre. Il est tout à fait imprévu, ce dénoûment, très amusant et très original. Pour tirer ses personnages d'embarras, Émile Augier a trouvé un moyen qui fait autant d'honneur à son vigoureux bon sens d'honnête Gaulois qu'à son talent de dramaturge. Dans un cas pareil, Alexandre Dumas n'aurait pas manqué d'envoyer son Olivier Merson dans un monde plus parfait au moyen d'un bon coup d'épée; tel autre dramaturge n'aurait pas hésité à sacrifier la mère ou à faire intervenir quelque machine providentielle; Émile Augier, qui sait mieux comment on traite avec les coquins, a trouvé plus simple de faire partager à Merson le million dont sa femme vient d'hériter. Quoi, tuer une honnête personne pour ce drôle! quoi, des coups d'épée à ce vaurien, quand il est si facile de s'épargner ce meurtre innocent! Eh parbleu! garnissez ses poches, et soyez bien sûr qu'il vous tiendra quitte de ses anciens droits de père et de mari. Pas de bruit et un demi-million, à ce prix M. Merson se fera naturaliser Suisse, le divorce sera bel et bien prononcé, Mme Caverlet épousera son amant, et les enfans auront le droit de ne pas connaître l'intéressant auteur de leurs jours. Que dites-vous de ce petit dénoûment? Un Mérimée et un Fielding y auraient à coup sûr applaudi, et, par ce temps d'écœurante sensiblerie où il s'est dépensé à propos des coquins tant d'éloquence complaisante ou indignée qui aurait pu être mieux employée, il m'a tout simplement ravi.

De *Madame Caverlet* à *l'Étrangère*, la transition est facile, car, par une coïncidence assez singulière, c'est ce même type du vaurien à la française que le nouveau drame de M. Dumas met en scène dans le duc de Septmonts. Que disions-nous donc tout à l'heure que le théâtre contemporain ne nous présentait rien qu'il ne nous eût déjà montré depuis des années? Mais si, il nous présente quelque chose de très nouveau, le mari coupable et sacrifié sans pitié pour cause d'indignité. Remarquez-vous à ce propos comme le théâtre actuel est un singulier justicier et un étrange redresseur de torts? Il établit des catégories de coupables, il les prend par séries les unes après les autres, isolément, et pendant des saisons entières s'acharne à faire tomber sa sévérité sur chacune exclusivement. C'est comme une épidémie de justice atroce qui sévit sur telle ou telle fraction de notre pauvre société; à cette fraction sont tous

les torts, sans elle il n'y aurait que des amours chastes, des mariages bénis, des familles heureuses, des hommes de génie sortant triomphans des épreuves de la vie. Pendant un temps, cette épidémie de vengeance s'est abattue sur les courtisanes, avec quelle violence et quelle persistance, vous ne l'avez sans doute pas oublié; puis ce fut le tour des femmes adultères, ou, pour être exact, des femmes en général. Comme cet avisé magistrat italien qui demandait à propos de chaque cause *ove era la femina*, ou comme les docteurs de ce vieux concile qui avaient de la femme une si médiocre opinion qu'ils n'osaient prononcer qu'elle eût une âme, nos dramaturges se sont obstinés pendant des années à la présenter comme la source et la cause de tous les désordres sociaux. Que de colères contre ces âmes frivoles et perverses qui n'ont de loi que leurs passions et qui n'hésitent pas à leur sacrifier les devoirs les plus sacrés, que d'attendrissement pour l'infortuné mari geignant auprès de son foyer en compagnie d'enfans sans mère! Mais le poète latin l'a dit depuis longtemps, si la justice marche à pas boiteux, elle arrive toujours sûrement. Nos dramaturges se sont enfin aperçus que les torts n'étaient peut-être pas tous du côté d'un seul sexe, et qu'il existait des maris fort pervers et des pères fort indignes. Il ne nous reste plus maintenant qu'à les engager à sévir pendant une ou deux saisons contre les célibataires; alors nous serons au complet, et le théâtre ayant épuisé les séries de ses vengeances pourra s'arrêter enfin à cette conclusion consolante qui aurait dû lui servir de point de départ : les deux sexes se valent, et aussi les diverses classes sociales; il n'y a pas de *genres* et d'*espèces* coupables dans l'humanité, il n'y a que des individus pervers.

On dirait vraiment que M. Émile Augier et M. Alexandre Dumas se sont donné le mot avant de commencer leurs drames, tant leurs deux personnages d'Olivier Merson et du duc de Septmonts offrent d'étroites ressemblances. Ce sont deux Bobèches, l'un du monde de plaisir parisien, l'autre du monde titré, et à peu près aussi indignes l'un que l'autre, en dépit des nuances qui les séparent. Les conclusions des deux auteurs sont aussi fort analogues, mais il y a une très grande différence dans la manière dont elles sont présentées, et dans cette différence le tempérament dramatique de M. Dumas se révèle tout entier. Tandis qu'Émile Augier se contente de punir son mari Bobèche par le mépris, en silence et presqu'à huis-clos, Dumas sacrifie le sien, toutes portes ouvertes, avec une rage de férocité qui est, je crois, sans exemple au théâtre. Jamais ennemi personnel ne fut poursuivi dans la vie réelle avec ce degré de haine; comme s'il eût craint que l'exécution ne fût pas assez complète, il s'est assuré pour ainsi dire le concours de tous les personnages de la pièce : pas un défenseur dans tous ceux qui approchent son duc de Septmonts, pas un essai de plaidoyer en sa

faveur; parens, amis et simples connaissances poussent à sa ruine en toute conscience, et, à l'instar des anciennes vestales des cirques romains, prononcent sa condamnation le pouce renversé. C'est un homme bon à tuer, voilà le sens de toutes leurs paroles depuis la première scène du drame, et ce verdict, l'auteur l'exécute avec une rigueur qui finit par révolter. Eh bien! de même que cette conclusion suffit pour nous révéler le tempérament dramatique de M. Dumas, elle suffit pour nous révéler aussi sa morale, qui n'est pas fausse en principe, mais qui frappe d'ordinaire à faux parce qu'elle est à peu près toujours sans proportion. Ici sa morale dépasse le but et rejoint l'immoralité à force d'exagération. M. Dumas ne s'est pas aperçu que pour que cette sévérité eût un caractère de véritable justice sociale, il fallait que l'épouse de cet indigne mari fût son antithèse vivante, que ce fût une personne digne de toute l'estime et de tout le respect qu'on retire au duc de Septmonts, d'un caractère noble, d'un cœur vertueux, d'une âme sainte, ici toutes ces épithètes sont parfaitement à leur place. Or je crains fort que la duchesse de Septmonts ne laisse quelque peu à désirer pour être digne de l'intérêt que lui témoignent tous les personnages. Elle méprise, et justement, le duc de Septmonts; pourquoi l'a-t-elle épousé? Ce n'est pas l'autorité paternelle qui a pu agir beaucoup sur elle, car il lui était facile d'avoir raison d'un père aussi faible que le sien. Qu'elle avoue donc que sa vanité a été plus forte que son amour, que le titre de duchesse l'a éblouie, et qu'elle en a oublié son Gérard jusqu'au moment où elle s'est aperçue qu'un titre ne suffit pas pour créer le bonheur. Et n'est-il pas vrai aussi qu'elle est maintenant possédée d'un désir adultère, qu'à la lueur de ce désir son odieux mari lui apparaît comme un obstacle qu'il faudra franchir ou briser, que son amour pour Gérard, tout explicable qu'il soit, est complice d'un assassinat nécessaire, et qu'il n'y a pas de théologien, quelque autorisé qu'il se prétende, qui puisse absoudre un tel état d'âme? Pour que l'atroce dénoûment de *l'Étrangère* fût moral, il faudrait qu'il y eût proportion entre la vengeance et la personne vengée. Nous demandions une femme vraiment noble, et ce n'est qu'une péronnelle sentimentale que nous présente M. Dumas. La morale véritable, celle qui ne s'enseigne pas par des formules, mais se révèle par le tact, n'admettra jamais qu'un tel caractère vaille d'être vengé avec cet excès de rigueur.

Cette morale est sans proportions, je crains fort aussi qu'elle ne soit incertaine, c'est-à-dire que M. Dumas ne sache pas bien au juste ce qu'il a voulu condamner. « Il faut frapper l'oisif, » disait-il récemment à un de ses collègues de l'Académie qui lui faisait compliment sur son succès. C'est donc l'oisif que M. Dumas a voulu frapper; vous en étiez-vous doutés? Moi, j'avais cru naïvement que c'était le *vibrion,* pour lequel en effet il n'est pas de pardon possible ni sur la terre ni dans le

ciel quand il se permet, comme c'est ici le cas, d'infecter de son désagréeant *vibrionisme* ceux qui lui sont devenus sacrés, et j'étais en conséquence assez porté à admettre que, si le châtiment excède le mérite de la duchesse, il n'excède pas en revanche l'indignité du duc. Il faut frapper l'oisif! L'oisiveté est donc un crime digne de mort? J'aurais cru qu'elle était simplement, selon les circonstances, soit digne de flétrissure, soit digne de blâme. Voilà une sévérité qui, je le crains bien, n'est pas destinée à faire fortune, même auprès des législateurs les plus draconiens de la société la plus démocratique. Il est vrai que, selon un vieux proverbe, « l'oisiveté est la mère de tous les vices, » et que le duc de Septmonts n'est pas précisément pour le démentir. Cependant il ne ressort pas avec évidence que ce soit de l'oisiveté qu'il tienne les vices qui le décorent. Je crois fort que c'est la nature plutôt que l'oisiveté qui fait les *vibrions*, et qu'on en compterait bon nombre parmi les gens très occupés. Il y a donc encore ici une de ces outrances de sévérité, si fréquentes chez M. Dumas, qui blessent presque infailliblement la morale qu'elles prétendent servir.

La morale de M. Dumas! quel curieux petit essai de psychologie il y aurait à écrire sur ce sujet, si nous avions quelque peu du loisir de ces oisifs qu'il veut châtier. Son effort pour moraliser par le théâtre, ses théories sociales, ses visées mystiques, il a été souvent question de tout cela dans ces dernières années, soit pour l'en railler, soit pour lui faire remarquer qu'il en devenait plus inhabile à construire ses pièces et qu'il y perdait en talent sans y gagner en portée. Nous ne lui ferons aucun reproche pareil, car, pour nous, rien autant que ces préoccupations ne témoigne de la supériorité de son intelligence. Il n'est pas d'un esprit vulgaire d'avoir su reconnaître qu'il y a quelque chose au-delà de nos succès et du monde qui nous les donne, il est encore moins d'une âme vulgaire d'avoir cherché Dieu quand on a si bien pratiqué et peint le diable. Sensées ou non, logiques ou non, la justification de ces visées c'est qu'elles sont sincères et sans ambition; il est évident, pour nous, que M. Dumas est venu à la philosophie et à la religion comme La Fontaine à Baruch et à Platon, naïvement et en toute admiration; il y est venu parce qu'il a beaucoup vu le contraire de ce qui est philosophie et religion. Je répète ma pensée en la variant et en la complétant : rien mieux que ces démangeaisons du divin n'est fait pour montrer avec quelle profondeur et quelle vigueur d'intelligence il a observé, scruté, pénétré le monde du mal; s'il ne le connaissait si bien, il ne chercherait pas ailleurs. Eh bien! qui le croirait? ce qui fait sa supériorité fait aussi sa faiblesse. Vous vous demandez pourquoi, avec tant de bonne volonté, sa morale frappe si souvent à faux; c'est précisément qu'il y porte les défauts que l'on contracte à la fréquentation et à l'étude du mal, et qu'il flagelle le diable avec l'esprit du diable même. Âpreté

morose, rage frénétique, implacabilité meurtrière, tout cela, le mal l'inspire contre lui; mais tout cela fait en même temps partie de son essence, et il ne l'inspire que parce qu'il le contient. L'horreur du mal est une vertu, mais qui demande à être singulièrement ménagée, car cette horreur, le mal la ressent pour lui-même, et c'est l'imiter que de la pousser trop loin. L'enfer enseigne donc une morale, et, bien que cette morale lui soit ennemie, elle est cependant faite à son image, elle est toujours draconienne, lycurgienne, impitoyable comme lui, au contraire de la morale directement émanée de l'étude du bien, qui seule sait mesurer avec exactitude aux brebis égarées ou même perdues la toison et le vent. Et puis enfin, il y a quelque chose de plus délicat à dire, c'est que la science du mal peut être un aiguillon pour désirer, pour chercher le bien, pour le trouver même en aveugle et à l'aventure, mais qu'elle est un obstacle pour s'y porter d'emblée, naturellement et comme de soi-même; pour cela, il faut une candeur et une sorte de sainte bêtise que M. Dumas a trop d'esprit pour posséder jamais, heureusement peut-être pour nos plaisirs. Voilà bien de la morale théologique; mais M. Dumas nous en donne l'exemple, et nous ne faisons que l'imiter.

Je n'ai pas à entrer dans l'analyse de *l'Étrangère;* tout Paris a vu cette pièce, et une main de maître a pris soin d'en compter ici les nombreux défauts. Je n'ai donc qu'à ajouter à ce qui a été si bien dit mes impressions et mes réflexions personnelles, comme je viens de le faire à l'instant même. Il s'est produit à propos de ce drame un double courant d'opinions extrêmement curieux à observer et à constater. Condamné à l'unanimité par la critique dès le premier jour, il a trouvé au contraire auprès du public accueil et succès. Et ce succès n'est pas un simple succès de curiosité et de renommée. M. Dumas a rencontré des défenseurs enthousiastes dans le public le plus mondain et le plus lettré d'où il aurait dû le moins en attendre. Les femmes surtout ne tarissent pas d'éloges; si M. Dumas en a dit quelquefois du mal, je puis l'assurer qu'elles ne lui en gardent pas rancune, car peu s'en faut que quelques-unes ne proclament *l'Étrangère* le dernier mot de l'art dramatique. Comment expliquer cette contradiction, et qui a raison de la critique ou du public? Eh oui, la critique n'a pas tort, car la pièce est en effet pleine de défauts; l'exposition en est faite par un récit interminable, l'action en est engagée par un incident bizarre et choquant, qui fait croire qu'elle va se précipiter à toute outrance, puis reste suspendue pendant deux longs actes; les caractères en sont antipathiques depuis le premier jusqu'au dernier, repoussans quand ils représentent le mal, intolérables quand ils représentent le bien; le dénoûment enfin en est excessif et brutalement cruel. Tout cela est vrai, mais cette sévérité de la critique vient un peu tard. Est-ce donc pour la première fois que ces défauts la

frappent chez M. Dumas? Pour nous, le sujet mis de côté, la pièce, comme composition, nous paraît valoir les précédentes de l'auteur. Quand donc, sauf dans les trois premières, *la Dame aux Camélias, Diane de Lys, le Demi-Monde,* y a-t-il eu dans aucune, simplicité de plan et unité d'action? Quand donc tous les épisodes de ses drames ont-ils été fondus de manière à ne faire qu'un tout indissoluble, au lieu d'être simplement liés en faisceau, séparables et réunis à la fois? Quand donc, à côté de parties vigoureuses et excellentes, ces drames n'ont-ils pas présenté des parties languissantes ou bizarres? Il y a donc beaux jours que la critique aurait dû faire les réserves qu'elle a cru devoir faire cette fois sans hésitation, et, osons le dire, si elle avait été sévère à temps, peut-être son dernier arrêt aurait-il été moins rigoureux.

De ce que la critique a raison, il ne s'ensuit pas en effet que le public ait précisément tort. Donnons en toute franchise notre impression personnelle. Les caractères ont beau être odieux, les passions ont beau être révoltantes, la morale a beau porter à faux, la pensée a beau être confuse, l'effet de cette pièce est d'une singulière puissance. Il s'en dégage une sorte d'atmosphère dramatique, chaude et capiteuse à l'excès, quelque chose comme le parfum des tubéreuses ou des liqueurs fermentées, qui au bout de peu d'instans vous enveloppe, vous monte à la tête, et vous livre en proie sans résistance à l'hallucination la plus complète. Rien dans ce drame qui ne concoure à ce but, rien qui ne se propose un office de cruauté : les paroles des personnages rendent le son de balles qui tombent à terre ou d'épées qui se heurtent, les sentimens ont comme un goût de toxiques et d'essences vénéneuses, les situations font monter du cœur au cerveau ces angoisses du vertige qui vous saisissent au bord des précipices. Et veut-on savoir d'où émane cette atmosphère dramatique? Précisément de cette frénésie vengeresse à l'excès dont M. Dumas s'est acharné à poursuivre son principal personnage et que nous lui reprochions tout à l'heure au nom de la morale, en sorte que c'est le défaut capital même de la pièce qui en fait le succès. Le résultat est singulier mais très explicable. C'est que cette frénésie morale est chez M. Dumas toute de tempérament, et que par conséquent avant d'être condamné par la réflexion du spectateur elle a commencé par s'emparer de sa sensation et par lui faire goûter un plaisir cruel, qui n'est pas sans analogie avec celui que les cirques de la vieille Rome offraient à leur public lorsque les pouces impitoyablement renversés indiquaient que le gladiateur était condamné.

La pièce de M. Dumas met en présence deux sociétés, ou plutôt les montre enchevêtrées l'une dans l'autre, la société française et la société américaine. Quelle a été la pensée de l'auteur, et en a-t-il eu une bien nette? Voilà ce qu'il est fort difficile de découvrir. Ce n'est pas à coup sûr une opposition à l'instar du livre de Tacite sur les mœurs des Ger-

mains qu'il a voulu établir; il n'a pu se proposer de faire honte aux vices de notre vieille société avec les vertus de la jeune Amérique, car ce qu'il nous en montre n'est rien moins que digne d'imitation et d'envie. L'étrangère, mistress Clarkson, est voleuse, empoisonneuse, adultère, homicide, et quant à son mari le *Yankee*, audacieux entrepreneur d'affaires à tout risque, assez bestialement charnel pour poursuivre encore de son amour une femme qui l'a quitté subrepticement dès le jour du mariage en enlevant sa caisse, c'est bien le plus singulier vengeur que la morale ait jamais pu trouver. M. Dumas a-t-il au contraire voulu exprimer cette pensée très vraie que le mal est châtié par le mal même, et a-t-il employé ses deux Américains comme deux instrumens adéquats à cette triste besogne? Mais, s'il n'a pas eu d'autre pensée que celle-là, pourquoi aller chercher si loin ses instrumens de vengeance sociale? des Européens quelconques, voire de simples Français, y suffisaient. N'est-ce enfin qu'une fantaisie de l'auteur, et a-t-il voulu seulement utiliser deux types qu'il avait rencontrés et étudiés? Nous le croirions volontiers, n'étaient les visées philosophiques de l'auteur, qui nous mettent en défiance contre cette hypothèse trop simple pour être vraie, et qui nous font soupçonner une intention plus cachée. Eh bien! ici encore, si la pensée reste confuse et obscure, l'effet est puissant et par éclairs presque grandiose, sans qu'on puisse s'en expliquer nettement la raison. Qui nous dira par exemple pourquoi, devant cette apparition de l'esclave américaine émancipée par la volonté du vice, nous n'avons cessé d'être hanté par le souvenir des derniers siècles de la civilisation romaine, pourquoi nous avons revu passer sous nos yeux tous ses agens de sensualité et de meurtre, ses Canidies et ses Locustes, vendeuses de philtres érotiques et donneuses de coupes empoisonnées; ses magiciennes venues, comme l'étrangère, de lointains pays, ses évocations de fantômes homicides et souillés de sang? Est-ce seulement à l'habileté du jeu de la jeune actrice chargée d'interpréter le rôle de mistress Clarkson que nous devons cette impression? est-ce parce que son corps presque aérien et sa voix lente et chuchotante comme celle des mânes en font une réalisation parfaite de quelqu'un de ces fantômes mêlés au monde visible, qu'Apollonius de Thyane savait, dit-on, reconnaître? Non, l'impression est plus profonde, et l'effet vient de plus loin; il résulte de l'ensemble du drame, qui dans sa confusion et par sa confusion même, présente, sous ses formes bourgeoises et sa réalité triviale, le spectacle menaçant, presque apocalyptique, d'une humanité en décadence. Une vieille société corrompue, ouverte de toutes parts aux vers du sépulcre, ne conservant de ses vertus que des lambeaux de politesse et d'élégance, n'ayant plus d'attachement que pour ses vices et impuissante à les satisfaire, une jeune société sans virginité d'âme, brutale sans candeur quand elle sert la vertu, homicide sans remords quand

elle sert le vice, pénétrant à la manière des bêtes fauves dans l'édifice lézardé de l'antique civilisation; voilà bien en raccourci le drame de M. Dumas. Le tableau n'est flatteur pour aucune des deux sociétés, et il est heureusement assez peu ressemblant pour révolter; mais, fausse ou non, obscure ou non, la pensée a de la violence et de la prise, et il en résulte cet effet dramatique puissant que nous avons essayé de définir et de dégager, qui est le véritable mérite de ce drame, et qui parvient à en dominer les défauts, presque aussi nombreux que les scènes.

La pièce des *Danicheff* prête beaucoup moins à la discussion que *Madame Caverlet* et *l'Étrangère*, mais ne peut-on pas dire bien souvent des œuvres littéraires qui soulèvent peu de controverses ce que Montesquieu disait des peuples qui n'ont pas d'histoire? Si elles prêtent peu à la discussion, c'est souvent que, par compensation, elles donnent peu de prise à la critique. Étonnerai-je beaucoup en disant que, des trois pièces à succès qui se partagent pour l'instant la curiosité du public, c'est celle qui répond le mieux à l'idée d'un drame et qui la réalise de plus près? Cette pièce a un commencement, un milieu et une fin, le plan en est simple et bien suivi, l'action pathétique, les passions en sont naturelles, même dans ce qu'elles ont d'excessif, les personnages compréhensibles, même dans ce qu'ils ont de bizarrerie exotique. Le plus grand éloge que je puisse en faire, c'est de dire qu'elle méritait mieux que sa forme, et par là je n'entends pas un meilleur style, j'entends un autre langage. Elle pouvait supporter le vers, car le sujet en était suffisamment beau pour qu'un vrai poète l'eût jugé digne de son inspiration, et les sentimens en sont assez au-dessus de l'ordinaire pour qu'ils fussent dignes d'un langage plus exceptionnel et plus élevé que la simple prose. Qui se serait étonné que l'âme d'Osip, le cocher, eût besoin pour s'exprimer d'une forme plus musicale que l'âme du duc de Septmonts, et que le cœur d'Anna, la serve affranchie, revêtît tout naturellement ses douleurs et ses joies de mots plus chantans et plus ailés que ceux du langage vulgaire? Cherchez et comptez s'ils sont bien nombreux, les sujets dramatiques dont on pourrait dire que la prose les dépare et qu'ils appelaient comme leur vêtement légitime la forme de la poésie.

Les Danicheff nous présentent un tableau de la société russe à l'heure actuelle, monde bizarre et compliqué, où une vieille civilisation patriarcale et rustique se trouve accouplée à une élégance importée des capitales étrangères, féodal par les habitudes et démocratique par les instincts, sceptique des lèvres et religieux de cœur, à la fois tyrannisé et affranchi. L'auteur a su nous montrer habilement combien cet affranchissement est encore voisin du servage, combien il y retourne aisément, et combien est étroite la distance qui sépare ces deux états. Voyez par exemple le cas de la jeune Anna et du cocher Osip : leur

affranchissement n'est qu'une nouvelle forme du servage, et ils ne deviennent maîtres d'eux-mêmes que pour retomber à l'instant même dans l'obéissance par un acte imposé qui ne leur laisse plus la direction de leurs destinées. Voyez encore le cas moins grave de Zacaroff, le parvenu millionnaire. Voici dans un salon de Saint-Pétersbourg un monsieur en habit noir et en cravate blanche causant familièrement avec les maîtres de la maison, et vous pensez que, s'il n'est pas leur égal, il possède au moins cette indépendance que donne par tous pays une grande fortune; mais tout à coup, sur une parole dite, il a pâli et s'est courbé jusqu'à terre; c'est que des visions de verges correctrices viennent de passer devant ses yeux, et que son ancien tremblement de serf l'a repris. Au dire de certains juges autorisés, le tableau n'est pas exagéré; cependant l'auteur ne s'est pas soucié d'en adoucir les couleurs violentes ou sombres, et c'est en toute franchise et en toute impartialité qu'il nous montre les effets de cette terreur séculaire sous laquelle plient encore aujourd'hui les âmes russes. Je ne connais rien de plus déchirant que la scène du premier acte où, sur l'ordre de la comtesse Danicheff, Anna, l'orpheline serve affranchie et élevée par elle, est contrainte d'épouser le cocher Osip, rien qui fasse mieux apercevoir jusqu'où la tyrannie peut porter la violence contre la nature. Certes voilà un état de société, des mœurs, des institutions, des caractères qui nous sortent singulièrement de notre milieu démocratique, tout fait d'habitudes d'indépendance individuelle et d'égalité sociale; nous devrions donc avoir envie de nous indigner, de protester, de nous répandre en plaidoyers en faveur des droits du citoyen; comment se fait-il cependant que nous nous contentions d'être émus et navrés, et que ce soit la plainte et non la colère qui nous monte du cœur aux lèvres en face de ce spectacle? Comment donc! à *Madame Caverlet*, à *l'Étrangère*, à tel autre drame de nos théâtres, nous nous sommes révoltés vingt fois contre des erreurs de conduite tout individuelles, contre des fautes et des crimes qui ne trouvent aucun appui dans les institutions, aucune sanction dans les lois, qui par conséquent ne sont que des phénomènes qui peuvent être ou n'être pas, et ici, devant les erreurs et les crimes d'une tyrannie que l'on ne peut éviter et qui est lourde de tout le poids de l'édifice social, nous nous contentons de gémir à l'instar d'Anna la serve, et de nous résigner à l'instar d'Osip le cocher.

C'est que, si cette tyrannie brise les âmes, elle ne les avilit pas. Elle donne un spectacle cruel, elle ne donne pas un spectacle de méchanceté et de vice. Revêtue de cette sorte de légitimation qu'une longue existence imprime toujours à la loi sociale aussi mauvaise qu'elle soit, si elle nous paraît haïssable par quelques-unes de ses conséquences, par d'autres au contraire elle nous apparaît presque digne d'être bénie. J'en prends à témoignage les caractères de la pièce. Le rôle du cocher

Osip a généralement surpris; on a discuté ses vertus, qui ont paru plus grandes que sa condition, son dévoûment, qui a paru plus héroïque que la nature ne le permet; cependant tout ce que nous savons de la Russie, tout ce que nous en ont appris les voyageurs qui l'ont visitée, ses poètes et ses conteurs, nous oblige à croire non-seulement que ce caractère est possible, mais qu'il existe en toute réalité. Voilà bien cette résignation triste, douce et grave qu'on nous a décrite comme propre au paysan russe, cette humilité sans bassesse qui fait le fonds du caractère national, cette obéissance passive et cette fidélité à toute épreuve que l'on admire dans la discipline des armées du tsar, ces instincts mystiques qui sont l'originalité la plus saillante du génie populaire slave. Ce sont là de sérieuses et précieuses vertus; d'où sortent-elles cependant? Cette résignation est le fruit de la tyrannie, cette humilité est le fruit de l'inégalité, cette fidélité a pris ses racines dans les habitudes du servage. Eh! mais, pour ceux qui s'intéressent avant tout à la dignité de l'âme humaine, c'est une question que de savoir si une contrainte sociale qui peut donner naissance à de telles vertus et sous la pression de laquelle un cocher Osip peut arriver au degré d'élévation noble d'où nous le voyons comme planer au-dessus des autres personnages, dominant de toute la distance qui sépare la terre du ciel leurs caractères, leurs passions et leurs intérêts, n'est pas après tout aussi bienfaisante qu'une liberté qui ne laisserait l'homme maître de lui-même que pour se rapetisser à son gré, et pour s'isoler dans le culte exclusif de ses intérêts ou de ses plaisirs.

En tout cas, il y a une chose qui ne peut faire question, c'est que l'impression qui résulte des *Danicheff* est absolument morale et saine. Ainsi, parmi les pièces qui se jouent pour l'heure sur les théâtres de Paris, il y en a une qui donne un enseignement irréprochable, et c'est celle qui nous présente le spectacle d'une société dominée par la contrainte. S'il n'y a pas là de quoi convaincre, il y a peut-être de quoi faire rêver un instant quelques-uns de ceux-là même qui ne veulent pas être convaincus. Non-seulement l'auteur a atteint le but qu'il cherchait, mais il en a atteint un second qu'il ne cherchait pas. Il a voulu faire un plaidoyer en faveur d'une transformation de la société russe, et, en même temps qu'il y réussissait, il a présenté la justification même des institutions condamnées, en sorte que si, comme on le dit, il appartient à la Russie par ses origines, il se trouve avoir fait du même coup œuvre de libéral et œuvre de patriote.

ÉMILE MONTÉGUT.

LE

RACHAT DES CHEMINS DE FER

EN ALLEMAGNE

Dans le discours qu'il prononça au *Reichstag* le 22 novembre 1875, M. de Bismarck déclara qu'une réforme générale des impôts et des douanes était certainement désirable, mais que cette réforme était une œuvre de longue haleine, qu'elle demandait le concours de tous les états de l'empire, qu'on ne pouvait l'entreprendre sans danger, qu'il convenait de l'ajourner jusqu'à des temps plus propices. — La question est bien résolue dans mon esprit, disait-il, et je sais ce que je ferais, si j'étais libre de faire tout ce que je veux; mais je dois compter avec vingt-cinq gouvernemens, vingt-cinq parlemens, vingt-cinq ministres, voire avec mes propres collaborateurs. Tels que nous voici, nous nous entendons à merveille; le jour où il faudrait passer à l'exécution, on verrait se manifester de nombreuses divergences. Et puis représentez-vous un peu la vie d'un chancelier de l'empire; le *Reichstag* et le conseil fédéral se disputent ses journées. Comment aurait-il le loisir d'élaborer des réformes avec la maturité convenable? — M. de Bismarck ajoutait que l'empire allemand était jeune encore, beaucoup plus jeune que tous les autres états de l'Europe, qu'avant de le soumettre à de périlleuses épreuves, il fallait lui laisser le temps de grandir, de se fortifier, qu'on ne pouvait trop ménager cette plante délicate, éclose d'hier, dont la fragilité était à la merci d'une gelée, d'un accident, d'une maladresse, d'une bévue ou d'une utopie de jardinier. — « Si l'empire vient à périr, s'écria-t-il avec mélancolie, ce dont Dieu nous préserve, l'ancien état de choses sera rétabli, les divers particularismes qui jadis se partageaient l'Allemagne ressusciteront, principalement le plus puissant, le plus dangereux de tous, le particularisme prussien. La restau-

ration de l'ancien fédéralisme serait encore supportable pour quiconque n'a pas été délégué comme moi à la diète fédérale de Francfort. »

L'extrême modestie avec laquelle M. de Bismarck parlait de cet empire allemand qu'il a créé, les inquiétudes qu'il semblait éprouver pour son avenir, étaient propres à frapper, à émouvoir les esprits. Dans le fond, il n'était pas aussi inquiet qu'il voulait le paraître, et les craintes qu'il témoignait n'étaient qu'un artifice oratoire. Le 22 novembre 1875, M. de Bismarck cherchait à persuader au *Reichstag* de voter un nouvel impôt sur la bière qui, selon lui, non-seulement était nécessaire au trésor, mais devait par surcroît rendre la bière meilleure. A ceux qui lui disaient : « Au lieu de nous proposer une mesure impopulaire, que ne nous apportez-vous un projet de réforme générale de l'impôt? — il répondait : — Plus tard, quand l'empire sera mieux assis et mieux portant, nous ferons toutes les réformes qui vous plairont; pour le moment, nous vous demandons de l'argent et non des conseils, et surtout parlez bas, nous sommes dans la chambre d'un malade.

Quoi qu'il en dise, M. de Bismarck a foi plus que personne en la vitalité, en la robuste constitution de l'empire allemand. Il l'a bâti à ciment et à chaux, il le sait capable de braver tous les chocs, de résister à tous les accidens et à toutes les épreuves. Ce qui le prouve mieux que tout le reste, c'est la grande expérience économique, la gigantesque opération financière qu'il médite, entreprise aussi effrayante qu'une réforme radicale de l'impôt. Il a résolu de faire racheter par l'empire les 25,000 kilomètres de voies ferrées qui sillonnent l'Allemagne dans tous les sens, et dont le prix d'achat s'élèvera, au témoignage de certains experts, à 5 milliards de marks, selon les autres à près de 9 milliards, c'est-à-dire à plus du double de l'indemnité de guerre française. Ce colossal projet lui est, assure-t-on, particulièrement cher. Il ne souffre à ce sujet aucune contradiction, il surmontera ou brisera tous les obstacles, il poussera sa pointe jusqu'au bout : *sic volo, sic jubeo.*

Le chancelier de l'empire allemand est l'homme d'état le plus entendu dans l'art de tenir un peuple en haleine. Il ne dort guère et n'aime pas que les autres dorment; ses secrétaires ne le savent que trop, il se plaît « à tuer le sommeil. » Le nouveau dessein qu'il a conçu occupe, préoccupe, agite toute l'Allemagne; elle se passionne pour ou contre. L'Herzégovine, le *Kulturkampf* lui-même, se trouvent relégués à l'arrière-plan. Les uns approuvent et applaudissent avec enthousiasme, d'autres font leurs réserves, demandent à réfléchir, tournent avec défiance autour « d'un bloc enfariné qui ne leur dit rien qui vaille. » Ceux qui applaudissent font plus de bruit, ceux qui se défient sont peut-être plus nombreux.

Les imaginations germaniques font carême aujourd'hui, elles jeûnent au pain et à l'eau, elles traversent une phase de dégrisement et de résipiscence; elles ont perdu pour un temps le goût des grandes espé-

rances et des vastes pensées; de cruelles expériences leur ont appris que, s'il est glorieux de faire grand, cela coûte quelquefois très cher. La pluie d'or des 5 milliards était tombée sur elles comme une rosée divine et fertilisante; elles ne se refusaient plus rien, et rien ne leur semblait impossible, elles habitaient le palais des songes; ce palais s'est écroulé. L'accès de fièvre a duré deux ans, de 1871 à 1873; c'est ce qu'on appelle la *Gründerperiode*, c'est-à-dire l'ère des faiseurs éhontés, des spéculateurs sans vergogne, des forbans de la bourse et des pirates de la banque. Pendant ces deux années, dont M. Otto Glagau vient de raconter la très curieuse histoire, on a spéculé avec délices ou avec fureur, on a pratiqué à l'envi ce bel art qui consiste « à employer tous les moyens non prévus par la loi et insaisissables à la justice pour surprendre le bien d'autrui; » M. Glagau le définit plus simplement : « l'art de vendre ce qu'on n'a pas et d'acheter ce qu'on n'a jamais eu l'intention d'avoir. » Robert-Macaire tenait le haut du pavé; que de miracles n'a pas enfantés son esprit inventif! « Dans un vallon solitaire, disait la *Nouvelle Gazette de la Bourse de Berlin*, le spéculateur découvre une cheminée abandonnée, et de cette ruine il fait par un coup de baguette une fabrique de machines. Il avise sur la montagne un moulin à vent, vieille carcasse vermoulue aux bras ankylosés; il la transforme en un établissement de moulins par actions. En passant au bord d'un ruisseau, il se heurte contre un canot retourné, et déjà sur l'onde claire il voit voguer les navires à vapeur d'un nouveau Lloyd, d'un Lloyd de terre ferme. »

De 1790 à 1870, il s'était formé en Prusse à peu près 500 sociétés par actions; pendant les deux années 1871 et 1872 il s'en est fondé 780, c'est-à-dire en moyenne une par jour (1). Grâce aux facilités que fournissait la loi, 120 minutes suffisaient pour accomplir par-devant notaire toutes les formalités nécessaires à la constitution de la société; au bout de deux heures, elle avait fixé ses statuts et nommé son conseil de surveillance. Le nombre de maisons en l'air que la spéculation a bâties à Berlin dans ce temps de délire auraient suffi pour loger une population de 9 millions d'âmes. On mettait tout en actions, les terrains, les châteaux, les fabriques, les brasseries, les hommes et les consciences. Qu'est-il résulté de tant d'entreprises avortées, de tant de piraterie et d'agiotage? Les habiles ont tiré leur épingle du jeu, les fripons se sont enrichis, les dupes ont perdu du même coup leurs illusions et leur argent. Tel propriétaire campagnard avait vendu son bien, réalisé sa fortune; arrivé à Berlin avec 200,000 thaler, il les a employés à acheter des actions de la Banque centrale; six mois après, il n'avait plus rien, et il était le débiteur de son banquier. Tel autre, après avoir vendu 250,000 thaler une maison qui n'en valait pas 100,000, apprenant quinze

(1) *Der Börsen-und Gründungs-Schwindel in Berlin*, von Otto Glagau, p. 23.

jours plus tard qu'une banque venait de la racheter pour 400,000, a été pris d'un si violent accès de désespoir qu'il s'est pendu. Ceux qui ne se sont pas pendus se sont servis du peu de cervelle qui leur restait pour faire des réflexions; ils ont conçu une salutaire aversion pour les banques, les réclames et les prospectus, ils ont rappris le chemin des caisses d'épargne. Au lendemain de ces orgies financières, beaucoup d'Allemands se sentent atteints du *Katzenjammer,* c'est-à-dire de cette migraine accompagnée d'écœurement par laquelle on expie un jour de débauche et de folie. Ils maudissent les pluies d'or et les 5 milliards, quoique à vrai dire aucun d'eux n'ait encore proposé de les rendre, et ils s'avisent que la vraie richesse repose sur le travail et l'économie, ils sont portés à enterrer leurs écus, ils professent le culte de la tirelire et du bas de laine.

« A l'étourderie entreprenante, écrivait naguère un économiste allemand, à la recherche d'une vie opulente et somptueuse fondée sur des gains fictifs, à l'esprit d'aventure et aux coups de bourse, ont succédé chez nous une timidité exagérée, un penchant à réduire outre mesure sa dépense, un pessimisme qui se défie de tous les placemens et se retire de toutes les entreprises, même des plus solides (1). » En pareil cas, les particuliers sont toujours disposés à rendre le gouvernement responsable de leurs folies et de leurs malheurs, quoique le gouvernement pût leur répondre, comme l'a fait un jour M. Delbrück : « Quand les gens veulent à toute force se défaire de leur argent, il n'y a pas de législation qui puisse les en empêcher. » Nombre d'Allemands sont convaincus que leurs hommes d'état ont aidé à la crise, qu'ils ont fait preuve d'imprévoyance et d'incapacité financières ; ils les accusent d'avoir commis de grandes fautes, ils leur reprochent surtout les placemens véreux faits pour le compte du fonds des invalides. Aussi ne verraient-ils pas sans inquiétude tous les chemins de fer concentrés dans les mains du gouvernement impérial. L'Allemagne est devenue défiante; à ceux qui lui promettent monts et merveilles en l'engageant à les laisser faire, elle répond que la prudence est la mère de la sûreté. Aujourd'hui le vainqueur se recueille comme le vaincu, et le recueillement d'esprit est une bonne chose : « Douze coups de discipline appliqués à propos, disait Sancho Pança, sont plus agréables à Dieu que mille coups de lance qui tombent sur des géans, des vampires ou d'autres monstres de cette espèce. »

M. de Bismarck compte toujours avec l'état des esprits. Il n'ignore pas que ses desseins excitent bien des alarmes et soulèveront de vives oppositions. Aussi n'a-t-il eu garde de démasquer du premier coup toutes ses batteries. Le 25 mars dernier, il a déposé sur le bureau des chambres prussiennes un projet de loi fort modeste, autorisant le gou-

(1) *Die wirthschaftliche Krisis,* von Wilhelm Œchelhaeuser. Berlin, 1876.

vernement prussien à entrer en négociation avec l'empire allemand pour lui vendre ses chemins de fer d'état et pour lui céder ses droits sur les lignes administrées et exploitées par des compagnies particulières. Si la loi est votée, le prince de Bismarck, président du ministère prussien, sera autorisé à négocier cette importante affaire avec le prince de Bismarck, chancelier de l'empire germanique. Ce n'est pas la première fois que la Prusse prend l'initiative des sacrifices et du désintéressement. Elle se dépouille au profit de l'empire, elle immole son particularisme sur les autels de la commune patrie, et, quoiqu'il n'en soit rien dit dans l'exposé des motifs, prêchant d'exemple, elle se croit en droit d'espérer que tout le monde s'exécutera comme elle. Les Saxons et les Allemands du sud n'ont pour son désintéressement qu'une médiocre admiration, ils estiment que son sacrifice est plus apparent que réel. Ils ont pu apprendre, par un rapport qui a été lu dans la seconde chambre saxonne, que le rendement des chemins de fer prussiens a diminué d'année en année, qu'ils ne donnent pas en moyenne le 4 pour 100, qu'au surplus le gouvernement s'est vu obligé de racheter à des compagnies privées plusieurs lignes en souffrance, qu'il a stipulé en faveur de quelques autres des garanties d'intérêt, qu'enfin il ne peut différer plus longtemps de construire dans les provinces de l'est des chemins coûteux, qui ne rapporteront rien. Il ne serait pas fâché, dit-on, de se débarrasser sur l'Allemagne d'obligations onéreuses pour ses finances; ce n'est pas un cadeau qu'il lui fait, c'est un paquet qu'il lui passe. Aussi bien, ajoute-t-on, que lui en coûte-t-il de céder à l'empire ses droits sur les chemins exploités par des compagnies concessionnaires? Il n'y a là qu'un changement de nom et d'étiquette. La Prusse est la puissance dirigeante de l'empire, et ce qu'elle donne à l'empire, elle est sûre de ne pas le perdre. Dans un temps de détresse du trésor, un roi de France avait envoyé généreusement toute son argenterie à la Monnaie pour y être fondue, et il se vantait de son sacrifice à un gentilhomme, en l'exhortant à suivre son exemple. — Ah! sire, lui répliqua le gentilhomme, quand Notre-Seigneur mourut le vendredi, il savait bien qu'il ressusciterait le dimanche.

Personne ne doute d'ailleurs que la mesure préliminaire proposée par M. de Bismarck n'eût un effet décisif. Si elle est adoptée, il est sûr d'arriver à ses fins; ce premier pas fait, le reste ne sera plus qu'une affaire de temps. Du jour où le chancelier de l'empire aura réussi dans sa négociation avec le président du ministère prussien, il aura facilement raison de toutes les résistances que pourront lui opposer les ministres saxons, bavarois ou wurtembergeois. On est convaincu à Dresde « qu'une fois en possession d'un grand réseau qui couvrirait le nord de l'Allemagne et qui, poussant à l'est comme à l'ouest ses ramifications vers le sud, envelopperait dans ses mailles la Saxe, la Thuringe et les états méridionaux, il ne tiendrait qu'à l'office impérial des chemins de

fer de diriger le trafic de manière à le donner ou à l'ôter aux états secondaires, selon que ces états favoriseraient ou contrarieraient ses vues, et que partant il pourrait exercer sur les gouvernemens fédérés une pression telle, qu'ils se verraient contraints à faire également cession de leurs chemins à l'empire. » On a remarqué depuis longtemps que certaine politique avait pour principe de n'ôter à personne son habit. Elle se contente de vous arracher vos boutons l'un après l'autre; quand votre habit ne peut plus vous servir, elle a l'obligeance de vous en soulager.

M. de Bismarck n'a jamais fait d'entreprise au dehors sans s'être assuré au préalable qu'il aurait des alliés ou des complices, et jamais il n'a soulevé une question politique ou économique sans avoir passé un contrat avec cette puissance que les uns appellent le diable et les autres l'esprit du siècle. En proposant le rachat des chemins de fer, il est certain de satisfaire de nombreux intérêts et de trouver dans l'industrie et dans le commerce de chaleureuses adhésions. Saint-Just prétendait que le bonheur est une idée neuve en Europe. Ce qui est hors de doute, c'est qu'en tout ce qui concerne ses aises et sa liberté d'action l'homme du XIXe siècle est infiniment plus difficile et plus exigeant qu'on ne l'était avant lui. On a eu raison de dire que, si les abus ont diminué, la sensibilité aux abus est devenue plus vive, ce qui fait compensation. C'est une admirable invention que les chemins de fer; il reste à les perfectionner, ils n'ont pas dit encore leur dernier mot, et on ne peut nier que sur plus d'un point ils ne donnent prise à la critique, ils ne fournissent matière à des plaintes et à des doléances fort légitimes. Le morcellement politique de l'Allemagne l'avait empêchée d'établir sur un plan d'ensemble un réseau savamment combiné. Chacun des états souverains n'avait consulté en cette matière que son avantage et ses goûts, ici construisant et exploitant pour son compte, ailleurs faisant construire par des compagnies et se réservant l'exploitation, ailleurs encore l'abandonnant aux compagnies concessionnaires. Les règlemens variaient à l'infini, c'était une véritable bigarrure. Chaque administration en prenait à son aise, faisait son pot à part, sans souci du voisin. Les intérêts communs étaient sacrifiés aux convenances particulières. Il fut un temps où de Cologne à Berlin le malheureux voyageur était obligé de changer cinq fois de wagon. A force de se plaindre et de protester, on a obtenu la réforme des abus les plus crians; en ce qui touche au trafic, on est encore loin de compte.

Les marchandises sont classées en nombreuses catégories, et cette classification diffère de lieu en lieu. De là une multitude de tarifs spéciaux; à cette confusion s'ajoute celle des tarifs différentiels. Impossible à l'expéditeur d'un colis de calculer ce qu'il lui en coûtera pour le faire parvenir à destination; souvent l'employé qu'il interroge n'en sait pas plus que lui et ne lui répond que par un à-peu-près. C'est le règne des cotes mal taillées, toujours odieuses au commerce, qui se résigne diffi-

cilement à être renvoyé d'Hérode à Pilate. Soixante-trois administrations souveraines, réparties entre les vingt-cinq états de l'empire, et treize cent cinquante tarifs différens, il y avait là de quoi lasser la patience allemande, dont la réputation a été un peu surfaite. Le commerce n'a pas cessé de réclamer. Il est vrai que la constitution de l'empire a conféré au gouvernement central un droit de surveillance et de contrôle sur les voies ferrées et sur les tarifs, mais jusqu'aujourd'hui ce contrôle est demeuré inefficace. Une loi du 27 juin 1873 a institué un office impérial des chemins de fer, cet office n'a pas rendu tous les services qu'on espérait. A deux reprises le *Reichstag* a mis le chancelier de l'empire en demeure de lui présenter une loi sur les chemins de fer, à l'effet d'en régler la construction et l'exploitation par des principes uniformes. On a tenté de s'entendre pour faire cette loi, on n'y est point parvenu. Le bruit court que cet insuccès répété n'a pas chagriné M. de Bismarck, qui aujourd'hui peut dire à l'Allemagne : — Nous avons essayé des petits moyens et nous n'avons pas réussi, essayez de mon grand moyen; certains maux ne peuvent être guéris que par des remèdes héroïques.

Les partisans du remède héroïque préconisé par le chancelier de l'empire traitent durement les timides qui refusent d'en tâter. — Cerveaux étroits, leur disent-ils, quand donc renoncerez-vous à vos préjugés et à vos objections? Dieu soit loué, l'empire est fait, et nous ne sommes plus au temps de la diète de Francfort! Il convient à l'Allemagne de renouveler les habitudes de son esprit, et c'est le devoir d'un grand peuple d'aimer les grandes idées et de donner les grands exemples. Il nous sera glorieux de faire aux yeux de l'Europe attentive une expérience dont au demeurant le succès est assuré. Vous savez ce que vaut l'administration prussienne; n'est-il pas à souhaiter qu'elle propage partout ses principes, ses règlemens et ses procédés, dont l'excellence vous est connue? Quand le gouvernement impérial se sera substitué aux états et aux compagnies d'actionnaires, quand il tiendra dans sa main tout le réseau allemand, il introduira les innovations heureuses qu'il a déjà pratiquées dans l'Alsace-Lorraine. Les marchandises ne paieront plus qu'en raison de leur poids et de la distance à parcourir, tant par mille, tant par quintal. Non-seulement l'empire établira partout des tarifs rationnels et uniformes, les économies qu'il obtiendra dans l'exploitation lui permettront de les abaisser sensiblement. Il administrera les voies ferrées comme il administre déjà les postes et les télégraphes, en subordonnant l'intérêt fiscal à l'intérêt des particuliers, en ne demandant au public que le prix de sa peine et du service qu'il lui rend. Ainsi l'Allemagne deviendra le pays des chemins de fer à bon marché, l'*Eisenbahnparadies*, le paradis des rails, pour le plus grand avantage de son commerce et avec la certitude d'attirer bientôt à elle tout le transit européen.

A cela, les adversaires du rachat répondent : — Vous êtes bien sûrs

de votre fait, nous le sommes moins que vous. Nous ne contestons point les mérites de la bureaucratie prussienne, nous doutons seulement qu'elle fasse aussi bon marché que vous le dites des intérêts du trésor, et son esprit fiscal nous est connu. La Prusse exploite fort bien ses chemins d'état; exploitera-t-elle aussi bien ceux de toute l'Allemagne? Les difficultés d'une bonne administration croissent en raison géométrique avec l'étendue du réseau. Au surplus, nous ne voyons pas que ses chemins d'état soient plus économiques que les autres; telle compagnie privée se tire d'affaire à meilleur compte. L'empire simplifiera les tarifs, il lui sera fort difficile de les abaisser. Que s'il veut réaliser à tout prix l'idéal des chemins de fer à bon marché, il ne pourra couvrir les déficits de sa caisse qu'en se procurant d'autres ressources, en établissant de nouveaux impôts, en augmentant les contributions matriculaires que lui paient les états. L'expérience à laquelle vous nous conviez profitera peut-être aux commerçans, nous craignons que les contribuables n'en fassent les frais. Ce serait miracle qu'il en fût autrement, et nous ne croyons plus aux miracles, nous avons perdu la foi du centenier (1).

En proposant le rachat, M. de Bismarck pouvait compter sur la chaude adhésion du parti militaire, pour qui les voies ferrées ne sont que l'outillage de la guerre et qui estime que l'outil sera parfait quand l'autorité impériale l'aura façonné à sa mode. Les hommes de guerre allemands ont beaucoup médité sur le rôle considérable qu'ont joué les railways dans les événemens de 1870. — C'est grâce aux chemins de fer, disent-ils, que le maréchal de Mac-Mahon a pu sauver les débris de son armée battue à Wœrth ; c'est encore grâce aux chemins de fer qu'à la dernière heure le corps du maréchal Canrobert a pu prendre part aux combats décisifs qui se sont livrés devant Metz, et d'autre part la destruction de la ligne de Frouard à Metz a obligé ce corps à laisser en arrière une partie de son effectif et la plus grande partie de son artillerie, circonstance qui a peut-être décidé de l'issue de la bataille du 18 août. Les chemins de fer ont permis aux Français d'approvisionner leur capitale et de prolonger leur résistance pendant plus de quatre mois, et c'est des chemins de fer que les grandes armées assiégeantes, condamnées à une longue immobilité, ont tiré leur subsistance. Le rétablissement de la ligne d'Amiens à Rouen a mis l'armée allemande qui cernait Paris au nord en état de se maintenir contre des forces supérieures, et c'est le chemin de fer de Metz à Paris qui a amené les troupes dont la résistance a fait échouer l'essai de sortie du général Ducrot. Enfin c'est le mauvais fonctionnement des voies ferrées de l'est

(1) Les objections qui peuvent être faites au rachat des chemins de fer ont été résumées par M. von Unruh dans une suite d'excellens articles publiés par la *Gegenwart*, revue hebdomadaire de Berlin, du 29 janvier au 26 février 1876. M. von Unruh est un national-libéral, membre du *Reichstag* et du *Landtag*, ingénieur et économiste distingué.

qui a fait misérablement avorter la campagne si bien commencée du général Bourbaki (1).

Les généraux prussiens sont obligés de convenir qu'en 1870, lors de la mobilisation de l'armée, les lignes allemandes ont fait merveilles; ils reconnaissent que les diverses administrations dont elles dépendent ont presque été sans reproche. En vertu d'une loi votée depuis, ces lignes seront, en cas de guerre, administrées militairement. Un article de la constitution stipule en outre que tous les chemins de fer dont l'établissement sera jugé nécessaire dans l'intérêt de la défense de l'Allemagne, pourront être construits pour le compte de l'empire, quoi qu'en puissent penser les états fédérés dont on empruntera le territoire. Ces décisions et ces précautions ne suffisent pas au parti militaire. Il a dû lire avec plaisir dans l'exposé de motifs qui accompagne le nouveau projet de loi « que l'heureuse issue de la dernière guerre a démontré l'importance considérable d'un réseau adapté à des fins stratégiques, et que c'est le devoir de l'empire de tirer tout le parti possible de ce réseau pour la défense du territoire. » Les généraux prussiens, qui prévoient tout, ont prévu le cas où l'Allemagne serait attaquée de deux côtés à la fois et aurait à faire front à deux ennemis; il n'y aurait de salut pour elle que dans ses railways, et il y va de la sûreté de l'empire que, dès ce jour, tous les chefs de gare soient des fonctionnaires impériaux, façonnés aux leçons de cette discipline sévère, de ce savant dressage dont on tient école à Berlin.

Le rachat n'intéresse pas seulement les commerçans et les militaires; il aura des conséquences politiques d'une incontestable gravité, dont s'alarment tous ceux qui désirent conserver aux gouvernemens secondaires le peu d'autonomie qui leur reste. « La Saxe, disait-on récemment dans la seconde chambre saxonne, est en possession d'un réseau de chemins de fer dont la formation a puissamment contribué au développement économique du pays. Elle y trouve non-seulement une source de revenus qui suffit pour payer les intérêts du capital engagé et pour l'amortir par degrés, mais un excédant qu'elle applique à d'autres besoins de l'état et à l'amélioration de plusieurs services, entre autres de celui des forêts, ce qui lui permet de ne pas augmenter ses impôts. Elle attache un grand prix à la conservation de cette propriété acquise par beaucoup de soins et de peines, d'autant plus qu'elle la sait en bonnes mains. Elle a souscrit pour la plus grande partie les emprunts nécessaires à la construction de ses voies ferrées, et par l'entremise de la représentation nationale elle peut contrôler la gestion de son gouvernement. Elle perdrait à jamais cet avantage, si les chemins saxons étaient absorbés dans le grand réseau de l'empire, dont l'administration

(1) *Militair-Wochenblatt vom 4 dezember 1875 : Die militairische Seite der Eisenbahnfrage.*

échapperait entièrement à son contrôle. » Les partisans du *statu quo* ne peuvent songer sans effroi à l'armée d'employés que le rachat mettrait à la disposition de l'empire, au nombre de places dont il deviendrait le suprême dispensateur, à tous les moyens d'influence et d'action qu'il acquerrait. Comme on l'a remarqué, le nombre et la vitesse des trains, la durée des arrêts, les heures de départ ou d'arrivée, deviendraient matière de gouvernement. Le patriotisme local n'est pas mort en Allemagne; les Saxons comme les Bavarois ont gardé quelque tendresse pour leur petite patrie, et il leur en coûterait de la sacrifier à la grande. L'empire unitaire leur fait peur; mais on n'échappe pas à sa destinée. Pour s'y dérober, les gouvernemens des états moyens ont l'intention, paraît-il, d'opposer au projet prussien un contre-projet aux termes duquel ils se feraient autoriser par leurs chambres, conformément à l'exemple que vient de leur donner le grand-duché de Hesse, à racheter dans leur territoire respectif tous les chemins de fer particuliers. On créerait ensuite quatre ou cinq administrations centrales, qui auraient à se concerter ensemble pour corriger les abus dont on se plaint, pour établir l'uniformité des règlemens et des tarifs. Selon toute apparence, cette proposition ne trouvera pas grâce devant les volontés impérieuses du chancelier de l'empire ; il ne s'accommode pas de moyens termes. Le ciel a ouvert ses écluses, les eaux montent; il est à craindre que Noé ne s'y soit pris trop tard pour construire son arche.

L'accaparement des chemins de fer par l'empire n'est pas seulement redouté pour les conséquences politiques que cette grande mesure ne peut manquer d'avoir; ne peut-il pas se faire qu'elle ait aussi des conséquences sociales? Beaucoup d'économistes appréhendent les fâcheux résultats d'une centralisation poussée à l'excès; ils estiment que le gouvernement, en tout ce qui n'est pas de son ressort, ne saurait se substituer sans danger à l'initiative et à l'industrie privées. Quand il étend trop ses attributions et sa compétence, quand il se mêle de ce qui ne le regarde pas, il court le risque d'être rendu responsable de tout le mal qui arrive dans le monde et des inconvéniens attachés à l'irrémédiable infirmité des sociétés humaines. Toutes les souffrances s'en prennent à lui, et quand le moulin chôme, le meunier s'écrie : C'est la faute de ceux qui nous gouvernent.

On s'inquiète en Allemagne des progrès du socialisme. Ils doivent être imputés dans une certaine mesure aux criminelles folies de la spéculation pendant les deux années de la *Gründerperiode*. L'ouvrier allemand a subi l'universelle contagion; comme tout le monde, il a eu la fièvre, il a fait des songes délicieux et décevans, il a été en proie aux chimères. Il voyait des fortunes de hasard croître en une nuit comme des champignons et des gens de rien devenir millionnaires; il a rêvé d'avoir sa part au banquet. Dans ce temps d'appétits effrénés et d'extravagantes entreprises, on avait besoin de lui, on se disputait son travail,

il pouvait faire ses conditions, louer ses bras et ses peines aussi cher qu'il lui plaisait; la main-d'œuvre et les salaires ont haussé dans des proportions exorbitantes. Qu'a duré cet âge d'or? l'espace d'un matin. « L'ouvrier, écrivait récemment un économiste, s'est promené, lui aussi, parmi les palmiers, et on ne se repose pas impunément à leur ombre... Chaque verre de vin de Champagne qu'il a bu dans ces jours néfastes a coulé dans ses veines comme un dangereux poison. » Il a vu les chimères s'évanouir; il s'est réveillé la tête lourde et les mains vides, son ivresse a fait place au dégoût du travail et à la haine de son sort. Brouillé avec sa conscience, il se retrouvait en face de la vie telle qu'elle est, et ce visage est odieux à qui vient de rêver. — Que les gouvernemens y prennent garde, disent les sages, qu'ils soient économes de leurs promesses, qu'ils mesurent leurs paroles, l'ouvrier mécontent et dégrisé les écoute. Si le gouvernement de l'empire se pose en protecteur naturel de certains intérêts, quelle raison pourrait-il donner pour en négliger d'autres et pour fermer l'oreille aux requêtes de quiconque a quelque chose à lui demander? S'il prétend tout régler, s'il se vante d'être la providence visible de son peuple, peut-il refuser leur pâture aux petits des oiseaux? S'il croit de son devoir de réformer et d'abaisser les tarifs des chemins de fer, pourquoi ne fixerait-il pas le prix de la viande et du pain? S'il se fait industriel, s'il se fait voiturier par terre et par eau, pourquoi ne se ferait-il pas boulanger et boucher? Les déshérités de ce monde le mettront en demeure de faire pleuvoir sur eux la rosée du ciel et la graisse de la terre, et quand viendront les années maigres, l'Égypte éclatera en reproches contre Pharaon et criera après lui pour avoir de la farine. M. de Bismarck prononçait naguère ce mot juste et profond : « Il n'y a de société bien organisée que quand chacun se charge de balayer devant sa porte. » Pourquoi veut-il aujourd'hui que le gouvernement se charge de balayer pour tout le monde? M. de Bismarck est un économiste d'occasion et de circonstance; il subordonne tout à ses vues politiques. Apparemment ils ne se trompent pas ceux qui le soupçonnent de ne désirer le rachat des voies ferrées que pour préparer les chemins à l'empire unitaire.

Quel accueil fera le parlement à son projet? Quel sera le résultat final de la discussion qui vient de s'ouvrir? Si les chambres autorisent le gouvernement prussien à vendre ses chemins de fer d'état à l'empire, le conseil fédéral acceptera-t-il ce dangereux marché? On se dispute depuis longtemps à ce sujet; on calcule les chances, on suppute le nombre des adhérens et des opposans. En ce qui concerne la décision de la chambre des députés, tout dépend de ce que fera le parti national-libéral. On assure qu'il est très divisé sur la question, et « que les députés mêmes qui votent d'habitude tout ce que le chancelier impérial, président du ministère prussien, leur demande, en sont à craindre les conséquences financières de ce dualisme greffé sur une seule tête. » Les

paris sont ouverts. Les uns prétendent que les nationaux-libéraux ne résisteront que pour la forme, qu'ils se rendront sans attendre les trois sommations. Leur situation est difficile et un peu compromise. Le parlement n'a plus que quelques mois à vivre, l'ère électorale s'ouvrira avant peu. Les conservateurs prussiens, longtemps divisés, cherchent à reformer leur phalange; ils se coalisent contre l'ennemi commun, qu'ils travaillent à discréditer dans le pays, — ils l'attaquent à la fois par la sape et par le fer. Si M. de Bismarck retirait aux nationaux-libéraux sa faveur et son appui, s'il les abandonnait à eux-mêmes ou qu'il prît à leur égard une attitude hostile, assurément beaucoup d'entre eux succomberaient dans les élections prochaines, et le parti pourrait essuyer un désastre dont il aurait peine à se relever. Il est en froid avec le tout-puissant chancelier; il a eu des velléités de résistance, il a combattu et repoussé l'impôt sur la bière, il s'est permis d'amender les articles additionnels au code pénal. S'il refusait de voter le rachat des chemins de fer, on se brouillerait sérieusement; il ne s'agirait plus d'un dépit amoureux, ce serait une séparation de corps, et qui sait? peut-être un divorce.

De bons juges soutiennent cependant que les nationaux-libéraux n'accorderont pas facilement le rachat, qu'ils feront leurs conditions. On affirme qu'ils diront au chancelier de l'empire : « Vous nous en demandez beaucoup; donnant, donnant. Le gouvernement impérial acquerra par le rachat des chemins de fer, si nous le votons, un accroissement très considérable de ressources et de puissance. Il est naturel que nous exigions des garanties. Vous êtes jusqu'aujourd'hui, en votre qualité de chancelier, le seul ministre responsable de l'empire. Qui répond de tout ne répond de rien, et votre responsabilité est illusoire. Consentez à la partager avec d'autres ministres qui tiendront en bride votre omnipotence; concédez-nous au moins la création d'un ministère impérial et responsable du commerce. » Si les nationaux-libéraux élèvent cette prétention, un incident naîtra dans l'incident. On paraît croire à Berlin que M. de Bismarck ne l'emportera que s'il fait à M. Lasker et à ses amis la concession qu'ils réclament de lui. La fera-t-il? Jadis il s'y est nettement refusé. Il disait en 1869 : « Quiconque a été dans un ministère ou s'est trouvé à la tête d'un conseil de ministres, et a dû prendre des résolutions sous sa propre responsabilité, ne craint point cette responsabilité; mais il redoute la tâche de persuader à sept personnes qu'il a raison de vouloir ce qu'il veut. C'est un bien autre labeur que celui de gouverner un royaume. » Il disait aussi : « Voulez-vous un chancelier qui consente à accepter des collègues? Cherchez ailleurs. Je me fonde sur mon droit constitutionnel; j'ai accepté l'office tel qu'il est défini dans la constitution. Le jour où j'aurai un collègue, ce collègue sera mon successeur. »

M. de Bismarck a-t-il changé d'avis? A-t-il pris goût à l'art de persuader? Il est permis d'en douter; du haut de sa prodigieuse fortune, il doit voir les hommes comme des cirons. L'empereur Guillaume vient de fêter son quatre-vingtième anniversaire; M. de Bismarck n'a pas paru à la cour. Il s'est contenté de donner son banquet d'usage aux ambassadeurs et aux chefs de légation, qui sont bien rarement admis à l'honneur de le contempler face à face. Pendant tout le repas, il a parlé agriculture et il en a parlé à merveille. S'il lui en coûte peu de causer d'engrais et de reboisemens avec des diplomates, il lui en coûte davantage d'expliquer ses combinaisons politiques à ceux qu'il appelle ses collaborateurs; son omnipotence dirait volontiers, comme Agrippine :

..... Derrière un voile, invisible et présente,
J'étais de ce grand corps l'âme toute-puissante.

Cependant on peut inférer du remarquable discours qu'il prononça le 22 novembre 1875 que les nationaux-libéraux, s'ils sont très pressans et très habiles, ont peut-être quelque chance de gagner leur procès, qu'à tout le moins M. de Bismarck se prêterait à un accommodement. « Dans le système des ministères solidaires, disait-il, il y a quatre mois, au *Reichstag*, un président du conseil n'a rien à ordonner; il ne peut que prier, adjurer, pérorer jusqu'à extinction de chaleur naturelle, et je ne me résignerais jamais à ce rôle ingrat. En revanche, j'accepte volontiers la responsabilité d'un chancelier de l'empire, sans admettre que cette responsabilité s'étende aux menus détails. » Il ajouta : « Les détails seront l'affaire des ministres de l'empire, si jamais nous en avons. Nous avons déjà de véritables ministères impériaux, l'office des affaires étrangères, la marine, l'office des chemins de fer. Cela peut se développer. » En parlant ainsi, M. de Bismarck entr'ouvrait la porte; consentira-t-il à l'ouvrir tout à fait? Nous verrions sans chagrin les nationaux-libéraux voter le rachat des chemins de fer; cette grande expérience, quel qu'en soit le résultat, sera intéressante et instructive pour tout le monde. Notre satisfaction serait complète, s'ils réussissaient à doter l'empire allemand d'un ministère responsable. Nos voisins ont introduit depuis longtemps dans leurs codes civils la recherche de la paternité; il faut souhaiter qu'ils l'introduisent définitivement dans la politique, où elle offre beaucoup moins d'inconvéniens et beaucoup plus d'avantages. Ils ont vu dans l'établissement de la république en France un gage de paix; de leur côté, ils donneraient une précieuse garantie à la sécurité de l'Europe, s'ils parvenaient à établir chez eux le véritable régime parlementaire.

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1876.

Peu à peu, par degrés, cette grande machine de l'organisation constitutionnelle de la France prend son équilibre et commence à s'ébranler. Elle n'en est pas encore sans doute à fonctionner avec la simple et forte régularité des pouvoirs dès longtemps établis : ce n'est peut-être pas même sans quelque embarras et sans un certain effort qu'elle se met en mouvement; mais enfin, si la machine n'est pas encore bien lancée, elle est à peu près en marche.

Le sénat s'est constitué et il n'a pas eu de peine à trouver le meilleur président : il a choisi M. le duc d'Audiffret-Pasquier, qui a dû à une élection exceptionnelle d'être le premier sénateur inamovible de la nouvelle république française. La chambre des députés, elle aussi, avait en se constituant son candidat naturel, M. Jules Grévy, qu'un vote à peu près unanime a fait président. M. le maréchal de Mac-Mahon, de son côté, est allé reprendre sa résidence à Versailles, et les trois présidens ont échangé les visites d'étiquette, ils ont fait officiellement connaissance : c'est la première entrevue des pouvoirs constitués. Le ministère, à son tour, a inauguré sa carrière en allant porter aux deux chambres les déclarations qui résument sa politique, la politique de la situation nouvelle, et M. le ministre de l'intérieur, une fois nommé sénateur, a pu se mettre à son travail d'épuration ou de révision administrative par l'élimination ou le déplacement d'un certain nombre de préfets. Les partis eux-mêmes enfin, après un moment de confusion, ont commencé à se reconnaître et à se grouper. Le centre gauche s'est constitué, la gauche s'est constituée; l'extrême gauche, qui s'appelle aussi l'union républicaine, a seule décidé jusqu'ici qu'elle ne se constituerait pas, qu'elle ne formerait pas un groupe distinct. M. Gambetta rêve toujours les « réunions plénières, » la fusion de toutes les fractions de la majorité dans un grand amalgame dont il doit prendre le commandement, et il ne s'aperçoit pas que sa diplomatie commence à s'user, que, si tous ces députés nouveaux qui arrivent à la vie parlementaire sont

encore incertains et inexpérimentés, la plupart répugnent par instinct à des campagnes aventureuses dont on ne leur dit pas le secret. A tout cela que manque-t-il donc? Il manque à ces chambres et à la majorité qu'elles représentent, au gouvernement appelé à tout concilier, à ces partis qui cherchent leur voie, d'entrer plus résolûment et plus pratiquement dans leur rôle. Ils ont besoin de presser un peu la marche, de franchir les préliminaires embarrassés d'une époque nouvelle, d'en finir avec toutes ces vérifications de pouvoirs où l'on se perd, avec les propositions inutiles et les motions agitatrices, avec ce qui ne sert à rien comme avec ce qui pourrait tout compromettre.

C'est là aujourd'hui la situation. En vérité, on perd du temps à Versailles, on s'abandonne un peu trop à ce sentiment de complaisance que les majorités ont souvent pour elles-mêmes, et au lieu de se hâter de mettre en pleine activité un régime qui est à peine en marche, on le ralentit par toute sorte de diversions inutiles ou dangereuses.

La diversion inutile, même quelquefois assez puérile, c'est cette vérification de pouvoirs qui devrait être déjà expédiée et que la chambre des députés prolonge indéfiniment, au risque de se fatiguer elle-même en fatiguant pour sûr le public. Le sénat a procédé plus lestement; il ne s'est pas trop arrêté à des incidens plus ou moins étranges, à des détails plus ou moins vifs qui disparaissent dans le tourbillon de la lutte électorale. Depuis trois semaines, la chambre des députés, quant à elle, se livre, avec un mélange de rigorisme consciencieux et de partialité presque naïve, à une perquisition acharnée et minutieuse sur les derniers scrutins. Elle a fait son lot d'élections contestées et réservées; maintenant elle invalide ou ordonne des enquêtes, et si ce système est suivi jusqu'au bout, il y aura un peu partout, du nord au midi, des élections cassées ou ajournées jusqu'à plus ample information parlementaire. La majorité républicaine de la chambre des députés croit sans doute exercer un droit et obéir à un sentiment de justice supérieure; elle ne voit pas que, si les invalidations et les enquêtes sont une garantie extrême pour les assemblées, elles ne doivent pas devenir une arme de parti et paraître servir à frapper des adversaires. La majorité ne s'aperçoit pas en outre que, par la manière dont elle procède aujourd'hui, elle glisse à chaque instant dans l'arbitraire le plus complet. Pourquoi en effet annuler certaines élections plutôt que d'autres qui se sont accomplies dans des conditions identiques? Pourquoi y a-t-il une enquête dans un arrondissement et non dans d'autres arrondissemens où les mêmes faits se sont produits? Qu'on se montre rigoureux là où l'on trouve des falsifications évidentes du scrutin, des atteintes constatées à la liberté électorale, des violences, des actes de corruption et de vénalité, rien de mieux. En dehors de cela, est-ce qu'il suffit, pour faire le procès d'une élection, de ramasser tous les commérages qui ont couru dans une circonscription, tous les faux bruits, les vivacités ou les ini-

quités de polémique, les certificats qui ne manquent jamais et les plaintes d'un candidat vaincu ? Est-ce qu'il suffit même de montrer que des maires, des préfets et des sous-préfets ont témoigné une préférence ou une opinion, pour crier aussitôt à la candidature officielle et pour casser une élection ? Franchement, c'est la première fois qu'une assemblée procède avec cette désinvolture, avec ce parti-pris d'invalidation. Les enquêtes, en paraissant moins violentes, ne valent guère mieux. Elles risquent d'être inefficaces ou d'engager la chambre dans une voie vraiment assez périlleuse; elles n'aboutiront à rien ou elles peuvent dépasser le but.

Une enquête sur des faits exceptionnels et précis constituant une altération grave du suffrage universel, — bien; une enquête sur des opinions, sur des influences, sur des accusations réciproques de candidats opposés, sur les rapports d'un préfet avec les maires, d'un évêque avec ses prêtres, — à quoi cela conduira-t-il ? Veut-on constater que M. le comte de Mun a été à Pontivy le candidat clérical par excellence, le chevalier du *Syllabus,* le protégé de M. l'évêque de Vannes, à l'exclusion de son concurrent, un ecclésiastique bonapartiste? L'élu de Pontivy l'avoue lui-même sans subterfuge, avec une candeur audacieuse d'apôtre égaré dans un parlement, et on ne découvrira rien de plus extrême que ce qu'il dit tout haut. Si on est réduit à confirmer son élection, après des interrogatoires et des rapports dénués de sanction, on sera bien avancé; si on l'invalide, on n'empêchera pas l'arrondissement de Pontivy de le réélire. Est-ce l'influence, l'intervention du clergé qu'on se propose de poursuivre et d'atteindre à Pontivy, comme on veut atteindre le bonapartisme ailleurs? Il faut savoir ce qu'on fait avant d'aller plus loin. Le cléricalisme est un danger, le bonapartisme est un autre danger; mais ce n'est pas avec des invalidations et des enquêtes qu'on peut les combattre efficacement aujourd'hui. On ne les contiendra que par une bonne politique, libérale dans sa direction en même temps que rassurante pour tous les intérêts conservateurs, offrant au pays la garantie d'un régime régulier et fait pour durer. Tout le reste ressemble à une vaine représaille de parti, à un abus de la victoire, à un procès de tendance.

Les républicains ne réfléchissent pas qu'ils forgent des armes qui pourraient bien, un jour ou l'autre, être tournées contre eux, et ce qu'il y a de curieux, ce qui est la partie assez plaisante de ces premiers débats parlementaires, c'est cette sorte d'ingénuité inconsciente avec laquelle la présente majorité s'attribue, à l'égard des élections, un droit de haute et basse justice, — qu'elle n'applique naturellement qu'à ses adversaires. Bien entendu en effet, les élections républicaines n'ont rien à voir avec les enquêtes ; elles sont pures de toute intrigue, de tout abus d'influence ! Les républicains ne savent pas ce que c'est que tromper et capter le suffrage universel ! Ils ne travestissent jamais les opinions de leurs adver-

saires! La « gauche millionnaire, » puisqu'il y a une gauche millionnaire, selon un éminent républicain, cette gauche ne sait pas se servir de l'argent dans les élections! Eh bien! soit, c'est convenu, les républicains sont la vertu, l'innocence même dans les élections comme dans le reste. Tout ce qu'on peut leur demander, c'est de ne pas se montrer des vertueux trop farouches, s'ils ne veulent pas être l'amusement de la galerie, et d'en finir au plus vite avec une vérification de pouvoirs où ils dépensent en rapports et en débats souvent puérils un temps qui pourrait être mieux employé.

La diversion dangereuse du moment, c'est cette question de l'amnistie qui a fait définitivement son entrée dans l'enceinte parlementaire sous la protection de M. Victor Hugo au sénat, de M. Raspail à la chambre des députés, et à laquelle M. le garde des sceaux, M. le ministre de l'intérieur, ont résolûment répondu par une demande d'urgence. Chose curieuse! depuis que la question a fait officiellement son apparition et que l'urgence a été réclamée par le gouvernement, voilà tous les promoteurs de l'amnistie qui sont en campagne, qui épuisent toutes les subtilités de la tactique pour atermoyer, pour éluder l'urgence. Ils ont fait ce qu'ils ont pu pour ajourner d'abord la nomination des commissions parlementaires; aujourd'hui ces commissions sont nommées au sénat comme à l'autre chambre, et ils éludent encore. Ils sont affamés de documens; ils ont besoin de lire les rapports de la dernière assemblée sur l'insurrection du 18 mars, le rapport de M. le général Appert sur les opérations de la justice militaire, le rapport de M. Martel sur les travaux de la commission des grâces. Ils éprouvent le besoin de consulter, d'interroger, d'être éclairés, ils font appel à la circonspection, à la réflexion. Ils n'étaient donc pas éclairés, ils ne savaient ce qu'ils faisaient lorsqu'ils prenaient l'initiative des propositions d'amnistie! Ou bien ils ont une autre raison : ils espèrent, en gagnant du temps, faire passer par quelque subterfuge, par un vote arraché à la lassitude ou à l'inexpérience d'une assemblée, une mesure dont ils se sont fait une arme dans les élections et dont ils sont embarrassés aujourd'hui. Les radicaux, qui ont mis sur leur drapeau le mot d'amnistie, jouent là en vérité un singulier rôle; ils ne s'aperçoivent pas qu'ils jouent avec une situation douloureuse dans un vulgaire intérêt de parti, et qu'ils rabaissent jusqu'à l'intrigue parlementaire la dignité même de l'acte qu'ils proposent.

Lorsqu'une amnistie comme celle qu'on met en avant devient possible, est-ce qu'il y a tant de documens à compulser, tant de chiffres à supputer? La vérité est qu'aujourd'hui c'est là une question qui ne peut plus être ni éludée ni ajournée, et qui ne peut avoir qu'une solution. Si la commune avait été une insurrection comme bien d'autres insurrections qui ont malheureusement plus d'une fois ensanglanté Paris et la France, si elle avait été simplement une sédition politique ou même

sociale comme la sédition de juin 1848, on pourrait voir encore; mais la commune de 1871 a eu cela d'exceptionnellement criminel, qu'elle a été un acte de trahison nationale, un déchirement de la patrie commune devant l'ennemi, et lorsqu'en se donnant l'air de plaider la cause de la population parisienne on invoque les circonstances atténuantes, les ressentimens du siége, les surexcitations mentales causées par les souffrances, c'est un vain subterfuge : il ne s'agit pas de la population parisienne qui a été la première victime, il s'agit, on le sait bien, de ceux qui ont abusé de Paris en fondant leur domination criminelle sur un égarement momentané, qui ont assassiné, incendié, qui ont exposé la France à rester spectatrice désarmée de l'entrée des Prussiens dans Paris, si les Prussiens l'avaient voulu. Ce sont là les vrais coupables, ceux que la justice a frappés et qu'aucune amnistie ne peut relever de la condamnation qui les a justement frappés.

Que parle-t-on de la nécessité ou de la convenance d'un acte d'oubli qui aurait la portée d'effacer ces faits encore si récens? On n'effacera pas du même coup les traces et les conséquences d'un tel attentat, on ne pourra pas effacer de sitôt tout ce qui est écrit sur les ruines accumulées dans Paris, et, dans la situation faite à la France, ce serait comprendre étrangement le patriotisme, le devoir national, de montrer qu'on peut mettre le pays en péril, donner des armes à l'étranger, provoquer une aggravation d'invasion, et en être quitte pour quelques années d'expiation. Il n'y aurait plus qu'à « effacer le fait! » Et quel moment choisit-on pour réclamer cet acte d'oubli? On vient de le voir, c'est le moment où ces coupables qu'on veut amnistier viennent de célébrer à Berne, à Lausanne, à Londres, l'anniversaire de l'insurrection du 18 mars. Ils n'oublient rien, quant à eux, ils prennent soin de se remettre dans la mémoire de la France en revendiquant la responsabilité de leurs exploits, en regrettant de n'avoir pas mieux fait, et en proférant des menaces nouvelles. Voilà les collaborateurs que M. Victor Hugo, M. Raspail et leurs amis sont assurés de trouver dans cette œuvre d'apaisement dont l'amnistie serait, à ce qu'ils prétendent, le symbole!

Ce n'est point sans doute pour le moment une amnistie de ce genre qui a des chances. La plus grande partie de la gauche ne l'accepterait pas ainsi comprise; les commissions du sénat et de la chambre des députés la repoussent, le gouvernement s'est prononcé sans hésitation contre un acte semblable. Que reste-t-il donc de l'avis de tous ceux qui, sans vouloir effacer des faits comme ceux de 1871, n'excluent point assurément de la politique l'humanité et la clémence? Il reste ce qui est écrit dans la constitution, le droit de grâce qui appartient à M. le président de la république et qui peut s'exercer selon les circonstances à l'égard des moins coupables ou des moins responsables. Jusqu'à quel point pourrait-on associer non pas à l'exercice de ce droit, mais à la préparation des grâces, une commission nouvelle prise dans le parlement?

Ce n'est plus qu'une affaire de détail. Il resterait toujours à examiner si ce ne serait pas compliquer gratuitement, inutilement, une situation où tous les esprits sensés semblent avoir la même opinion, et s'il n'y aurait pas pour les chambres plus de dignité à rester dans leur sphère en laissant le pouvoir exécutif accomplir librement une œuvre qui, à vrai dire, n'a jamais été interrompue; mais ce qu'il y a d'essentiel avant tout, c'est d'en finir avec tous ces subterfuges de tactique et ces atermoiemens, dont l'unique effet est de laisser subsister une question ingrate qui pèse sur le pays, qui embarrasse les partis eux-mêmes et qui semble arrêter les chambres au seuil de leurs véritables travaux.

Est-ce donc que les questions sérieuses, intéressantes et pratiques manquent aujourd'hui? Est-il nécessaire, sans parler de l'amnistie, de multiplier ces propositions qui ressemblent à une efflorescence de l'initiative individuelle? Les affaires sérieuses ne manquent certes pas. M. le ministre de la guerre vient de soumettre aux chambres deux lois qui font partie de notre réorganisation militaire, qui touchent à l'administration de l'armée et au service d'état-major. C'est un travail un peu plus important pour le pays que toutes ces motions radicales qui se succèdent. M. le ministre des finances, de son côté, a récemment porté au parlement le prochain budget, et M. Léon Say a la bonne fortune d'offrir aux nouveaux représentans de la France une œuvre aussi simple que rassurante, un budget équilibré. 2 milliards 672 millions de recettes, — 2 milliards 667 millions de dépenses! Ajoutez à ceci le contingent départemental et communal, ce sera un ensemble de 3 milliards 56 millions! L'équilibre est atteint sans taxes nouvelles, et il repose sur des données assez certaines pour qu'il n'y ait point de mécompte à craindre, à la condition toutefois qu'on ne cédera pas à la fantaisie de supprimer des impôts ou d'agiter le pays. Voilà ce que M. le ministre des finances offre aux chambres! M. le ministre de l'instruction publique arrive à son tour avec ses propositions : il vient de présenter une réforme des articles de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur qui ont trait à la collation des grades. La loi subsiste tout entière, le droit seul de conférer les grades est rendu à l'état : ce droit, le dernier ministre de l'instruction publique l'avait abandonné au profit d'un jury mixte, M. Waddington le revendique justement tout entier pour l'état. Voilà des propositions assez sérieuses pour effacer toutes les motions individuelles dangereuses, inopportunes ou futiles, et, à vrai dire, c'est au gouvernement de ne pas se laisser devancer, de mettre un peu d'ordre dans la confusion parlementaire. Il a exposé sa politique, c'est à lui maintenant d'en diriger l'application et de faire sa majorité, s'il ne veut pas que cette majorité lui soit disputée par d'autres influences et lui échappe. Il a joué un peu jusqu'ici un rôle d'observation, le moment de l'action est venu pour lui : la France, comme la majorité des chambres, ne demande pas mieux que de se sentir rassurée, gouvernée et conduite.

L'Italie est aujourd'hui tout entière à une crise qui est peut-être plus qu'une crise ministérielle, quoiqu'elle se borne pour le moment à la chute d'un cabinet abandonné par la majorité et à l'avénement d'un cabinet nouveau. Le ministère Minghetti, qui était depuis trois ans au pouvoir, vient de tomber, et il est remplacé par un ministère de la gauche. Lorsque le parlement s'est réuni à Rome, il y a quelques jours, lorsque le roi Victor-Emmanuel a ouvert cette session nouvelle en annonçant que l'Italie allait enfin toucher prochainement à l'équilibre du budget, il y avait déjà des symptômes menaçans. Si le ministère n'avait eu à se défendre que contre la gauche, il n'aurait pas eu de peine à maintenir sa position, à rester maître du terrain; mais les premières opérations de la chambre élective ne pouvaient guère laisser d'illusion; elles révélaient, en même temps que la dislocation de l'ancienne majorité, l'existence d'une coalition qui changeait toutes les conditions parlementaires : à l'opposition ordinaire, à la gauche proprement dite, se joignaient des auxiliaires inattendus, les députés toscans avec M. Peruzzi, une fraction du centre avec M. Correnti, un certain nombre de Vénitiens mécontens. C'était plus qu'il n'en fallait pour déplacer la majorité. Les dissidens ne voulaient pas sans doute se séparer du gouvernement sur des questions de politique générale ou d'ordre public, ils ne liaient point précisément partie avec la gauche; seulement ils ne cachaient pas l'intention de résister désormais au cabinet, ils commençaient les hostilités en se réservant leur liberté d'action. Les causes de cette sécession peuvent être fort diverses. Quelques-uns se sont plaints de la dureté dans la perception de certains impôts. L'accusation la plus grave dirigée contre le ministère était celle de dévier de la ligne libérale, de pousser l'esprit de centralisation à outrance, et les dissidens voyaient surtout un signe de cette tendance dans la proposition de livrer à l'exploitation de l'état les chemins de fer de la Haute-Italie comme les chemins de fer méridionaux récemment rachetés. C'était là le grand grief, le point délicat entre le ministère et les dissidens comme M. Peruzzi, qui se trouvait en ce moment retenu à Florence par un deuil de famille, par la perte de sa mère, mais dont M. Minghetti n'ignorait pas les dispositions.

Quand les choses en sont là, ce n'est plus qu'une affaire de jours ou d'occasion, et comme il arrive souvent, on n'a pas attendu la question essentielle; on n'a pas même voulu tenir compte de l'habile et brillant exposé financier fait par M. Minghetti. La scission a éclaté dans une escarmouche à propos d'une interpellation d'un député de la gauche, M. Morana, sur l'impôt de la mouture. M. Minghetti a vainement demandé qu'on suspendît le vote sur cette interpellation, qu'on ajournât la question ministérielle au grand débat sur les chemins de fer; il n'a point réussi, il a été vaincu dans une échauffourée de scrutin par l'alliance de la gauche et des dissidens. Le ministère Minghetti a disparu ainsi presque obscurément après avoir passé au pouvoir trois années,

qu'il a certes employées avec fruit pour l'Italie : c'est lui qui a négocié cette réconciliation définitive avec l'Autriche qui s'est réalisée par l'entrevue de l'empereur François-Joseph et du roi Victor-Emmanuel à Venise. Tous ses efforts ont été pour la paix, pour l'indépendance italienne, même vis-à-vis des prépotens du jour, et dans ses rapports avec la France l'habile ministre qui a longtemps dirigé les affaires étrangères à Rome, M. Visconti-Venosta, a montré ce que peut un esprit élevé et sympathique dans des circonstances parfois délicates. M. Minghetti, qui est le plus aimable et le plus optimiste des présidens du conseil, a pu dire, sans trop de complaisance pour lui-même et pour ses collègues, qu'en descendant du pouvoir il laissait du moins une bonne situation diplomatique et une bonne situation financière.

Qu'arrivera-t-il maintenant? Ce qu'il y a de grave ou de caractéristique, c'est que pour la première fois le parti libéral modéré, qui a eu presque invariablement depuis quinze ans, depuis la constitution de l'Italie, la direction des affaires, s'éclipse complétement; le pouvoir passe brusquement à l'opposition, même à une opposition assez avancée. S'il y a eu des négociations pour former un cabinet mixte ou de coalition avec les dissidens qui ont aidé à renverser le dernier ministère, ces négociations ont échoué. D'ailleurs, se fût-on prêté à des transactions personnelles, il n'en serait jamais résulté qu'une combinaison sans cohésion et sans efficacité. Les dissidens restent donc en dehors de tout, et c'est la gauche seule, la gauche pure et simple qui triomphe. Le nouveau cabinet s'est formé avec M. Depretis, le chef reconnu de l'opposition depuis la mort de Rattazzi, avec M. Nicotera, un ancien agitateur républicain rallié à la monarchie constitutionnelle, avec M. Mancini, un avocat napolitain, promoteur plus éloquent que précis de théories humanitaires, avec M. Melegari, qui passe de la légation de Berne aux relations extérieures, avec M. Zanardelli, un Vénitien nouveau-venu aux affaires. Le danger pour ce ministère, particulièrement pour M. Depretis, qui est un vieux parlementaire piémontais, c'est d'arriver au pouvoir moins par un mouvement réel d'opinion que par une sorte d'accident, et de paraître représenter une politique qui n'aurait rien d'absolument rassurant si elle devait être un vrai programme. Il est certain que depuis quelques années la gauche s'est signalée par ses bruyantes préférences pour une intimité de l'Italie avec l'Allemagne, par ses déclamations sur les impôts, sur les tendances réactionnaires des modérés, sur les connivences cléricales du dernier cabinet. Le nouveau ministère ne se propose pas sans doute de faire de la politique avec ces déclamations. Le programme que M. Depretis vient d'exposer devant les chambres promet une réforme électorale, l'amélioration du système d'impôts, l'instruction obligatoire, un projet sur le Tibre, le règlement de la question des chemins de fer, une politique ecclésiastique plus accentuée. Après cela, M. Depretis se hâte de déclarer que le gouvernement ne doit pas

être un parti, qu'il acceptera le concours de tous ceux qui voudront l'aider.

Le fait est qu'une expérience assez nouvelle et assez curieuse commence aujourd'hui pour l'Italie. Les ministères de la gauche qui se sont formés quelquefois, par accident, sous la présidence de Rattazzi n'ont pas eu une longue durée et ont toujours assez mal fini. Celui qui vient de naître sera-t-il plus heureux? Les propositions qu'il annonce n'auront-elles pas pour effet de reconstituer l'ancienne majorité de libéralisme modéré, vers laquelle reviendront par la force des choses les dissidens qui viennent de se séparer momentanément? Le danger peut n'être pas immédiat. On laissera à la gauche le temps de montrer ce qu'elle est au pouvoir et de commettre des fautes. L'ancienne majorité, si désorganisée qu'elle ait été par les derniers incidens, n'existe pas moins dans le parlement; elle peut se rallier, surtout si on lui offre une occasion favorable. Le cabinet dissoudra la chambre, dit-on; c'est possible, si le roi se prête jusqu'au bout à une épreuve qui pourrait compromettre par des agitations nouvelles ce qui a été si laborieusement conquis par la modération. La question est toujours de savoir quelle force définitive aura un ministère qui, à un moment donné, peut trouver devant lui des hommes comme M. Minghetti, M. Sella, M. Lanza, M. Ricasoli, M. Peruzzi, M. Visconti-Venosta, M. Bonghi, tous ceux qui ont marqué au premier rang dans les crises de l'Italie renaissante.

L'Espagne, quant à elle, vient à peine d'échapper à la guerre civile, et elle est encore tout entière aux fêtes de la paix qu'on s'est hâté de célébrer. Le jeune roi Alphonse XII est entré à Madrid à la tête de 25,000 hommes de son armée, escorté par les généraux qui se sont signalés dans la dernière guerre contre les carlistes : Quesada, Martinez Campos, Morionès, Loma. Évidemment les ovations qui ont accompagné le jeune souverain, les chefs militaires et l'armée, ont été cette fois aussi spontanées que sincères; c'était le sentiment public qui éclatait au passage de ces soldats éprouvés par une rude campagne, et l'Espagne tout entière, représentée par des députations, assistait aux fêtes de Madrid. Il y a quelques mois à peine, l'Espagne en était réduite à s'épuiser dans cette lutte meurtrière et odieuse, dont on ne croyait pas voir si prochainement la fin, et qui aurait pu en effet se prolonger, tant les moyens dont le prétendant a disposé jusqu'au bout étaient puissans. Aujourd'hui tout est terminé, et le signe le plus frappant d'une pacification complète, c'est que le service du chemin de fer, interrompu depuis trois ans, est maintenant rétabli entre Madrid et la frontière de la Bidassoa. Une partie de l'armée a été laissée comme force d'occupation dans les provinces du nord, où il reste à effacer les traces de la guerre civile, et ce ne sont pas seulement des traces matérielles ; il faut aujourd'hui rétablir l'ordre légal partout, réintégrer les libéraux dans des propriétés dont ils ont été violemment dépouillés, et qui ont été vendues par le

gouvernement carliste. C'est toute une œuvre réparatrice à réaliser dans ces provinces séquestrées et exploitées par don Carlos pendant trois ans, et après tout l'Espagne a bien le droit de se sentir soulagée, de célébrer la paix qui lui est rendue, même avec une certaine prodigalité d'enthousiasme, de lauriers et d'illuminations.

Les réjouissances, les distributions de titres aux généraux et les vers adressés de toutes parts à Alphonse XII, au jeune roi « pacificateur, » ne suppriment pas malheureusement bien d'autres difficultés qui pèsent sur le gouvernement de Madrid, et dont quelques-unes sont la conséquence inévitable de la dernière victoire. L'Espagne a reconquis les provinces du nord, elle en a fini heureusement avec la guerre civile. Voici maintenant une question des plus graves, des plus délicates, qu'on ne peut plus éluder, celle du régime auquel on soumettra les provinces reconquises, et déjà deux politiques semblent être en présence. L'une, qui s'est déjà produite sous la forme de manifestations, de pétitions aux cortès, réclame l'abolition des *fueros*, des priviléges basques; l'autre politique, qu'on dit représentée par un des généraux les plus populaires aujourd'hui, par Martinez Campos, serait pour la conservation de ces priviléges. Peut-être même le général Martinez Campos, pour hâter la pacification, a-t-il fait quelques promesses. Le président du conseil, M. Canovas del Castillo, interrogé dans les chambres, n'a point hésité à déclarer que les provinces du nord devaient avant tout être ramenées à l'unité nationale et constitutionnelle, — puis qu'on pourrait s'entendre avec des représentans locaux sur le régime administratif qu'il faudra créer. En d'autres termes, cela veut dire que les priviléges d'exemption du recrutement militaire et des impôts généraux devront commencer par être supprimés, et qu'une certaine autonomie d'administration n'est point exclue. Ce n'est plus ici une question de droit comme en 1839, après la première guerre carliste, terminée par un traité, par ce qui s'est appelé le *convenio* de Bergara. Aujourd'hui les Basques ont combattu jusqu'au bout, ils ont été soumis par les armes, ils n'ont plus aucun droit, puisqu'ils ont eux-mêmes déchiré leur titre; mais la population libérale des provinces, qui a souffert de la guerre carliste, qui a été spoliée, traitée en ennemie par le prétendant, et qui est restée toujours fidèle à l'Espagne, au gouvernement de Madrid, cette population, elle aussi, tient aux *fueros;* elle a les droits de sa fidélité et de son dévoûment. Des villes comme Saint-Sébastien, Bilbao, qui ont subi des siéges, des bombardemens sans capituler devant l'ennemi, méritent de n'être point traitées absolument en pays conquis. C'est là le point délicat sur lequel le gouvernement et les cortès vont avoir à se prononcer.

Une autre difficulté, qui n'est pas moins grave, commence aujourd'hui pour l'Espagne, ou plutôt reparaît désormais au premier rang, puisqu'elle n'était jusqu'ici qu'ajournée, c'est la difficulté religieuse. Cette question

est agitée partout en ce moment au-delà des Pyrénées; elle a été discutée dans les cortès à l'occasion de l'adresse au roi, elle doit être maintenant résolue à propos de la constitution nouvelle que le cabinet vient de soumettre au parlement. Le président du conseil, soutenu jusqu'ici par le jeune roi, M. Canovas del Castillo s'est prononcé pour la liberté ou tout au moins pour la tolérance religieuse, mais il a contre lui des influences puissantes, le clergé, la fraction absolutiste de l'ancien parti modéré, peut-être même des généraux, puisqu'il y a toujours des généraux dans la politique au-delà des Pyrénées, — et voilà maintenant la lutte plus enflammée que jamais par un bref que le pape vient d'adresser à l'archevêque de Tolède en faveur de l'unité religieuse espagnole. Le pauvre pontife a cru sans doute que la jeune monarchie rétablie depuis si peu de temps encore à Madrid n'avait pas assez d'embarras, et il lui a envoyé son bref pour aider à la pacification des esprits au lendemain de la défaite des carlistes! Un effort désespéré va évidemment être tenté. M. Canovas del Castillo a plus que jamais besoin d'être soutenu, non-seulement par le roi, mais par tous les libéraux. Il obtiendra sans nul doute de faire inscrire dans la constitution les idées de tolérance dont il est le défenseur, et il les fera respecter. C'est la monarchie constitutionnelle libérale qu'il a voulu rétablir d'accord avec le jeune souverain lui-même, et cette monarchie ne peut chercher sa force dans une politique qui a son représentant naturel dans le prétendant vaincu d'hier. Alphonse XII est rentré avec le drapeau libéral à Madrid, avec ce drapeau il a eu raison de l'insurrection carliste. Son principal conseiller, M. Canovas del Castillo, a une dernière victoire à gagner, c'est de ne point laisser les passions religieuses assombrir et troubler le nouveau règne en lui préparant la fin qui est au bout de toutes les réactions. L'Espagne ne peut pas s'isoler aujourd'hui dans le mouvement libéral qui entraîne l'Europe.

CH. DE MAZADE.

REVUE SCIENTIFIQUE.

DE LA MÉTHODE GRAPHIQUE ET DE LA CONTRACTION MUSCULAIRE.

Marey, *Du Mouvement dans les fonctions de la vie*, 1868. — *La Machine animale*, 1873.

Il est plus utile de découvrir un fait que de créer une hypothèse; mais il est plus utile d'inventer une méthode que de découvrir un fait. C'est qu'en réalité une méthode permet d'analyser et de comprendre une nombreuse série de faits qui jusqu'alors avaient passé inaperçus ou incompris. La méthode graphique n'a été appliquée aux lois biologiques que depuis peu de temps, mais les résultats qu'elle a donnés sont d'une extrême importance. La théorie de la circulation du sang a été modifiée et établie sur des bases nouvelles. Nous ne nous occuperons pas aujour-

d'hui des applications de la méthode à l'étude des phénomènes circulatoires; nous nous contenterons d'exposer l'histoire de la contraction musculaire, qui, grâce à ce procédé exact et délicat d'analyse, est devenue une des parties les plus précises de la biologie.

Disons d'abord quelques mots de la méthode et des moyens qu'elle met en usage. Elle a été pour la première fois appliquée aux phénomènes physiques pour déterminer les lois de la chute des corps par Poncelet et Morin. Un corps en tombant laisse une trace de son passage sur un cylindre animé d'un mouvement régulier d'horlogerie. Plus tard Ludwig en fit emploi pour enregistrer les variations de la pression artérielle. Helmholtz construisit le premier myographe, c'est-à-dire l'appareil destiné à enregistrer les modifications de la contraction d'un muscle; mais ces appareils étaient irréguliers, coûteux, difficiles à faire fonctionner, et n'auraient en somme donné que des résultats assez médiocres, si, grâce à des recherches aussi ingénieuses que patientes, M. Marey n'eût fait construire une quantité d'appareils précis et réguliers qui permettent d'étudier la contraction musculaire avec autant de rigueur et d'exactitude qu'un phénomène d'astronomie ou de physique.

Voici en quelques mots seulement le principe de la méthode telle que depuis plusieurs années elle est appliquée au Collége de France. Un régulateur mû par un appareil d'horlogerie porte plusieurs axes animés chacun d'une vitesse différente, mais constante pour chacun d'eux. A ces axes, on adapte un cylindre recouvert d'une feuille de papier enfumé. La pointe d'une aiguille, si elle est immobile, fera une raie blanche sur le papier, lequel, une fois déroulé, montrera une ligne droite. — Si l'on agite l'aiguille, les oscillations en seront marquées et laisseront leur trace sur le papier. Que si l'on prend soin de plonger le *tracé* dans du vernis pour fixer le noir de fumée, l'on aura une reproduction inaltérable et persistante des moindres mouvemens de l'aiguille.

Qu'on se rende compte un instant de la difficulté qu'on aurait à suivre de l'œil les petites secousses communiquées à l'aiguille, et même les eût-on observées, comment s'en serait-on souvenu? Aurait-on retenu les dérangemens imperceptibles qu'elle a subies et enfin pourrait-on en donner la preuve matérielle, palpable, indiscutable, non-seulement aux témoins de l'expérience, mais aux savans de l'Europe entière, et même aux générations futures? Avec le *tracé*, au contraire, tout est indiqué : la marche de l'aiguille, l'étendue, la durée de son déplacement. Personne ne peut contester le fait, et les erreurs de la mémoire ou de l'imagination sont impuissantes à en fausser la nature. C'est le fait lui-même qui parle, et chaque fois qu'on voit un tracé, c'est comme si on assistait à une expérience.

L'appareil que M. Marey a imaginé pour transcrire sur le papier enfumé les oscillations musculaires est extrêmement simple. L'aiguille est un bras de levier dont une des extrémités est attirée par un fil. Ce fil

est attaché au tendon d'un muscle de grenouille. Quant à la grenouille, elle est fixée sur un petit chariot qui se meut régulièrement le long du cylindre. Par suite de dispositions trop compliquées pour être décrites ici, on peut faire en sorte que la contraction du muscle arrive toujours à une même phase de la rotation du cylindre, et comme le chariot est animé d'un mouvement uniforme, toutes les secousses sont les unes au-dessus des autres, et on peut juger des modifications graduelles qu'elles éprouvent. Nous n'insisterons pas sur la technique de ces différens appareils, il vaut mieux dire à quels résultats M. Marey est arrivé, et avec lui les principaux physiologistes contemporains.

Lorsqu'un muscle se contracte, il se raccourcit, et, comme il est attaché à ses deux extrémités, que de plus une de ces extrémités est mobile, c'est l'extrémité mobile qui se déplace. Certes, envisagé dans sa nature intime, ce raccourcissement du muscle est un phénomène inexplicable; mais, si nous ne pouvons comprendre pourquoi, il est permis de rechercher comment il s'opère. Sur un animal supérieur, tel que le lapin ou le chien, le phénomène est beaucoup trop rapide pour être facilement analysé, mais sur une tortue on voit très bien qu'il y a une *onde* musculaire, c'est-à-dire une sorte de renflement qui apparaît en un point du muscle, progresse rapidement, et s'étend jusqu'au point opposé. Si l'on observe au microscope les muscles de la patte d'un insecte, la fibre musculaire, en se contractant, offre aux yeux de l'observateur des nodosités qui cheminent dans le même sens et disparaissent rapidement. On peut écrire le phénomène sur le cylindre enregistreur, en plaçant sur le muscle des leviers-aiguilles de place en place; ces leviers ne se déplacent pas au même moment, et la distance qui, sur le papier enfumé, sépare le début du déplacement de chacun d'eux, peut être évaluée facilement. La vitesse de l'onde musculaire mesurée ainsi semble être d'un mètre par seconde : vitesse très grande pour la faible dimension des muscles.

Un fait que l'on peut aussi étudier à l'aide de ces appareils, c'est la vitesse de l'agent nerveux. La nature intime de cette force impondérable nous est tout aussi peu connue que celle des autres forces telles que l'électricité, la chaleur et la lumière. Il faut nous contenter d'en étudier les effets, qui rentrent dans le domaine de ce qui est accessible à notre intelligence. Pour mesurer la vitesse de l'agent nerveux, Helmholtz fait l'expérience suivante. Sur le même animal, il met à nu une longueur très grande de nerf, et il excite le nerf tout près de l'endroit où il entre dans le muscle; il obtient une contraction presqu'au même instant. On peut, comme le fait M. Marey, avoir un signal électrique qui avertit du moment précis où se fait l'excitation : dans ce cas, il y a un retard qui se traduit sur le cylindre. Ce retard est dû non pas au nerf, mais au muscle, qui ne réagit pas immédiatement après que le nerf a été excité. Supposons que ce retard soit d'un centième de seconde, quand le nerf est ex-

cité tout près du muscle. Si l'on excite le nerf très loin du muscle, on aura un retard plus grand, de deux centièmes de seconde par exemple : alors on pourra en conclure que l'influx nerveux a mis un centième de seconde à aller d'une extrémité du nerf à l'autre, et ainsi, en mesurant exactement la longueur du segment nerveux ainsi excité, on pourra calculer la vitesse de l'influx nerveux dans le nerf. Cette vitesse est de 25 à 30 mètres par seconde.

Il était indispensable de rechercher l'influence des centres nerveux sur ce retard musculaire. En effet, lorsque par l'électricité, par un agent mécanique ou chimique, on excite un nerf qui se rend à un muscle, ce nerf est inactif : il ne fait que transmettre l'excitation qui lui a été communiquée, tout comme le fil du télégraphe électrique. En somme, le nerf, livré à lui-même, ne peut avoir aucune action sur le muscle. Il est toujours passif; c'est un cordon qui transmet l'action nerveuse. L'excitant qui le fait entrer en action peut être soit un excitant extérieur, tel que l'étincelle électrique, soit un excitant intérieur tel que le centre encéphalo-médullaire. Mais, quand l'excitation vient des centres, deux cas peuvent se présenter. Dans le premier cas, la moelle est seule excitatrice; dans l'autre cas, le cerveau et la moelle réunissent leur action pour exciter le nerf.

Voyons d'abord ce qui se passe dans le premier cas, la moelle étant séparée du cerveau. Si l'on excite un point quelconque de la peau, le nerf sensitif transmettra la sensation à la moelle épinière, qui, pour produire un mouvement, ira exciter le nerf moteur. Le nerf moteur transmettra l'excitation au muscle, et le moment précis de l'excitation de la peau et du début de la contraction musculaire pourront être enregistrés sur le cylindre. C'est ainsi qu'on calcule le temps qu'il a fallu à la moelle épinière pour changer une impression sensitive en une excitation motrice. Ce passage et cette transformation de l'irritation nerveuse dans le centre médullaire s'appelle une action réflexe.

On a essayé aussi de calculer le temps d'une perception. Depuis longtemps les astronomes avaient constaté un désaccord entre leurs observations, quand il s'agissait d'estimer le passage d'une étoile devant le fil de la lunette méridienne. Cette différence, qui est quelquefois de plus d'une seconde, est appelée erreur ou équation personnelle. Il semble en effet qu'elle varie selon les individus. Wolff a imaginé un moyen pour la calculer. Il fait passer devant le fil de la lunette un *astre artificiel*, qui, au moment du passage, fait vibrer un signal électrique qui s'inscrit sur un cylindre. L'observateur indique sur le même cylindre le moment où il voit l'astre, et l'on peut ainsi évaluer exactement la distance qui sépare les deux signaux écrits sur le papier. Comme le cylindre tourne avec une vitesse constante, cette distance peut être mesurée en fractions de seconde. On a ainsi la mesure exacte de l'équation personnelle. Un fait important noté par Wolff, c'est qu'on peut, avec de l'attention, cor-

riger et diminuer considérablement cette erreur personnelle. C'est ainsi qu'il est arrivé à la réduire de trois dixièmes à un dixième de seconde.

On peut procéder aussi d'une autre manière, en excitant, soit la main, soit le visage, soit le pied d'un individu, en lui faisant voir des objets, entendre des sons, faire un dilemme (Donders), et après avoir transmis sur le cylindre le moment précis de l'excitation, faire transmettre sur le même cylindre par l'individu le moment de sa perception. On arrive ainsi à des conclusions assez curieuses. L'attention soutenue diminue le retard dans les centres. L'excitation de l'œil est celle qui est le plus vite suivie de perception : l'ivresse retarde singulièrement la marche des idées; mais l'individu qui réagit croit réagir avec une très grande rapidité. C'est ainsi qu'Exner a trouvé 8 mètres par seconde pour la vitesse de l'agent nerveux dans la moelle. Ces essais sont assez intéressans par eux-mêmes, mais surtout ils montrent quel profit la psychologie peut tirer de l'application sage et méthodique des expériences physiologiques. Le temps des inductions stériles est passé, et c'est sur des faits, et des faits bien observés, que les théories philosophiques, si par hasard il en est de nouvelles, doivent désormais s'appuyer.

Le principal excitant de la force nerveuse est l'électricité; mais il faut bien se garder de les confondre. Quand on fait passer un courant électrique par un nerf, l'électricité n'agit que sur le nerf; elle excite le nerf, lequel nerf agit sur le muscle pour provoquer la contraction. D'un autre côté, l'électricité appliquée directement sur le muscle le fait se contracter, en sorte qu'il y a deux moyens de provoquer une secousse musculaire par l'électricité, c'est de porter l'excitant électrique d'une part sur la fibre musculaire elle-même, d'autre part sur le cordon nerveux. C'est ce dernier procédé qu'on emploie généralement, car on obtient des phénomènes plus réguliers, plus constans, fatiguant moins le muscle, et exigeant une bien moins grande tension électrique.

Il y a deux sortes d'électricités qu'on peut employer pour provoquer des contractions musculaires : l'électricité de la pile ou l'électricité d'induction. Le courant de la pile, lorsqu'il n'est pas trop intense, ne provoque de contraction qu'au moment de la clôture et au moment de la rupture; quelquefois cependant, il met le nerf dans une sorte d'état tétanique, de *tétanos*. C'est ce tétanos qui survient toujours quand on emploie l'électricité d'induction interrompue à des intervalles très rapprochés.

Pour comprendre exactement la signification de ce tétanos, il faut se rapporter aux tracés que donne une contraction musculaire simple. A vrai dire, le mot contraction n'est pas exact; il vaut mieux, ainsi que le fait M. Marey, appeler secousse musculaire le mouvement simple et rapide du muscle lorsqu'il est excité par la clôture ou la rupture d'un courant induit. Après la secousse, il revient immédiatement sur lui-même; mais si, au moment où il retourne ainsi à son état primitif, il

reçoit une nouvelle excitation, il se raccourcit encore, et si une troisième excitation vient le surprendre, il continue à se raccourcir, et ne redescend plus. Que si l'on suppose une série d'excitations très fréquentes se succédant les unes aux autres, il n'y aura plus cette secousse simple produite par une excitation électrique unique, mais un tétanos constitué par la fusion d'un grand nombre de secousses musculaires. Plus la fréquence des secousses est grande, plus leur fusion est complète, et si l'interruption est très rapide, on finit par ne plus saisir qu'un seul mouvement, qui paraît simple, mais qui en fait est la fusion d'une grande quantité de petites secousses.

Cette étude du tétanos musculaire provoqué par une série d'excitations électriques se succédant à de très courts intervalles, est nécessaire pour faire comprendre la nature de la contraction musculaire volontaire. En effet, un muscle que la volonté met en action ne donne pas une secousse musculaire, mais une série de secousses fusionnées; en somme, un véritable tétanos, plus parfait et plus complet que le tétanos produit par l'interrupteur de la bobine de Ruhmkorff. Helmholtz a fourni une démonstration fort élégante de ce fait en étudiant le bruit musculaire. Si un observateur applique l'oreille sur un muscle qui se contracte, le muscle de la mâchoire par exemple, ou du bras, il entendra un son musical dont il pourra reconnaître la tonalité. En général, cette tonalité est de 39 vibrations par seconde. La conclusion est bien simple. Puisque le muscle vibre quand il se contracte, il faut bien que la contraction se compose de plusieurs secousses; chaque secousse étant une vibration. Il y a lieu à ce sujet de faire une exception remarquable. Le cœur est un muscle dont la contraction n'est pas un tétanos, c'est-à-dire une série de secousses fusionnées; c'est une seule secousse, et chaque fois que le muscle cardiaque se referme pour chasser le sang dans les artères, c'est un seul mouvement qui s'inscrit sur le cylindre. Peut-être faut-il chercher la cause de cette particularité dans la structure même des fibres musculaires du cœur. Au lieu d'être simples comme dans les autres muscles, elles sont bifurquées et anastomosées entre elles, en sorte qu'il y a une solidarité étroite entre toutes les parties du muscle, ce qui les force à se raccourcir et à réagir en même temps. En présence de ce fait il y a lieu de se demander si le bruit qu'on entend, au moment de la contraction du cœur, est dû à la vibration musculaire, comme quelques auteurs tendaient à l'admettre. Cela ne paraît guère probable, la systole, c'est-à-dire la contraction du cœur, étant une secousse musculaire simple, et non la fusion de plusieurs secousses déterminant un bruit musical par la rapidité de leurs vibrations.

C'est ainsi que par la précision avec laquelle le levier-aiguille marque sur le cylindre enregistreur les moindres oscillations de la fibre musculaire, M. Marey a pu étudier l'effet de différens poisons, de la vératrine, de la brucine et de la strychnine. Cette dernière substance

produit les effets les plus curieux. Injectée à très petite dose sous la peau d'une grenouille, elle est rapidement absorbée, et empoisonne le système nerveux et le système musculaire. Cette influence se fait sentir au bout de quelques minutes. On voit alors la secousse musculaire, provoquée par une excitation électrique simple, devenir un tétanos d'abord léger, puis successivement de plus en plus complet. C'est que la strychnine rend le système nerveux très excitable. Il est probable qu'elle augmente la vitesse du fluide nerveux, mais en tout cas elle surexcite l'action réflexe. Le moindre attouchement d'un nerf provoque immédiatement un tétanos complet, non-seulement du muscle animé par ce nerf, mais de tous les muscles de l'animal. L'excitation tétanique réside dans la moelle épinière, car, si on coupe ce centre nerveux et si l'on excite un nerf de la portion inférieure, la contraction spasmodique des muscles animés par le tronçon supérieur cesse aussitôt. Il ne faut pas croire qu'il soit besoin d'une excitation violente pour produire ce tétanos. Il suffit du moindre attouchement; si l'on frappe la table où repose une grenouille empoisonnée par la strychnine, elle contracte aussitôt tous ses membres et devient rigide comme un bâton.

Le myographe traduit fidèlement toutes ces formes de l'action musculaire, mais il n'est pas nécessaire que l'empoisonnement soit si profond. Bien souvent il arrive qu'on se serve par erreur d'une épingle qui a touché précédemment une grenouille empoisonnée; elle ne retient guère de strychnine, et cependant on aperçoit au myographe un début de tétanos, tant la recherche par ces instrumens enregistreurs est précise. Il est probable qu'on en fera une heureuse application à la médecine légale, dans les cas si nombreux où la quantité de substance recueillie est insuffisante pour une analyse organique sérieuse.

Le froid, la fatigue, exercent aussi une influence remarquable sur la secousse musculaire. D'abord le muscle est plus long à se contracter, à mesure qu'il se fatigue. Non-seulement il tarde à entrer en action, mais il tarde encore à revenir à son état primitif, et la secousse, au lieu d'être brève, est très allongée. Le froid a une action analogue. La chaleur au contraire a une action opposée. Plus on chauffe un muscle, plus il se contracte vite, et plus sa contraction est intense; mais son excitabilité se perd plus rapidement, et d'ailleurs il ne faut pas dépasser 40 ou 45 degrés, car à cette température on coagulerait les substances albuminoïdes qui constituent les élémens chimiques du muscle, et sa mort en serait la conséquence.

Il y a aussi des différences curieuses entre la forme de la secousse musculaire chez les divers animaux. Toutes choses égales d'ailleurs, la fibre musculaire de l'oiseau se contracte très rapidement, celle des mammifères avec un peu plus de lenteur; en particulier, les mammifères dits hibernans, tels que la marmotte, le hérisson, lorsqu'ils sont plongés dans le sommeil hibernal, ont une secousse plus lente et plus

allongée que celle des autres mammifères. Les reptiles ont une secousse musculaire dont la durée est très grande et la lenteur considérable à toutes ses phases. La cause en est sans doute dans le peu d'intensité des phénomènes chimiques dont le muscle d'un reptile est le siége. Rien n'est plus instructif à cet égard que l'étude du système musculaire de la tortue. On peut par un temps froid couper la tête d'une tortue et conserver l'animal vivant pendant deux ou trois semaines. On voit ses muscles se contracter encore pendant tout ce temps, quoique les fonctions du système nerveux soient presque totalement abolies. Le muscle cardiaque des animaux vertébrés inférieurs, tels que la grenouille, offre aussi une *longévité* remarquable. Si l'on évite l'évaporation, le contact des substances irritantes, comme l'ammoniaque ou l'acide carbonique, on peut conserver *vivant* pendant plusieurs semaines un cœur de grenouille arraché de la poitrine, l'organe ainsi isolé conservant le mouvement rhythmique de systole et de diastole dont il était animé lorsqu'il était en place. C'est qu'en effet la vie n'est pas une force idéale siégeant dans l'ensemble de l'organisme. Elle réside dans chacun des tissus dont cet organisme se compose, et l'on comprend très bien que la mort puisse frapper à des heures différentes tel ou tel de ces tissus.

Pour explorer la secousse musculaire chez l'homme, on ne peut avoir recours à des moyens qui nécessitent une mutilation; il faut opérer d'une autre manière. M. Marey s'est servi d'une pince dite myographique, qui prend entre ses mors la partie la plus renflée d'un muscle, au pouce par exemple, ou au bras. Le muscle, en se contractant, se gonfle par suite de la formation d'une onde musculaire. Le gonflement soulève la pince myographique, laquelle appuie sur un petit appareil dit tambour à levier. L'air contenu dans le tambour à levier fait osciller un levier-aiguille, selon qu'il est plus ou moins refoulé par le déplacement de la pince myographique, et l'on peut ainsi inscrire les contractions du muscle sur un cylindre enregistreur.

Ainsi donc la méthode graphique dans l'étude des mouvemens a une importance extrême, non-seulement par les résultats acquis, mais encore par les espérances qu'elle donne. Les appareils qu'elle exige ne sont ni très coûteux, ni très difficiles à manier, et, mis en œuvre avec méthode et ingéniosité, ils aideront à résoudre toutes les questions délicates que soulève l'étude du mouvement. Déjà M. Marey l'a appliquée au vol de l'oiseau et de l'insecte, et tout permet d'espérer que le problème de la locomotion aérienne pourra quelque jour être résolu par l'emploi des appareils enregistreurs. C'est une légitime espérance, et ce jour-là la science aura réalisé au profit de l'humanité un des plus grands progrès qu'on peut attendre d'elle.

CHARLES RICHET.

Le directeur-gérant, C. BULOZ.

ousse
ble à
nsité
iége.
laire
ue et
t ses
onc-
uscle
offre
ntact
que,
gre-
uve-
qu'il
sié-
tis-
e la

voir
pé-
yo-
l'un
nt,
fle-
ap-
fait
le
les

ne
en-
ne
vec
é-
ée
ro-
par
et
us